

SERGE DANIEL
AQMI

AL-QAIDA AU MAGHREB ISLAMIQUE

L'INDUSTRIE DE L'ENLÈVEMENT



fayard

Serge Daniel

AQMI
L'industrie
de l'enlèvement

Fayard

Couverture : Nicolas Trautmann

Photo : © AFP

© Librairie Arthème Fayard, 2012.

ISBN : 978-2-213-66526-9

DU MÊME AUTEUR

Les Routes clandestines. L'Afrique des immigrés et des passeurs,
Hachette Littératures, 2008.

*À ma mère, Colette Gbogbohoundada,
À Madame Ba Konaré, que j'admire toujours.*

Table des matières

[Page de Copyright](#)

[Table des matières](#)

[Enlèvements](#)

[*La mort de Vincent et d'Antoine*](#)

[*La mort de Michel Germaneau*](#)

[*Areva : sept enlèvements à Arlit*](#)

[*Nouveaux enlèvements au Mali \(novembre 2011\)*](#)

[*Journal des négociations*](#)

[*Enlèvements d'otages, mode d'emploi*](#)

[*Libération d'otages, mode d'emploi*](#)

[*Les rançons*](#)

[AQMI : origines, structures, méthodes](#)

[*D'Al-Qaida à Aqmi*](#)

[*Principales figures d'Al-Qaida au Sahel*](#)

[*Aqmi dans tous ses états...*](#)

[*Aqmi et la drogue*](#)

Techniques d'islamistes

Géopolitique

Al-Qaida les talibans du Nigeria main dans la main

Aqmi et les Touareg

Revers d'Aqmi au Mali et au Niger

Coup dur au Tchad

Aqmi au Maghreb

Al-Qaida attaque l'armée malienne

La France menacée...

La lutte contre Aqmi

Divergences dans la lutte contre Aqmi

Combattre le terrorisme

Conclusion

Annexes :

1. Lettre des amis de Vincent et d'Antoine au ministre français de la Défense.

2. Le « testament » d'Azzam

3. Recommandations du consul général de France à Bamako

Remerciements

Bamako, palais présidentiel de Koulouba, tard dans la nuit du 21 au 22 juillet 2010. Deux collaborateurs du président de la République malienne s'en souviennent comme si c'était hier. À l'une des fenêtres de cette imposante résidence dominant la capitale, le chef de l'État malien, Amadou Toumani Touré, décroche son téléphone, marque un moment de surprise en entendant à l'autre bout du fil une voix reconnaissable entre mille lui lancer tout de go :

– Allô ! Bonjour, cher ami !

– Bonjour ! répond le président malien à son homologue français.

La conversation ne dure que quelques instants. Nicolas Sarkozy propose à son interlocuteur un nouveau rendez-vous téléphonique.

– Je vous rappelle dans les quarante-huit heures, lâche-t-il avant de raccrocher.

Les quarante-huit heures en question n'étaient pas écoulées qu'un raid franco-mauritanien était mené en territoire malien contre des éléments d'Aqmi, la branche maghrébine d'Al-Qaida. L'objectif était double : libérer Michel Germaneau, un otage français retenu par Aqmi depuis plusieurs mois, et frapper au cœur du dispositif des terroristes. Le résultat est mitigé, car si au moins sept terroristes sont tués dans l'opération, l'otage français ne se trouvait pas sur les lieux. En représailles, Aqmi annoncera d'ailleurs quelques heures plus tard son exécution...

La France entière s'émouvra en apprenant qu'un amoureux du Sahel de 78 ans a perdu la vie pour avoir simplement croisé la route de ces terroristes ou de leurs complices. Un otage français assassiné ! Une première pour la France dans le contexte sahélo-saharien.

Le 16 septembre 2010, Aqmi enlève sept employés d'Areva et de Satom, une filiale du groupe nucléaire français, dont cinq Français. Quelques mois plus tard, une femme, épouse d'un Français employé d'Areva, et deux Africains employés de Satom sont libérés.

À la fin de novembre 2011, Aqmi signe l'enlèvement de deux ressortissants français dans le nord du Mali.

En janvier 2012, des négociations étaient toujours envisagées pour obtenir la libération des six Français aux mains de la branche la plus

extrémiste d'Al-Qaida au Maghreb islamique. Nous allons reprendre le chemin de négociations dont les progrès se mesurent en millimètres, s'évaluent à un battement de cils ou dépendent d'un simple caprice... Une guerre des nerfs, à défaut d'une lutte armée qui pourrait prendre plus de temps et coûter beaucoup d'argent. Double objectif, une fois de plus : une guerre psychologique et un gain maximal.

Sans complicités locales, les sept otages d'Areva et de Satom, n'auraient pu être kidnappés. Une profession est née : « sous-traitants d'Al-Qaida au Maghreb islamique ». Sans ces indics, ces bras rémunérés, il ne saurait y avoir rapt de personnes. Une fois enlevés, les otages sont pris en charge par des individus ayant une parfaite connaissance du désert, autre maillon de la chaîne de l'enlèvement. Ce qui leur permet de disparaître le plus tranquillement du monde ! De plus, les ravisseurs possèdent une logistique extraordinairement sophistiquée : GPS dernier cri, téléphones satellitaires, accès Internet, matériel vidéo qui leur permet d'approvisionner en documents de toutes sortes les médias, notamment Al-Jazira, la plus importante chaîne de télévision en langue arabe. Ils disposent de stocks de carburant parfaitement dissimulés, de véhicules extrêmement rapides, et bénéficient du ravitaillement fourni parfois par les populations locales. Ces hommes n'oublient en effet jamais de payer ce qu'ils achètent, ce qui est apprécié ! Pas plus qu'ils n'oublient, à l'occasion, de nouer des alliances, parfois matrimoniales, avec des familles locales !

Aux États-Unis, à Paris et dans la plupart des capitales européennes, la vigilance est déclarée comme prioritaire. Une attaque d'Al-Qaida y est très sérieusement envisagée, et cette attaque pourrait venir de sa branche maghrébine...

2 mai 2011. Le torse bombé, le président américain Barack Obama annonce la mort d'Oussama Ben Laden lors d'une opération militaire menée par ses hommes au Pakistan. Le choc est planétaire. Le père spirituel, reconnu comme tel ou autoproclamé, de toutes les filiales d'Al-Qaida dans le monde, est tué dans une belle bâtisse qu'il habitait à Abbottabad. Tous les médias du monde commentent l'information. Des analystes, heureusement peu nombreux, jurent la main sur le cœur et au feu que des mouvements intégristes comme Aqmi, ayant perdu leur mentor, vont irrémédiablement décliner. Grossière erreur !

Avec un vernis idéologique, se signalant essentiellement par des enlèvements d'otages, qu'ils libèrent dans presque tous les cas contre une rançon, les combattants d'Aqmi ambitionnent au moins trois choses : devenir les maîtres incontestés du Sahara, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, rendre la zone infréquentable, surtout pour les touristes européens, et déstabiliser les pays qui, selon leurs déclarations, pactisent avec l'Occident. Ces terroristes veulent faire de la zone sahélo-saharienne et, au-delà, de l'Afrique de l'Ouest, un sanctuaire d'où ils pourraient mener des opérations spectaculaires et sanglantes à travers le reste du monde...

La France figure en bonne place au rang de leurs principaux ennemis. Elle serait même, à en croire certains spécialistes, l'ennemi numéro un et la prochaine cible sur leur liste noire... Évalués actuellement à plusieurs centaines, ces islamistes armés, dans les années 1990, avaient été obligés d'abandonner leur ambition de transformer l'équilibre des forces politiques dans le nord de l'Algérie. Le choix facile pour survivre, rebondir et médiatiser leur label était de prendre la direction du sud de l'Algérie, qui débouche sur trois pays : le Mali, la Mauritanie et le Niger. C'est dans le désert commun à ces pays que les terroristes ont peu à peu élu domicile. Cet espace est le lieu présumé de détention des derniers otages français. Une « prison » à ciel ouvert de plusieurs millions de kilomètres carrés, sans cellules, mais d'où on ne peut s'évader.

Qui sont ces islamistes ? À quel terreau s'agrègent-ils ? Ils circulent sur un territoire grand comme dix fois la France. Ils croisent, côtoient les hommes et les femmes qui habitent cet immense espace aride et, parfois, vivent en parfaite symbiose avec eux.

Comment opèrent ces bandes qui, depuis 2003, ont enlevé une quarantaine d'otages, européens pour la plupart ? Comment s'approvisionnent-elles en armes ? Que veulent-elles ? Ont-elles un projet politique ? des ambitions confessionnelles ?

Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) a, depuis peu, deux petits frères : Al-Qaida au Sahel, et Al-Qaida en Afrique noire, qui a revendiqué en décembre 2011 l'enlèvement, dans la nuit du 22 au 23 octobre 2011, de trois otages européens : une Italienne et deux Espagnols, kidnappés à l'endroit le plus protégé des terres qu'occupe le Polisario, mouvement soutenu par l'Algérie qui dispute au Maroc le Sahara occidental, un

territoire qui se trouve au cœur de quatre pays : le Mali, la Mauritanie, l'Algérie et le Maroc.

Ces groupes autonomes sont reliés par un cordon ombilical à la tête de l'organisation basée en Algérie. Mais, de plus en plus, les *katibat* (cellules combattantes) du Sahel, des cellules naissantes en Afrique de l'Ouest, prennent du poids, en s'organisant sur le terrain. Ces *katibat* sont le trait d'union entre Aqmi et les talibans du géant nigérian. La laminaire poursuit patiemment son chemin. Objectif affiché : établir une jonction avec ces talibans du géant nigérian. Même si Aqmi et les talibans du Nigeria ne se retrouvent pas autour du même islam, ils ont le même adversaire : l'Occident. Des preuves irréfutables existent, démontrant que des talibans du Nigeria ont suivi une formation militaire et idéologique dans les fiefs d'Aqmi. L'objectif est clair : prendre le contrôle des États de la bande sahélo-saharienne jusqu'au golfe de Guinée, frapper dans cet espace les intérêts occidentaux, infiltrer les sphères de décision et former des jeunes pour aller porter le combat au cœur de l'Occident.

Pour frapper en Occident, les terroristes misent désormais sur des mules, exactement comme pour la drogue. Des jeunes binationaux qui, outre la nationalité de leur pays d'origine, ont la citoyenneté française ou celles d'autres pays européens, font l'objet d'approche de séduction. D'autres sont, au moment où nous écrivons ces lignes, en formation en Afghanistan ou dans des pays du sous-continent indien. Pour brouiller les pistes, après leur formation, ils repasseront en Afrique avant d'aller « frapper » en Occident.

L'Occident ? Les islamistes ne visent pas que les Occidentaux. Instaurer des États islamistes dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest est également leur rêve. Pour parvenir à leurs fins, le désert représente une base de lancement, une terre nourricière, le no man's land rêvé. Ce désert a une locomotive : l'illégalité. Cette locomotive traîne d'innombrables wagons, pour le moins dangereux, et qui ont pour noms Aqmi, trafic de drogue et d'armes de guerre, etc.

Dans le désert, les intégristes religieux sont sur leurs terres de naissance, d'élection et de prédilection. Ils sont maîtres des lieux et mettent au défi les États constitués de la région et d'ailleurs de les en déloger. Sont-ils pour autant invincibles ? Pourquoi les pays occidentaux, qui ne manquent pas de

moyens sophistiqués en termes de renseignement et d'armement (ils l'ont encore prouvé en organisant et en provoquant la chute du colonel Kadhafi en octobre 2011), n'arrivent-ils pas à intervenir efficacement sur le terrain ?

Autant de questions auxquelles ce livre tente d'apporter des réponses. Et s'il n'y parvient pas toujours, du moins offrira-t-il des clés pour mieux appréhender la réalité d'un phénomène géopolitique qui n'en est qu'à ses balbutiements.

Première partie

Enlèvements

Chapitre 1

La mort de Vincent et d'Antoine

23 février 2011. Niamey, la capitale du Niger, se réveille. Le restaurant Le Toulousain du quartier du Plateau aussi. Depuis le 7 janvier 2011, Le Toulousain est bien malgré lui devenu le restaurant nigérien le plus connu au monde. Et c'est là, à cette table ronde de couleur rouge, plantée au milieu de chaises en fer peintes en blanc, que deux jeunes Français, Vincent Delory et Antoine de Léocour, étaient assis. Deux amis d'enfance, depuis la maternelle de l'école Sainte-Marie, à Linselles, dans le nord de la France. Antoine, qui était venu se marier à la charmante Rakia Hassan Kouka, dite « Kiki », fille d'un entrepreneur nigérien, était arrivé quelques jours plus tôt, très exactement le 3 janvier, en provenance de Paris par le vol AF0710. Vincent l'avait rejoint à Niamey le 6 pour participer à la fête.

7 janvier au soir. La nuit enveloppe la ville ; tout est calme, tranquille, favorable à la détente et les deux amis se sont donné rendez-vous pour leurs retrouvailles au Toulousain, ce restaurant très prisé des expatriés qui veulent dîner en ville. Soudain, quatre individus bardés d'armes de guerre font irruption dans la salle et s'emparent des deux jeunes gens sans que personne puisse intervenir. Emmenés de force, ils sont poussés dans un véhicule tout-terrain qui disparaît en trombe.

Plus d'un mois après les faits, Bebué, un videur du restaurant, me raconte comment il a tenté de s'interposer entre les jeunes gens et les ravisseurs et se souvient que l'un des quatre hommes parlait en arabe et un autre une langue qu'il n'a pas pu reconnaître. Il se souvient aussi que trois des ravisseurs avaient le visage à demi caché par un turban et que le quatrième agissait à visage découvert, mais tous semblaient menaçants. Très menaçants. À la sortie du restaurant, ils ont embarqué les deux Français dans une Land Cruiser Station Wagon de couleur blanche, avec des bandes rouges sur les côtés, des vitres fumées et immatriculée au Bénin (RB3535). Trois des ravisseurs avaient des fusils AK47, et le quatrième tenait à la main un pistolet automatique. Aucun coup de feu n'a cependant été tiré.

La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre. Le ministère nigérien de l'Intérieur prit tout de suite l'affaire en charge. Avec le calme olympien qui, de notoriété publique, lui est reconnu, une cerise sur sa réputation d'homme redouté qui connaît son job, Ousmane Cissé réunit immédiatement ses troupes. Un témoin se souvient que le ministre, drapé dans une tenue sahélienne, cachait difficilement son impatience et fixa d'emblée l'objectif d'arracher vivants des mains des ravisseurs les deux otages français. En pleine réunion, son téléphone sonna : le président de la République voulait faire le point :

– Vous en êtes où ? interroge de sa voix rauque le général Salou Djibo, chef de l'État nigérien.

– Nous sommes en train de prendre des mesures, murmure Ousmane Cissé.

– Très bien ! Tenez-moi informé sur l'autre canal.

L'« autre canal », c'était le numéro « sécurisé » du président, dont pas même cinq personnes au Niger pouvaient se vanter de le posséder...

Premier ordre donné : bouclage complet de la ville de Niamey par plus de trente-cinq véhicules de la garde nationale et de la police nationale qui y patrouillaient au moment des faits. Ensuite, très rapidement, les forces de sécurité se sont surtout positionnées sur les deux axes importants qui conduisent au Mali : la région de Tillabéry et la route d'Ouallam. La course-poursuite commence. Les forces spéciales françaises prennent contact avec l'état-major de l'armée nigérienne. Un avion français de reconnaissance, un Breguet Atlantique, localise et filme dès le départ le véhicule qui transporte les deux otages. Des éléments de la garde nationale et de la gendarmerie nationale du Niger repèrent les ravisseurs dans la région de Mangayzé. Le véhicule des ravisseurs est à portée de main.

Le 24 février 2011, dans le but de tenter de reconstituer les faits, je me suis rendu dans cette zone. Les ravisseurs ont, en réalité, fui d'abord par la nationale 24, la route qui mène vers la localité d'Ouallam et dans la région de Mangayzé. Mais, pour ne pas être repérés, ils s'enfoncent dans les broussailles, GPS sur le volant, comme ils savent le faire. De Niamey à Ouallam, soit sur une centaine de kilomètres, la route est goudronnée. Évidemment pas un bitume de première classe, mais ça roule. Les ravisseurs, qui se sont révélés être deux combattants de la branche

maghrébine d'Al-Qaida et deux indicateurs, sont à environ 250 kilomètres de la frontière malienne. Ils veulent aller très vite. Il est 3 heures du matin ce 8 janvier 2011, les éléments de la garde nationale du Niger tentent de les immobiliser.

Les ravisseurs semblent comprendre que la stratégie des militaires nigériens consiste à tout tenter pour les stopper, mais surtout à faire en sorte que les tirs ne touchent pas les deux otages : les militaires doivent les délivrer vivants. Les ravisseurs ne peuvent que contrecarrer cette stratégie en ouvrant le feu avec un message on ne peut plus limpide : si vous ne reculez pas, nous vous tuons, et nous tuons les otages. Les premiers coups de feu blessent le commandant de la garde nationale de Tillabéry. Sur les lieux de l'accrochage, le sergent Ali découvrira plus tard trois chargeurs vides d'AK47 et des traces de sang...

Du PC de crise installé pour l'occasion, à l'aube du 8 janvier, neuf équipes de la garde nationale et de la gendarmerie nationale se lancent sur les traces des ravisseurs. Cinq véhicules de soutien de la garde nationale quittent Niamey vers 8 h 15 pour renforcer le dispositif de sécurité sur le terrain.

Les ravisseurs sont sur écoute. « Nous vous attendons de l'autre côté, mais un peu vers le nord. Une équipe vous attendra. Abou sera à la tête de l'équipe. N'ayez pas peur. Dieu va vous accompagner jusqu'à destination. N'acceptez jamais qu'on vous enlève les deux [otages] des mains. D'ailleurs, ça n'arrivera pas », peut-on lire sur un relevé d'écoute.

Un spécialiste qui a l'oreille fine affirmera que c'est Mokhtar Belmokhtar lui-même, l'un des émirs d'Aqmi, qui dirigeait de sa base l'opération et coordonnait toute l'opération par téléphone satellitaire. La cellule de crise mise sur pied par les Nigériens, en collaboration avec des Français, apprend qu'une équipe de soutien attend les ravisseurs en territoire malien, à l'ouest, de l'autre côté de la frontière.

Il faut parer au plus pressé. Le capitaine Alhadi Ibrahim, commandant de région de la garde nationale de Tillabéry, qui souffre après un échange de tirs avec les ravisseurs d'une fracture de la jambe gauche et d'impacts de balles dans l'autre jambe, est pris en charge médicalement. La poursuite des combattants d'Aqmi doit s'interrompre. Une équipe de la gendarmerie prend le relais et continue la traque. Le ministre de l'Intérieur nigérien

téléphone à ses hommes sur le terrain pour les encourager. « Faites tout pour sauver les deux jeunes. Faites tout pour les sauver », répète-t-il avec nervosité dans le combiné. Le Breguet Atlantique filme en continu le véhicule des ravisseurs et leurs otages.

L'état-major de l'armée de l'air entre en scène. Les hélicoptères de l'armée nigérienne pointent leur nez dans le ciel de la localité d'Ouallam. Le dispositif de sécurité se renforce. L'armée envoie à Ouallam une citerne bourrée de kérosène pour alimenter les appareils. Les hélicoptères vibronnent à une vingtaine de kilomètres du véhicule des ravisseurs. Les poursuivants suivent strictement la consigne de leur supérieur : pas question de tirer à l'aveuglette, car la vie des otages doit pour l'instant être sauvegardée. Un militaire essaie de viser de l'un des hélicos, mais il n'arrive pas à avoir dans l'objectif les ravisseurs de manière précise. Impossible de tirer, car il n'est pas question de prendre le moindre risque.

Un véhicule 4x4 circule en sens inverse, comme s'il allait à la rencontre des ravisseurs et de l'armée nigérienne. Le chauffeur du premier véhicule de soutien des islamistes, qui avait franchi la frontière malienne deux heures plus tôt, fait soudain diversion en simulant une panne. S'improvisant mécanicien, il fait semblant d'ouvrir le capot de la voiture pour effectuer une réparation, décroche son téléphone satellitaire et compose un numéro. Le correspondant n'a pas le temps de répondre qu'un nomade, intrigué, l'apostrophe. Pris de panique, le chauffeur prend la fuite, fait demi-tour en direction du Mali, et rejoint les ravisseurs. Il est midi ce 8 janvier 2011, la gendarmerie nigérienne poursuit les ravisseurs sur le territoire malien, mais ces derniers ont pris un peu d'avance et lui ont tendu un piège.

Pendant ce temps, l'avion français d'observation continue de filmer le véhicule des ravisseurs. Un dispositif militaire français est déjà en place sur l'aérodrome de Ménaka, principale localité malienne du théâtre des opérations. Hélicoptères, troupes et véhicules tout-terrain sont sur le pied de guerre, prêts à attaquer.

Les ravisseurs reçoivent un coup de téléphone leur demandant d'être en état de vigilance maximale. L'armée nigérienne, plus précisément des éléments de la gendarmerie, continue la poursuite. Le sol n'est vraiment pas propice à une conduite aisée. Des arbustes jalonnent la piste. Les gendarmes nigériens slaloment ainsi au milieu des arbustes avant d'apercevoir une

tente nomade. Devant cette tente de fortune, quatre personnes sont en train de discuter. De simples nomades réfugiés sous une tente, en attendant que le soleil chauffe un peu moins les crânes, pensent les militaires. Ils s'arrêtent à leur niveau afin de s'informer sur un éventuel passage des ravisseurs. Soudain, des tirs nourris provenant de la tente mitraillent les gendarmes nigériens. Ils ne le sauront que plus tard : c'est une partie de l'équipe des ravisseurs qui étaient sous la tente. Les quatre jeunes devant la tente également. Une manière originale pour Aqmi de tendre un piège à l'ennemi. Le chauffeur du véhicule de la gendarmerie est la première victime. Il est atteint d'une balle. Trois gendarmes et un garde national détalent dans des directions opposées. Deux gendarmes arrivent à gagner Tiloa. L'autre gendarme, le troisième donc, et le béret rouge seront sauvés par d'autres militaires nigériens déclarés « disparus » quelques heures auparavant. En fait, ils étaient un peu plus au sud, également à la poursuite des ravisseurs et de leur équipe de soutien. Les militaires nigériens récupèrent les corps de leurs camarades tués à bout portant par Aqmi, mais ils constatent que les combattants de l'organisation islamiste ont rapidement levé le camp et réussi à quitter les lieux avec leur tente, les deux véhicules qui se trouvaient cachés à l'intérieur et à embarquer avec eux un capitaine de la gendarmerie et quatre éléments qui étaient sous ses ordres, sans oublier leur véhicule, aux couleurs de la gendarmerie, un trophée de la plus haute valeur compte tenu de leurs méthodes de défense.

Que faire ? L'équipe de l'armée nigérienne chargée de la poursuite est affaiblie. Un renfort est annoncé. Le Mali voisin a été prévenu quelques heures auparavant. Des troupes sont pré-positionnées.

C'est au tour de l'armée française d'entrer en scène. Les forces spéciales françaises, jusque-là en contact radio avec l'état-major de l'armée nigérienne, coupent le contact. Plus d'échanges de propos, plus d'échanges d'informations. Partis de l'aérodrome de la localité malienne de Ménaka, les hélicoptères des forces spéciales françaises entrent en action. Des parachutistes seront également largués. Au total, trois véhicules et une dizaine d'islamistes armés sont pris en chasse par les forces françaises. Le premier objectif visé est le véhicule d'appui, de logistique d'Aqmi. Il s'agit d'un pick-up chargé notamment de trois fûts bourrés de carburant. Des hélicoptères, les forces françaises tirent sur ces fûts. L'incendie est

inévitables. Après l'intervention française, le reste du véhicule brûlé est visible non loin de quelques arbustes. Le second véhicule visé est celui dans lequel ont été enlevés les deux jeunes Français à Niamey. Les forces françaises le neutralisent très rapidement à l'aide de tirs nourris. Les vitres sont soufflées. Le véhicule prend feu. Le pneu de secours a brûlé entièrement. Sa jante est visible à l'arrière. Le capot est ouvert. La portière arrière droite ouverte. Le troisième véhicule est celui de la gendarmerie nigérienne. Il a essuyé des coups de feu, notamment sur le flanc avant droit. Mais il n'a pas été bombardé par les forces spéciales. C'est une indication précieuse. N'ayant pas la certitude que le véhicule en question est un véhicule ennemi, les forces spéciales françaises ont évité de le détruire. Un important lot d'armement appartenant aux ravisseurs sera par ailleurs réduit à néant par l'armée française au cours des combats. Dans leur retraite précipitée, les combattants d'Aqmi qui ont pu prendre la fuite ont un moment emprunté deux motocyclettes à Ménaka afin de parcourir une vingtaine de kilomètres.

Dimanche 9 janvier 2011. Retour sur les événements de la veille. Niamey, la capitale du Niger est triste. L'opération a échoué. On compte des morts, des blessés. Le premier à lever le voile sur les détails de l'opération est un berger malien, du nom de Mahmoud. Il est de la tribu touareg des kel-Amoutes. Il se trouvait sur les lieux le jour du drame. Il a tout vu, ou presque. Les forces françaises, l'ayant pris pour un élément d'Al-Qaida, l'arrêtent. Il est embarqué *manu militari* à bord d'un hélicoptère français et ramené sur l'aérodrome de Ménaka. Le berger, sans son troupeau de moutons, est confié à la gendarmerie locale. Il ne sait pas ce qu'il fait dans ces locaux. Les tenues des militaires français, le bruit des avions français, les flammes, les combattants d'Aqmi qui ripostent, toute la scène défile à nouveau devant ses yeux.

N'ayant rien à lui reprocher, la gendarmerie de Ménaka prend la déposition de Mahmoud et le libère quelques semaines après. De sa déposition et des recoupements effectués par nos soins au Niger découlent une certitude : l'un des deux Français a été tué à bout portant par les balles d'un combattant d'Al-Qaida au Maghreb islamique. Le second est mort à la suite d'un incendie, déclenché par les tirs français sur le véhicule.

Pour bien comprendre le contexte, retour sur l'assaut. À un moment de la course-poursuite, les ravisseurs ont mis les jeunes Français dans deux véhicules différents. L'idée est simple. Sentant l'étau des troupes françaises se resserrer autour d'eux, ils ont voulu prendre des précautions pour empêcher l'échec du rapt. Et puis mieux vaut être obligé de relâcher un seul otage que les deux.

L'intervention française a commencé. Les hélicoptères sont au-dessus des ravisseurs. Les parachutistes se lancent vers le sol. Les combattants d'Aqmi se sentent cernés. Échanges de tirs entre ravisseurs et troupes françaises. Au moins un militaire français est blessé. Sa blessure (à l'épaule selon certaines sources, au thorax selon d'autres) ralentira la suite de l'opération française. Mais le principal objectif des tirs français est atteint : stopper la progression du véhicule des ravisseurs dans lequel se trouve Vincent. Des tirs sur ledit véhicule sont effectués. On attend la suite idéale : les ravisseurs qui prennent la tangente en abandonnant otages et voitures et les forces françaises qui interviennent pour libérer l'otage.

Malheureusement, ce scénario ne se produira pas. Le véhicule dans lequel se trouve Vincent prend feu. Il est pulvérisé. Vincent est mort des suites des flammes provoquées par les tirs français. L'opération donne un goût d'inachevé. Manque d'hommes ? Manque de coordination ? Peur de se faire piéger par les combattants d'Aqmi ? La mort de Vincent est un « dégât collatéral » de l'intervention française. Antoine, lui, est mort des tirs d'un des ravisseurs qui le tenait en joue. Il a été tué à bout portant.

Du côté des forces de défense et de sécurité du Niger, un officier de la gendarmerie et deux gendarmes ont été tués. Il s'agit du capitaine Amankay Aboubacar, commandant du groupement de la gendarmerie nationale de Tillabéry, du gendarme de 1^{re} classe Aboubacar Abdallah, en service à la brigade mobile de Tillabéry, et du gendarme de 2^e classe Abdou Alfari, en service à l'escadron mobile de Tillabéry. Un officier de la garde nationale et deux gendarmes blessés sont admis à l'hôpital de Niamey. Il s'agit du capitaine Alhady Ibrahim, commandant de région de la garde nationale de Tillabéry, blessé aux deux jambes et souffrant d'une fracture, du gendarme Abdourahamène Hassane, qui présente une blessure par balle à l'omoplate, et du gendarme Abdoul Aziz Hamadou, qui souffre d'une blessure par balle à l'abdomen. Les corps de deux ravisseurs ont été retrouvés sur le théâtre

des opérations. Sur place aussi, les militaires français ont saisi des documents appartenant aux islamistes, mais ils n'ont pas jugé bon d'en faire une copie aux Nigériens. L'avion français de reconnaissance a filmé le véhicule transportant les ravisseurs du début à la fin. Mais les Nigériens n'ont pas eu accès au film relatant le déroulement des affrontements.

Le raid français a échoué. Il n'a pas atteint son objectif : arracher vivants des griffes des ravisseurs les deux jeunes Français. La polémique s'installe. Alain Juppé, alors ministre français de la Défense, affirme d'abord qu'un des terroristes a été fait prisonnier et remis aux autorités nigériennes. Dans un second temps, les autorités françaises laissent clairement entendre que le véhicule de la gendarmerie nigérienne qui se trouvait sur les lieux du raid pouvait être considéré comme un véhicule de soutien à Aqmi, et que les éléments de la gendarmerie nigérienne qui ont été blessés ou tués lors du raid n'avaient pas à être là. Les Nigériens laissent passer quelques jours, avant de monter au créneau pour donner leur version des faits. D'abord, contrairement à la version française, aucun combattant d'Aqmi fait prisonnier n'a été remis aux forces de sécurité du Niger. Celui qui est considéré par les Français comme un membre d'Aqmi est un gendarme de l'armée régulière nigérienne, à qui, d'ailleurs, le président de la République nigérienne rendra visite à l'hôpital.

Agacées, les autorités nigériennes ne cachent pas leur amertume. Elles n'ont pas été consultées par Paris avant le raid contre les ravisseurs. Niamey, sinon, aurait déconseillé cette opération, qui, selon les autorités nigériennes, ne pouvait que mettre en danger la vie des otages. Les Nigériens, parlant très officiellement de leurs victimes, n'hésitent pas à affirmer que ces dernières ont été l'objet de tirs croisés entre ravisseurs et forces françaises. Doux euphémisme. Paris se rend compte très rapidement des ratés dont la communication sur le dossier a souffert. Rétropédalage. Un profil bas est soudain adopté. Et, quelques semaines plus tard, la France déroule le tapis rouge au ministre nigérien de l'Intérieur, Ousmane Cissé, reçu notamment par Alain Juppé. Paris se propose de soigner les militaires nigériens blessés lors du raid, et promet même de s'intéresser au sort des familles nigériennes qui ont perdu un parent militaire lors du raid.

Dans un communiqué rendu public près d'une semaine après les événements, Aqmi s'invite dans le débat. Ledit communiqué affirme que :

« En dépit des avertissements adressés à la France [sur la poursuite du raid aérien], les avions français ont bombardé les véhicules des moudjahidin, alors les moudjahidin ont emmené l'un des otages loin du véhicule visé, mais n'ont pu prendre l'autre, qui a été tué par les Français plus tard dans le bombardement et non par des balles des moudjahidin. Avec les frappes aériennes constantes des troupes françaises, les moudjahidin ont pensé qu'ils n'allaient pas s'en tirer, alors ils ont exécuté le second otage. »

La mort des deux jeunes Français a ému l'opinion. Un groupe de leurs amis a écrit une lettre au ministre français de la Défense (annexe 1).

Chapitre 2

La mort de Michel Germaneau

20 avril 2010. Michel Germaneau circule dans un véhicule conduit par un chauffeur ami, Abidine Ouaghi. Guide touristique, Abidine connaît bien cet humanitaire français. Les deux hommes vont à Innabangirit, localité nigérienne située à 250 kilomètres au nord-ouest d'Agadez. Ils doivent visiter une école créée par l'ONG Enmilal. Enmilal veut dire « entraide » en tamasheq, la langue des Touareg.

Au cours d'un arrêt du véhicule, trois hommes qui le suivaient se sont présentés devant Michel Germaneau, l'ont obligé à monter dans leur véhicule et ont pris la fuite. Son accompagnateur, plutôt courageux, engagea une course-poursuite contre les ravisseurs, mais il ne put les rattraper. Il rebroussa donc chemin et donna l'alerte. Entre l'enlèvement de cet humanitaire et l'alerte s'écoulèrent deux ou trois jours. Certains médias ont aussitôt annoncé que l'accompagnateur du Français était un complice des ravisseurs. C'est totalement inexact.

Les recoupements opérés dans la région permettent d'affirmer que Michel Germaneau était suivi depuis soixante-douze heures. Les hommes d'Abdelkrim, l'un des chefs d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), le faisaient filer. En réalité, l'enlèvement a dû être programmé la veille. Détail fourni par la gendarmerie locale : un complice se trouvait près de l'endroit où le véhicule de Michel Germaneau avait fait le dernier plein d'essence.

Selon un médiateur, l'humanitaire français, malgré son âge, a été stoïque lors de son transfert dans une zone montagneuse du Sahara. Comme preuve de vie, les ravisseurs ont dicté à l'otage une brève déclaration destinée au président français Nicolas Sarkozy. Un véritable SOS afin qu'il soit libéré au plus vite.

En réalité, dès le départ, Michel Germaneau semble avoir été l'agneau sacrifié pour la libération d'un autre Français, Pierre Camatte, 61 ans, kidnappé le 26 novembre 2009 à Ménaka. On verra plus loin comment

Abou Zeid, l'un des émirs d'Al-Qaida dans le Sahel, a libéré Pierre Camatte, contre l'avis de sa hiérarchie.

Dès le rapt de Pierre Camatte, le gouvernement français met sur pied une cellule de crise. Une branche de cette cellule est basée à l'ambassade de France au Mali, l'autre demeure à Paris. Le gouvernement malien examine les rumeurs. L'otage est en vie, rapporte un médiateur, mais ce dernier prévient que, cette fois-ci, ce sera très dur de négocier sa libération. Au même moment, jouant « perso », un Français établi dans le nord du Mali, et plutôt paumé, semble-t-il, joue sa carte. L'un de ses amis ayant un carnet d'adresses long comme le bras, il parvient à trouver une filière pour faire passer un message aux ravisseurs.

Le médiateur malien continue cependant, de son côté, à jouer son rôle. Dans un premier temps, il a l'impression que, même si la partie est très loin d'être gagnée, Michel Germaneau, vu son âge, 78 ans, et le fait qu'il est considéré comme un bienfaiteur des populations locales, sera libéré en échange d'un autre ressortissant français qui devra très bientôt être kidnappé. Entre autres choses, les ravisseurs demandent la libération de l'un des leurs, un gros poisson détenu en France. Officiellement, la France ne sera jamais informée de cette exigence. Or ce genre de message permet d'engager des pourparlers, de comprendre qu'il y a, de la part des ravisseurs, une possibilité de négociation. Qui a décidé de cacher cette revendication aux Français ?

En tout cas, Paris fait le forcing, et envoie des médicaments au vieil homme, via un canal sûr. Aqmi renvoie le paquet. Paris en déduit qu'il n'y a plus rien à faire, et décide d'organiser une opération commando pour libérer son ressortissant, s'il est toujours en vie. La Mauritanie est associée à l'opération, car des islamistes armés qui venaient d'arriver dans le désert du Mali, pays voisin, s'apprêtaient à attaquer sur son territoire, selon des informations sérieuses. L'opération franco-mauritanienne sera donc une opération militaire, mais chacune des deux parties aura des intérêts quelque peu différents. Pour Nouakchott, il s'agit d'éliminer des ennemis ; pour Paris, il faut en priorité libérer Michel Germaneau, même si cela doit comprendre l'élimination d'intégristes.

L'opération est décidée, et reportée. Le temps est mauvais. Arrive la date du 22 juillet 2010. Le signal de départ est donné à l'aube. Les moyens

militaires sont mobilisés. Côté mauritanien, c'est un lieutenant-colonel artilleur revenant à peine d'un stage en Syrie qui dirige les troupes. Ces dernières ont subi un rapide, mais intense, entraînement sur la route de Rosso, plus précisément dans la localité de Tuguit. Le commando français est composé de forces spéciales. Parmi les membres de ce commando, P..., un homme d'expérience. Sur le papier, il coordonne les opérations avec les militaires mauritaniens. Dans le désert, les combattants d'Aqmi dorment toujours au flanc d'une dune. À l'arrière de la dune, un camp. Au milieu, un feu de bois. Dans une hutte, des armes, beaucoup d'armes. Elles seront détruites par l'équipe militaire franco-mauritanienne dès son arrivée sur les lieux. Deux ou trois autres cases composent ce camp de fortune. Les intégristes dorment. L'un d'eux est rentré un peu tard. Son épouse est dans un campement non loin de là. Dans ce camp de fortune, une autre hutte, un peu à l'écart. Les images satellite obtenues la veille par un avion-espion français y montraient la silhouette d'un homme, les mains attachées. Un faisceau de présomptions rendait plausible la thèse selon laquelle c'est Michel Germaneau qui était détenu là. Le 31 mai 2009, les combattants d'Aqmi avaient assassiné dans le Sahara le touriste britannique Edwen Dyer, qui faisait partie d'un groupe de quatre Européens enlevés au début de 2009. Tous les autres touristes avaient été libérés. Avant sa mort, Dyer avait transité par le même camp de fortune, et probablement par la même hutte. Raison de plus pour penser que Michel Germaneau l'occupait. Ce jour du 22 juillet 2010 où les forces franco-mauritaniennes sont passées à l'action, la météo n'était pas bonne. Mais il fallait tenter quelque chose, pour ne pas laisser passer une occasion de pouvoir libérer l'otage français.

Parmi les forces spéciales françaises, une équipe était chargée de se diriger vers la hutte où était censé être Michel Germaneau. Ce qui fut fait, à la vitesse des pales d'un ventilateur. Alors ? À l'intérieur de la hutte, il y avait bien un homme dont les mains étaient attachées, mais il ne s'agissait pas de l'otage français : c'était un combattant d'Aqmi qui avait perdu le nord, et souffrait de troubles mentaux. Son nom ? Abdoul Hark. Son histoire est intéressante. Il avait, quelques années auparavant, été arrêté par une patrouille de l'armée malienne dans le désert. Le 23 février 2010, il a été libéré, comme trois autres intégristes, pour faciliter une autre libération,

celle de l'otage français enlevé par Aqmi le 26 novembre 2009, toujours dans le nord du Mali.

Dans les milieux très informés en Mauritanie et au Mali, on n'exclut pas que Michel Germaneau ait été détenu un moment dans cette hutte avant d'être transféré plus à l'est, vers la frontière algéro-malienne.

Le raid pour le libérer a échoué. L'avion médicalisé dépêché par Paris qui attendait non loin de là sur un aéroport, et qui devait rapidement prendre en charge l'otage, au cas où il serait libéré, rentrera vide en France. Michel Germaneau n'était pas là. Seule fausse note malheureusement. Les forces franco-mauritaniennes avaient les coordonnées de la position des intégristes ; avec les soldats mauritaniens, ils ont courageusement parcouru les derniers kilomètres qui les séparaient du lieu du bivouac des islamistes. Un militaire mauritanien qui a participé à l'opération se souvient que, quelques instants avant d'arriver dans le refuge des intégristes, il avait une folle envie de griller une cigarette. Il n'en sera cependant pas question. La nuit, les islamistes peuvent à la vue d'une pointe de feu comprendre qu'il y a danger. Le système d'attaque avait été bien étudié. Il avait été décidé que le bivouac devait être assailli par le nord. Or, pour les islamistes, si leur bivouac devait être attaqué, ce ne pouvait être que par le sud... Le sud avait donc été sérieusement renforcé.

L'opération de sauvetage a échoué, mais le mythe de l'invincibilité d'Aqmi a pris un sérieux coup. En tout cas, la Mauritanie jubile, plusieurs intégristes qui menaçaient directement le territoire national ont été tués. C'est une menace de moins. Plusieurs mois après l'opération, dans cette zone, il était difficile de trouver des traces de combattants d'Aqmi. Ils avaient pris la tangente.

L'opération franco-mauritanienne, il faut le répéter, est une réussite sur le plan de l'élimination des éléments d'Aqmi. Parmi eux, il y a même de gros poissons. Citons l'Algérien Amirouche Sellami, alias Bilal, ou encore le Mauritanien Abdelkader Ould Ahmadnah, alias Ibrahim Abou Merdas. Parmi les islamistes tués, il y a également le Marocain Abdelali Achäiri, alias Bachir Abou Dahdah. Sept membres d'Aqmi ont ainsi perdu la vie. En réalité, il y aura au total onze morts. Une sentinelle du camp a pris une balle dans le bas du dos en fuyant. Il va en mourir. Trois autres islamistes qui avaient pris la fuite périront de soif dans le désert.

Après le raid, les militaires mauritaniens auraient tenté en vain de prolonger l'opération en organisant une patrouille afin d'aller cueillir d'autres intégristes éventuellement cachés dans les parages... Les militaires français ont calmé leur ardeur, en demandant sur le champ un repli de toute la troupe.

Abou Zeid, l'un des chefs d'Aqmi, arrive quelques heures après sur les lieux. Il est furieux. Il jure de venger la mort de ses compagnons. Il filme les dépouilles et organise les funérailles.

Dès que le gouvernement malien a appris que le déroulement de l'opération franco-mauritanienne avait eu lieu sur son sol, la panique s'est installée, car un émissaire malien était en cours de négociation dans le Nord, à un point de rencontre avec les ravisseurs, afin de leur proposer de repousser l'ultimatum. Il a été aussitôt admis par tous que cet émissaire devait, à coup sûr, avoir été tué au cours de l'intervention... Un rapide contrôle permettra de dissiper cette inquiétude : l'émissaire malien en question était bien au Mali, mais à l'est, près de la frontière avec l'Algérie, alors que le raid avait eu lieu au nord-ouest...

« J'étais en communication avec les ravisseurs. L'entretien était tendu. Je sentais que c'était difficile d'obtenir un report de l'ultimatum. C'était difficile, mais pas impossible. Mes interlocuteurs m'ont dit : "Bon, attends. Nous allons voir et te dire. Il faut que nous discutons d'abord entre nous." Ce 22 juillet 2010, j'attendais que les ravisseurs m'appellent pour me dire que l'ultimatum était repoussé. J'avais malgré tout espoir. Et puis, mon téléphone a sonné. J'ai sauté sur le Thuraya, et j'ai entendu un ravisseur crier : "Puisque c'est comme ça, puisque les Français nous ont attaqués, puisqu'ils ont tué nos hommes dans une opération avec l'armée mauritanienne, c'est fini. Nous allons tuer ce gars-là [l'otage]." »

Pour le médiateur, il n'y a aucun doute possible : au moment où l'assaut était lancé contre le repaire des éléments d'Aqmi, l'otage français vivait toujours. Depuis 2003, cet homme négocie en vue de libérer des otages dans le Sahel ; l'auteur de ces lignes le considère comme un interlocuteur parfaitement fiable.

Trois jours après le raid, la branche maghrébine d'Al-Qaida annonce dans un communiqué l'exécution de Michel Germaneau.

– Je sais que c’était très difficile comme négociation. Je peux même dire que, depuis 2003, depuis que je participe à des négociations, c’est vraiment la première fois que c’est difficile comme ça. Mais le Français a été rapidement tué parce qu’il y a eu l’attaque.

Nous faisons observer à notre interlocuteur que le Français était quand même déjà condamné, les ravisseurs ayant pour ce grand malade du cœur refusé l’envoi sur place de médicaments.

– Il faut savoir qu’accepter les médicaments, c’est vrai que c’est un signe d’avancée des négociations. Mais les ravisseurs n’ont pas besoin de médicaments venant de l’extérieur pour sauver la vie d’un otage malade. S’ils veulent vraiment sauver la vie d’un malade, ils font venir eux-mêmes leurs médicaments et des docteurs d’Algérie, et même du Soudan. Parmi eux, il y a aussi de bons infirmiers. Ils commandent les médicaments, et, par téléphone ou par texto, ils reçoivent la posologie.

La mort de l’humanitaire français a créé un vif émoi. Quelques jours plus tard, le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, se rend en Mauritanie et au Mali. À l’étape malienne, il rencontre le président de la République, Amadou Toumani Touré, qu’il tutoie d’habitude. Avant leur tête-à-tête, les journalistes se pressent pour faire des photos et enregistrer les premiers mots échangés.

– Comment vas-tu depuis notre dernière rencontre ? ose le ministre français.

– Je me porte bien, et vous ? répond le président Touré.

Il répond au tutoiement du jour par un vouvoiement... Ambiance.

À sa sortie d’audience, Bernard Kouchner fait une petite déclaration à la presse. Il affirme que l’armée malienne, prévenue, n’était pas loin du théâtre des opérations lors du raid. Il rappelle que le président malien a fait part de la nécessité de voir tous les pays s’unir pour lutter efficacement contre Aqmi.

Alors que son véhicule quitte le palais présidentiel, un conseiller civil du chef de l’État malien rencontre la presse pour un briefing : 1/Le Mali n’a pas été informé du raid franco-mauritanien sur son sol. 2/Bamako n’acceptera plus de troupes françaises sur son sol pour une opération militaire de ce genre. 3/Le président a dit à l’envoyé français que l’otage vivait encore avant le raid, et que sa mort avait été précipitée par celui-ci.

Enfin, 4/pour être efficace, la lutte contre le terrorisme devrait être menée par tous les États de la zone, avec un état-major conjoint. Le Mali rappelle que, dans le sud de l'Algérie, puissance militaire régionale, une structure militaire commune à plusieurs États de la zone est déjà mise sur pied.

Bamako n'a pas digéré le raid. S'il avait été l'œuvre des seuls voisins mauritaniens, le Mali en aurait pris son parti. Mais tel n'a pas été le cas. Et, surtout, le gouvernement malien n'a pas été prévenu.

Chapitre 3

Areva : sept enlèvements à Arlit

Les sept enlèvements ont réussi... Durée de l'opération : une trentaine de minutes. Pas plus. Pas moins. Résultat : sept personnes, dont un cadre d'Areva et son épouse, tous deux français, et cinq employés – trois Français, un Togolais et un Malgache – du sous-traitant Satom, une filiale du groupe français Vinci, sont, dans la nuit du 15 au 16 septembre 2010, aux mains d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Il est un peu plus de 2 heures du matin. Une course contre la montre commence, car les ravisseurs doivent disparaître au plus vite. L'alerte ayant été donnée, ils savent qu'ils ne disposent que de très peu de temps avant le lever du jour pour créer un espace protecteur, forcément très éloigné de cette ville minière du Niger à la périphérie de laquelle les expatriés ont été enlevés. Alors, on appuie sur l'accélérateur...

Dans un premier temps, les voitures piquent vers le sud-ouest. Soudain, un premier coup de frein bloque la caravane. Deux des ravisseurs obligent un Touareg et son épouse à monter dans leur véhicule, malgré leurs protestations. Embarqués de force afin qu'ils ne puissent pas fournir de précieuses indications aux poursuivants immédiats, ils seront libérés en pleine brousse vingt kilomètres plus loin. Un peu plus tard, un véhicule du convoi tombe en panne. Impossible de le réparer, mais il n'est pas question de laisser des traces. Avant de reprendre la fuite vers une zone plus accueillante, les hommes d'Aqmi n'hésitent pas à mettre le feu au véhicule immobilisé, quitte à prendre le risque d'être repérés plus rapidement. Estimaient-ils avoir déjà une confortable avance ? Cinq, dix, une vingtaine de kilomètres plus loin, le convoi roule à tombeau ouvert et entre à l'intérieur d'un couloir montagneux. Une zone propice au camouflage et qui a souvent servi de refuge aux rébellions touareg au Niger, car les montagnes du Tazerzaït débouchent sur le Mali. De plus, à quelques kilomètres de là, l'Algérie a aussi une frontière avec le Niger...

Alertés vers 2 h 30 du matin, soit environ un quart d'heure après l'enlèvement des sept expatriés, les ministères nigériens de l'Intérieur et de la Défense mettent sur pied une cellule de crise. Dans un premier temps, selon ce dont il se souviendra lors de notre entretien, le militaire de garde pense d'abord à un canular. Un second coup de fil confirme l'information. La première mission de poursuite des ravisseurs engagée par l'armée nigérienne se mettra en place vers 7 heures du matin. Plutôt entre 7 et 8 heures. Au total, trois unités terrestres se lancent aux trousses des ravisseurs. L'une des unités a pris le départ d'Assamakkat, localité située non loin de la frontière avec l'Algérie. Pour stopper les éléments d'Aqmi, l'armée nigérienne a également mobilisé deux petits avions de reconnaissance. Ils décolleront au petit matin.

Pendant ce temps, le convoi des ravisseurs poursuit son chemin. Pause repas. On en profite pour changer les pneus, qui risquent de rendre l'âme, et pour passer un coup de fil à la base, à l'aide d'un Thuraya, le téléphone satellitaire le plus utilisé dans cette zone. Mais les unités de l'armée nigérienne approchent. Bloqués à une centaine de kilomètres du bivouac des ravisseurs et des otages, les soldats doivent soudain admettre qu'ils ne peuvent plus avancer, car un oued est en train de couler sévèrement, leur barrant la route. Les eaux d'une pluie qui est sans doute tombée beaucoup plus loin ont dégouliné des hauteurs pour former une mare, complices involontaires des ravisseurs... « Nos véhicules ne pouvaient plus avancer », explique l'un des militaires nigériens qui faisait partie de l'expédition. Trois tentatives, trois échecs. Le calcul est vite fait. Très loin de leurs bases, il est pratiquement impossible pour ces unités d'avoir rapidement de nouveaux véhicules pour poursuivre la traque. Alors, les uns et les autres prennent leur mal en patience. Entre-temps, les ravisseurs gagnent de plus en plus de terrain. Ils prennent tranquillement la direction des déserts malien... ou algérien.

Moins de vingt-quatre heures après le rapt, les otages ont littéralement disparu dans l'immensité du Sahara. Les lieux réputés inaccessibles sont légion dans ce désert ! Et si l'on demande à un Saharien ce qu'il peut déduire du parcours des ravisseurs à propos de la position de leur ultime refuge, il a toujours sa petite idée, qu'il transforme souvent en conviction pour les médias en quête de certitudes. La zone est vaste, très vaste.

Imaginons un espace aussi grand que l'Europe à la disposition d'une petite bande d'hommes très déterminés, très entraînés, n'hésitant pas à se déplacer sur de grandes distances à l'aide de véhicules tout-terrain très rapides, disposant de stocks de carburant invisibles du ciel, de petites mains recrutées sur place capables de prendre le relais en toute occasion, proférant en direction de l'Occident des menaces par vidéo – menaces relayées par Al Jazira, la plus importante chaîne de télévision en langue arabe – et recevant des millions d'euros s'ils décident de libérer leurs otages... Une formidable machine à produire des profits ou de l'angoisse et à révéler aux yeux du monde l'incapacité des États concernés à organiser une véritable défense contre ce fléau. Pour les membres les plus durs d'Aqmi, il semblerait que leur installation dans le Sahara, évidemment dans des zones les plus difficiles à contrôler, participe d'un dessein beaucoup plus ambitieux que celui de régner, comme ils le font depuis une décennie, sur quelques millions d'arpents de cailloux ou de sable. Pour les autres, sans aucun doute plus modestes au niveau de leurs ambitions, cette aventure pourrait n'être qu'une occasion assez simple de ramasser quelques miettes de ce gigantesque gâteau. Un gâteau cuit et recuit grâce à l'utilisation du GPS, aux relais de communication par satellite, aux voitures, aux armes de provenance diverse, bref, grâce à ce que tous ces hommes prétendent exécuter et combattre...

*

Sur la principale route d'Arlit, des vendeurs ambulants, comme on en trouve un peu partout en Afrique, proposent des sachets d'eau, du pain, des oranges, de la viande, tout ce qui peut procurer aux voyageurs un peu de réconfort. Trois mois après l'enlèvement des sept expatriés, Arlit est encore sous le choc. La sécurité a été renforcée. Pour entrer dans la ville, pour approcher les installations d'Areva, il faut montrer patte blanche. Et devant le visiteur assez déconcerté se dressent soudain des montagnes noires. L'interminable camaïeu d'ocre que le désert nous avait offert tout le long de la route a laissé la place ici aux déchets des mines d'uranium, des déchets qui s'accumulent depuis la fin des années 1960, quand la Somair ouvrit la première mine d'uranium de la région et y installa cette agglomération en

plein désert pour y abriter les travailleurs et leurs familles. La ville semble exténuée, comme si elle jouait un rôle trop important pour elle et se sentait à peine concernée par ce qui s'y décide, sans elle, bien sûr.

Areva ? Depuis plus de quatre décennies, Areva est présent au Niger. Elle extrait de l'uranium, à ciel ouvert et par mine souterraine. 110 000 tonnes d'uranium ont été extraites en quarante ans d'activité industrielle au Niger. Pour le budget nigérien, c'est une manne financière. Près de 30 millions d'euros tombent dans les caisses de l'État en moyenne depuis dix ans. La société est le premier employeur privé du pays qui compte 15 millions d'habitants. Les documents mis à disposition par la direction de la société affirment que « les travailleurs des mines d'Areva au Niger témoignent d'une forte culture de la sécurité. On y recense onze fois moins d'accidents avec arrêt de travail que dans l'industrie française » et que les normes d'exposition radiologique des travailleurs sont « identiques aux standards européens et canadiens ».

Les 2 500 employés d'Areva au Niger font aujourd'hui vivre directement et indirectement près de 100 000 personnes, indique la société, qui se tape la poitrine en parlant de son renforcement du système de santé. Les sites miniers d'Areva sont situés en zone désertique. Les villes d'Arlit et d'Akoka regroupent désormais plus de 80 000 habitants. Les soins sont gratuits pour les travailleurs et leurs familles. L'entreprise fait d'énormes bénéfices. Elle en reverse une partie dans le social au Niger. Au cours des cinq années à venir, Areva s'engage à débours 6 millions d'euros par an au profit du développement du Niger. Éducation, eau, énergie, agriculture, transport sont notamment les secteurs concernés.

La police locale et l'armée ont minutieusement retracé le fil des enlèvements. Une dizaine de témoins directs et indirects que j'ai interrogés à Arlit permettent de donner un coup de projecteur sur cet événement. Tout commence au lendemain du raid franco-mauritanien contre Aqmi qui a eu lieu le 22 juillet 2010 dans le nord-ouest du Mali et dont l'objectif était de libérer Michel Germaneau. Lorsque, juste après le départ des troupes franco-mauritaniennes, Abou Zeid, le plus teigneux des chefs d'Aqmi, arrive sur les lieux, accompagné par un chef de guerre redouté de la branche maghrébine d'Al-Qaïda, Yahya Abou Hammam, il jure de venger la mort de

ses fidèles. Pour lui, les balles ennemies ont tué sept de ses hommes ; il lui faut sept otages français vivants pour se venger.

Dans un premier temps, ce sont des touristes européens en Mauritanie qui sont visés. Trop loin et trop compliqué. Et puis, ils n'étaient pas français. Donc peu intéressants. Dans un second temps, les chefs d'Aqmi demandent à leurs hommes d'évaluer les possibilités d'enlever des Français au Mali. Là aussi, cela semble difficile, car des mesures de sécurité ont été prises. Abou Zeid piaffe d'impatience. Il n'est pas isolé. Pour une fois, toute la hiérarchie d'Aqmi désire se venger rapidement en enlevant des Français.

À partir du 29 ou le 30 juillet 2010, les Français d'Arlit sont dans le collimateur. L'orientation des lieux facilitera l'opération. Le flanc sud-ouest de la zone donne directement sur les déserts malien et algérien. Aux environs du 5 août 2010, trois hommes débarquent à Arlit et se fondent aisément dans la population locale. De type sahélien, ils portent des turbans, comme ici le citoyen lambda. Ils logent dans un premier temps chez l'habitant avant de louer une toute petite baraque au nord de la ville et mettent un discret « À vendre » sur leur véhicule, un superbe tout-terrain. Une façon d'approcher plus aisément le siège d'Areva et sa périphérie, où demeurent les cadres de la mine, des acheteurs potentiels.

Une dizaine de jours plus tard, deux autres hommes arrivent de Niamey, nous saurons plus tard qu'ils appartiennent à la mouvance d'Al-Qaïda. Ils « achètent » le véhicule. Un classique petit stratagème pour brouiller les pistes, vendeurs et acheteurs étant évidemment des compères.

Les trois vendeurs s'en vont ; les prétendus acheteurs s'installent dans la même maison en tant que nouveaux locataires et se terrent. Le propriétaire de la petite baraque louée, qui m'a avoué avoir fait à cette occasion de bonnes affaires, ne se doutait de rien. Une semaine plus tard, les deux hommes déménagent et s'installent dans l'ouest de la ville.

Selon un élément des forces de sécurité d'Arlit que j'ai interrogé, il n'y a aucun doute : les trois premiers complices d'Aqmi venus en repérage ont dirigé l'opération des enlèvements des employés d'Areva et de la filiale de Vinci le 16 septembre 2010.

Au total, selon nos recoupements sur place, une trentaine de complices et d'éléments d'Aqmi étaient à l'intérieur même d'Arlit avant l'opération. Certains sont venus directement d'Algérie, alors que d'autres ont transité

par le Mali, qui a également une frontière avec le Niger. Un officier de l'armée nigérienne ne cache pas que, pendant les quelques semaines qui ont précédé le rapt, « l'atmosphère était très lourde ». Deux indicateurs des services de sécurité ont rapporté à l'armée que, la veille, trois hommes cherchaient à localiser « des Français ». Une femme âgée de 22 ans que j'ai interrogée, qui faisait de temps à autre le ménage chez un expatrié, rapporte que des individus lui avaient demandé des détails sur la vie de cet homme.

Complicité à l'intérieur de la ville, complicité aussi, désormais avérée, à l'intérieur d'Areva. Deux travailleurs du groupe sont portés disparus depuis les faits. Et un détail assez troublant corrobore cette constatation : un employé se souvient d'une conversation qui a eu lieu deux semaines avant les enlèvements. Un parent d'un travailleur expatrié était gravement malade en France. Il était question que ce dernier fasse un rapide aller-retour Niger-Paris-Niger. Ce travailleur a mystérieusement perdu la puce de son téléphone, mais pas l'appareil. Selon un relevé des appels concernant cette puce, trois appels ont été effectués vers le portable de l'un des trois « vendeurs » du véhicule, et puis plus rien. Pour brouiller les pistes, les éléments d'Aqmi ou leurs complices changent fréquemment de puce de téléphone. De plus, le téléphone satellitaire Thuraya est très largement utilisé dans le Sahara. Cependant, entre deux villes, les hommes et les femmes qui peuvent se le permettre préfèrent les puces de portable sans liaison satellite, car le système de *roaming* permet de prétendre appeler de Paris ou d'Amsterdam, alors qu'ils sont tout simplement en Algérie, par exemple.

Complices à l'intérieur de la ville, mais aussi sur leur trajet de fuite. Le Touareg enlevé en compagnie de son épouse, puis remis en liberté par les ravisseurs des sept expatriés d'Arlit, m'a affirmé que, lorsqu'il a été relâché, il avait aperçu un pick-up avec des hommes armés qui attendaient le convoi comme s'ils devaient l'escorter.

*

Aux premières heures du 16 septembre 2010, les kidnappeurs se séparent en plusieurs groupes. C'est l'ouest d'Arlit, où habitent les expatriés, qui les intéresse. Un miraculé me raconte qu'il se souvient d'un terrible vacarme :

moteurs de véhicules, cris, bruits de pas. Malgré des tentatives de résistance, malgré le bruit, malgré les aboiements du chien d'un domicile fouillé, les sept expatriés sont maîtrisés. Emportés. L'un des hommes qui a échappé à ces enlèvements a usé d'un stratagème : pressentant que le groupe allait venir frapper à son domicile, il s'est caché dans un débarras, tout en prenant soin de ne pas fermer la porte d'entrée à clef. Sur les lieux, les hommes de la société de gardiennage, qui ont pour unique arme de défense un gourdin, se révèlent impuissants. Pas un coup de feu n'est tiré par les ravisseurs, car c'est trop risqué, la gendarmerie étant située à un jet de pierre des lieux. Avant de prendre la route, l'un des ravisseurs compte : sept otages. Sept otages... pour venger les sept islamistes officiellement tués lors du raid franco-mauritanien du 22 juillet.

Quelques mois avant les enlèvements d'Arlit, le chef de l'État du Niger, le général Salou Djibo, auteur d'un coup d'État et pressé de rendre le pouvoir aux civils, est en visite officielle en France. Il reçoit les responsables d'Areva. Il est déjà, à l'époque, bien avant le rapt, question de revoir le système de sécurité qui entoure les installations et le personnel d'Areva à Arlit. Jusque-là, l'armée nigérienne était responsable de la sécurité de la zone. Il était envisagé d'associer désormais, et de manière plus pratique, le ministère de l'Intérieur.

À la suite de ces discussions engagées en France, et quelques semaines avant les enlèvements, une rencontre a lieu à Niamey afin de revoir la sécurité des intérêts français à Arlit. Autour de la table, un responsable sécurité d'Areva venu de Paris est accompagné de deux collaborateurs. Parmi les plans envisagés : un renforcement du côté du renseignement, avec filtrage par la police de l'entrée dans les installations et les domiciles des employés d'Areva à Arlit, sans oublier, toujours avec la police, des grilles de surveillance et un dispositif de sécurité au niveau du personnel d'Areva. Autour de ce premier cercle, qui devait être confié aux éléments du ministère de l'Intérieur, il était prévu d'installer une autre ceinture de sécurité, attribuée, cette fois, à la garde nationale, et la dernière grande ceinture de sécurité devait être placée sous la responsabilité de l'Armée. Donc, trois ceintures de sécurité étaient envisagées... Mais les discussions n'évoluent pas. Les représentants du ministère nigérien de l'Intérieur font un rapport. Le Dr Ousmane Cissé, ministre de l'Intérieur, un homme aux

compétences reconnues et qui avait choisi d'abandonner un moment son fauteuil douillet des Nations unies pour servir son pays, n'a pas hésité : il laisse à Areva la responsabilité de décider de son dispositif sécuritaire. Très prudent, il prend soin de faire un rapport écrit, qu'il conserve au cas où. À Niamey, le ministère de la Défense et celui de l'Intérieur sont installés dans le même bâtiment.

De sources concordantes, si l'armée et les services de sécurité du Niger avaient mis en place une coordination, les sept enlèvements auraient pu être évités. Un diplomate occidental en poste à Niamey est formel. Il m'assure que la présence de deux des véhicules des ravisseurs a été signalée avant le rapt. Alerté par une source dans le Nord, qui a vu les véhicules suspects se diriger vers Arlit, l'état-major de l'armée, basé à Niamey, la capitale du Niger, n'a pas réagi à temps. Selon le diplomate en question, la source qui a aperçu les véhicules suspects a tout de suite contacté l'état-major pour savoir si ces engins n'étaient pas, en fait, des véhicules militaires banalisés. La réponse n'est jamais parvenue, ou pas à temps.

Après bien des péripéties, les négociations en vue de la libération des sept otages semblent aboutir en partie cinq mois plus tard. On apprend au milieu du mois de février 2011 que la Française, le Togolais et le Malgache pourraient être libérés. L'information se précise, mais il n'y a aucune confirmation. C'est un notable qui m'annonce le 21 février, au cours d'un séjour dans le nord du Mali, la libération au Niger de ces trois personnes. La libération de la Française Françoise Larribe, du Malgache Jean-Claude Rakotorilalao et du Togolais Alex Awando est ensuite confirmée. Une forte rançon a été versée, d'un montant compris entre 10 et 15 millions d'euros.

Chapitre 4

Nouveaux enlèvements au Mali (novembre 2011)

Philippe Verdon et Serge Lazarevic

Nuit du 23 au 24 novembre 2011. Mon portable sonne. L'indicatif, 221, indique que le coup de fil vient du Sénégal, pays voisin du Mali. « On parle d'enlèvements de ressortissants français au nord du Mali », me dit mon interlocuteur, un flic sénégalais, probablement l'un des plus pointus que je connaisse dans le monde du renseignement africain. Je remue rapidement les canaris, mais rien ne vient me confirmer l'information.

Au matin, je plonge à peine dans un sommeil réparateur lorsque le téléphone se remet à sonner. Le rapt est confirmé. Il a eu lieu à Hombori, bourg malien situé dans le nord-est du pays. Deux ressortissants français y ont été kidnappés nuitamment dans leur hôtel. On a très peu de détails.

J'arrive sur les lieux le 25 au matin, l'hôtel Dombia est plongé dans la tristesse. Philippe Verdon, « chef de mission » ; Serge Lazarevic, « ingénieur minier », sont les deux noms inscrits par le réceptionniste dans son cahier. Ils n'ont pas rempli de fiche. Posé sur une chaise à l'entrée de l'hôtel, un ordre de mission établi par Mandé Construction Immobilière, une entreprise basée à Bamako, la capitale du Mali.

La société est dirigée par Djibril Camara, qui tient d'une main ferme le gouvernail, malgré un diabète sévère. Le 27 octobre 2009, l'État malien et la société Mandé Construction Immobilière ont signé une Convention d'établissement. Le projet, plutôt ambitieux, consiste en la création d'une cimenterie à une vingtaine de kilomètres de la ville de Hombori. Les investissements sont évalués à plus de 50 milliards de francs CFA. Objectif : produire, à compter de 2012, 500 000 tonnes de ciment par an, et à moyen terme, avec le développement de cette activité, couvrir les besoins nationaux. Si l'affaire est menée à bien, le gouvernement et le promoteur

pourront se frotter les mains ; des milliers d'emplois auront été créés dans les domaines du bâtiment, de la promotion immobilière, sans oublier bien sûr dans toute la chaîne de production du ciment.

Reste la faisabilité du projet. Djibril Camara, patron de Mandé Construction Immobilière, connu pour son honnêteté, est à la recherche de financements. Un de ses amis d'enfance, Lamine Bâ, installé à Abidjan, la capitale ivoirienne, le met en contact avec Philippe Verdon, par mail, et par téléphone. D'emblée, ce dernier se présente comme spécialiste dans la recherche de financements. Il présente sa société, Neuville-Standfield Capital, basée, dit-il, à Londres et à l'île Maurice.

Philippe Verdon et son « ingénieur minier » Serge Lazarevic arrivent à Bamako le 19 décembre 2011, en forçant la main de Djibril Camara. Il est d'ailleurs physiquement incapable de les recevoir le jour de leur arrivée. Ils se rongent les sangs à leur hôtel, le Radisson de Bamako. Le lendemain, Philippe et Serge flânent dans un marché de la ville. Ils rappellent avec insistance au téléphone M. Camara. Rendez-vous est pris. Nonchalamment, le PDG de Mandé Construction Immobilière se dirige vers ses bureaux pour une rencontre.

– J'ai tenu à venir, parce qu'il y a urgence à conclure rapidement pour déposer le dossier avant la fin du mois. J'ai un rendez-vous en Amérique du Sud, affirme Philippe Verdon.

– Écoutez, si vous voulez vous rendre sur le terrain pour voir le projet de cimenterie, il n'y a pas de problème. Mais mon devoir est d'informer les autorités administratives de la région de Hombori de votre arrivée.

Pressé de se rendre sur le site, Philippe avance qu'un ressortissant britannique rencontré à leur hôtel consent à les défrayer du transport et du séjour. M. Camara établit alors un ordre de mission libellé avec le papier à en-tête de sa société.

Le mardi 22 novembre 2011 dans la soirée, Philippe Verdon, Serge Lazarevic et Madou Sissoko, leur chauffeur, arrivent à Hombori. Ils sont accueillis par le deuxième adjoint au maire et prennent leurs quartiers à l'hôtel Dombia. Le lendemain, ils se rendent à la cimenterie, située à 30 kilomètres. Saliou, l'un des civils maliens qui accompagne l'équipe sur le site, se souvient que Philippe était le plus bavard des deux. Devant les Maliens, il commente la politique étrangère de la France. Et il n'est pas

tendre avec le président français, Nicolas Sarkozy, qui selon lui a « dégradé l'image de la France en Afrique ». Prémonition ? Ils évoquent également Al-Qaida au Maghreb islamique. L'un des deux hommes aurait même déjà été enlevé dans un pays de l'Afrique de l'Est.

Sur le chantier, Philippe prend le fusil d'un garde pour mimer un militaire en train de tirer. Une photo de la scène existe. Ils font des prélèvements de roches. Leur instrument de travail : une mallette blanche de géologue. « Les roches d'ici à Hombori font partie des meilleures du monde », lâche Serge. Le bruit court qu'ils seraient des experts de la Banque mondiale.

Pendant ce temps, un homme plutôt jeune arrive à leur hôtel, où il prend une chambre. Dans le village, les « messies » dont l'investissement colossal devraient changer la vie des populations, sont fêtés. Au détour une phrase, Philippe explique qu'il a une formation de juriste, mais qu'à 40 ans, il a appris sur le tas le métier de géologue.

À leur retour à Hombori, ils se dirigent directement vers leur hôtel ; la satisfaction se lit sur leur visage. Au même moment, Djibril Camara tente en vain de les appeler de Bamako. Soixante-trois fois (c'est indiqué dans son portable), il tente de joindre Philippe Verdon, qui ne décroche pas. Il finit par appeler une tierce personne, sur place, pour lui parler. Djibril s'emporte, Philippe s'excuse :

– Mon téléphone était en charge. Je n'ai pas entendu sonner. En plus, il y avait la fatigue. Effectivement, je suis satisfait par ce que j'ai vu. Le projet est viable, et dès mon retour, il avancera. Mes bailleurs de fonds sont bien disposés.

Serge et Philippe vont se coucher. Tout va alors très vite. Le jeune homme qui a pris quelques heures auparavant une chambre est un complice des ravisseurs. En une vingtaine de minutes, les deux Français sont embarqués par des hommes armés et enturbannés. Des complices sont à proximité. C'est le groupe d'un petit responsable de la hiérarchie d'Al-Qaida au Maghreb islamique qui est l'auteur du rapt. Abdelkrim Taleb est l'un de ses patronymes. Il est l'auteur d'un précédent enlèvement, celui de Michel Germaneau.

Dès l'annonce de l'enlèvement des deux Français, Paris dépêche des troupes et du matériel militaire dans le nord du Mali. Mais les recherches

menées avec les troupes maliennes dirigées par le colonel-major Ould Meydou se déroulent à l'ouest dans la région du Gourma, alors que les ravisseurs et leurs otages se sont dirigés à l'est, vers la frontière algérienne. Qui a mis les forces franco-maliennes sur une fausse piste ? Et qui avait signalé à la branche maghrébine d'Al-Qaida la présence des ressortissants français dans cette zone désertique ?

Ce qui est sûr, c'est que le voyage des deux ressortissants français était connu jusqu'au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Une société sénégalaise de financement de projet ayant une toute petite représentation à Abidjan et ayant prospéré en un temps record avait des visées sur la cimenterie de Hombori. Des projets étaient en cours.

Les deux « géologues » français auraient été vendus, des indiscretions auraient été faites sur le terrain. Puis une cellule d'Aqmi les aurait suivis à la trace à l'aide d'un système léger d'écoute téléphonique. Cette piste est la plus sérieuse. En décembre 2011, deux des personnes ayant participé à l'enlèvement des Français ont été arrêtées sur le territoire malien. Ces deux jeunes gens ont participé à l'opération contre un bon paquet d'euros, probablement puisés par les ravisseurs dans un coffre-fort contenant les devises versées par les pays européens pour obtenir la libération d'autres compatriotes tombés entre les mains d'Aqmi.

La personnalité des deux « géologues » a aussi fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse. Avant d'y revenir, voici comment les décrit Coulibaly Modibo, ancien chef de la Direction nationale de la géologie et des mines au Mali, qui les avait rencontrés lors de leur arrivée à Bamako : « Une chose est sûre, les Français que j'ai rencontrés maîtrisent leur affaire. Ils savent ce qu'ils disent quand ils parlent de roches. »

À Paris, où l'enquête commence dès le rapt, on retrouve dans les affaires des deux hommes des livres de géologie. Le nom d'un homme, qu'une source policière parisienne appelle « Jean-Pierre », sort. « Jean-Pierre » aurait mis 2 millions de dollars sur la table au Panama pour que le projet de cimenterie sorte de terre.

Philippe Verdon a un passé. Il est connu aux Comores et à Madagascar, où selon les confidences qu'il a faites à un habitant de Hombori, il a une fille. Quant à Serge Lazarevic, « ingénieur minier », ne s'agit-il pas plutôt de cet ancien soldat de la guerre de Yougoslavie ? Est-ce celui dont le nom

est cité en 1999 dans une procédure judiciaire en Serbie, où une bande est accusée d'avoir voulu assassiner le président serbe ? La lumière n'a jamais été faite sur le profil de cet homme au physique de colosse.

Jean-Marc Gadoullet

Le lendemain de l'enlèvement des deux Français à Hombori, trois touristes sont enlevés par un groupe armé à Tombouctou : un Sud-Africain, qui a aussi la nationalité britannique, un Néerlandais et un Suédois. Un quatrième touriste, de nationalité allemande, est tué par les ravisseurs alors qu'il tente de résister. L'enlèvement porte la griffe d'Aqmi : en face de l'hôtel où l'enlèvement a eu lieu, un camion était stationné. Le véhicule des ravisseurs était juste à côté. Un homme en est descendu et s'est dirigé vers le groupe de touristes. Un autre est resté à côté du véhicule muni d'un double réservoir d'essence plein, afin de leur permettre d'effectuer d'un trait plusieurs centaines de kilomètres. Le chauffeur, un homme à la peau noire, reste agrippé à son volant. Il est armé. L'homme qui a énergiquement abordé les touristes leur demande de le suivre. Bruits audibles, mouvements de panique ; l'un des touristes résiste, il se débat, il est abattu.

Mais il y a une autre affaire : au moment où les feux de l'actualité sont braqués sur les enlèvements de Hombori et de Tombouctou, un ressortissant français, Jean-Marc Gadoullet, est victime de tirs à Gao, ville située au nord de Hombori. C'est un ancien de la DGSE, qui appartient à l'ex-« 11^e choc », unité d'élite qui versait dans l'espionnage et assurait des missions ponctuelles pour le commando des opérations spéciales (COS).

Il est le « monsieur Sécurité » en Afrique de la Satom, filiale du groupe Vinci qui construit des routes au Tchad, au Niger et au Mali. Pour être juridiquement en règle, il a fondé en septembre 2011 une société : Opérations et organisation spéciales, Sarl (Opos). Lors de précédents enlèvements d'otages français, il s'était imposé comme intermédiaire. Il tutoie les membres de la branche malienne de la médiation, comme ceux de la branche nigérienne. Gadoullet est l'œil des sociétés françaises. Un médiateur dit de lui : « C'est un homme de terrain. Il sait ce que les sociétés

Areva et Satom peuvent faire... Et leurs limites. Il parle au nom de ces sociétés. »

Jean-Marc Gadoullet, selon la police malienne, tentait de se soustraire à un contrôle de militaires à la sortie nord de Gao quand un homme en uniforme a fait usage de son arme. « Le monsieur voulait passer inaperçu. Il était précédé par une autre voiture. Il n'a pas voulu s'arrêter, et moi, j'ai fait mon travail », témoigne Ahmed, en faction ce jour-là. Sur place, il est soigné sommairement. Il a reçu une balle dans l'omoplate.

« Jean-Marc » n'est pas apprécié de tous. « C'est une question de style », dit un officiel malien. Mais certains voient ses qualités ou à tout le moins acceptent sa présence : « Il est citoyen français, utilisé par le groupe au sein duquel travaillaient les otages. C'est donc d'abord l'affaire de la France et si la France ne voulait pas le voir impliqué, on le saurait. Donc ici au Mali, notre rôle doit se limiter à l'aider à entrer en contact avec les ravisseurs. Du reste, il nous a dit que sa sécurité, c'était son affaire. » Mais il a aussi ses points faibles. Ainsi, à Bamako, il ne sait pas qu'il est surveillé. Or il est bavard et ne passe pas inaperçu. Attablé un jour dans un restaurant, ses voisins l'entendent hurler au téléphone. Parmi eux, un membre des services secrets maliens, qui rend compte.

Après sa blessure, un avion spécial vient l'évacuer. Avant de monter à bord, il lance en forme de défi : « Je reviendrai rapidement, vous allez voir. » La sécurité malienne présente sur les lieux, qui a enregistré ses propos, n'a pas du tout apprécié. Sur sa dernière photo, prise par des douaniers maliens avant son départ de Gao, on le voit en pantalon traditionnel et en survêtement bleu, qui cache son membre blessé. Qui dit affaire de libération d'otages, dit souvent affaire de gros sous. Il y a des médiateurs qui reçoivent de l'argent de leur commanditaire (chef d'État, sociétés, pays d'où sont originaires les otages, ou pays tierce), ceux qui travaillent par patriotisme, et ceux qui, pour arrondir leurs fins de mois, reçoivent leur « part » de la rançon versée aux ravisseurs. Le tarif connu le plus récent est de 150 000 euros par otage libéré. Dans quelle catégorie classer le colonel Gadoullet ? Pour l'heure, disons qu'il n'était pas un humanitaire, et dérangeait les négociateurs concurrents en marchant sur leurs plates-bandes. Ce milieu-là est bien une jungle.

Avant qu'il ne soit blessé, sa « mission » est déjà connue. Des concurrents n'ont pas hésité à le balancer : « Ce n'est pas un type fiable. Lors de la libération des premiers otages français détenus dans le nord du Niger, il y a eu rétrocommission, et on ne sait pas le rôle qu'a joué Gadoullet dans l'affaire. » Faux ! rétorque un connaisseur de ce type de dossier : « Écoutez-moi bien ! Dans ces affaires de libérations d'otages où il y a à boire et à manger, nous sommes tous des caïmans sauf une ou deux personnes. Gadoullet est un caïman blanc qui, en plus, est trop visible. Il n'est pas si mauvais qu'on le dit. Mais il est imprudent », confie un poids lourd de la médiation, avant de relever que « Gadoullet est le premier médiateur qui parle à la presse avant la fin de sa mission ». Dans l'entourage d'Abou Zeid, l'un des hauts responsables d'Aqmi, Gadoullet a aussi des ennemis. Lors d'une de ses visites chez les ravisseurs, il a même été question de l'arrêter lui-même. Il ne l'a jamais su.

Établissons le bilan de ces 72 heures dans la partie septentrionale du Mali : un négociateur français est blessé par balles, cinq touristes européens, dont deux Français sont enlevés, un autre (allemand) est abattu par les ravisseurs.

« Trop c'est trop ! » lâche un diplomate malien. Dans un télégramme qu'il envoie à son pays, il souligne : « Par les actes [enlèvements et meurtre d'étrangers] qu'il vient de commettre dans deux localités maliennes du Nord, Al-Qaida au Maghreb islamique vient de rompre de fait le pacte de non-agression tacite avec le Mali selon lequel Aqmi se serait engagé à ne jamais enlever de ressortissants européens sur le territoire malien. À partir d'aujourd'hui, tout peut arriver. Le Mali a eu tort de penser que les intégristes sont des hommes de parole. La conséquence immédiate saute aux yeux. Aqmi a également une ambition au Mali : imposer sa loi, étendre son dogme religieux, et pourquoi pas arriver à instaurer un État islamique dans cette terre d'islam tolérant. [...] Le mois passé, Aqmi avait déjà interrompu les travaux de construction d'une caserne militaire dans la région de Kidal. Les islamistes gagnent du terrain. [...] L'argument de manque de moyens pour éradiquer les nids de terroristes sur le territoire malien a fait son chemin. L'attitude malienne a permis à Aqmi de s'implanter de manière durable sur un vaste territoire. Pour le bouter hors

du Mali, il faudra du temps et des moyens. [...] Dans la situation actuelle, le président de la République du Mali met tout en œuvre pour terminer en beauté son mandat. Si les élections ont lieu aux dates indiquées, il est utile d'attirer l'attention sur les deux principaux dangers qui peuvent gâcher la fête électorale : le terrorisme et les combattants touareg de retour de Libye. [...] Pour notre part, nous avons rappelé aux autorités maliennes le sincère désir de notre pays, de son gouvernement, de son président, de mener ensemble une lutte sincère, totale et sans concessions contre les terroristes qui chaque jour ne ménagent aucun effort pour élargir leur zone d'influence. »

Invité à réagir à ce câble diplomatique, un officiel malien, décidant de répondre de manière anonyme aux propos d'un anonyme, affirme que « le Mali n'a signé de pacte avec personne. La lutte contre Aqmi sera globale ou elle ne sera pas ».

Le 8 décembre 2011, démarche inhabituelle, la branche maghrébine d'Al-Qaida envoie un message au bureau de l'AFP à Rabat. Il est écrit en arabe. Le lecteur reconnaît tout de suite le logo du comité médiatique d'Aqmi. Les quatre premières lignes du communiqué sont accompagnées d'une sourate du Coran. Voici la suite :

« Il nous est agréable d'annoncer à nos frères musulmans et d'informer l'opinion publique de la responsabilité de l'Organisation dans deux hauts faits d'armes victorieux effectués au Mali. Première opération : dans la nuit du 24 au 25 novembre 2011, à l'est du Mali, une cellule des combattants du Maghreb islamique a réussi à kidnapper deux éléments des services de renseignements français, Philippe Verdon et Serge Lazarevic. Deuxième opération : le vendredi 25 novembre 2011, à Tombouctou au Mali, les vaillants descendants de Youssef Ben Tachfine ont réussi par la grâce de Dieu à enlever trois autres Européens. Par ailleurs, nous dégageons la responsabilité de l'organisation dans l'enlèvement des Européens dans les campements de Tindouf en Algérie. Nous ferons savoir prochainement nos revendications à la France et au Mali.

La prise en otage des deux Français ainsi que celle des trois Européens constitue une réponse aux agressions répétées de la France contre les musulmans des pays du Sahel et une réaction légitime face aux politiques insensées de Sarkozy ; de même que le Mali a été sciemment choisi en

raison de l'implication du régime d'Amadou Touré dans une guerre contre les moudjahidin, souscrivant ainsi aux pressions exercées sur lui par la France et les États-Unis et dont nous citons :

- Arrestation du moujahidin Mohamed Lamine Ould Mbala, alias Mouâouiyya, livré au régime mauritanien traître ;
- Arrestation du moudjahidin Abou Said Al Azawadi ;
- Arrestation de notre frère Abou Younous Al Mali ;
- Participation avec la Mauritanie aux dernières campagnes militaires visant les moudjahidin dans la forêt de Wagadou ;
- Mise à disposition de l'armée française de l'aéroport de Ménaka comme base aérienne pour permettre aux croisés de mener leurs attaques contre les moudjahidin.

Par conséquent, nous adressons un message aux personnes sages du régime malien. Les raids répétés ainsi que l'emprisonnement des moudjahidin pour faire le jeu de l'Amérique et de la France représentent une politique défailante et oppressive contraire au droit divin et à la raison, ne resteront pas impunis et risquent de vous attirer les foudres d'une guerre dont vous vous passerez volontiers.

Nous adressons un second message au président français Sarkozy.

À tes quatre sujets retenus à Arlit s'ajoute désormais l'enlèvement de deux autres Français dont tu endosses l'entière responsabilité ; mais de tels chiffres représentent peu face aux milliers de morts, de blessés et de prisonniers musulmans victimes de votre injustice en Afghanistan et ailleurs ; il ne dépend que de toi, soit de préserver leurs vies et garantir leur prompt élargissement en te pliant aux revendications légitimes des moudjahidin, soit de leur assurer une mort certaine en y opposant un refus, en faisant preuve de précipitation, ou en commettant de nouvelles lubies.

Organisation Al-Qaida au Maghreb islamique »

Le Mali devient à son tour l'une des cibles « officielles » d'Aqmi. « Pouvons-nous être désinvoltés face à Aqmi, et même complices, comme vous le laissez entendre, pour se retrouver dans le collimateur de ces intégristes, au même titre que la Mauritanie ou l'Algérie ? » s'interroge,

après avoir lu le message d'Aqmi, l'officiel malien cité dans les lignes précédentes. Il détient bien sûr la réponse à sa question.

Chapitre 5

Journal des négociations

Sous la garde de leurs geôliers, quelque peu paranoïaques selon certains témoins, les otages ne peuvent pas tenir un journal, écrire leurs moments de peine, de désarroi, d'angoisse, mais pourquoi pas aussi d'espoir, d'espérance... Bien loin d'eux, les gouvernements du Mali et de la France, des bonnes volontés aussi, se battent pour qu'ils recouvrent leur liberté. Mais il est loisible de tenir, grâce aux médiateurs, grâce aux recoupements, un journal des négociations, qui pourrait ressembler à ce qui suit. Ce journal commence le 16 septembre 2010.

Vingt-quatre heures après la prise d'otages à Arlit, les employés d'Areva et de Satom et leurs ravisseurs ont pris la direction du désert, plus précisément celle du nord-est du Mali, une zone qui a une frontière avec l'Algérie. Le 19 septembre, soit trois jours après cette opération, une première preuve de vie parvient en France. C'est une photo floue. Inutilisable. En attendant de diffuser un autre cliché, les ravisseurs, par le biais d'un intermédiaire basé dans le Sahara, émettent la première bonne nouvelle : les otages sont en vie, et la preuve suivra. Le gouvernement malien répercute l'information à la France par le biais de son ambassade au Mali. Michel Reveyrand de Menthon, l'ambassadeur en poste au Mali depuis août 2006, connaît désormais par cœur le procédé. Il vient d'apprendre sa nomination pour le Tchad. De son poste bamakoïse, il a pu suivre de près l'enlèvement et la libération de plusieurs otages européens, dont celui de Pierre Camatte, un ressortissant français. Le procédé semble maintenant parfaitement rodé : un otage européen est enlevé, les ravisseurs le planquent, avant d'annoncer qu'il est en vie, et d'envoyer plus tard des preuves de vie.

Le diplomate français, comme il se doit, informe Paris. En ce qui concerne l'enlèvement des sept expatriés d'Arlit, une première inquiétude apparaît : Françoise Larribe, l'épouse d'un cadre d'Areva, souffre d'un cancer. Comment va-t-elle tenir ? L'ambassadeur de France demande une

audience au président de la République du Mali, Amadou Toumani Touré, qui le reçoit sans tarder.

– Monsieur le président, je voudrais vous dire que mon gouvernement souhaite votre implication afin d’obtenir la libération de nos compatriotes détenus par Aqmi.

– Je ferai tout ce qui est possible pour garder la vie sauve à vos compatriotes. Et je vous prie de bien vouloir transmettre ce message au président Sarkozy, répond le chef de l’État malien.

En descendant du palais de Koulouba pour s’engouffrer dans sa voiture officielle, une Peugeot 607 qui a pris de l’âge, le diplomate français ne semble pas avoir remarqué, assis dans l’un des salons du palais, trois collaborateurs du président qui vont assister à la première réunion de crise autour du rapt.

Pas de discussion en vue, ce sont des ordres que les uns et les autres reçoivent. Le président malien ordonne que tout soit fait pour situer l’endroit exact où se trouvent les otages et les ravisseurs. Il exige ensuite que toutes les notabilités du Nord qui ont une connaissance précise du terrain s’investissent pour obtenir des nouvelles. À l’armée, le président demande d’organiser de discrètes patrouilles. L’objectif, selon l’un de ses proches, est de montrer ses muscles. Mais il recommande une absolue discrétion, consigne impérative qui devra être respectée dans les négociations jusqu’à la complète résolution du problème. Le chef de l’État malien lui-même se fixe cette règle. À tous les journalistes qui l’interrogent sur les otages il déclare qu’il ne sait pas grand-chose. Il va même plus loin, afin de brouiller davantage les pistes, en affirmant que la France n’a pas requis les bons offices du Mali.

Moins de vingt-quatre heures plus tard, les premières informations tombent : les ravisseurs ont scindé les otages en au moins deux groupes. Une preuve de vie est en cours de transmission. On saura plus tard que c’est une photo. Sur cette photo, tous les otages sont assis. À l’extrême gauche est assis Abou Zeid, le plus farouche des émirs d’Aqmi. C’est la première fois qu’il se fait photographier à côté d’otages dans une preuve de vie. Il semble affirmer que c’est à lui seul que nous avons affaire. Sur la même photo, debout à l’extrême droite, le visage caché par un turban noir, un

autre chef d'Aqmi. Connu sous le nom d'Ibrahim Taleb, ou encore Malek Abdelkrim Targui, il se nomme en réalité Amada Ag Hama.

La photo fait le tour du monde. Sur le cliché, le visage de Françoise est floutée, comme si, en plus du voile, on lui en imposait un second.

Nuitamment, le président malien reçoit un homme influent dans le Nord. Ancien chef rebelle, il est un allié du pouvoir malien. C'est lui qui est désigné pour aller à la rencontre des ravisseurs. Afin de brouiller les pistes, il prend un avion qui le dépose dans la ville malienne de Gao, à 1 200 kilomètres au nord-est de Bamako. De Gao, il s'engouffre dans un véhicule tout-terrain. Et revient discrètement quelques jours plus tard à Bamako. Principale information que l'on obtient de sa rencontre avec les ravisseurs : rien n'arrivera aux otages avant qu'un ultimatum soit lancé.

Dans la foulée, le président Touré lance un appel pour la libération de la Française pour des « raisons humanitaires ». « Non », répondent les ravisseurs par des intermédiaires. Ils durcissent même le ton, et refusent de libérer les otages togolais et malgache. Généralement, lorsque les éléments d'Aqmi enlèvent des étrangers et se rendent compte que, parmi eux, il y a des Africains, ils libèrent ces derniers. Mais, cette fois, ils refusent. Ils ont dit que les Africains travaillaient pour la France, et qu'ils doivent être considérés comme des agents de celle-ci, donc qu'ils méritent une punition, explique une source proche du dossier.

Pour autant, le Mali ne lâche pas prise et la France doit localiser les otages. Des hommes, du matériel, notamment des avions de surveillance, les fameux Breguet Atlantique, sont déjà positionnés au Niger.

Le temps presse. En novembre 2010, le patron de la Direction générale de la sécurité extérieure de la France, la DGSE, arrive très discrètement au Mali. Il évoque avec les autorités maliennes la situation et la sécurité des Français résidant dans ce pays. L'Élysée dépêche aussi un émissaire.

L'un des intermédiaires maliens appelle son contact dans le Sahara, qui, à son tour, communique avec les ravisseurs. Ces derniers acceptent exceptionnellement qu'on apporte des médicaments à l'otage souffrant d'un cancer. Les médicaments et d'autres effets arrivent. Fouilles réglementaires. Sans pudeur, les islamistes déversent à terre le colis. À côté des médicaments, des effets intimes destinés à Françoise Larribe jonchent le

sol. Les ravisseurs déclarent que c'est la dernière fois qu'ils acceptent un colis pour les otages.

Ben Laden, ou ceux qui prétendent parler en son nom, a appris que des otages sont aux mains de ses alliés dans le Sahel. Il s'invite dans le débat. Sur la chaîne de télévision en langue arabe Al-Jazira, il applaudit le rapt des deux mains et s'en prend à la France, principalement au sujet de l'interdiction du port du voile et de sa présence en Afghanistan.

Le 18 novembre 2010, à son tour, le chef d'Aqmi surnommé Droukel affirme que, désormais, pour obtenir la libération des otages français et africains, il faut s'adresser directement à Ben Laden lui-même. La démarche est hautement stratégique. Les feux des projecteurs sont à nouveau braqués sur l'homme le plus recherché au monde. Aqmi fait ainsi d'une pierre plusieurs coups : un nouvel acte d'allégeance officiel à Ben Laden, une bonne pub, mais aussi l'annonce, qui ne pourra que plaire à la mouvance, d'un durcissement des négociations.

Les pourparlers en cours ne se poursuivront pas dans des grottes d'Afghanistan où Ben Laden est censé se cacher. En réalité, les contacts suivront le canal habituel, mais, désormais, Aqmi négocie au nom de Ben Laden, et la France, qui accepte de négocier pour la libération de ses ressortissants, doit savoir qu'elle est assise à la table du diable.

En ce mois de novembre 2010 toujours, un médiateur analyse la situation : pour le moment, la vie des otages n'est pas en danger, car ils sont pour eux avant tout des boucliers humains, les ravisseurs craignant des frappes aériennes de l'armée française. Dès le début des enlèvements à Arlit, les mouvements des avions français dans le désert, au-dessus des ravisseurs donc, leur ont fait penser à une attaque imminente de leurs positions. Le médiateur poursuit en expliquant que, sur le sort des otages, presque toutes les *katibat*, c'est-à-dire tous les groupes de combattants d'Aqmi, ont leur mot à dire avant une éventuelle libération.

Les islamistes disent qu'ils vont faire beaucoup de *choura* (« assemblées » en arabe, forme de démocratie à la base, où chacun a son mot à dire). Abdelmalek Droukdel, notoirement basé en Algérie, est le chef, mais il écoute les uns et les autres, explique encore le médiateur.

Un médiateur malien est monté en novembre 2010 dans les sables pour rencontrer les ravisseurs et prendre des nouvelles des otages et de leur

destin. C'est classique. Lorsqu'un médiateur arrive chez les ravisseurs, il prend tout son temps. Il ne va jamais droit au but. Prière, repas, thé, c'est un rituel qu'il respecte avant d'entrer dans le vif du sujet. Trompant la vigilance de deux chefs locaux d'Aqmi, il apprend au détour d'une conversation avec de jeunes islamistes que les otages sont effectivement séparés et répartis dans un rayon de 200 kilomètres. La seule femme otage tient finalement le coup. Pour sa maladie, pas de grand souci. Les islamistes eux-mêmes ont la possibilité de faire convoier des médicaments à partir de l'Algérie voisine.

Le médiateur apprend aussi que le sort des otages crée une division entre les islamistes. Certains ne sont pas contre la libération de la femme et des deux Africains. La libération de ces derniers, explique un islamiste dont les propos ont été rapportés par le médiateur, permettrait à Aqmi de s'épargner des critiques venant du continent.

Le médiateur s'intéresse aussi de près aux revendications. Parmi celles-ci figure la libération de quelques dizaines d'islamistes détenus dans des prisons françaises, algériennes et mauritaniennes. Il faut ajouter à cela le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, et une rançon. La rançon n'est cependant jamais une revendication que médiateurs et islamistes rendent publique...

Le 11 décembre 2010, le médiateur revient plutôt bredouille. Pas d'avancée notable dans les négociations en vue de libérer les otages. Mais une certitude : ils ne sont pas à l'article de la mort. Et il n'est plus interdit de penser que les ravisseurs deviendront à la longue eux-mêmes les otages de la situation, car le dispositif mis en place pour surveiller les otages est assez lourd : il comprendrait une cinquantaine de personnes. Il faut nourrir tout ce monde qui ne fait rien de plus que de surveiller les otages. Tous ces hommes, d'après un médiateur, forment quatre cercles de sécurité autour de ces derniers. Et il faut également à la fois bouger et protéger ces petits groupes.

Pendant ce temps, les avis divergent de plus en plus. Des sources maliennes affirment que les otages scindés en plusieurs groupes ne sont plus sur le territoire malien, alors que les dernières images volées par les avions français basés au Niger disent le contraire...

Dans le hall d'un hôtel de Niamey, la capitale du Niger, nous croisons des militaires français. Ils viennent de rentrer de mission de surveillance. L'équipe de relève est prête.

– Alors ? Interroge un militaire français sanglé dans une tenue léopard.

– On continue ! répond un autre militaire, qui enchaîne avec des nouvelles peu réjouissantes de sa mère malade dans le sud de la France.

C'est une pluie mystérieuse qui s'est abattue ce 12 décembre 2010 sur une partie du Sahel. Un médiateur malien a eu des nouvelles fraîches des otages, mais surtout des ravisseurs. Les otages sont vivants, on vient encore de changer le lieu de leur détention. Mais les dissensions entre les ravisseurs eux-mêmes commencent à devenir flagrantes. Si c'est Abou Zeid qui tient le fil des négociations et qui possède les coordonnées GPS de l'endroit où les otages sont cachés, ce n'est cependant pas une seule *katibat* qui a autorité sur les otages. Ceux-ci ont été enlevés pour venger la mort des sept terroristes tués lors du raid franco-mauritanien de juillet 2010. Et les sept tués sont issus de différentes phalanges. Tout le monde a donc son mot à dire, confie le médiateur.

Une discussion orageuse a même failli dégénérer. Un groupe de terroristes souhaitent échanger les otages contre de l'argent. Un autre groupe, celui d'Abou Zeid, est contre. Une rumeur précise même que l'un des proches d'Abou Zeid est séquestré en Algérie et que, s'il libérait les otages, la vie de ce proche serait immédiatement menacée. Dans cette atmosphère, l'un des lieutenants d'Abou Zeid joue l'extrémiste. Il s'agit d'Abdelkrim. Le plan de ce dernier est de changer de lieu de détention des otages.

Le médiateur analyse : il accepte le terme de « frémissement ». À partir du moment où tous les chefs d'Aqmi ne sont plus sur la même ligne, l'espoir renaît. Mais il faut plus que de l'espoir, c'est d'espérance que chacun des protagonistes veut se nourrir. Cependant, on tourne le dos, du moins pour le moment, aux propos radicaux tenus au médiateur quelques semaines plus tôt par les ravisseurs.

Le 20 décembre 2010, je rencontre le président de la République du Mali dans son bureau, transformé en camp militaire. Le téléphone sonne. Comme s'il souhaitait que notre entretien soit bercé par la douce musique de la sonnerie, il ne décroche pas le téléphone. Le président Amadou Toumani

Touré est plutôt de bonne humeur. Il vient de signer dans le plus grand secret un décret qui va faire grand bruit. Une partie du commandement militaire dans le nord du Mali a été modifiée. C'est une zone que le Mali partage avec d'autres pays. C'est aussi un vaste désert commun à plusieurs États, où sont détenus les otages, où naviguent les islamistes armés.

– Nous sommes obligés de revoir notre système de défense dans le Nord. À cause des accords de paix passés entre le gouvernement malien et les ex-rébellions touareg dans le Nord, l'armée a quitté des zones qui se sont transformées en no man's land. Nous venons de mettre sur pied un Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le Nord (PSPSDN). Aqmi est allé sur ces zones et dans toute la bande sahélo-saharienne que les forces de sécurité ont désertées. Les otages bougent beaucoup avec leurs ravisseurs. Ils peuvent avoir l'impression d'avoir fait 10 kilomètres en voiture, alors qu'ils en ont fait 70.

– Le président est-il optimiste pour leur libération ?

– Je vais vous dire, moins on en dit, mieux ça vaut pour les otages.

– Pouvez-vous confirmer les dissensions apparentes qui existent désormais entre les différents groupes de rebelles touareg ? Pouvez-vous également confirmer les informations selon lesquelles les otages sont passés en Algérie ?

Drapé dans la tenue traditionnelle des Bariba, une communauté du nord du Bénin, le président malien esquivé : « Le Mali fera tout pour aider la libération des otages. »

Le 25 décembre 2010, le médiateur malien analyse à son tour de nouvelles informations en provenance du désert où sont gardés les otages. L'otage togolais aurait eu de violents maux de ventre. Un infirmier membre d'Aqmi lui aurait donné des médicaments. Un otage français, dont le nom n'est pas précisé, est le plus démoralisé du groupe. Un geôlier lui a remonté le moral. Visiblement sans succès.

27 décembre 2010. L'État malien vient de muter un officier touareg qui se prenait pour un proconsul dans le nord du Mali. Il prenait poids et importance. Or cela était mal perçu par le médiateur, un ex-rebelle touareg qui n'appartient pas à la même tribu que l'officier en question. Muter cet officier, c'est comme si l'on donnait des gages au médiateur. Coïncidence ?

Le médiateur est dans le nord du Mali afin de continuer à discuter avec les ravisseurs pour la libération des otages.

31 décembre 2010. Dernier jour de l'année. Des nouvelles du front. Dans le Sahara, ça bouge beaucoup ! Des trafiquants de drogue règlent leurs comptes, l'armée mauritanienne avance vers les positions d'Aqmi, les ravisseurs sont nerveux. En fait, ce que l'on sait de plus en plus et de manière précise, c'est que trois points de vue se dégagent au sein des *katibat*. Les conclusions de la dernière *choura* laissent nettement penser que les ravisseurs sont désormais divisés. Il y a ceux qui estiment que les otages deviennent de plus en plus un poids et qu'il faut les libérer contre une rançon. Il y a également ceux qui jugent que Ben Laden reste maître de la situation puisque, dans l'affaire, on lui a fait acte d'allégeance et que c'est à lui de décider. Et puis, il y a parmi les ravisseurs ceux qui veulent voir la France céder sur quelques revendications, dont le départ des troupes françaises d'Afghanistan et la libération de quinze islamistes détenus notamment en France, en Algérie et en Mauritanie. Pour les analystes, le terreau est plutôt fertile pour poursuivre les négociations en vue d'obtenir, dans un premier temps, la libération de la Française malade et de voir venir la suite. Il est minuit. Les otages français et africains passent leur réveillon en détention. Quelque part dans le désert.

1^{er} janvier 2011. Les ravisseurs se plaignent. Les avions français survolent de plus en plus leurs zones. Les intégristes ne connaissent pas le calendrier des Français. Ils sont nerveux.

3 janvier 2011 et les jours qui suivent. Abou Zeid, le « maître » de ces otages, décide d'organiser une grande réunion pour changer de stratégie. Il s'impatiente. L'émir général Droukdel a confié la négociation des otages à Ben Laden. Mais Ben Laden n'a pas d'adresse postale. Il ne voit pas la France s'avancer résolument dans les négociations. Alors, il veut secouer le cocotier. Il décide de donner un dernier avertissement à Paris. En fait, il veut voir si Paris accepte toujours les négociations. Ce serait une victoire. La décision est donc prise d'envoyer une lettre à la France : une lettre officielle d'Al-Qaida au Maghreb islamique, rappelant ses exigences pour libérer les otages. Cette missive ne sera pas écrite de la main d'Abou Zeid. Elle viendra du comité médiatique de l'organisation, qui a reçu des instructions de la hiérarchie. Pour une source proche du dossier qui a eu

accès à cette missive, elle contient au moins deux revendications : retrait des troupes françaises d'Afghanistan, discussion directe avec Ben Laden.

Prendre une lettre d'Aqmi, c'est accepter le principe d'une discussion directe avec une organisation terroriste. L'intermédiaire tend la lettre à un diplomate français en poste dans un pays du Sahel. Ce dernier, probablement après avoir consulté Paris, refuse de prendre la lettre d'Abou Zeid. C'est un refus ferme. Il ne faut pas oublier que, quelques jours plus tôt, le président français, Nicolas Sarkozy, disait à haute et intelligible voix que la France ne se laisserait pas guider sa politique par des terroristes.

13 janvier 2011. Sanda Ould Bouamana, un ressortissant malien arrêté quelques semaines plus tôt dans le Sahel est transféré à Bamako, parce que soupçonné d'être un soutien à Aqmi dans le renseignement et la logistique et un sous-traitant dans des opérations d'enlèvement d'otages, et présenté au procureur de la République. Il bénéficie d'une liberté provisoire. Y a-t-il un rapport avec l'affaire des otages ? Oui. Diplomatie à l'ancienne. On met en liberté provisoire un soutien d'Aqmi pour faciliter la libération d'otages. Sanda est considéré comme travaillant pour Abou Zeid, le ravisseur en chef des cinq otages français et des deux otages africains. Ça bouge, ça bouge...

18 janvier 2011. Le médiateur est de retour. Il est, en tout cas, aperçu à 600 kilomètres de Bamako en provenance du Nord.

19 janvier 2011. Oussama Ben Laden intervient à nouveau. Dans un enregistrement audio, diffusé par la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, il affirme que « la France va payer cher sa politique en Afghanistan ». Les cinq otages français enlevés en septembre 2010 au Niger, précise-t-il, ne seront libérés qu'après le départ des forces françaises déployées « en terres musulmanes », notamment en Afghanistan. Dans ce message, Ben Laden enfonce le clou : « Le refus du président Nicolas Sarkozy de retirer ses forces d'Afghanistan n'est rien d'autre qu'un feu vert donné à la mort des otages français. » Cependant, comme s'il regrettait d'être allé si loin, il donne une assurance : « Mais nous ne ferons rien tant qu'il n'aura pas réfléchi aux conséquences de sa position, qui aura un coût très lourd en France et ailleurs. » La cause est entendue. Le pape de l'islamisme mondial souffle le chaud et le froid. Il passe en même temps sur toutes les télévisions du monde un message à ses ouailles d'Aqmi qui détiennent les cinq ressortissants français et les deux Africains : « Poursuivez les

négociations, je sais qu'elles existent. Ne libérez pas tout de suite les otages, mais ne les tuez pas non plus. »

Ben Laden, par son message, réaffirme une stratégie bien connue de sa nébuleuse. Tant qu'il n'y a pas d'ultimatum lancé pour la satisfaction de ses revendications, Aqmi ne tue jamais les otages. Un premier ultimatum, un deuxième, et même parfois un troisième se succèdent avant la mise à mort des otages. En règle générale, le premier ultimatum est toujours lancé officiellement, par voie de presse. Le deuxième parfois aussi, sinon il est adressé par l'intermédiaire du médiateur. L'éventuel troisième ultimatum n'est jamais connu du grand public. Seul le médiateur en est informé. C'était le cas pour Britannique Dyer, tué par Aqmi. Ici, c'est le second enregistrement menaçant la France et qui fait un lien entre sa présence militaire en Afghanistan et l'enlèvement de Français au Niger.

La ministre française des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie, est à Sederot, dans le sud d'Israël, où elle effectue un déplacement, quand le message de Ben Laden est diffusé sur les chaînes de télévision. Interrogée par la presse, elle déclare notamment : « La France est aux côtés de ses alliés à la demande de l'ONU pour aider le peuple afghan. »

23 janvier 2011. Une source malienne impliquée dans les négociations en vue de la libération des otages français lâche : « Les otages ont été dispersés et ne sont plus tous sur le territoire malien. » Branle-bas. Tactique de négociation ? Décision prise par crainte d'une attaque française par le ciel des positions des islamistes ? Ou bien résultat de divergences profondes entre les islamistes au sujet du sort des otages ? Une chose est sûre, pourtant, les otages sont en vie.

24 janvier 2011. Nicolas Sarkozy, le président de la République française, lors d'une conférence de presse consacrée aux questions internationales, déclare au sujet des sept otages : « Nous pensons qu'ils sont en vie, nous en sommes certains. » « Je me pose des questions, mais, sur le fond, chaque fois que les démocraties se sont aplaties, elles l'ont payé très cher et de beaucoup de morts. » Il ajoute : « La peur, la lâcheté, la démission, le renoncement ont toujours conduit dans l'histoire du monde à des catastrophes. Face à la barbarie, face à la contestation si violente des valeurs si profondes qui sont les nôtres, il n'y a qu'une seule réponse possible : la fermeté et le courage. »

Interrogé sur les menaces récentes d'Oussama Ben Laden, le président français a dit qu'il n'entendait répondre « ni de près ni de loin » au chef d'Al-Qaida, qui exige le retrait de la France d'Afghanistan.

26 janvier 2011. Tous les otages sont en vie, signale un médiateur. Il donne une autre grille de lecture des derniers messages de l'émir général du Sahel et de Ben Laden sur les otages. Droukdel, le patron d'Aqmi tapi en Algérie, fait et une fois de plus allégeance à Ben Laden, mais en langage codé : il demande aux dirigeants d'Al-Qaida d'Asie centrale de ne pas libérer les deux journalistes français Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, otages en Afghanistan ; d'interrompre même l'éventuel processus de libération en cours. En retour, Ben Laden donne comme message à des affidés d'Aqmi : « J'accepte encore une fois votre allégeance. Pour votre message, nous avons compris. Mais, en retour, je vous demande de libérer aux conditions que vous imposerez, et seulement si vous pensez que c'est nécessaire, l'otage française et les deux otages africains. »

28 janvier 2011. Les nouvelles du front. Les otages se portent bien, dit un médiateur qui a reçu un coup de fil.

3 février 2011. La femme otage a un besoin pressant de médicaments.

7 février 2011. Le président malien, Amadou Toumani Touré, est à Kidal, ville située dans le nord-est du Mali, d'accès difficile. L'auteur de ces lignes est lui-même sur place. Le président malien annonce un plan d'urgence pour le nord du Mali : 32 milliards de francs CFA. Des conciliabules autour des otages ont lieu. Confirmation qu'ils ont été éparpillés. Confirmation, aussi, de la nervosité au sein de la *katibat* d'Abou Zeid. Dans le Sahara, rares sont désormais ceux qui peuvent le voir. Il prend le maximum de précautions. Les otages deviennent pour lui une très grosse charge. Il faut les nourrir, veiller sur leur santé, etc.

9 février 2011. Dans le nord du Mali, la présence supposée ou réelle de militaires français inquiète. Certains pensent à des préparatifs d'attaque. Il n'en est rien.

15 février 2011. Le médiateur malien, très optimiste, s'est évaporé. Il est allé assister à la libération d'une partie des otages. Areva, dit la rumeur, a payé.

16 février 2011. La rumeur devient de plus en plus persistante qu'Areva a payé. On peut s'attendre à la libération d'une partie des otages.

17 février 2011. La femme française otage, l'otage togolais et l'otage malgache pourraient être libérés. L'information se précise.

19 février 2011. On attend toujours officiellement la confirmation de l'information.

20 février 2011. Le Niger a au moins un envoyé sur le terrain. Il travaille depuis plusieurs semaines main dans la main avec le médiateur malien. Mais, sans nouvelles d'eux, l'inquiétude se répand.

21 février 2011. L'auteur de ces lignes est dans le nord du Mali. Lors d'une cérémonie de remise de dons aux populations locales par la première dame du Mali, Mme Touré Lobbo Traoré, je fais une rencontre intéressante. C'est un notable du Sahel qui dispose des dernières nouvelles. La libération des trois otages aura lieu au Niger. Pourquoi ? Le gouvernement malien en a assez d'être traité de négociateur de libération d'otages. Et puis, enlevés au Niger, les otages repartent dans ce pays

24 février 2011. La Française Françoise Larribe, le Malgache Jean-Claude Rakotorilalao, et le Togolais Alex Awando sont officiellement libérés. Mais le processus de libération avait commencé deux jours avant.

28 février 2011. La nouvelle tombe. Bachir Simoun, le jeune Tunisien se réclamant d'Al-Qaida et qui avait lancé le 5 janvier 2011 un engin explosif contre l'ambassade de France à Bamako s'est évadé de son lieu de détention. L'information est commentée de différentes manières. Selon certains, l'évasion est due à une négligence, selon d'autres, c'est une libération déguisée pour faciliter la libération des quatre ressortissants français toujours détenus par Aqmi.

1^{er} mars 2011. Le patron des services de renseignements du Mali, le colonel-major Mami Coulibaly, est limogé. Aucune raison officielle. Le colonel-major n'est pas du tout impliqué dans l'évasion du jeune terroriste, mais il est quand même sanctionné pour donner l'exemple.

Toujours le 1^{er} mars, l'un des médiateurs tente de reprendre contact avec les ravisseurs des otages d'Arlit pour relancer les négociations. Les ravisseurs ne décrochent pas.

2 mars 2011. Le jeune Tunisien aurait été aperçu hors de Bamako. Les forces de sécurité du Mali sont à ses trousses. Dans le hameau où est censé

se trouver le jeune fugitif, quelques hommes et quelques femmes vaquent à leurs occupations, mais lui n'est pas là.

5 mars 2011. Un prisonnier libéré par Aqmi depuis deux semaines refait surface. On le surnomme « Double-Tête ». Aqmi l'accusait de travailler pour ses ennemis. Libération mystérieuse. Certains n'hésitent pas à dire que cette libération entre dans le cadre des négociations en vue de la libération des quatre otages restants. Explication de texte : Double-Tête est membre d'une communauté du nord du Mali. Cette communauté ne voyait pas d'un bon œil son arrestation par Aqmi. Or Aqmi circule beaucoup dans la zone, et pourrait être victime des représailles de celle-ci.

9 mars 2011. Séjour au Niger, où les langues se délient. Une rançon, une forte rançon a été payée. Chiffre ? Entre 10 et 15 millions d'euros pour libérer les trois otages. Le Mali a refusé de jouer au porteur de valises et de se mêler de cet aspect du problème. C'est Areva qui a déboursé. C'est la France qui a déboursé. Chacun se débarrasse du fardeau comme d'une patate chaude. La source nigérienne cache mal sa nervosité. Que peut-on faire avec une somme aussi extravagante ? Acheter, comme dans une publicité vantant un jeu de hasard très prisé des Français, plusieurs hélicoptères et parcourir en bonne compagnie toutes les mers du Sud ? Ou bien ces millions pourraient servir à acquérir des armements destinés à éliminer tous les mécréants... Bref, de l'argent versé pour libérer trois personnes, mais qui servira à en tuer des milliers d'autres.

15 mars 2011. Les chemins du versement de la rançon se reconstituent. Un cadre d'une compagnie aérienne a joué un rôle important dans l'affaire. Un ancien ministre malien, qui est l'un des hommes les plus informés dans la sous-région ouest-africaine, a joué aux facilitateurs sans vraiment se mouiller. Le chiffre est précis et définitif. Pour libérer les trois otages, Areva et la France ont accepté de mettre sur la table 13 millions d'euros.

La principale source de revenus d'Aqmi est donc la rançon perçue de la prise d'otages. Et, avant la libération des otages, le plus discrètement possible, Claude Guéant a effectué un rapide aller-retour entre Paris et Bamako. Un ancien barbouze, dont le rôle dans l'affaire n'est pas clair, a également effectué un déplacement dans le Sahel. Le Mali n'a pas voulu que les dernières négociations se déroulent sur son sol.

16 mars 2011. La source nigérienne est furieuse. Comme dans toute histoire de rançon, il y a eu des commissions. Or cette source n'a rien vu passer. Elle est furieuse, surtout, que certains aient eu leur part. Le délai de silence à observer dans une pareille affaire est expiré. La source nigérienne cache à peine son mécontentement et menace de tout révéler. Et même d'écrire un livre. Un éditeur parisien est contacté. Un projet est en cours...

17 mars 2011. Les négociations pour la libération du reste des otages sont relancées. Parmi les revendications : le départ des troupes françaises d'Afghanistan, la libération de combattants d'Aqmi détenus dans des prisons françaises, et d'Afrique. Les ravisseurs réclament aussi 100 millions d'euros. Areva est au courant.

10 avril 2011. Les négociations sont au point mort. Rien ne filtre.

15 avril 2011. Sur son site, l'ambassade de France à Bamako donne l'alerte : il y a risque d'enlèvement de ressortissants français au Sahel. La nouveauté ? Les éléments qui préparent le rapt viennent de la Libye en crise. Pour être plus précis, l'otage ou les otages enlevés devraient être conduits en Libye. Pour accréditer la thèse d'Al-Qaida en Libye ?

20 avril 2011. Nouvelles du front. Les quatre Français toujours retenus comme otages sont en vie. Un médiateur malien qui s'est rendu sur les lieux est de retour.

20 mai 2011. Deux Algériens, un Mauritanien et un Malgache se présentent avec la même carte de visite : « Services et divers ». Ils prétendent avoir des contacts sûrs pour faire libérer les otages. Ils sont éconduits, n'arrivent même pas à payer leurs frais d'hôtel. Brièvement interrogés par les services de police du Mali pour « grivèlerie d'hôtel », ils quittent le Mali, après un arrangement avec l'établissement hôtelier.

26 juin 2011. Retour à la rançon versée par Areva, pour libérer les trois premiers otages. Y a-t-il eu rétrocommission ? C'est un Touareg nigérien qui me l'affirme avec force détails. Des personnes impliquées dans les négociations ont touché une partie du magot. Ce qui pourrait ralentir les futurs pourparlers en vue de la libération des quatre autres otages.

10 juillet 2011. C'est une femme. Très digne, elle travaille dans l'administration nigérienne. Elle est au cœur du dispositif sécuritaire de ce pays. Elle nous reçoit à titre privé. Rétrocommission ? Elle aussi est informée de la rumeur. Mais elle s'interroge : s'agit-il des moins de 200 000

euros que des intermédiaires (pas tous) empochent comme commission par otage libéré ? S'agit-il de cette affaire de rançon larguée par avion où une partie de l'argent aurait disparu ? S'agit-il, s'interroge t-elle encore, des bruits de couloirs selon lesquels une partie de la rançon a été détournée, et a repris la direction de Paris. Mystère et boule de neige.

11 septembre 2010-11 septembre 2011 : Un an de captivité pour Daniel Larribe, Thierry Dole, Marc Feret et Pierre Legrand. Ils sont toujours aux mains de leurs ravisseurs. Leurs proches ont eu une pensée affectueuse pour eux. Cérémonie émouvante. Les négociations pour leur libération se poursuivent. En enlevant deux autres Français à la fin de novembre 2011 dans le nord du Mali, Aqmi a lancé un message clair : la France est notre ennemie. Et outre la rançon qu'il faut pour leur libération, les islamistes armés peuvent s'inviter à une question majeure de politique intérieure en France en 2012 : l'élection présidentielle. Comment ? Soit en menaçant la vie d'un ou de plusieurs otages, en espérant mettre en difficulté un des candidats à la présidentielle, soit en libérant une partie des otages, dans l'espoir de faire gagner quelques voix à un candidat.

2 janvier 2012. Un médiateur prend encore une fois la direction du Sahara, pour négocier la libération des otages. Ils sont à cette date douze Européens à avoir été enlevés, dont six Français.

Chapitre 6

Enlèvement d'otages, mode d'emploi

22 janvier 2009. Quatre touristes européens, deux Suisses, un Allemand et un Britannique, reviennent du nord-est du Mali, où ils ont assisté à un festival culturel. Sur le chemin du retour, ils trouvent des places dans l'un des véhicules d'un convoi qui doit permettre aux festivaliers de rejoindre l'aéroport international de Niamey, la capitale du Niger. À peine les voitures entrent-elles sur le territoire nigérien qu'un commando les pourchasse. Branle-bas de combat. Une, deux voitures du convoi réussissent à prendre la tangente. Les autres sont bloquées. Un témoin remarque qu'un membre du commando fume. Ce n'est donc pas un intégriste, car la cigarette est formellement interdite dans les rangs d'Aqmi. Sultan Ould Bady, le chef des chauffeurs des kidnappeurs, compte parmi les membres de ce commando. De mère kounta (arabe), il est de père touareg. L'auteur de ces lignes a connu Sultan dans les années 2000, alors qu'il menait une enquête dans le cadre de la rédaction d'un livre sur l'immigration clandestine. Propriétaire d'un garage dans le nord du Mali, il transportait des candidats à l'immigration clandestine à travers le Sahara à l'aide d'un vieux pick-up contre espèces sonnantes et trébuchantes. Il a par la suite tâté de la prison dans le nord du Mali pour une affaire de meurtre, avant d'être élargi dans des conditions plutôt troubles.

Depuis 2008, dans des messages qu'ils font discrètement diffuser dans les foires des pays sahéliens, les islamistes proposent aux badauds le deal suivant : « Vous enlevez des Européens, vous nous les amenez directement ou vous les donnez à des intermédiaires. Nous les achetons au prix fort. » Sultan et sa bande ont reçu, selon différentes sources, pas moins de 50 millions de francs CFA dans l'affaire.

Ce ne sont donc plus forcément les islamistes eux-mêmes qui enlèvent les otages. Ils ont à l'occasion des sous-traitants qui se prêtent au jeu. Selon certaines sources, l'enlèvement s'organise sensiblement de cette façon : un

otage européen est localisé dans le Sahara, le Sahel ou dans une zone intermédiaire semi-désertique. Il est repéré soit par des membres d'Aqmi qui passent ensuite par un sous-traitant ; soit Aqmi envoie des membres appartenant à l'une des *katibat* rechercher le ou les otages, soit des éléments d'Aqmi accompagnés d'indicateurs enlèvent eux-mêmes les otages.

Les complices locaux sont rémunérés de deux manières : en cash ou par des véhicules tout-terrain communément appelés « boulboules » dans le Sahara. Mais certains complices agissent aussi pour « faire plaisir », pour « exécuter un appel au meurtre ». Exemple : l'affaire des deux diplomates canadiens enlevés le 14 décembre 2008 au Niger avec l'aide de complicités locales. Les malheurs de Robert Flower et de Louis Guay, son assistant, ont commencé en réalité par un télégramme daté du 12 août 2008, peu avant leur premier séjour au Niger dans le cadre d'une mission onusienne. Le gouvernement nigérien pestait d'ailleurs contre l'arrivée de cette délégation.

Dans le cadre de cette mission en tout cas, un télégramme de l'ONU demande à sa représentation locale à Niamey de prendre les rendez-vous pour la première visite que devaient effectuer sur place les deux diplomates canadiens. Le Niger faisait à ce moment face à une nouvelle révolte de jeunes Touareg. Pour le gouvernement nigérien, les rebelles n'étaient que des « bandits », des « terroristes », alors que pour la communauté internationale, il fallait tendre une oreille, même distraite aux revendications des insurgés.

Voici le télégramme onusien : « Veuillez trouver ci-joint l'itinéraire de M. Robert Fowler, envoyé spécial du secrétaire général [des Nations unies] pour le Niger. Tel que discuté, M. Fowler et son assistant, M. Louis Guay, ont l'intention de voyager à Niamey le 12 août. Nous vous serions reconnaissants si vous pouviez (1) organiser pour eux de rencontrer le représentant spécial (et éventuellement MILAD et Affaires politiques) le 11 août, (2) confirmer la disponibilité de l'avion UNOWA pour les amener à Niamey le 12 août et (3) réserver deux chambres d'hôtel pour eux pour deux nuits (10 et 11 août). Leur date de retour de Niamey à Dakar reste à confirmer, selon la façon dont évolue leur mission. Leur départ de Dakar pour Paris est provisoirement fixé au 22 août. »

H... était un thuriféraire du régime du président Mamadou Tanja, qui s'accrochait au pouvoir après avoir effectué les deux mandats autorisés par

la Constitution. Un coup d'État a stoppé son ardeur. Le télégramme annonçant l'arrivée des diplomates est tombé entre les mains de H... Les malheurs de Flower et de son assistant ont commencé à partir de là. La veille de leur arrivée a eu lieu un entretien entre deux ministres nigériens et certains de leurs collaborateurs. Au cours de cette rencontre, il a encore été martelé qu'il n'était pas question pour le Niger d'accepter une médiation de l'ONU entre le gouvernement nigérien et des « terroristes », en l'occurrence des rebelles touareg.

Le 29 novembre 2009, trois humanitaires espagnols de l'ONG Barcelona Accio Solidaria sont enlevés par des hommes armés à 170 kilomètres de Nouakchott, la capitale de la Mauritanie. Le 18 décembre de la même année, un couple de voyageurs italiens est enlevé dans le sud-est de la Mauritanie. Dans le premier cas, la phase d'exécution du projet avait commencé deux mois plus tôt, alors que, dans le second, c'est Yahya Abou Hammam, un chef des opérations d'Aqmi, qui, en se déguisant en banal voyageur (il s'était notamment rasé la tête et la barbe), a conduit lui-même le véhicule qui a stoppé les Italiens en route vers le Burkina Faso.

Le 23 juin 2008, un Américain dirigeant un établissement d'enseignement à Nouakchott est tué par balles. Aqmi revendique l'assassinat. On l'a su avec précision dix mois plus tard : l'Américain était filé et surveillé deux mois avant le meurtre.

La phase de repérage précède évidemment celle de l'opération. Et ce sont les hommes du terrain qui opèrent.

Omar Ould Sid Ahmed Ould Hamma, plus connu sous le nom d'Omar le Sahraoui, est celui qui a participé activement à l'enlèvement des trois humanitaires espagnols. Fin connaisseur du Sahara, il a vécu un moment dans les camps du Polisario et est le mercenaire qui avait été recruté par Al-Qaida au Maghreb islamique pour commettre l'enlèvement des trois coopérants espagnols en Mauritanie.

Le président mauritanien est de bonne humeur le jour où il me reçoit dans son palais. Un silence religieux règne dans le bâtiment. Une salle d'attente nous accueille. Un officier, le visage poupin, une calvitie prononcée, surgit. Un autre, plus sec, s'immobilise dans un coin de la pièce. Le dispositif de sécurité du palais ne semble pas impressionnant. Du moins en apparence. Le bureau du chef de l'État s'ouvre. La climatisation n'a pas été mise en

marche. Tout juste à droite, à l'entrée du bureau présidentiel, on aperçoit un petit salon. Le président Mohamed Ould Abdel Aziz est debout. Dans un costume strict. Il a, comme à la télévision, le visage toujours mangé par de grosses lunettes.

Il démarre au quart de tour :

– Quand nous avons eu la certitude qu'Omar le Sahraoui a participé à l'enlèvement sur notre sol des touristes espagnols, nous avons décidé de le ramener ici, en Mauritanie, pour le juger.

Sur un ton de conteur qu'on ne lui connaissait pas, le président mauritanien poursuit. Après son forfait, Omar le Sahraoui s'était installé sur ses terres dans la région de Tombouctou, au Mali. Il était sous une tente, un après-midi. Il venait de se marier... En enlevant les touristes espagnols, il avait encaissé une belle fortune. C'était donc encore la fête dans sa demeure. Mais il ignorait que, parmi les invités, des auteurs de son propre enlèvement participaient aux agapes. Soudain donc, par un après-midi parfaitement tranquille, ces derniers sont subitement entrés en scène. Omar crut rêver. Il a ainsi été enlevé *manu militari* et se retrouvera dans une prison mauritanienne pour être jugé.

Comme à la corbeille d'une Bourse des valeurs, les tarifs varient : 50 millions de francs CFA ont été perçus par Sultan et ses complices pour l'enlèvement des quatre touristes européens qui venaient de participer à un festival dans le nord du Mali, alors qu'Omar, lui, pour l'enlèvement des trois humanitaires espagnols, n'a reçu que 30 millions de francs CFA... Une belle somme quand même. Dans le deal concernant cette affaire, il avait été précisé que, par la suite, les ravisseurs allaient procéder à une rallonge au bénéfice de l'intéressé. Sacré Omar ! Il n'y a donc pas de tarif fixe, mais un minimum de 5 millions de francs CFA semble désormais admis. La valeur des opérations dépend, bien sûr, du nombre d'otages, et de l'endroit où ils seront livrés à Aqmi. Si le *coxe* enlève un otage et le conduit à plus de 100 kilomètres de l'endroit où il a été enlevé, évidemment hors de portée d'une éventuelle poursuite, c'est le jackpot.

Une fois l'otage ou les otages enlevés et confiés aux mains des ravisseurs, la course contre la montre commence, car il faut aller vite, toujours plus vite, afin de contrer les stratégies des poursuivants. Un dispositif de sécurité est en place en permanence. Le téléphone satellitaire

crépète bien au-delà des dunes ou des cailloux, au-delà de cet horizon sans fin et toujours renouvelé. Des équipes d'Aqmi forment un couloir de protection pour le ou les véhicules transportant les otages. On appuie sur l'accélérateur. De longues heures de pistes sont à prévoir. Le désert à l'infini engloutit et les hommes et les véhicules. Personne ne parle aux otages ; ces derniers, terrorisés, doivent à tout prix se tenir tranquilles, afin de ne pas contrarier la progression à marche forcée vers les refuges, là où, pour leur malheur, personne ne pourra les repérer, donc les secourir. Quelques-uns sont blessés, comme le sera l'otage allemande enlevée au Niger en compagnie de trois autres touristes européens. Arrivés en lieu sûr, les ravisseurs débarquent ce qu'ils appellent les « colis ». On ne s'occupera pas d'eux tout de suite. Il faut informer la hiérarchie. Toutes les *katibat* doivent connaître le déroulement de la prise d'otages en question. L'émir général Droukdel aussi, naturellement. Cette première phase a lieu avant même que la revendication de l'enlèvement ne soit officiellement faite. Ainsi, tous les membres du premier cercle d'Aqmi sont informés du nom du chef du groupe auteur du rapt, ou de celui chez qui l'otage ou les otages ont provisoirement échoué.

– Quand nous enlevons des otages, on les emmène dans un lieu sûr. On informe les autres *katibat*, et, en faisant semblant de se tromper, on appelle quelqu'un de l'extérieur pour lui annoncer l'enlèvement, tout en lui demandant de taire cette information, naturellement, explique un jeune sympathisant d'Aqmi au cours d'un entretien. Il est actuellement en prison dans un pays du Sahel. Donc, le coup est parti. Comme une traînée de poudre, l'information circule dans le cercle des « connectés », avant d'être rendue publique.

Les écoutes des grandes puissances fonctionnent également. Pour savoir entre les mains de qui sont les otages, on tend grand les oreilles. Souvent, d'ailleurs, les islamistes armés « causent dans le poste », sachant pertinemment qu'ils sont écoutés. Cela s'appelle faire passer l'information.

Avant de revendiquer officiellement l'enlèvement, Aqmi laisse passer plusieurs jours. C'est une stratégie. Les otages sont mis en lieu sûr. Les ravisseurs ont très rapidement l'occasion d'interroger les otages sur leur nationalité. Des arabophones, des anglophones et des francophones forment le gros des *katibat*. On interroge les otages. Plusieurs cas peuvent être

envisagés. La revendication constitue la première étape de l'enlèvement ; elle peut se limiter à une simple déclaration transmise à une chaîne d'informations, de préférence en langue arabe. La déclaration de revendication peut s'accompagner immédiatement d'une preuve de vie du ou des otages, généralement une photo, ou des images vidéo. Dans le cas des sept otages d'Arlit, c'est une photo. Très rapidement aussi, pour montrer que l'otage ou les otages sont en vie, des enregistrements filmés, de très courts films « à ne pas diffuser », sont envoyés aux médiateurs, aux négociateurs des pays d'où sont originaires les otages.

Dans le cas des deux diplomates canadiens, une vidéo, enregistrée, semble-t-il, cinquante-deux jours après leur enlèvement, est discrètement parvenue aux autorités canadiennes, maliennes et à celles du Burkina Faso, pays voisin du Mali et comédiateur en vue de leur libération. À ce jour, ce document n'a jamais été rendu public. On y voit assis, de gauche à droite : le chauffeur des diplomates enlevé au même moment qu'eux, l'air plutôt apeuré, vêtu d'une tenue kaki, les deux mains posées à même le sol. Ensuite, Robert Flower, pantalon gris, chemise claire, et coiffé d'un turban marron dont un pan tombe jusqu'à la ceinture. Sa barbe a poussé. À côté de lui, Louis Guay. Barbe également fournie, chemise bleu clair, il a moins d'assurance que Flower. Derrière eux, quatre jeunes islamistes. Ils portent chacun un turban noir, et tiennent presque tous à la main une kalachnikov. Celui qui est placé derrière Flower caresse un sabre dans son fourreau. Trois d'entre eux ont le corps barré par une cartouchière. La scène se déroule sous une tente de fortune, peut-être installée pour les besoins de la mise en scène.

Face à la caméra, le représentant de l'ONU prend le premier la parole : « Mon nom est Robert Flower, envoyé du secrétaire général des Nations unies au Niger. Cela fait [il respire fort], cinquante-deux jours que nous avons été enlevés par la branche d'Al-Qaida au Maghreb islamique dans les environs de Niamey, mon collègue Louis Guay [il montre de la main Louis Guay] et notre chauffeur des Nations unies, Ousmane. C'est aujourd'hui, selon mes calculs, mardi 3 février, et nous sommes toujours captifs d'Al-Qaida. Nous vivons dans le désert, la vie du désert n'est pas facile, mais nous sommes très bien traités, avec respect. Nous savons que tout le monde œuvre pour que nous puissions retourner dans nos familles, et, bien sûr,

moi, j'espère, et cette espérance est partagée par mes collègues, que ça sera le plus vite possible. Et que ces négociations se déroulent de la manière la plus efficace. On me dit que je peux dire un mot à ma famille, à ma chère femme Merry, et à ma famille magnifique. Je regrette de leur avoir causé tant de douleur, et j'ai hâte de les voir très bientôt. Merci. »

Le second diplomate canadien enchaîne : « Mon nom est Louis Guay. Je suis l'assistant de Bob Flower. Nous sommes captifs de la branche islamique d'Al-Qaida au Maghreb islamique depuis le 14 décembre. J'envoie un message à ma famille regrettant de ne pas avoir été là lors de l'anniversaire de toi, mon bel amour, et de toi, Yoyo, mais peut-être bientôt nous pourrions être réunis pour la fête de Sophia, qui sera célébré le 17 février prochain. Je... Nous vivons dans des conditions difficiles, et je répète ce que Bob a dit, nous vivons dans des conditions difficiles, mais, néanmoins, nous sommes bien traités par nos ravisseurs, euh... Nous invitons instamment, et je répète l'invitation que j'ai faite cinq jours après notre rapt, toutes les instances concernées par notre situation à agir dans les meilleurs délais, de telle manière que notre libération soit assurée, à Bob, Ousmane et moi, dans les meilleurs délais. » Il termine en croisant les bras et par un « merci ». La vidéo a duré trois minutes...

Quand on décode cette vidéo, trois remarques au moins s'imposent. Les deux diplomates canadiens déclarent pour l'essentiel ce qu'on leur demande de dire, notamment que le rapt est bel et bien signé Aqmi. Ensuite, par la mise en scène des kidnappeurs, les otages font pression sur les gouvernements pour accéder aux revendications des ravisseurs. Les accessoires qu'Aqmi mobilise sur les images pour impressionner les destinataires (inscription d'Aqmi, jeunes enturbannés et armés jusqu'aux dents) participent de la communication d'Al-Qaida. Mais ce type de document n'est pas destiné au grand public. On peut parler de communication confidentielle.

Chapitre 7

Libération d'otages, mode d'emploi

La libération d'un otage est soigneusement programmée dès avant son enlèvement. Ce sont les ravisseurs eux-mêmes qui choisissent directement les interlocuteurs ou proposent à une personne extérieure à leur monde, mais censée être capable de dialoguer avec eux, d'être un médiateur. Devant se dérouler en toute discrétion et dans une tranquillité totale au niveau de la sécurité, ces négociations exigent de la part des intervenants, évidemment toujours libres d'abandonner la partie, beaucoup de sang-froid et une patience sans limite.

Les médiateurs que j'ai rencontrés parlent à ce sujet d'une seule et même voix. Pour le ou les intermédiaires chargés de transmettre les propositions, l'otage doit évidemment être en vie, quelles que soient les conditions de sa détention. Il est aussi indispensable que les ravisseurs puissent reconnaître clairement qu'ils contrôlent la situation à chaque étape des négociations et qu'ils peuvent ainsi infléchir le cours des événements. De bout en bout, une libération, qui peut rapporter très gros pour certains, n'est donc pas sans risque...

Le montant des rançons étant d'une importance hors du commun dans cette partie du monde et explosant forcément au fur et à mesure que les rumeurs circulent, l'enjeu suscite bien des vocations... Aussi de nombreux intermédiaires très entreprenants tentent-ils leur chance en s'efforçant de prendre contact avec les ravisseurs afin de leur proposer une médiation. Il y a aussi ce que l'on peut appeler les *coxers*, ce sont souvent des gens sans scrupule qui proposent directement leurs services au pays d'où l'otage est originaire. Cependant, une affaire de négociations en vue de la libération d'un otage ne peut réellement aboutir qu'en liaison avec un canal historique, un canal capable d'être effectivement en contact permanent et direct avec les ravisseurs, et non à l'aide d'intermédiaires autoproclamés

qui sont généralement des gens très peu fiables et font perdre beaucoup de temps et d'énergie.

Par exemple, dans le cas de l'enlèvement des otages français et africains, le canal des négociations est touareg. Le canal historique est touareg car, parmi les ravisseurs recensés, il y a un Touareg.

Le premier contact entre le négociateur et les ravisseurs est toujours délicat. Dans l'affaire de la libération des otages canadiens, un médiateur se souvient. Pour entreprendre les négociations en vue de leur libération, les islamistes lui avaient proposé de venir. Il commença par refuser, mais les services canadiens le supplièrent d'obtempérer, insistant sur le fait que, sur la foi de leurs informations, il ne se mettait pas en danger.

Quatre heures du matin. Le médiateur, flanqué d'un accompagnateur qui l'avait précédemment mis sur la piste des otages et des ravisseurs, prend la route. Direction le désert, côté malien dans un premier temps. Le médiateur rencontre un autre intermédiaire, qui lui annonce sans aucune explication qu'il ne peut pas continuer avec ce compagnon de route. Le médiateur objecte que si cette personne ne poursuit pas la mission avec lui, il devra l'interrompre. Après bien des conciliabules, après de nombreux coups de fil, tout rentre dans l'ordre, et le nouveau chauffeur enturbanné embarque le médiateur et son compagnon. Le compagnon de route sera désormais officiellement le « garde du corps » du médiateur. Le véhicule démarre. Cependant, ce « garde du corps » parle beaucoup. Or il n'est que garde du corps, après tout ! Alors, prétendant vouloir uriner, le médiateur demande une pause et appelle discrètement son compagnon afin de lui recommander de la boucler un peu. Le véhicule redémarre. Le chauffeur, muet comme une carpe, appuie sur l'accélérateur. Il s'arrête subitement. C'est la nuit. Léger malaise. Et le chauffeur va tranquillement chercher du bois, parce que, dit-il, là où il conduit les deux hommes, il n'y a pas de bois pour la préparation du thé et pour faire la cuisine. Deux heures du matin. Le véhicule s'arrête à nouveau. Le chauffeur indique, cette fois, que c'est le lieu du rendez-vous. Abattus par la fatigue, le médiateur et son compagnon décident de dormir au plus vite. Le garde du corps ronfle aussitôt. Le médiateur, sur ses gardes, n'arrive pas à trouver le sommeil. Il imagine une scène où les ravisseurs se préparent à l'égorger. Il est 4 h 30. L'heure de la première prière du matin. Le chauffeur reçoit un message sur son téléphone

satellitaire. Le message semble indiquer un autre lieu de rencontre. Par prudence, les intégristes, surtout leur chef, n'aiment pas se faire repérer. Le groupe fait alors mouvement vers le second lieu de rendez-vous. Le chef des ravisseurs des deux Canadiens ne s'y trouve évidemment pas. Piquant plus à gauche, le groupe se dirige vers un troisième rendez-vous. Tous descendent. Un homme armé surgit. Il fouille le véhicule, regarde sous le capot, même à l'intérieur de la voiture. La fouille dure une vingtaine de minutes. Le médiateur en profite pour se diriger vers un arbre et aperçoit une silhouette. L'homme est borgne. Habillé en tenue afghane, il arbore une barbe en collier. Le médiateur sait qu'il s'agit de Mokhtar Belmokhtar. Ici, on l'appelle « Khaled », c'est l'un des émirs d'Aqmi pour le Sahel. Un ordinateur est ouvert devant lui. Après les salutations, une discussion animée s'engage entre les deux.

– Comment s'appelle le président du pays qui vous envoie ?

– Il s'appelle Blaise Compaoré.

– Ce n'est pas un musulman. Pourquoi travaillez-vous avec lui ? demande l'air mi-sérieux, mi-ironique Khaled.

Prenant son courage à deux mains, tournant rapidement sept fois sa langue dans sa bouche et puisant dans ses connaissances du Coran, le médiateur ose une réponse :

– D'abord, merci de me recevoir. Je suis aussi un musulman. Mais souviens-toi que le Prophète, persécuté lui-même à La Mecque, a été obligé de s'exiler. Et puisque tous ses compagnons ne pouvaient pas le suivre à l'époque, il a décidé que certains iraient en Éthiopie pour trouver protection chez un roi chrétien. Celui qui m'a envoyé (le président Blaise Compaoré) protège les musulmans. Donc, voilà pourquoi je suis avec lui.

Le médiateur aurait pu ajouter qu'au Burkina Faso il y a plus de musulmans que de chrétiens, et que le peuple burkinabé a choisi un président chrétien.

En tout cas, sa sortie a fait mouche. L'émir a apprécié.

La nuit enveloppe le repaire. Le médiateur dort à la belle étoile. Le lendemain, il se familiarise avec les alentours. Il effectuera ainsi bien d'autres voyages pour faire aboutir les négociations.

Khaled a été impressionné par Robert Flower, un des otages canadiens. Le port altier, un regard profond, cet homme sait parler au chef des

ravisseurs sans s'aplatir. Aux deux médiateurs, l'un venu du Burkina Faso et l'autre du Mali, Khaled dira presque la même chose : « Flower est un grand monsieur. » Nous apprendrons beaucoup plus tard que l'assistant de M. Flower l'avait échappé belle, un fait qui n'a jamais été révélé publiquement. Dans la *katibat* de Belmokhtar, la décision de le tuer avait été prise. Il n'a eu la vie sauve que grâce à l'intervention du médiateur.

Quelles que soient les relations que l'on tisse avec les terroristes, il est illusoire de penser qu'on peut se lier d'amitié avec eux de manière définitive. Les médiateurs font remarquer que, quand ils se rendent sur le terrain, ils sont tenus à l'écart et ne sont en aucune façon impliqués dans la vie locale. Ils n'assistent pas, par exemple, aux *choura*, les assemblées tenues par les éléments d'une *katibat* ou d'une *sarya*. La *sarya* est une phalange, comme la *katibat*, mais elle comprend moins de participants. Quand le sort de l'otage est décidé, deux ou trois personnes vont voir le médiateur pour lui annoncer le verdict.

Le médiateur doit faire preuve d'humour, ça facilite les négociations.

– Je me souviens. J'ai constaté fortuitement que les gens d'Aqmi portaient leur montre à leur poignet droit. Un jour, l'un d'eux m'a lancé :

– Pourquoi portes-tu ta montre à la main gauche, comme les gens en Occident ? Il faut que tu portes ta montre à la main droite, comme nous.

– Non, il n'est pas question pour moi de porter ma montre à la main droite, comme vous. Je préfère la porter à la main gauche. Comme ça, si je suis parmi vous un jour, et que la bagarre commence entre vous, vous allez savoir que je ne suis pas dans un camp contre l'autre, puisque, moi, j'ai ma montre à la main gauche.

– Tant pis pour toi, la main droite est bénite, répondit un ravisseur, qui prenait de plus en plus le médiateur en affection.

Le médiateur, pourtant au fait des conditions de vie très spartiates que mènent habituellement les Sahariens, constate à chacune de ses rencontres avec les intégristes que leur vie quotidienne n'est pas facile, surtout pour les jeunes recrues. Il faut marcher longtemps pour trouver du bois afin de faire la cuisine, gérer l'eau au plus près et ne pas oublier de la renouveler à temps ! Généralement, c'est entre deux dunes que bivouaquent les éléments d'Aqmi, et ils peuvent rester dans un même espace des semaines durant. En quittant les lieux, ils font des tranchées pour y enterrer les ordures.

Quand un médiateur est en route pour négocier, il sait qu'il devra surveiller son langage, qu'il y a des interdits, des mots qu'il ne faut pas prononcer, sous peine de faire tourner court les négociations. Il sait aussi qu'il y a des attitudes à proscrire absolument. Par exemple, il n'y a pas de femmes parmi les intégristes. Pas de femmes, même pas de photos de femmes. Un jour, se souvient un médiateur, au petit déjeuner, sur une boîte de café en poudre, il y avait une photo de jeune fille. Très rapidement et nerveusement, des jeunes se sont emparés de la boîte et ont gratté l'image jusqu'à l'effacer. Comme ils disent, c'est Satan.

Sur le terrain, le médiateur, pour réussir sa mission, se met en loge comme s'il était l'hôte d'un monastère très strict. Il doit aussi sans broncher, sans faire de commentaires, écouter les « exploits » des jeunes recrues, comme me l'a rapporté l'un d'eux, plutôt dubitatif.

– Moi, j'étais en Algérie. J'allais beaucoup à la mosquée. Et j'ai accepté de faire le djihad. Le premier ennemi que j'ai pris, il avait peur. Il pleurait. Pour moi, le sang d'un chien était plus important que son sang. Il criait comme un mouton. Je l'ai égorgé. Il n'y a pas de pardon. La seule voie qu'il faut suivre, c'est la voie de Dieu. Si quelqu'un ne veut pas suivre cette voie, si quelqu'un travaille contre Dieu, il mérite la mort.

Les négociations avancent généralement au gré des humeurs des ravisseurs. C'est d'abord dû aux précautions qu'ils prennent, mais c'est aussi lié aux discussions internes entre les émirs d'Aqmi.

Le 30 décembre 2010, par exemple, alors qu'il s'apprêtait à passer les fêtes de fin d'année en famille, un médiateur malien a été invité à regagner en toute hâte le Sahara. Les ravisseurs le convoquaient. Il y avait donc du nouveau.

Pour suivre les événements de près, les pays d'où sont originaires les otages dépêchent la plupart du temps un envoyé spécial ou toute une équipe. Les Canadiens ont eu une équipe au Mali et au Burkina Faso. La Suisse a installé au Mali un diplomate, Jean-Luc Virchaux, qui, dans le passé, avait été en poste à Bamako. La Grande-Bretagne, de son côté, a dépêché à Bamako Alastair McPhail. L'Autriche a envoyé un diplomate, Anton Prohaska. D'assez grande taille, le port altier, arborant souvent des chemises rayées sous des costumes stricts, Anton Prohaska avait pour ainsi dire élu domicile dans un hôtel de la place. L'Autriche n'ayant pas de

représentation directe au Mali, il s'était établi à l'intérieur de l'ambassade de France et était devenu un familier des diplomates de la place.

Lors de leur libération en avril 2009, les otages canadiens ont transité par Bamako, capitale du Mali, avant de rentrer chez eux via le Burkina Faso, qui avait aussi contribué à leur libération. Le chef de l'État malien, Amadou Toumani Touré, les a reçus au palais de Koulouba. L'auteur de ces lignes était d'ailleurs présent et a clairement entendu le président malien échanger des propos avec le diplomate canadien responsable de l'équipe dépêchée sur place pour suivre l'affaire.

– Merci pour tout, monsieur le président de la République. Merci pour votre intervention décisive dans le dossier. Maintenant, je voudrais vous annoncer que je quitte le Mali avec mes deux compatriotes libérés.

– Moi aussi, je vous remercie de nous avoir fait confiance. Et, surtout, si ces négociations ont pu aboutir, c'est à cause de la discrétion. Merci pour votre discrétion.

Constatant que l'auteur de ces lignes, journaliste, écoutait la conversation, le président malien lâcha : « Il nous écoute. Heureusement qu'on a pu quelquefois le semer ! »

Les négociations n'ont pas de règle écrite. Le terrain dispose. Prenons par exemple le cas des trente-deux touristes européens enlevés en février-mars 2003 par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) – qui deviendra, en 2007, Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) – dans le Sud algérien. Les quatorze derniers otages, transférés dans le nord du Mali, seront libérés en août de la même année. Pour faciliter le déroulement des négociations, le gouvernement malien, sollicité par les pays européens dont sont originaires les otages, a mis sur pied une commission composée des représentants de presque toutes les communautés du nord du Mali. Un atout de taille. Les ravisseurs étant sur le territoire malien, ils sont aussi quelque part des otages. La menace à peine voilée lancée aux ravisseurs pouvait être résumée ainsi : « Si vous ne libérez pas les otages, partez de chez nous, partez de nos terres. »

– Je me souviens de l'impressionnante délégation qui s'était rendue chez les ravisseurs. Nous étions une dizaine de personnes originaires de tout le nord du Mali. Nous avons prié avec les ravisseurs. C'était nécessaire pour mener les discussions. Nous avons prié avec eux, montré que nous étions

des musulmans comme eux, et que l'islam n'a jamais dit de prendre des otages, explique, au cours de l'un de nos entretiens, Mohamed, qui faisait partie du comité de négociateurs.

« Nous avons ainsi rencontré Amari Saïfi, alias Abderrazzak el-Para, Mokhtar Belmokhtar, Abdelkrim Taleb et Abou Zeid. Ils étaient responsables des négociations du côté des islamistes. Mais je crois que, parmi nous, il y avait plusieurs sous-groupes. Il y avait ceux qui mettaient en avant la tolérance de la religion musulmane pour libérer les otages... et ceux qui négociaient l'aspect rançon. Je crois que les négociations ont abouti parce que plusieurs facteurs se sont conjugués. Le facteur le plus important a été la persuasion, ajoute Mohamed.

Juste après l'enlèvement des otages autrichiens, dans un premier temps, une société militaire privée israélienne débarqua à Bamako et proposa ses services. Les deux représentants de cette société, du même acabit, semble-t-il, que la société Black Water qui a sévi en Irak, prennent leurs quartiers dans un hôtel huppé de la place. Pour faire chic et choc, ils embauchent immédiatement une plantureuse assistante. Al-Qaida veut de l'argent, la boîte se propose de jouer les intermédiaires et, au passage, de prendre une belle commission. Cette société ne restera pas longtemps au Mali. Son projet n'a pas été jugé assez solide, et les interlocuteurs n'avaient aucunement l'intention de jeter l'argent par les fenêtres. Au mois de décembre 2010, alors que la crise ivoirienne franchissait une nouvelle étape, la même société a proposé ses services au régime de Laurent Gbagbo.

Anton Prohaska, lui, sait bien ce que représente le facteur temps. Diplomate chevronné, il est arrivé au Mali dès l'annonce de l'enlèvement de ses deux compatriotes et pensait à ce moment-là que l'affaire allait être réglée en quelques semaines. Il restera finalement au Mali huit mois. Vêtu comme un milord, Anton Prohaska entreprend le tour des chancelleries afin de faire avancer les négociations : ambassade de France, où il a son bureau ; ambassade d'Algérie, pays frontalier du Mali qui a l'œil rivé sur les négociations. Une halte. L'ambassadeur d'Algérie Abdelkrim Ghreib, diplomate de haut vol et homme redoutablement bien informé, peut apporter son soutien. Anton Prohaska se rend aussi régulièrement à l'ambassade des États-Unis. Mais son point focal dans l'affaire demeure la

présidence de la République du Mali, dont il connaît désormais les coins et recoins, les assistants et secrétaires.

Les exigences des ravisseurs sont connues : le dégagement des militaires autrichiens basés en Afghanistan, pourtant peu nombreux. Aqmi demande aussi la libération d'islamistes détenus en Autriche. Et une rançon. Les négociations traînent en longueur. Des intermédiaires véreux entrent en scène. Entre-temps, les otages n'en peuvent plus. L'otage masculin tente de se sauver. Il réussit à fuir et à parcourir vingt-cinq kilomètres. Un camionneur qui passe par là refuse de l'embarquer. Il retournera au campement, comme si de rien n'était.

Le fils de l'otage autrichien, issu d'un premier mariage, appelle l'auteur de ces lignes, afin qu'il diffuse le communiqué suivant : « Je veux dire à mon père que je l'aime, que je fais tout pour leur libération. Je demande aussi aux ravisseurs d'être compréhensifs, et de laisser en vie mon père et l'autre. » De notoriété publique, le fils de l'otage autrichien ne s'entend pas avec la compagne de celui-ci.

En réalité, le message du jeune homme, qui veut obtenir la libération de son père et accessoirement celle de la compagne de celui-ci, contient un code adressé aux ravisseurs. Le fils débarque au Mali et décide de se rendre lui-même dans le Sahara pour remettre une rançon. Le message qu'il faisait passer quelques jours plus tôt par voie de presse signifiait : « Je suis en route. J'arrive. » Vaine tentative.

Les preuves de vie des otages sont reçues. Les négociations sont au point mort. La ministre des Affaires étrangères d'Autriche, Ursula Plassnik, débarque à Bamako le plus discrètement possible. Son ministère n'est même pas officiellement informé. Elle file au palais présidentiel, rencontre le président malien, Amadou Toumani Touré :

– Monsieur le président, mon pays est très sensible à tout ce que vous faites pour obtenir la libération de nos deux compatriotes, mais il semble que les choses sont bloquées. Pouvons-nous faire quelque chose ?

– Madame la ministre, je vous le confirme : par souci humanitaire, nous faisons tout pour que les choses aboutissent. Mais le problème est que les otages bougent beaucoup et, dans l'affaire, il faut aussi avoir la collaboration de nos voisins.

La ministre a compris en un quart de tour. Le voisin, c'est l'Algérie. Elle passe un coup de téléphone à Vienne, et obtient le feu vert pour aller en Algérie. Il reste à obtenir celui des autorités algériennes. Son avion est en attente sur le tarmac de l'aéroport de Bamako. Le feu vert arrive. Elle décolle pour Alger.

L'avion atterrit à l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger. La ministre fait passer un message aux autorités algériennes : pouvez-vous faciliter les négociations pour la libération de mes compatriotes ? Faciliter oui, mais ne nous parlez pas de remise de rançon, réplique l'Algérie.

Vienne accélère les choses. Une nouvelle équipe d'agents du renseignement débarquent à Bamako. Parmi eux, une ravissante Autrichienne.

Un intermédiaire malien, ceint d'une écharpe d'élus, entre en scène. Les envoyés de Vienne sont dubitatifs et évitent l'homme, qui ne demande que de l'argent.

Anton Prohaska est à bout de souffle. Il est sur place depuis des mois. Pourtant, il ne laisse rien paraître :

– J'ai de l'espoir pour la libération de mes compatriotes, et mon pays compte sur le Mali, dit-il à l'auteur de ces lignes, qui l'interrogeait pour le compte de son journal.

Vienne, pour exercer une pression amicale sur le Mali en vue de faire avancer les négociations, fait appeler le président malien... par plusieurs personnes : le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Bernard Kouchner, le diplomate européen Javier Solana, et Louis Michel, commissaire européen au Développement, de passage à Bamako.

Anton Prohaska a besoin de récupérer. Avant de retourner à Vienne, il offre un déjeuner à quelques rares invités, dont je suis.

– Je tenais à remercier tout le monde. J'ai vraiment espoir que mes compatriotes soient libérés. Mais, pour le moment, ce n'est pas le cas. Mon pays travaille en relation avec le Mali pour que cette libération intervienne. Dans soixante-douze heures, je vais rentrer et je voudrais me permettre de vous remercier chacun pour votre aide.

Pour tout le monde, la messe est dite. Il y a donc très peu d'espoir d'obtenir la libération des otages.

Pourtant, le jour de son départ, Anton Prohaska défait ses valises. Les choses semblent bouger. Le diplomate est aperçu le lendemain dans la capitale malienne à une réception à l'ambassade d'Algérie. Au cours du dîner, il évite soigneusement de parler des otages. Mais les initiés comprennent. Les choses bougent, en effet. Un coup de fil des ravisseurs quelques jours plus tôt indiquait que le dénouement était proche.

Cinq jours plus tard, les otages seront libérés contre le paiement d'une rançon.

Pierre Camatte

Lorsque le Français Pierre Camatte a été enlevé à Ménaka, dans le nord-est du Mali, la nouvelle a plongé les Maliens dans la stupeur. C'est la première fois qu'un otage européen était enlevé sur le sol malien. Pour me rendre sur les lieux, afin de brouiller les pistes, j'emprunte un chemin détourné. Le véhicule tout-terrain quitte Bamako. Direction : le sud du Mali par la nationale 7. Plus de 400 kilomètres avalés et la frontière du Burkina Faso est franchie. Plusieurs centaines de kilomètres à l'est, je suis sur le territoire de la République du Niger. Six heures de route plus tard, je pénètre de nouveau au Mali, cette fois-ci par le nord-est. La ville de Ménaka s'étend à perte de vue. Sur ses hauteurs, un hôtel. Il appartient à M. Sotbar. D'assez grande taille, l'homme nous accueille, une cigarette à la main. Le gardien de l'hôtel est lui aussi présent.

Ce dernier indique une terrasse. C'est là que Pierre Camatte a été enlevé. Il faisait nuit. Le Français était couché sur un petit matelas. Des bruits de verre. Il semble qu'il ait tenté de se défendre. Au premier étage, nous apercevons les effets personnels du Français. Une porte qui permet d'accéder à l'étage semble avoir été forcée. L'âme du Français plane sur la belle bâtisse. M. Sotbar n'en revient toujours pas. Pour lui, Camatte était vraiment intégré à Ménaka, et même dans la région. Il était en train de tester l'efficacité d'une plante contre le paludisme. Il investissait également dans le développement et connaissait la région comme sa poche. Bref, il s'y comportait comme un poisson dans l'eau. M. Sotbar nous montre la bagnole de Camatte garée devant la maison. Il insiste sur le mot « bagnole ». C'est, dit-il, l'expression que Camatte préfère quand il parle de sa voiture. Dès son

enlèvement, cette nuit-là, s'est tenue une réunion de crise. Le maire de la ville, Bayes Ag Mohamed, passa coup de fil sur coup de fil ; les autres maires de la région également. La gendarmerie était sur les dents. Son bâtiment est situé à 100 mètres de l'endroit où l'enlèvement a eu lieu. Toutes les communes de la région sont sur le pied de guerre. C'était l'honneur de la ville, de la région qui était souillé...

Très rapidement, on a appris que l'équipe qui a enlevé *manu militari* le Français était composée à la fois d'éléments d'Al-Qaida et d'indicateurs.

À plus d'un millier de kilomètres de Ménaka, le président de la République du Mali a regagné depuis peu ses appartements privés. Le téléphone sonne. L'heure tardive indique que l'affaire est urgente. Il apprend la nouvelle. Pour la première fois, un otage européen a été enlevé sur le sol malien. C'est pour lui un affront. Il dira qu'il en fait une affaire personnelle. Le commanditaire de l'enlèvement est rapidement découvert. L'otage français a échoué dans les bras d'Abou Zeid, l'un des chefs d'Aqmi de la zone. Ce dernier annonce qu'il fera parvenir plus tard ses revendications. Le président malien actionne deux réseaux, deux médiateurs. L'un est un élu arabe, l'autre est touareg. Ce n'est pas fortuit. Les ravisseurs bougent beaucoup avec leurs otages. Tantôt au Mali, tantôt ailleurs. Et s'ils s'installent un temps au Mali, ils seront forcément dans une zone où habite une communauté arabe ou une communauté touareg.

La France, de son côté, envoie des éléments de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) sur place. Ils prennent contact avec leurs homologues maliens. Tous déjeunent dans un hôtel de Bamako. La délégation française est pimpante : costumes impeccables et chemises neuves, chaussures bien cirées. Ces braves auront le temps de s'acclimater !

Au cours de l'un de nos entretiens, le président malien me confie :

– Ça a été l'une des décisions les plus difficiles à prendre de ma carrière. Voilà un homme [Pierre Camatte] qui est venu chez nous pour participer au développement d'une région. Et on l'enlève ! Les ravisseurs demandent la libération de personnes arrêtées sur notre territoire, mais qui n'ont pas commis de crime chez nous. Ces gens sont réclamés par deux pays voisins. J'ai mis du temps à me décider.

De chaque côté, l'offensive commence. Paris dépêche Bernard Kouchner, qui atterrit à Bamako par un vol spécial. Il est accueilli par Moctar Ouane,

son homologue malien. Il a le visage fermé. Direction le palais présidentiel. Rien ne filtre. Quelques heures plus tard, l'avion de Bernard Kouchner décolle pour rejoindre Paris.

Au palais présidentiel, le président malien passe une nuit blanche. Dans le passé, sans crier gare, ses services avaient discrètement extradé vers la Mauritanie, l'Algérie, et même la Libye, des intégristes recherchés, ou supposés tels. Mais, cette fois, le problème se corse. Le ravisseur en chef de Pierre Camatte est impatient. Il menace de tuer l'otage. Tous les indicateurs sont au rouge. Chaque camp défend sa position. Les Mauritaniens montrent leurs muscles. L'Algérie aussi.

Alger gagne une première manche. Le Mali, apprend-on, a décidé de ne pas libérer les terroristes. Mais la partie n'est pas terminée. La France remonte rapidement au créneau. Bernard Kouchner revient. Cette fois-ci, avec Claude Guéant.

Réunion du comité de crise au palais présidentiel. Les visages sont tendus. Pas de délibérations. Pas de décision finale. Les représentants d'Aqmi attendent la libération de quatre des leurs et ne céderont pas. « Celui qui est averti est excusé », lâchent-ils pour redire clairement que c'est un contre quatre.

Pour faire face aux frais engagés par les négociations en vue de la libération de Pierre Camatte (véhicules, carburants, vivres, etc.), Paris, par le truchement de son ambassade à Bamako, propose son aide financière. Bamako répond par la négative.

Les intégristes font monter la pression, rappellent que la libération des quatre combattants était une promesse. Le groupe donne aux gouvernements français et malien un délai de vingt jours pour relâcher les quatre prisonniers d'Aqmi au Mali, sans quoi « Camatte sera exécuté », indique SITE, le centre américain de surveillance des sites islamistes.

Un communiqué daté du 10 janvier 2010 et émanant de forums djihadistes confirme : « Que la France et le Mali soient informés que nous leur donnons vingt jours pour répondre à notre demande. Sans quoi, les deux gouvernements seront tenus entièrement responsables de la mort de l'otage français ». Invité à commenter l'affaire, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères lâche timidement devant la presse : « Nous

ne commentons pas de telles déclarations. S'agissant de la situation de notre compatriote, nous restons pleinement mobilisés. »

Paris concentre son énergie. Un voyage est projeté à nouveau au Mali, où sont détenus les quatre islamistes dont Aqmi exige la libération. Les Algériens et les Mauritaniens ne s'avouent pas vaincus. Dans deux lettres séparées, ils demandent respectivement l'extradition des deux Algériens et du Mauritanien. Le quatrième élément d'Aqmi exigé est originaire du Burkina Faso.

Le temps presse, car la vie de Pierre Camatte est en danger. En réel danger. Surtout que, dans la hiérarchie d'Aqmi, l'émir général Droukdel lui-même veut sa mort. L'émir demande l'arrêt de toute transaction, de toute négociation, et l'élimination de l'otage français pour se venger de Paris.

Il n'y a plus de temps à perdre. Les médiateurs n'auront même pas le temps de quitter Bamako pour se rendre dans le Sahara, à environ 1 500 kilomètres au nord, afin de calmer le jeu ; ils téléphonent de Bamako aux ravisseurs et leur demandent un peu de patience, affirmant même que le Mali accepte de libérer les quatre islamistes, ce qui n'est pas acquis !

Ne désirant pas donner l'impression d'avoir agi sous la pression, et voulant quand même marquer le coup, selon l'expression de l'un de ses conseillers, le président malien décide de faire juger à Bamako les quatre prisonniers. Un document produit par la justice affirme qu'ils ont été jugés et condamnés. La durée de leur peine étant inférieure à la durée de leur détention, ils sont donc libérables. Mais où les conduire ? Ils n'ont pas d'adresse fixe. Un arrangement est trouvé : il faut les conduire dans la zone où ils ont été enlevés.

Vingt-quatre heures après leur libération, ils sont toujours à Bamako. Une folle rumeur circule : mécontents des conditions de leur libération, les Algériens et/ou les Mauritaniens envisagent de les enlever une fois qu'ils auront quitté la capitale malienne en direction du Sahara.

Les prisonniers et les deux médiateurs prennent la route. Les Français sont informés minute par minute. Nicolas Sarkozy entame une visite sur le continent africain, chacun sait qu'il suit l'affaire au plus près.

Les prisonniers arrivent à destination. Une cérémonie officielle est organisée pour leur libération. Avec des hommes armés et enturbannés, l'accueil a un petit côté martial assez étonnant, comme si on rendait les

honneurs aux prisonniers en question. Néanmoins, Pierre Camatte est libéré ! Il revient de très loin. L'une des premières questions qu'il pose : Ma vie était-elle vraiment en danger ? Réponse : Oui et oui !

Le président malien poursuit :

– Mon choix était, comme je l'ai déjà dit, très difficile. Je me suis quand même dit que j'avais en face deux frères et un ami. L'ami, c'est Nicolas Sarkozy. Mes frères, Bouteflika et Aziz [les présidents algérien et mauritanien] sont des frères. Si je me fâche avec eux, je peux me réconcilier après. Mais, avec un ami, c'est plus difficile.

L'otage français libéré, Nicolas Sarkozy fait le détour par Bamako pour remercier le Mali, et serrer la main de Pierre Camatte. Il promet l'aide de la France au Mali pour lutter contre Al-Qaida au Maghreb islamique.

Pendant ce temps, la Mauritanie, en signe de protestation, rappelle Sidi Mohamed Ould Haenna, son ambassadeur au Mali, en consultation. Quelques jours plus tard, l'Algérie, autre voisin du Mali, fait la même chose. La crise diplomatique s'installe. Tidiani Ben Al Houssein, prospère homme d'affaires établi en Mauritanie, est l'un des premiers à décrocher son téléphone pour tenter de rétablir le dialogue entre les présidents malien et mauritanien. La première tentative échoue. La crise diplomatique est à son paroxysme...

Les humanitaires espagnols et les diplomates canadiens

Dans deux autres affaires, la libération des deux diplomates canadiens et celle des trois Espagnols, deux pays ont joué chacun sa partition : le Mali et le Burkina Faso. C'est un intégriste du nom d'Aboul Ould Ihaq qui a piloté l'enlèvement des deux diplomates canadiens au Niger du 14 décembre 2008. L'équipe des kidnappeurs des trois humanitaires espagnols était conduite, en novembre 2009, par Omar Ould Sid Ahmed Ould Hamma (Omar le Sahraoui), de la tribu de Mechdhouf du Tilemsi malien (région située entre Gao, au sud-est, et Kidal, au nord-est). Celui-ci a ensuite été kidnappé pour être jugé en Mauritanie. Pour l'enlever, trois personnes ont joué un rôle primordial : Hamma Ould Mohamed Yahya, dit « Double-Tête », Haymad Ould Abbass et Mini Ould Baba. Aqmi s'arrangera pour kidnapper Ould Mohamed Yahya, avant de le libérer plusieurs mois après.

Dans une première menace parvenue aux parents de l'homme enlevé, Aqmi s'engageait à le libérer contre paiement d'une somme modique, mais en lui coupant la main droite et le pied gauche. L'autre option était de le fusiller. Les deux autres comparses, Haymad Ould Abbass et Mini Ould Baba, eux, sont en liberté, mais Aqmi les bombarde de coups de fil les menaçant d'une mort certaine.

Tout juste après l'enlèvement des otages espagnols, le médiateur vivant au Burkina Faso arrive à apporter des médicaments aux otages. Le blessé du groupe est rapidement soigné. De longues négociations commencent. Au début, les autorités espagnoles tiennent compte de deux paramètres, nous explique un diplomate espagnol. D'un côté, le ravisseur en chef des Espagnols, Mokhtar Belmokhtar, a une confiance totale dans le médiateur basé au Burkina Faso. Ce dernier, familier du désert, avait dans le passé combattu le régime mauritanien. L'ennemi de mon ennemi est mon ami, et Belmokhtar suit cette règle, lui qui avait dans le collimateur ledit régime mauritanien. Second paramètre, les négociations se déroulent sur le territoire malien, et rien n'échappe au Mali. Le médiateur malien est au courant de tout ce qui se passe, parce que les ravisseurs l'informent en temps réel de l'état d'avancement des négociations du côté du Burkina Faso. À la libération des derniers otages espagnols d'ailleurs, au moins deux officiels maliens sont présents.

Les négociations pour la libération des otages espagnols ont duré neuf mois. Un médiateur burkinabé indique qu'il s'est déplacé plus de dix fois sur le terrain pour négocier directement la libération des otages avec Mokhtar Belmokhtar, alias Khaled Abou el-Abbass (Belaâouar), le chef des ravisseurs. C'est lui qui, à peine une semaine après l'enlèvement, a rapporté des médicaments pour l'otage espagnol Albert Vilalta, atteint de trois balles dans un pied lors de son enlèvement en Mauritanie. Il a rapporté également des preuves de vie des otages, des lettres à leurs familles. Mais en pleine négociation intervient le raid franco-mauritanien mené contre Aqmi sur le territoire malien, le 22 juillet 2010, pour tenter de libérer l'otage français Michel Germaneau. Panique à bord. Il a fallu rassurer les ravisseurs. L'Espagne n'a pas participé au raid, elle l'a d'ailleurs désapprouvé. En fait, précise un médiateur malien, les ravisseurs ont misé sur la rançon. Donc,

malgré le raid franco-mauritanien, les intégristes voulaient poursuivre les négociations.

– Je suis catégorique. Le jour du raid franco-mauritanien, le soir pour être précis, ce sont les ravisseurs eux-mêmes qui m’ont appelé. Ils m’ont dit qu’ils allaient venger leurs frères tués par la France. Mais ils ont aussi dit qu’ils allaient poursuivre les discussions pour libérer les Espagnols. Moi, je savais tout ce qui se disait et je rendais compte aux autorités à Bamako. Les Espagnols ont même failli gâter l’affaire à un moment donné. Ils avaient quelqu’un qui était en contact avec moi. Il me disait tout. Les Espagnols ont voulu créer des problèmes de jalousie entre nous et le Burkina Faso. Si, nous, on n’avait pas voulu, ça n’allait pas se faire. C’est sur notre territoire qu’il faut passer pour aller voir les ravisseurs. Si on ferme la porte, personne ne peut entrer. Mais ce sont les ravisseurs qui ont été des gens de parole. Nous, ils nous disaient tout ce qui se passait.

Pour libérer trois otages espagnols, outre la rançon, Belmokhtar avait exigé auparavant la libération d’Ould Essammen et de quatorze autres détenus en Mauritanie. Khedim Ould Essammen est l’émir de l’Aqmi de Chenkiti, en Mauritanie, commanditaire de l’assassinat de quatre touristes français à Aleg, en Mauritanie, en 2007. Il était emprisonné, avec quatorze autres combattants de la branche maghrébine d’Al-Qaida. Nouakchott refuse leur libération. Alors, Aqmi jette son dévolu sur un second couteau, un de ses sous-traitants, Omar le Sahraoui, l’homme qui l’a aidé à enlever les humanitaires espagnols.

Le procès d’Omar le Sahraoui s’ouvre à la fin de juillet 2010 en Mauritanie. Le parquet l’accuse d’avoir agi comme « mercenaire » d’Aqmi en enlevant le 29 novembre 2009, sur la route reliant Nouakchott à Nouadhibou, les humanitaires espagnols, Alicia Gamez, Albert Vilalta et Roque Pascual. Il sera condamné à douze ans de prison assortis de travaux forcés. Mais il ne restera que quelque mois en prison. Officiellement, il a été extradé vers son pays d’adoption, le Mali, pour purger le reste de sa peine. La réalité est tout autre. Dès sa libération en mars 2010, il débarque au Mali et poursuit son chemin vers le Burkina Faso. De ce pays qui négociait la libération des otages espagnols, Omar le Sahraoui prendra, en compagnie du médiateur, le chemin du grand désert. Aqmi le voit en chair et en os, et accepte enfin de libérer les deux derniers

otages espagnols, la seule femme otage du groupe l'ayant déjà été en mars 2010.

Pendant son procès, il plaide non coupable. C'est un revirement à 180 degrés, parce que, lors de l'enquête préliminaire, il avait reconnu les faits. Au Mali, son pays d'origine, il est fiché comme trafiquant.

En nous recevant une seconde fois, dans le cadre de la rédaction de ce livre, le président de la République islamique de Mauritanie aborde sans détour la question.

– Omar le Sahraoui n'est pas un terroriste. Qu'on ne dise donc pas que nous avons libéré un terroriste. Omar est un sous-traitant. Nous l'avons arrêté et déféré devant la justice parce qu'il est impliqué dans un enlèvement d'otages sur notre territoire. Que fallait-il faire ? J'ai dit aux autorités espagnoles que, si elles voulaient le juger chez elles, sur le territoire espagnol, je n'y voyais aucun inconvénient. Les autorités espagnoles ont argué des obstacles juridiques pour ne pas le prendre. Nous avons jugé Omar. Il est malien. Nous l'avons extradé vers son pays, c'est tout.

– Monsieur le président, vous savez bien qu'une fois libéré et extradé, Omar a regagné le Burkina Faso, d'où il a rejoint le Sahara, où les ravisseurs l'ont serré dans leurs bras, avant de libérer les otages espagnols.

– Vous avez l'air bien informé. Mais, je vous le répète, nous avons fait ce que nous devons faire. Omar a été condamné et extradé dans son pays.

– Pouvez-vous confirmer, monsieur le président de la République, que l'Espagne vous a soumis une liste de terroristes emprisonnés chez vous à libérer ?

– Nous avons pour principe de ne pas libérer des terroristes qui ont du sang sur les mains. C'est notre politique.

– Je me permets d'insister. Le gouvernement espagnol vous a soumis une liste d'une dizaine d'islamistes détenus dans vos prisons à libérer.

– Eh bien, puisque vous insistez, sachez que la dizaine de terroristes dont vous parlez sont toujours dans nos prisons. [Propos diplomatiques pour dire qu'effectivement Madrid a souhaité un moment la libération de terroristes détenus en Mauritanie, mais qu'il n'a pas cédé.]

Omar est donc un homme libre. Les otages espagnols prennent la direction de leur pays, via le Burkina Faso. Omar, dont on reparlera comme indic dans une autre affaire d'enlèvement d'otages en 2011, lui, se dirige vers le nord-ouest du Mali, plus exactement vers Mbekssa, un petit village malien situé à 80 kilomètres de Tombouctou. Le désert est partout, à l'infini. Il fait frais. La pluie est tombée. La saison est bonne pour les hommes et les animaux, qui oublient un peu la période des grandes chaleurs. Au milieu d'un troupeau de chameaux, les animaux les plus fidèles et les plus utiles à l'homme du désert, le « mercenaire », le « preneur d'otages » en question s'approche. Âgé d'une cinquantaine d'années, l'homme se présente comme « un simple berger qui mène une vie tranquille ». Ce qui semble pour l'instant tout à fait exact !

De son enfance il ne veut pas dire grand-chose, de crainte de se dévoiler. On sait qu'il a appris le Coran, comme tous les jeunes de son âge. « J'étais le premier à l'école coranique. Je récitais les versets comme d'autres buvaient de l'eau », explique Omar. De l'école coranique, il gardera essentiellement la faculté de développer sa mémoire.

Omar parle l'arabe. Il est un Arabe de la tribu des Mechdhouf. Les Mechdhouf sont originaires de la région de Gao, plus précisément d'une localité nommée Tarkint. Mais il a aussi des origines mauritaniennes. Ses parents sont nés en Mauritanie. Même s'il fait des va-et-vient entre le Mali, la Mauritanie et plusieurs autres pays, Omar se sent d'abord et avant tout malien. Il est né dans le désert, et souhaite y mourir. C'est, dit-il, son milieu naturel.

Dans le désert, il y a très peu d'emplois rémunérés. Les jeunes en âge d'y vivre hors de la tutelle de leurs parents ou de leur clan savent qu'ils n'obtiendront jamais un travail dans l'administration parce qu'ils n'ont, pour plus de 90 % d'entre eux, pas le profil. Ni d'ailleurs aucune pratique du français, la langue officielle du Mali et du Niger, ces jeunes n'ayant tout simplement pas suivi une scolarité suffisante ou fréquenté le moindre établissement scolaire. Ils choisissent pour la plupart, faute de mieux, de devenir des transporteurs, des passeurs. Omar prendra cette voie. Trafic de voitures, trafic de vivres entre l'Algérie et le Mali, mais il préfère se décrire comme un berger qui possède un grand nombre de moutons et de chameaux, une question de prestige et de sécurité pour la famille. Une

valeur qui parle à tous, sans aucune exception, et qui place une telle famille dans la cour des grands, des très grands... « Lorsque les trafiquants ont beaucoup d'argent, ils investissent dans l'achat de troupeaux, c'est une manière de cacher l'origine de l'argent acquis grâce à des trafics », explique Ahmed Ould Mohamed, un habitant de Tombouctou. Omar va visiblement emprunter cette voie. Il a des relations d'affaires essentiellement dans trois ou quatre pays : le Mali, la Mauritanie, l'Algérie et le Niger. « Dans chacun de ces pays, je me sens chez moi. Je suis un fils du Sahara, et, pour moi, vivre dans le Sahara, dans le Sahel, c'est comme si j'étais un poisson dans l'eau », reconnaît-il avec un brin de fierté.

Il parle peu de sa famille : « Retenez que j'ai une femme, et des enfants », dit-il avec pudeur. D'autres ajoutent : « C'est un homme à femmes. »

Sa première épouse est originaire du Sahara occidental, territoire que se disputent le Maroc et le Polisario (mouvement indépendantiste soutenu par l'Algérie), où lui-même a vécu dans les années 1990. C'est de cette époque que date son surnom, « Assahraoui », qui veut dire « le Sahraoui »

C'est un homme plein de contrastes, un peu, d'ailleurs, comme son look. Il a un visage rond, une moustache noire, et une barbichette blanche. L'un de ses proches raconte que ce puissant berger possédant un bon nombre d'autres ressources et des activités très lucratives, et qui a pesé dans la libération de deux otages espagnols, ne sort jamais de chez lui sans vérifier la disposition de sa fameuse barbichette. Il peut donc être élégant.

Quelque temps après l'enlèvement des trois otages espagnols en Mauritanie, Omar est capturé en plein territoire malien. Il se souvient : « J'étais chez moi, dans la région de Tombouctou, quand un commando composé de trois agents de sécurité de la Mauritanie et cinq complices maliens est venu m'enlever devant ma famille. C'était un coup très préparé. J'ai été ligoté et transporté en Mauritanie. »

Il est accusé par la justice mauritanienne d'avoir reçu 15 000 euros d'Al-Qaida pour avoir participé à l'enlèvement des trois Espagnols : « Je ne reconnais pas les faits, ce n'est pas vrai », répond-il. Mais la vérité est tout autre. D'après nos informations, Omar n'est pas étranger à ces enlèvements. Il travaille avec les islamistes. Selon une source sécuritaire algérienne, Omar rend de « petits services » aux islamistes. Il leur vend des moutons,

des vivres, et parfois les informe. Mais l'homme est tout sauf un combattant actif intégré dans les rangs d'Al-Qaida, reconnaît la même source.

L'autre surnom d'Omar est « Amarha », qui signifie en arabe « celui qui s'enrichit ». En 2003, Omar avait été arrêté dans le nord du Mali pour trafic de véhicules. Omar était même soupçonné d'écouler les véhicules volés par un émir d'Al-Qaida, Mokhtar Belmokhtar, alias Belaâouar, justement l'homme pour qui il a participé à l'enlèvement des Espagnols, l'homme qui a exigé sa libération avant de relâcher ces derniers.

Les choses se sont accélérées. Le gouvernement espagnol exerce des pressions amicales sur le gouvernement mauritanien pour faire libérer Omar, l'une des conditions posées par Al-Qaida. Alors, très rapidement, le ministre mauritanien de la Justice fait le déplacement à Bamako. La convention d'extradition qui existe entre les deux pays est actionnée.

Dans l'avion qui le ramène à Bamako, Omar est assis librement, devisant avec les flics mauritaniens en civil qui le raccompagnent.

Une fois revenu à Bamako, Omar sera conduit au Burkina Faso. De ce pays, avec le médiateur, il fonce au Sahara pour aller libérer le reste des otages espagnols, qu'il a... enlevés lui-même. La boucle est bouclée. Les ravisseurs voulaient s'assurer qu'Omar était libre, avant de libérer le reste des otages espagnols.

Un acteur direct de la médiation pour la libération des diplomates canadiens commente la technique de négociations :

– Vraiment, c'est dur la négociation. Ils vous démontrent au début qu'il n'y a pas d'espoir. L'un des ravisseurs m'a même dit qu'ils s'en foutent. Que leur rêve est de voir mourir les otages. Très rapidement, ils ont libéré le chauffeur nigérien des deux Canadiens. Ils m'ont dit qu'ils avaient enlevé le chauffeur nigérien pour qu'il ne donne pas l'alerte. Ils m'ont dit aussi en riant qu'un homme noir ne coûte pas cher. Que son pays ne va pas le réclamer, comme le Canada peut réclamer ses citoyens. Et ils peuvent faire d'autres revendications et avoir gain de cause. Ce qu'il faut souligner, dans l'affaire, c'est que chaque émir a ses otages, mais un émir peut influencer la libération d'un otage. Je vais vous dire : quand on a libéré les deux otages canadiens, le 22 avril 2009, on a libéré aussi deux femmes, une Allemande et une Suissesse, qui faisaient partie du groupe de quatre otages enlevés au

Niger, à la frontière avec le Mali. Or ces femmes otages étaient toutes les deux avec Abou Zeid, un autre émir. Les Canadiens étaient avec Belmokhtar. C'est Belmokhtar, sur l'insistance du Mali et du Burkina Faso, qui a arraché la libération des femmes des mains d'Abou Zeid. Mais il y avait des promesses à tenir. Et, pour Abou Zeid, il avait encore deux autres otages [Werner Greiner, l'époux de la Suisse, qui sera libéré le 13 juillet 2009, et le Britannique Edwin Dyer, qui sera assassiné le 31 mai 2009] qui pouvaient payer pour les deux femmes libérées.

Les Canadiens ont joué très finement. Ils avaient une connaissance du terrain et pouvaient compter sur de nombreux amis au Mali. Isabelle Roy, ancienne ambassadrice du Canada au Mali, qui a laissé de bons souvenirs dans la capitale malienne, et qui une fois retournée dans son pays, s'est occupée un moment du département Afrique de l'Ouest et de l'Est, a de ce poste ouvert son précieux carnet d'adresses au Mali et dans la région pour contribuer à faire bouger les choses. Sa remplaçante, Virginie Saint-Louis, fraîchement nommée, reçoit son baptême du feu avec le même dossier. De vieux routiers canadiens qui avaient roulé leur bosse en Afrique, notamment au Ghana et au Nigeria, ont débarqué dans la capitale du Mali. L'un d'eux, plutôt court de taille, un éternel feutre sur la tête, était comme un poisson dans l'eau à Bamako. Dommage qu'il ait dû rentrer dare-dare sur décision de son pays, qui estimait qu'il parlait beaucoup. Ce qui n'était pas du tout vérifié...

Le Canada a investi dans l'humain. Louant un petit avion, une équipe canadienne sous couverture diplomatique, peu après l'annonce de l'enlèvement des deux diplomates, est allée à la rencontre des populations des trois régions du nord du Mali et a tenu ce langage : « Nous sommes venus vous saluer, nous confier à vous, vous demander de nous aider à retrouver nos compatriotes, mais aussi voir de nos propres yeux les problèmes de développement auxquels vous êtes confrontés. » Le Canada a marqué un point. La démarche a été appréciée.

La mort de l'otage britannique

Edwin Dyer a été malchanceux. Lors de son enlèvement, il avait sur lui un passeport... britannique. Deux nationalités étaient à ce moment-là dans

le collimateur d'Aqmi : britannique et américaine. Or Dyer était de mère autrichienne. Il est vraisemblable que si les ravisseurs étaient tombés sur son passeport autrichien, il aurait eu la vie sauve.

Dès le départ donc, la situation était critique, mais, détenu quelque part dans le Sahel avec les trois autres otages, il n'a pas immédiatement senti le danger. Il était même le plus résistant du groupe. C'est lui qui donnait envie de vivre aux autres. C'est lui qui leur remontait le moral. Il ne le savait pas, mais il était déjà condamné à cause de son passeport.

– La première fois que je suis allé négocier la libération de l'otage britannique, ma voiture a subi trois crevaisons. C'était mauvais signe. Je suis quand même arrivé sur place après quatre jours de route. Ce que j'ai compris tout de suite, c'est qu'il ne serait pas libéré. Les gens qui l'avaient enlevé, je les ai rencontrés pour la première fois sur le territoire nigérien. Mais je crois que c'est une tactique. Ils mettent généralement les otages sur un territoire, et vont négocier dans un autre. Moi aussi, je voulais gagner un peu d'argent. Je n'étais pas désigné par quelqu'un pour négocier. Je connais un peu le désert, et je voulais tenter ma chance. Je sais que je pouvais revenir avec une photo, et la montrer aux envoyés de la Grande-Bretagne. Comme ça, ils allaient me croire, et j'allais négocier, et avoir quelque chose. Nous sommes beaucoup comme ça. Nous nous débrouillons pour vivre, mais honnêtement. » L'homme qui parle est de nationalité nigérienne. Fin connaisseur du désert, il fut convoyeur de candidats à l'immigration clandestine en Europe.

Lorsque la Grande-Bretagne a demandé au Mali de négocier, Bamako a répondu « oui » et désigné un émissaire pour se renseigner. Les preuves de vie et la revendication de l'enlèvement étaient connues. L'histoire des prises d'otages au Sahel retient que les ravisseurs ne rompent jamais les négociations après le premier ultimatum. Il y a, jusqu'à preuve du contraire bien sûr, toujours deux ultimatums. La première exigence arrive, il s'agit du paiement d'une rançon. Montant exigé ? Dix millions de dollars. La Grande-Bretagne répond par la négative. L'organisation Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) ramène le montant de la rançon à six millions de dollars. La Grande-Bretagne maintient son refus. Aqmi menace alors tout de suite d'exécuter l'otage britannique Edwin Dyer si, cette fois-ci, Abou Qoutada, un islamiste incarcéré en Grande-Bretagne dans la prison de

haute sécurité de Long Lartin (Worcestershire), n'était pas libéré dans les vingt jours. Cette menace a été proférée via l'organisation Al-Fajr, sur un site Internet islamique. Grosse frayeur.

Abou Qoutada – alias Omar Mahmoud Othman ou Abou Omar – est de nationalité jordanienne. À un moment, il fut considéré comme le bras droit de Ben Laden en Europe. Il a été arrêté en Grande-Bretagne en 2002. Il a été relâché une première fois avant d'être réincarcéré en 2005. Il est menacé d'extradition vers son pays d'origine, où il a été condamné à la perpétuité.

La Grande-Bretagne est inflexible. L'horizon s'obscurcit pour son ressortissant. En tuant le Britannique, Aqmi donnerait une dimension médiatique et politique à cette exécution. Une course contre la montre commence. Des rumeurs de plus en plus persistantes parlent d'un éventuel assaut des forces britanniques en plein Sahara pour libérer les otages.

Alastair McPhail, diplomate, et officiellement envoyé spécial de la Grande-Bretagne au Mali pour être l'interlocuteur du gouvernement malien dans cette affaire, doit urgemment rencontrer les autorités maliennes. Il s'engouffre dans son véhicule. Point de chauffeur. Il est nerveux. Le chauffeur arrive, le véhicule démarre en trombe. Très professionnel, Alastair McPhail fait le point avec les autorités de son pays. La première démarche consiste à gagner du temps, et à rassurer l'otage britannique et son codétenu suisse. Le diplomate britannique me contacte un soir :

– Bonsoir, je suis Alastair McPhail, envoyé de la Grande-Bretagne pour la libération d'Edwin Dyer. Pour lui et pour l'otage suisse, leurs familles veulent, par l'Agence France Presse et Radio France internationale que vous représentez, publier un communiqué. Vous pouvez le faire ?

– Bien sûr, et très rapidement. Les nouvelles ne sont pas bonnes, j'ai appris...

– Merci pour la publication du communiqué, merci ! merci !

Le communiqué atterrit dix minutes plus tard dans ma boîte mail : « Déclaration des familles des otages européens au Mali : En tant que membres de la famille d'Edwin et de Werner, nous adressons à Edwin et à Werner le message suivant : Vous nous manquez tous les deux, et nous souhaitons vous faire savoir que tout le monde s'attache avec ardeur à vous faire libérer. Chacun sait que vous n'avez rien fait qui puisse justifier cette situation. En tant que touristes, vous ne visitiez le Sahara que pour

découvrir la culture et la musique de la population locale. Edwin, nous savons que tu adores voyager et faire la connaissance de régions et de musiques nouvelles, mais que tu souhaites maintenant revenir à la maison. Nous avons la certitude que tu pourras bientôt reprendre tes voyages. Werner, sois fort et garde confiance. Tout va s'arranger. J'espère pouvoir te serrer dans mes bras très bientôt et entamer avec toi notre voyage à Padoue. Vous n'avez jamais, ni l'un ni l'autre, cherché à nuire à qui que ce soit. Vous avez tous deux toujours été serviables et aimables avec les gens que vous avez rencontrés. Nous espérons que vous resterez en bonne santé et que vous serez bientôt libérés pour pouvoir revenir vers nous, vos familles et vos proches. Vous nous manquez tellement. Nous conjurons les personnes qui vous retiennent de procéder à votre libération. »

Deux jours avant son assassinat, Edwin Dyer toussait beaucoup. Le 31 mai 2009, le jour de sa mort, après la prière du soir, précise un médiateur, Abou Zeid, l'un des chefs des groupes d'intégristes, s'énerve : « C'est quoi un Britannique ? Ils sont tous comme des Occidentaux, ce sont des impies. L'islam nous recommande de ne pas avoir de rapport avec les impies, les non-croyants. Puisque c'est comme ça, ce monsieur [Dyer] sera exécuté au nom de Dieu. » « Dès qu'il a dit ça, je lui ai dit de ne pas le faire au nom de Dieu », rapporte la même source.

À ce moment, le chef des ravisseurs a tourné le dos et a disparu. Désespéré, l'intermédiaire affirme s'être emparé de son téléphone satellitaire afin de prévenir les autorités maliennes de l'imminence de l'assassinat de l'otage britannique. « J'étais le lendemain sur le chemin du retour quand mon téléphone a sonné. C'était le chef des ravisseurs des deux otages qui m'appelait. J'ai poussé un ouf de soulagement, pensant qu'il y avait à nouveau de l'espoir pour la libération des otages. Après une heure de route, j'ai rencontré encore Abdelhamid [Abou Zeid]. Il m'a dit exactement ceci : "C'est un message que je t'autorise à transmettre : À partir de ce jour, si jamais un Occidental s'aventure dans le Sahara, de la Mauritanie au Darfour, nous allons leur montrer que nous sommes des djihadistes, des envoyés de Dieu. C'est leur mort. Et c'est la faute de leur gouvernement, de la politique de leur gouvernement." »

Selon ce témoin : « Dyer avait un turban. Il avait très très peur. Il pleurait. C'était dur à supporter. Dyer savait sûrement ce qui l'attendait. Il a

dit quelque chose. Je n'ai pas compris. Il a croisé les mains. Il pleurait, il pleurait beaucoup. Ils ont attaché ses mains. Il a crié. Et c'est là que le chef des islamistes m'a dit de partir. J'ai donc tourné le dos, et j'ai entendu deux coups de feu. Mais je ne sais pas si ce sont les coups de feu qui ont tué Dyer. Il doit y avoir des photos ». Une autre source, proche des services de renseignements maliens, dit que les islamistes ont tué « brutalement » l'otage britannique. « Nous avons intercepté les appels téléphoniques annonçant la mort de l'otage britannique. Ce que nous pouvons dire, à en croire les déclarations des ravisseurs eux-mêmes : ils ont vite et bien fait, comme l'exige leur loi. » Invitée à donner plus de détails, cette source sécuritaire a parlé de « ravisseurs brutaux, violents, sans foi, ni loi ». « Ils sont sans foi. Ce sont des tueurs. Ils voulaient une rançon pour acheter des armes, et commettre d'autres crimes », a ajouté la même source, qui estime qu'il faut s'attendre à une radicalisation de ces groupes extrémistes. Très rapidement, un site islamiste d'Internet confirme la mort de l'otage britannique. L'auteur de ces lignes appelle au téléphone le diplomate Alastair McPhail, l'envoyé spécial du Royaume-Uni à Bamako.

– Avez-vous appris la mauvaise nouvelle ?

– Je suis en train de chercher confirmation. Je reviens vers vous dès que j'ai la confirmation de la mort de mon compatriote.

Miraculeusement, l'otage suisse est libéré.

Jean-Luc Virchaux est l'émissaire dépêché par la Suisse pour obtenir la libération de l'otage suisse Werner Greiner. Le 13 juillet 2010, aux environs de 15 heures, dans un salon du palais présidentiel de Koulouba, qui domine la ville de Bamako, un homme affiche un large sourire. Il a pris place entre l'ex-otage zurichois Werner Greiner, libre depuis quelques heures, et le président malien, Amadou Toumani Touré. C'est ce diplomate qui, depuis plus de six mois, négociait en coulisses la libération tant attendue. Jean-Luc Virchaux est d'abord un homme de l'ombre qui, depuis le début de la crise des otages au Mali, était l'émissaire personnel de Micheline Calmy-Rey, chef du département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse.

Il perd espoir pour son compatriote lorsqu'il apprend l'assassinat de l'otage britannique. Après cette mort, nombreux sont les officiels maliens qui fuient Jean-Luc Virchaux. Un matin, il reçoit un coup de fil. C'est un médiateur qui raconte la scène :

– Monsieur Virchaux n’était plus en forme quand il a appris la mort du compagnon d’infortune de l’otage suisse. Il fallait lui remonter le moral. Et puis, j’ai eu le contact d’un ravisseur qui avait un message pour la Suisse. Quand je me suis retrouvé face à Virchaux, je lui ai dit clairement que, pour libérer l’otage suisse, les salafistes demandaient beaucoup d’argent. Je ne veux pas dire le montant ici, moi, je n’étais qu’un intermédiaire, rien d’autre. Je n’ai rien fait d’illégal, j’ai juste aidé à trouver une solution, c’est tout.

L’otage suisse Werner Greiner sera un homme libre quelques jours plus tard, le 13 juillet 2009, après cent soixante-douze jours de captivité. Trois jours auparavant, le 10 juillet au soir, on était en plein PLAC, ce qui signifie le « Processus de Libération A Commencé » dans le jargon des négociateurs. L’envoyé spécial de la Suisse au Mali apprendra la libération de son compatriote bien avant que le gouvernement malien ne la lui annonce.

Chapitre 8

Les rançons

Dans toutes les affaires de libération d'otage, on parle toujours de rançon ; d'argent, donc.

Les négociations pour la libération des trois humanitaires espagnols enlevés en Mauritanie avancent. Le gouvernement espagnol confie à un médiateur des lettres des familles d'otages et autres effets à leur remettre par l'intermédiaire des ravisseurs. Une enveloppe est également tendue : « Voilà, on vous donne un peu d'argent parce qu'on sait que vous avez des courses, des dépenses à effectuer. » Le médiateur réplique : « Non, merci. Mon président m'a donné le nécessaire pour accomplir cette mission. » Après moult tractations, le gouvernement espagnol n'a pas hésité à mettre la main à la poche. En tenant compte de la logistique, au total, entre huit et dix millions d'euros ont été déboursés pour libérer, d'abord, la femme, et ensuite les deux hommes. Huit millions d'euros sont directement allés dans les poches des ravisseurs : 8 millions d'euros de rançon entre les mains des terroristes pour obtenir la libération de trois personnes ! Devant tant d'argent, Belmokhtar, ravisseur des trois Espagnols, a laissé de côté ses autres revendications, à savoir la libération d'islamistes détenus en Mauritanie, notamment les assassins des Français d'Aleg de décembre 2007.

L'Italie a déboursé entre 3 et 3,5 millions d'euros pour obtenir la libération de deux de ses ressortissants. Un négociateur a reçu un demi-million d'euros pour la même affaire. Pour le couple d'Autrichiens, au moins 2 millions d'euros ont été déboursés par Vienne. L'argent a été convoyé à Bamako à l'occasion de la visite de la ministre autrichienne des Affaires étrangères, venue par vol spécial. Deux ans après la libération des otages autrichiens, l'envoyé spécial de Vienne à Bamako dans le cadre de cette affaire, le diplomate Anton Prohaska, est aperçu dans un hôtel luxueux de la capitale malienne, accompagné de l'homme venu construire un hôpital pour le Mali. On peut se poser la question de savoir si c'était là un renvoi

d'ascenseur pour un pays qui a œuvré à la libération de deux ressortissants. Il y a d'une manière ou d'une autre toujours renvoi d'ascenseur au profit du pays qui a facilité la libération de l'otage ou des otages, et il est à inscrire au chapitre rançons et retombées. Après la libération des deux Autrichiens, le président malien a été reçu avec faste à Vienne. On a remarqué qu'un des négociateurs de sa délégation était revenu seul à Vienne par la suite.

Dans le cas des deux diplomates canadiens, d'une ressortissante allemande et d'une Suissesse, il y a également eu versement d'une belle rançon et la libération de quatre combattants islamistes. Un premier terroriste du nom d'Abou Ichak a été libéré pour faciliter la libération du chauffeur de nationalité nigérienne qui conduisait les deux diplomates le jour de leur enlèvement. Soulignons que ce chauffeur a été libéré avant les diplomates canadiens et les deux Occidentales. Trois autres islamistes armés ont été libérés pour faciliter la libération des otages restants. Il s'agit de deux Mauritaniens, Hamad Ould Lkhadiri, un prédicateur d'Aqmi, et Tayeb Ould Sidi Ali Navé, arrêté dans le nord du Mali en 2008, alors qu'il fabriquait des explosifs. Le troisième est un Algérien, Belkacem Zouadi, alias Abou Oussama l'Algérien. Ce dernier est un ancien des camps afghans dans les années 1990. C'est l'un des émissaire d'Al-Qaida dans les camps d'islamistes armés au Sahel. Il avait pour mission de voir si le GSPC méritait d'être labellisé « Aqmi ». C'est lui qui, dans une lettre adressée au bras droit d'Oussama Ben Laden, a officiellement demandé à Al-Qaida de reconnaître le GSPC comme son aile maghrébine. Emprisonnés dans une prison malienne, ils ont tous été libérés par le Mali, sous l'œil du Canada, afin de favoriser la libération de quatre otages.

Le Canada a également déboursé entre 3 et 5 millions d'euros pour la libération de ses ressortissants, La Suisse a quant à elle versé entre 2,5 et 3 millions d'euros, et cette somme a été remise au groupe d'Abou Zeid. D'ailleurs, dès le retour des Helvètes dans leur pays, l'histoire de la rançon éclate. On y apprend que l'affaire des otages suisses au Mali a coûté 5,5 millions de francs suisses à Berne, et que les intéressés devront payer de leur poche les frais de rapatriement, soit 20 000 francs suisses par personne, « en vertu de la loi et de la pratique en vigueur ». Donnant des détails, la délégation des Finances de l'Assemblée fédérale avait déclaré à la presse

que, sur ces 5,5 millions, 2 millions ont servi à assurer la logistique pour les quelques dizaines de personnes mobilisées sur le dossier.

La délégation avait approuvé entre-temps un crédit de 3 millions de francs que le Conseil fédéral avait demandé dans le cadre de cette affaire. En outre, le budget 2009 prévoyait 500 000 francs suisses pour les mesures en matière de sécurité diplomatique et consulaire. Contrairement à 2003, lors de la première histoire de prise d'otages occidentaux dans le Sahara, où il y avait quatre Suisses parmi les trente-deux touristes enlevés au cours de leur séjour touristique dans le Sud algérien, cette fois, les assurances de voyage ont refusé de prendre une partie de la facture en charge.

Comme nous l'avons dit, 13 millions d'euros ont été déboursés. Au moment où ces lignes sont écrites, l'un des médiateurs tente de reprendre contact avec les ravisseurs pour relancer les négociations en vue de la libération des quatre Français toujours détenus au début de janvier 2012. Les ravisseurs ne décrochent pas encore... Ils réclament 100 millions d'euros. Areva est informée.

Dans une affaire de rançon versée par un pays occidental, un médiateur se souvient : « Je n'avais jamais vu autant d'argent de ma vie. Il y avait tellement d'argent. Il y en avait trop. J'ai compris que, pour sauver une vie humaine, les gouvernements occidentaux sont capables de tout. Le fait de payer les rançons, ça encourage les enlèvements d'otages. Moi, je connais un ravisseur qui m'a dit que, dans sa religion, il n'est pas interdit d'enlever quelqu'un contre de l'argent. » Ce que ce médiateur ne dit pas, c'est qu'il est aujourd'hui immensément riche et qu'il a même acheté en 2011 deux maisons jumelles en Mauritanie.

Kamel Rezzag-Bara est conseiller à la sécurité du président algérien Abdelaziz Bouteflika. Au début de septembre 2010, il est à New York, où il participe dans le cadre de l'Organisation des Nations unies à un débat contre le terrorisme. Il jette un pavé dans la mare. Aqmi, selon lui, a récolté ces dernières années plus de 50 millions d'euros venant des rançons des Occidentaux enlevés dans la région du Sahel. Toujours selon ce conseiller, il faut ajouter, en se fondant sur les recoupements de déclarations de terroristes arrêtés, un montant de 100 millions d'euros sous diverses formes. Il pique une colère contre les pays qui paient les rançons et rappelle que, depuis 2005, les groupes terroristes mènent leurs opérations dans

l'ensemble des pays de la sous-région, soit sous forme d'assassinats d'étrangers, soit sous forme d'attaques kamikazes (Mauritanie, Niger, Mali), ou d'attentats contre les forces de sécurité (Mali, Algérie).

Après ces déclarations, aucun commentaire émanant des pays concernés n'a été rendu public...

Faut-il rapidement à l'échelle continentale, voire mondiale, criminaliser sur le plan pénal le versement d'une rançon pour libérer des otages ? La question est sur la table du Centre africain études et de recherches sur le terrorisme (CAERT). Cette structure basée à Alger est le bras exécutif de l'Union Africaine pour la mise en œuvre d'une politique continentale contre le terrorisme.

Autour d'une table, quatre responsables du centre. En face de moi, Francisco Caetano Jose Madeira, diplomate mozambicain, représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine pour la coopération antiterroriste, directeur du CAERT. À ses côtés, le colonel Abdoulaye Cissé, de nationalité malienne, est le chef de l'unité Formation et Équipements du CAERT. Il porte des lunettes tendance. Idriss Mounir Lallali, chef de l'unité Alerte et Prévention du CAERT, au regard malicieux, a pour voisin une quatrième personne, qui ne se présente pas. Mais je devine facilement sa profession... flic. L'entretien est libre.

– Payer une rançon pour libérer un otage doit être considéré comme un crime sur le plan pénal. Maintenant, il y a le contexte, et j'aimerais l'aborder sans détour, commence le directeur du CAERT. D'un côté, il y a des vies humaines à sauver, mais de l'autre, la rançon payée sert à tuer de nombreuses autres personnes. Parmi les idées qui germent, il faut voir comment, par exemple, une rançon payée pour libérer un otage pourrait ne pas servir aux ravisseurs. Donc comment récupérer ou rendre inutilisable la rançon. Parce que des pays occidentaux parlent de la nécessité pour eux, face à l'opinion, de pouvoir obtenir la libération de leurs compatriotes enlevés. En fait, la ligne est : pas de rançon à verser aux terroristes, mais tout mettre en œuvre pour arracher de leurs griffes les otages enlevés, conclut le diplomate mozambicain.

À peine a-t-il terminé de parler qu'Idriss Mounir Lallali inverse les rôles, et me demande ce que je pense des problèmes de terrorisme.

Retour à l'envoyeur. Je lui fais remarquer que, justement, je suis venu pour recueillir, sur la question, le point de vue du centre au sein duquel il travaille.

Deuxième partie

Aqmi : origines, structures, méthodes

Chapitre 9

D'Al-Qaida à Aqmi

Al-Qaeda en anglais. Al-Qaida en Français. Tanzim al-Qaida, en arabe. *Tanzim*, pour « Organisation ». Abdullah Azzam est le principal fondateur d'Al-Qaida, que l'on peut traduire par « la Base ». On peut situer après de nombreux recoupements la création d'Al-Qaida en 1989. Cheikh Abdullah Azzam est né dans le nord de la Palestine en 1941. Diplômé de l'université égyptienne Al-Azhar en 1973, il participe au djihad en Afghanistan. À Peshawar au Pakistan, où il s'installe en 1984, il crée une structure chargée du financement, du recrutement et de la formation des moudjahidin pour combattre l'invasion soviétique en Afghanistan. Cette structure s'appelle Maktab al-Khadamât (« Bureau des services »). Il est le chef, l'émir du MAK. Oussama Ben Laden est son adjoint, le vice-émir. Des milliers de volontaires du monde entier accourent vers l'Afghanistan pour prendre les armes contre l'armée soviétique.

Azzam est mort dans un attentat le 24 novembre 1989 à Peshawar. Ses deux fils ont également été tués ce jour-là. C'était un vendredi, et ils se rendaient tous à la grande prière. Plus de 15 kilogrammes de TNT ont pulvérisé la voiture dans laquelle ils étaient. Azzam était assis à côté du chauffeur, ses deux fils étaient à l'arrière du véhicule. Après l'explosion, une rumeur avait parlé d'un survivant. Ibrahim, l'un des deux fils d'Azzam. Il n'en est rien. Tous les occupants de la voiture sont morts sur le coup.

Azzam était un modèle pour les jeunes djihadistes. Ce qu'il est convenu d'appeler son « testament » est devenu un texte de référence dans la littérature djihadiste (cf. annexe 2). Du sang et des larmes. Il y a certes eu des modifications, des ajouts, quelques changements de stratégie, mais ce « testament » d'Azzam est un bréviaire, un condensé de la doctrine d'Al-Qaida.

C'est après la mort d'Azzam qu'Oussama Ben Laden devient leader de la transnationale qu'est Al-Qaida. Certaines chapelles n'hésitent d'ailleurs pas à murmurer qu'il n'est pas étranger à l'attentat qui a coûté la vie à Azzam,

qui fut membre des Frères musulmans dans sa jeunesse. Ben Laden exigeait une multiplication immédiate des attaques des moudjahidin contre les « ennemis de l'islam », notamment en Égypte, alors qu'Azzam souhaitait concentrer dans un premier temps les forces sur l'Afghanistan.

L'Afghanistan est la terre féconde sur laquelle Al-Qaida prendra son essor.

Après la débâcle d'Al-Qaida en Arabie Saoudite, le Yémen est devenu la base de repli de ses affidés, qui ont évolué sous les couleurs d'« Al-Qaida dans la péninsule Arabique » (Aqpa). On retrouve le prolongement de la nébuleuse dans le « pays aux deux fleuves », l'Irak.

En Asie du Sud-Est, Al-Qaida avait noué les liens éphémères avec la Jamaa Islamiya, rapidement décapitée. Dans la bande de Gaza, où certains pensaient que le Hamas ouvrirait ses portes à Al-Qaida pour l'aider à combattre Israël, ce ne fut pas le cas. Le Hamas lui-même a organisé un assaut sanglant en 2009 contre une mosquée réputée être le refuge d'Al-Qaida.

En Afrique, deux fronts essentiels : la Somalie avec les al-Shabab, l'un des deux groupes islamistes en lutte contre le gouvernement somalien, et qui a officiellement prêté allégeance à Al-Qaida et Al-Qaida au Maghreb islamique.

Mokhtar Belmokhtar, aujourd'hui l'une des têtes d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), a très tôt été attiré par le djihad en Afghanistan. Enfant, son idole était le cheikh Abdullah Azzam. Arrivé en Afghanistan au début des années 1990, celui qu'on surnomme « le Borgne » reconnaît avoir suivi des entraînements militaires à plusieurs endroits en Afghanistan où les moudjahidin se battaient contre la présence russe. Il a à peine 20 ans. Il est fasciné par des djihadistes qu'il rencontre. Notamment Khattab, djihadiste saoudien qui a combattu par la suite en Tchétchénie. Il y a aussi le cheikh Abou Ghatada, doctrinaire palestinien actuellement emprisonné en Angleterre, ainsi qu'al-Maghdisi, doctrinaire jordanien aujourd'hui emprisonné en Jordanie. Il dit tout ça dans l'une des rares interviews qu'il a accordées dans sa vie. C'est au comité médiatique du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) qu'il parle. En arabe, cet organe de propagande s'appelle Minbar Tawhid Wel Djihad – soit « Tribune de l'unicité et du djihad ». Belmokhtar qui n'est pas encore l'un des ténors de

l'islamisme dans le Maghreb et le Sahara, explique que son séjour en Afghanistan a galvanisé ses forces. Il a, comme ses compagnons algériens, décidé de porter le djihad dans son propre pays, l'Algérie.

Né d'une scission du GIA algérien, le GSPC a été créé en 1999 par des ex-émirs de zones qui avaient dénoncé dès 1994 les dérives sanguinaires amorcées à la tête du GIA par deux de ses émirs nationaux : Djamel Zitouni (Abou Abderrahmane Amine) et Antar Zouabri (Abou Talha, tué en 2002).

Dès 2002, le lien fut établi entre le GSPC et la maison mère, Al-Qaida. Al-Qaida a dépêché dans le maquis algérien un certain Abou Mohamed al-Yemini, de nationalité yéménite, de son vrai nom Imad Abdel Wahid Ahmed Alouane. Il était envoyé sur le terrain pour remonter le moral des troupes et voir comment elles étaient structurées, et pourquoi pas, si nécessaire, trouver une nouvelle terre d'asile pour Ben Laden lui-même. Les longs mois qu'il passe dans le Sahel le conduisent au Niger, au Mali, au Tchad, et en Mauritanie. Pas besoin de montrer patte blanche pour fouler le désert commun à ces pays. Mais, en 2002, les forces de sécurité algérienne annoncent sa mort.

Les groupes de dissidents qui ne voulaient pas être liés aux massacres perpétrés contre les civils algériens ont pris leurs distances avec le GIA tout en refusant la réconciliation avec le pouvoir en Algérie et en poursuivant leur lutte armée contre celui-ci.

Certains d'entre eux ont fondé le groupe dénommé « Protectors de la prédication salafiste », tandis que d'autres ont créé le GSPC. Abou Moussab Abdel Majid en fut le premier émir, Hassan Hattab (repenti en 2005), le deuxième, auxquels succéderont Nabil Sahraoui (tué en juin 2004) et Abou Moussaab Abdel Weddoud.

Jusqu'en 2003 le GSPC s'était confiné à l'Algérie, bien que des groupes en relevant soient venus deux années auparavant prospector le Sahara et le Sahel, qui devaient leur servir de base de repli, d'entraînement et de recrutement. Le GSPC a étendu sa présence au Nord-Mali avec la première affaire d'otages à la mi-2003. Les années 2004 et 2005 verront l'extension de ses activités au Niger, au Tchad et à la Mauritanie.

L'Algérie a été sérieusement secouée par une série d'actes terroristes sans précédent au cours de l'année 2007, plongeant le pays dans un chaos sécuritaire qui rappelle les premières années du déclenchement de la lutte

armée contre le Groupe islamique armé (GIA). Cette campagne terroriste fut symboliquement marquée le 26 janvier 2007 par la proclamation de l'allégeance du Groupe salafiste pour la prédication et le combat à l'organisation Al-Qaida sous le nom de « Tanzim Al-Qaida Bibilad al-Maghreb al-Islami ». Mais, au sein du groupe, l'esprit salafiste demeure. Un salafiste est un combattant islamiste qui cherche à imposer dans le monde entier son idéologie fondamentaliste y compris par la guerre sainte. L'ex-GSPC devient alors le principal moteur de cette violence terroriste. Cette violence va s'appuyer également sur un dogme, le *tawhid*, notion importante de la doctrine d'Al-Qaida qui peut se traduire par « unicité ».

L'ex-GSPC, dont l'appellation générique est devenue Aqmi, va s'illustrer tout au long de l'année 2007 par un nombre record d'opérations spectaculaires contre les institutions symbolisant le régime et les représentations étrangères, mais également par le recours systématique aux opérations-suicides et aux voitures piégées.

Parallèlement, la nouvelle stature régionale de l'ex-GSPC l'a également poussé à s'afficher comme pionnier et fédérateur de l'ensemble des tendances islamistes régionales se réclamant de l'idéologie d'Al-Qaida. Un tel effort de régionalisation s'est également accompagné du renforcement de l'implantation d'Aqmi dans la zone sahélo-saharienne, qui s'est concrétisé par une augmentation significative de ses opérations de recrutement dans les pays limitrophes, où des projets terroristes ont commencé à prendre forme, comme en témoigne le démantèlement de plusieurs cellules à vocation terroriste au royaume du Maroc, en Tunisie, en Libye et en Mauritanie (où le groupe a réussi à mener deux opérations d'éclat en décembre 2007 visant des touristes français et une patrouille de l'armée mauritanienne).

Sur les plans médiatique et propagandiste, l'ex-GSPC a sensiblement amélioré ses moyens de communication et son engagement dans la mouvance d'Al-Qaida, comme l'illustre la sophistication de son site Web, qui reprend la même mise en page que celui d'Al-Qaida.

C'est à la mi-2003 que le GSPC s'est manifesté au Sahara et au Sahel avec l'affaire de otages occidentaux kidnappés dans le sud de l'Algérie près d'Illizi, dont une partie a été libérée dans le nord du Mali, dans la région de Gao, en août 2003.

L'implantation du GSPC dans la zone avait justifié le lancement de l'initiative américaine Pan Sahel (2002), visant à préparer les armées de la sous-région à la menace.

La présence de groupes armés dirigés par des Algériens – Amara Saifi, Abdel Hamid Abou Zeid, Abdel Hagh Abou el-Khabbab et Mokhtar Belmokhtar – était signalée à la mi-2001 par diverses sources dans les zones désertiques, sortes de no man's land situés à la fois en Algérie (Illizi Tinzouaten), au Mali et au Niger (Adrar des Iforas), en Mauritanie (Taoudenni) et au Tchad (Tibesti), qu'écumaient des rebelles antigouvernementaux, des contrebandiers et des hors-la-loi, et où la notion d'État était réduite à sa plus insignifiante expression.

Ces groupes armés se présentant comme « salafistes » – donc de la mouvance idéologique d'Al-Qaida au Proche et au Moyen-Orient – étaient venus s'incruster dans une zone peu habitée pour constituer une base arrière à la lutte armée menée par leurs compagnons en Algérie par des enlèvements, le contrôle et l'organisation des trafics et des recrutements.

Le 31 janvier 2004, la presse algérienne annonçait que l'armée avait détruit, à Bordj Mokhar, dans le sud du Sahara (algérien), une colonne de véhicules du GSPC qui convoyaient des armes vers l'Algérie. Deux accrochages sont signalés avec les armées du Niger et du Mali (Inchaye) en février 2004. Un troisième, le 16 mars 2004, dans le désert du Tibesti (Tchad), où Amara Saifi et ses combattants sont faits prisonniers par les rebelles tchadiens, qui les livrent via la Libye à l'Algérie.

Après un répit interprété comme lié à la débâcle du Tibesti, les groupes armés se sont réorganisés en *katibat* dénommées Al-Moulathamoune et Taregh Ibn Ziyad (regroupant, en plus des Algériens, des Mauritaniens, des Maliens, des Nigériens et des combattants de certains mouvements terroristes du Maghreb, le GICL libyen, le GICM marocain et le GICT tunisien).

Certaines des recrues mauritaniennes du GSPC préfèrent néanmoins rentrer en Mauritanie en mars 2005, « faute d'avoir pu regagner l'Irak » comme promis, et se feront arrêter.

Les *katibat* du GSPC foncent le 4 juin 2005 sur une caserne de l'armée mauritanienne à Lemgheity (dans le nord-est du pays) près des frontières avec l'Algérie et le Mali. L'attaque se solde par 15 morts et vingt blessés

parmi les Mauritaniens. Les agresseurs emportent 7 véhicules, des armes et des munitions et se retirent vers une zone dénommée Hassi Touila, en territoire malien. Dans le cadre des poursuites entamées contre ses agresseurs, l'armée mauritanienne neutralise un groupe armé à Taoudenni en juillet 2005.

En avril 2006, ce sont 14 douaniers algériens qui sont assassinés à El-Ménéa (Algérie) par un groupe armé qui convoyait des armes vers l'Algérie.

Revigoré par ses « succès » de Lemgheity et d'El-Ménéa, le GSPC a envisagé d'autres actions en Mauritanie. Son équipe envoyée dans ce pays – en avril 2006 – est neutralisée par les services de sécurité mauritaniens avant de passer à l'action. C'était là la première tentative de transférer le « champ de bataille » des zones désertiques vers les grands centres urbains des pays du Sahel.

Le rapprochement du GSPC avec Al-Qaida s'est opéré dès le début de 1998, quand il a été représenté à Peshawar dans la réunion constitutive du « Front islamiste mondial pour le djihad contre les juifs et les croisés », créé à l'initiative de Ben Laden en vue de fédérer les groupes salafistes djihadistes de par le monde souscrivant à la doctrine et aux visées de l'organisation Al-Qaida.

Les liens de plus en plus apparents entre le GSPC et Al-Qaida se sont illustrés également au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 par la destitution de Hassan Hattab, ex-émir national du GSPC, et son remplacement par Nabil Sahraoui, après que Hattab a pris ses distances vis-à-vis d'Al-Qaida. Ce rapprochement a été formulé dans un communiqué diffusé le 11 septembre 2003, dans lequel Nabil Sahraoui affirmait sa « solidarité sans faille avec tous les musulmans en lutte à travers le monde, y compris avec les réseaux d'Al-Qaida ».

En mai 2004, Nabil Sahraoui, ex-émir national du GSPC, a diffusé un communiqué sous le titre « Guerre contre les étrangers », reprenant la liturgie classique d'Al-Qaida dans ses appels contre les « sionistes et les croisés et les régimes apostats du monde arabo-islamique », et annonçant l'intention du GSPC de s'attaquer aux étrangers en Algérie.

Le GSPC maintient cette rhétorique dans le communiqué n° 06/25 du 06 juin 2004 réitérant son intention de s'en prendre aux ressortissants étrangers

et de s'attaquer aux intérêts occidentaux à l'intérieur du territoire algérien.

Au mois de septembre 2004, la relation avec l'organisation « Qaidat al-Djihad fi Bilad al-Rafidayne » en Irak a été renforcée par l'intermédiaire du ressortissant algérien Adil Saker Abou Yasser, qui était basé à Damas avant son arrestation et son extradition en Algérie, ce qui a valu au GSPC d'être désormais considéré comme un prolongement de la branche irakienne d'Al-Qaida dans la région du Maghreb et au Sahel.

En mai 2005, un communiqué a été diffusé par le GSPC sous la plume de Khalid Abou Raâbane au nom d'Abdelmalek Droukdel, lequel sollicitait le soutien de la branche irakienne d'Al-Qaida pour insuffler une nouvelle dynamique au GSPC à l'intérieur de l'Algérie.

Le 30 juillet 2005, dans une lettre adressée à Oussama Ben Laden, Abdelmalek Droukdel prête allégeance au nom du GSPC. La lettre, adressée par Abou Faraj Allibi, cadre d'Al-Qaida, à Abou Mossaab al-Zarkaoui, dans laquelle il préconisait une alliance avec le GSPC, a représenté le premier jalon de ce processus de rapprochement, et ce avant qu'Oussama Ben Laden ne recommande à l'ex-chef de file de Qaidat al-Djihad fi Bilad al-Rafidayne de s'assurer d'abord des orientations idéologiques de ce mouvement algérien, suspecté par Al-Qaida d'être infiltré par les services de sécurité algériens.

Il en est de même de la relance des contacts entre le GSPC et le Groupe islamique combattant libyen (GICL) au cours de l'année 2006. Ce groupe terroriste libyen est, en effet, connu pour son rôle en tant que composante à part entière de l'organisation Al-Qaida, chargée des activités militaires en zone pakistano-afghane, mais également de la coordination avec d'autres groupes radicaux de la région maghrébine, auxquels elle apporte son aide financière.

À ce titre, on notera les contacts établis par l'activiste du GICL Abdellah Said, alias Attiat Allah, lequel entretenait une correspondance électronique avec Abou Moussaâb Abdelouadoud pour le compte d'Al-Qaida, ainsi qu'avec Mohamed Abou Salah, responsable du Comité d'information du GSPC.

Deux émissaires du GICL, en l'occurrence Abdelaziz Jalou, alias Abdallah Touati, et Salah Nakhla Othman Abou Daouya Souei, avaient rencontré, en deux temps, en décembre 2005 et avril 2006, l'émir de la

katibat Al-Moulathamoune du GSPC, Mokhtar Belmokhtar, dans la région nord du Mali, sollicitant l'aide de ce responsable du GSPC pour leur procurer des passeports au profit des cadres du GICL repliés en Iran.

Le 14 mai 2006, le GSPC a diffusé sur Internet un « Appel à l'Oumma pour le djihad et la résistance » signé par un certain Abou Abdellah Ahmed. Ce communiqué invite les groupes salafistes djihadistes proches du GSPC en Afrique du Nord et dans les pays du Sahel (Mali, Niger et Tchad) à multiplier les attaques terroriste contre ces pays. Cet appel témoignait de l'orientation désormais officielle du GSPC vers une stratégie de prise en main de l'activisme terroriste au Maghreb et au Sahel sous l'impulsion de l'organisation Al-Qaida.

Au Maroc, cette orientation s'était auparavant vérifiée par la création de plusieurs réseaux terroristes connectés au GSPC ayant planifié des attentats d'envergure contre des cibles étrangères et des symboles de l'État marocain, attentats à l'issue desquels devait être proclamée la création d'un groupe dénommé Qaidat al-Djihad fi Bilad al-Maghrib al-Arabi, alter ego de Qaidat al-Djihad fi Bilad al-Rafidayne en Irak. Ils ont été neutralisés.

En Tunisie, des accrochages avaient eu lieu entre les forces de l'ordre et des islamistes tunisiens, le 23 décembre 2006 et le 3 janvier 2007, mettant en cause l'ex-GSPC dans un plan d'attaques terroristes d'envergure si l'on considère les liens étroits développés par le chef du commando terroriste, le Tunisien Lassaad Sassi, avec le GSPC et son séjour en Algérie avant les opérations précitées.

Concernant les relations du GSPC avec les groupes terroristes maghrébins, il convient de rappeler les nombreuses affaires terroristes instruites en Europe ayant mis en cause des réseaux transnationaux composés de cadres du GSPC et de militants de groupes connus, tels le Groupe islamique combattant marocain, le Groupe combattant tunisien, le Groupe islamique combattant libyen et le Groupe salafiste pour la prédication et le djihad en Mauritanie.

Le 11 septembre 2006, dans un message vidéo, Aymane al-Zawahiri, numéro 2 du GSPC, a annoncé que le groupe avait officiellement rallié l'organisation Al-Qaida, ralliement confirmé le 13 septembre par le GSPC sur son site Internet dans une vidéo intitulée « Jahimou el-Mourtedine » (en

français : l'« enfer des apostats »). Il appelle ses troupes à « devenir une épine dans la gorge des croisés américains, français et de leurs alliés ».

Ce changement de dénomination est suivi d'un changement de méthode, avec à la clé attentats-suicide et véhicules piégés en Algérie, ainsi qu'une expansion vers les pays de la sous-région : attaques, meurtres, attentats et enlèvements en Mauritanie (2007, 2008, 2009, 2011), enlèvements en Tunisie, au Niger et au Mali (2008, 2009, 2010, 2011), exécution d'un officier malien à Tombouctou (2009) et accrochages meurtriers avec l'armée malienne à Tessalit et Araoune (2009).

Le groupe terroriste procède également à la réorganisation de sa structure sahélienne en nommant un nouvel émir à la tête de la zone Sud (émirat du Sahara) et en destituant les émirs des différentes *katibat*. Mais les anciens émirs, plutôt tenaces et ayant une grande ancienneté, ont finalement été reconduits à la tête de leurs *katibat*. Belmokhtar a conservé la direction de Moulathamoune, Abou Zeid celle de Tarigh ibn Ziyad. À la fin de 2007, Yahya Jouadi, alias Abou Ammar, monte deux nouvelles *katibat*, Vourghane, dirigée par l'Algérien Abou el-Hammam, et Al-Ansar, avec à sa tête le Touareg Taleb Abou Abdel Kerim.

Dans le cadre de cette réorganisation, Abou Zeid accepte l'autorité d'Abou Ammar. Belmokhtar la refuse au début et se retire aux environs de Tombouctou avec un groupe de combattants. Il finit par donner son accord. Khadim Ould Semane, membre fondateur du Groupe islamique pour le prêche et le djihad en Mauritanie (GIPJM), évadé de la prison de Nouakchott en avril 2006, qui était en cavale au Sénégal, rejoint Belmokhtar et propose la création des « Cavaliers des monothéistes » pour mener des actions en Mauritanie et au Sénégal. Khadim est introduit en Mauritanie en septembre 2007 et fonde finalement l'organisation dénommée Ansar Allah el-Mouribitoune fi Biladi Chinguitt (les Partisans d'Allah au pays de Chinguitt). Avant d'être démantelée en mai 2008, elle aura braqué un fourgon, attaqué l'ambassade d'Israël et livré une sanglante bataille le 7 avril 2008 à la police mauritanienne. Sa neutralisation n'a pas mis fin aux actions d'Aqmi.

Étouffant également de plus en plus en Algérie, cherchant à se procurer des armes plus facilement et voulant étendre son influence, Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) s'est peu avant l'année 2009 déployée de plus

en plus dans le Sud. Abdelmalek Droukdel n'était pas non plus parvenu à s'imposer dans tout le Maghreb comme le chef incontesté. Les armes faisaient défaut. La stratégie aussi, d'ailleurs. La répression s'abattait sur les groupes islamistes de plus en plus efficacement. Et Aqmi n'arrivait toujours pas à s'imposer à Alger, par exemple. Il fallait donc trouver rapidement une autre assise. La zone désertique du Sahel se révéla être l'endroit idéal. Mais Droukdel se garda de s'y installer lui-même. Il demeura dans le maquis algérien et envoya ses collaborateurs prendre possession de cet immense territoire, tout en suivant attentivement ce qui s'y déroulait. La zone 9 d'Aqmi au Maghreb islamique fut, dès lors, nommée zone Sud. Appelé « Sahel occidental », ou encore « zone grise », cet espace est compris entre l'Atlantique et le lac Tchad, entre le Sahara et les fleuves Sénégal et Niger. Dans cette vaste zone, l'épicentre des activités médiatisées d'Aqmi se situe notamment en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Tchad. Et c'est dans cette aire que se concentre l'essentiel des forces de la nébuleuse. Hormis l'enlèvement en 2003 de trente-deux touristes européens en Algérie et d'un couple d'Autrichiens en Tunisie en février 2008, tous les enlèvements d'Européens se sont déroulés dès 2003 dans cette partie ouest du Sahel.

Le 10 décembre 2010, l'ex-GSPC a mené une opération d'envergure à Bouchaoui (banlieue d'Alger) contre deux bus de transport de la compagnie américaine Brown Roads and Condor, filiale de la compagnie Haliburton, autrefois dirigée par le vice-président américain Dick Cheney, travaillant pour le compte de la Sonatrach et le ministère algérien de la Défense. Cette attaque, première du genre visant une cible américaine, s'inscrivait manifestement dans la nouvelle dimension internationaliste de l'ex-GSPC, versant dans le « djihad global » préconisé par l'organisation d'Oussama Ben Laden.

En date du 3 janvier 2007, le comité d'information du GPSC a diffusé sur son site un enregistrement d'Abdelmalek Droukdel, qui, après avoir réitéré son allégeance à Oussama Ben Laden et formulé son attente des directives du leader d'Al-Qaida, a appelé le peuple algérien à s'en prendre aux étrangers qualifiés d'agents des « croisés américains et français ».

Dans cet enregistrement, le chef de file du GSPC menace les autorités algériennes en ces termes : « Nous vous avons ménagés durant quatre mois sans soutien extérieur. Maintenant qu'Allah nous a récemment gratifiés

d'armes et de munitions, la jeunesse a hâte de prendre les armes et afflue vers les montagnes de l'intérieur du pays et de l'extérieur, des mouhajiroun unifiés par leur passion pour le djihad et le martyr. » Cette terminologie de « mouhajiroun » est typique de l'organisation Al-Qaida, notamment en Afghanistan et en Irak, où la distinction est faite entre les combattants locaux (ansar) et ceux affluant de l'extérieur (Al-mouhajiroun).

Parallèlement, il avait été fait état, le 25 février 2007, de pourparlers engagés par le GSPC et Al-Qaida en vue de sceller officiellement leur alliance par la proclamation de la création d'un groupe terroriste régional dénommé « Qaidat al-Djihad fi Bilad al-Maghrib al-Arabi » ou « Qaidat al-Djihad fi Bilad al-Mourabitine », reprenant en fait la terminologie en usage au sein d'Al-Qaida qui désigne le Maghreb sous l'appellation « Blad al-Mourabitine » (les nombreuses apparitions médiatiques de Ben Laden, Aymane al-Zawahiri et d'autres cadres d'Al-Qaida en font foi).

Ce processus de discussions placées sous la supervision du Libyen Atiyaht Abd al-Rahmane, responsable des opérations militaires d'Al-Qaida au Waziristan, a laissé au GSPC le choix d'une appellation plus appropriée au contexte de la région. Ce qui explique le choix du qualificatif « Al Maghrib al-Islami », qui tranche avec « Al Maghrib al-Arabi », notion davantage nationaliste.

Le 24 janvier 2007, le site www.muslm.net a publié un communiqué tiré du site du centre d'information Al-Fajr, signé par l'émir du GSPC Abou Moussaab Abdelouadoud, avisant du changement de l'appellation du GSPC, devenue « Tanzim Al-Qaida Bibilad al-Maghreb al-Islami ».

Dans ce communiqué, l'émir du GSPC considère qu'après le ralliement de son groupe à l'organisation Al-Qaida, il est absolument nécessaire de renoncer à son ancienne appellation au profit d'une autre qui reflétera la solidité de l'union et la sincérité des liens existant entre les « moudjahidin algériens et leurs frères de l'organisation Al-Qaida ».

Sur les raisons de cette alliance, il faut noter qu'au-delà de la volonté du GSPC d'inscrire son « combat » sur l'échiquier international, l'organisation Al-Qaida tente de mettre en œuvre deux axes de sa stratégie : d'une part, se développer au Maghreb grâce à une de ses branches officielles et fédérer sous sa bannière, dans sa logique d'unification, les pôles régionaux ; d'autre part, mieux s'implanter sur le terrain européen en s'appuyant sur les relais

du GSPC dans plusieurs pays européens : l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France.

Chapitre 10

Principales figures d'Al-Qaida au Sahel

Au fil des années, six grandes figures d'Al-Qaida se sont implantées dans les sables de cette zone Sud. Et, contrairement à une idée reçue, aucune n'est supérieure aux autres. Cependant, certaines vouent un respect particulier à quelques-unes d'entre elles, mais toutes dépendent (pour le moment) d'Abdelmalek Droukdel, l'émir général, basé, lui, en Algérie. Cela dit, il existe une passerelle entre ces groupes, car ils partagent tous la même aversion pour l'Occident, sont pour l'application stricte de la charia et n'hésitent pas à déclarer tuer au nom de Dieu. Revue des troupes.

Abid Hamadou, alias Abdelhamid Abou Zeid

Les différents médiateurs qui l'ont rencontré dans le cadre de la libération d'otages sont unanimes : c'est le plus teigneux d'entre tous. Même s'il faut retenir qu'au sein d'Al-Qaida tous les chefs (émirs) sont sans pitié. Abou Zeid est un homme de nuit. Il fait la cuisine pour ses ouailles, regroupées dans une *katibat*. Il mange toujours le dernier. C'est un touche-à-tout. L'eau à mettre dans une outre ? Il est là. Un feu à allumer ? Il est là. Un véhicule à réparer ? Il est là. Très habile, il ne fait confiance à personne. Quand on lui rend visite, il ne faut jamais se faire accompagner d'une personne de nationalité mauritanienne ou par un Bérabiche, un Arabe de la région de Tombouctou, car il considère les représentants de ces communautés comme des complices de ceux qui ont juré sa perte. Il est donc sans arrêt sur le qui-vive. Un médiateur pour la libération d'otages européens raconte qu'il a été baladé à neuf endroits différents avant de rencontrer Abou Zeid. Deux « scientifiques » des islamistes du Sahel sont réputés être proches d'Abou Zeid. L'un d'eux répond au surnom de Nock. C'est un propagandiste, un grand marabout, capable, selon la légende, de créer une tempête dans le désert. C'est aussi un explorateur, un recruteur pour Aqmi dans le Sahel. Fort de ses connaissances, il guérirait des

maladies comme la folie. Le second, inséparable du premier, a pour sobriquet Aness. Lui est un combattant et un excellent orateur. Il maîtrise parfaitement le Coran et en fait un formidable outil de propagande.

Cependant, plusieurs sources doutent sérieusement de la profondeur des connaissances coraniques prêtées à Abou Zeid. Elles prétendent même qu'il n'a qu'une pratique rudimentaire du Livre et qu'il est surtout connu pour vouer une haine indéfectible à l'Occident. On peut dès lors se demander s'il ne cherche pas avant tout à être estampillé extrémiste pour pouvoir monter plus rapidement dans la hiérarchie d'Al-Qaida au Sahel ! L'homme, responsable de l'enlèvement de cinq Français, d'un Togolais et d'un Malgache le 16 septembre 2010 au Niger, nourrit tant de mythes...

En 2010, l'armée nigérienne a raté de peu l'arrestation d'Abou Zeid. Cette année-là, à Agadez, au Niger, il y a eu une tentative d'enlèvement de ressortissants américains. L'opération a échoué grâce à la vigilance des forces de sécurité nigériennes, qui ont réussi à mettre en déroute les islamistes. Sâad, un parent d'Abou Zeid, trouva la mort lors de la poursuite féroce que l'armée nigérienne avait engagée. Abou Zeid était aussi sur le terrain. Il n'a eu la vie sauve que grâce à la baraka. Il a pu fuir dans son véhicule, rouler toute la nuit, souvent sans lumière pour ne pas se faire repérer, et ne pas être rattrapé.

Abou Zeid est né non loin de la cité pétrolière de Hassi-Messaoud, dans le sud-est de l'Algérie, le 12 décembre 1965. Très tôt, il acquiert une réputation de trafiquant. D'abord, entre la Tunisie et l'Algérie ; ensuite, entre la Libye et l'Algérie. Selon un diplomate libyen, Abou Zeid s'adonnait à des activités de trafic d'armes en provenance de la Libye entre 1993 et 1997, après son arrivée dans la région du djebel Labyad, où il est resté jusqu'en 2001. Son habileté est légendaire, la même source raconte qu'un jour, alors qu'il était à la tête d'un convoi de véhicules quittant la Libye pour l'Algérie, une patrouille militaire les intercepta. Avec un sang-froid remarquable, Abou Zeid fit arrêter le convoi, se dirigea vers les militaires de la patrouille et leur annonça le plus naturellement du monde que de jeunes patriotes algériens qui luttent contre le trafic d'armes venaient d'arrêter des trafiquants et qu'il les invitait à prendre possession de cette cargaison d'armes saisies et des hommes arrêtés qui se trouvaient à l'intérieur des véhicules. Le plus naïvement du monde, les militaires

algériens descendirent de leurs voitures, se dirigèrent vers les véhicules du convoi quand une pluie de balles tomba sur eux. Abou Zeid eut encore une fois le temps de disparaître.

Selon une source sécuritaire maghrébine, c'est en 1998, à Takhoukht, en Kabylie, que la réunion constitutive du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui commençait à prendre ses distances avec le Groupe islamiste armé (GIA), eut lieu. Quatre groupes étaient présents à la réunion : les « Arabes », avec à leur tête Abdelmalek Droukdel ; les « Kabyles », avec comme grosse pointure Hassan Hattab ; les « militaires déserteurs », et les « représentants du Sud ». Parmi eux, Abou Zeid.

En 2002, Abou Zeid se rend dans le désert malien en compagnie d'Abderrazzak el-Para. Ce dernier l'a désigné plus tard comme émir de la *katibat* Tarik Ibn Ziyad fraîchement constituée. Au début de 2011, on comptait dans cette *katibat*, réputée très opérationnelle, entre 100 et 120 membres.

Après s'être rendu en compagnie d'un groupe d'hommes au djebel Tassili, Abid Hamadou a été rejoint, en 2003, par Abderrazzak el-Para et un autre groupe. Ils y enlevèrent ensemble des touristes européens. Une partie de ces otages a été libérée en territoire algérien. L'autre partie a été acheminée dans le désert malien, pays voisin de l'Algérie, avant d'être libérée. Une fois que les deux hommes ont perçu la rançon, qui se montait à 5 millions d'euros, Abdelhamid s'est séparé d'Abderrazzak au niveau de la frontière avec la Mauritanie. Un médiateur malien, qui a participé activement aux négociations ayant abouti à la libération de ces touristes européens, se souvient : « Lors de nos entretiens, Abou Zeid était toujours assis à la droite du chef des ravisseurs, d'Abderrazzak el-Para, donc. Il écoutait beaucoup, et parlait très peu. Mais on voyait clairement sur son visage qu'il n'était pas pour la libération des otages. Il semblait également profondément opposé à tout ce qui représente l'Occident. »

En juillet 2004, après l'arrestation d'Abderrazzak el-Para au Tchad, Abou Zeid rassemble ses éléments et s'installe à nouveau en territoire algérien. Il se rend précisément à proximité du djebel Labyad.

En avril 2005, après que Mohamed Nakia, alias Abdehak Abou el-Khabab, eut rallié son groupe, il est revenu au Sahara et a pris part à l'attaque de Lemgheity, en Mauritanie, en juin de la même année. Plus tard,

l'intéressé s'est réinstallé en Algérie pour y convoyer des armes, et c'est alors qu'a eu lieu l'accrochage de Diouana, à l'occasion duquel l'aviation algérienne neutralisa les voitures du convoi, ce qui l'a sans doute incité à regagner le Sahel au plus vite.

Abid Hamadou est aussi connu pour avoir enlevé deux otages autrichiens dans le désert tunisien le 22 février 2008, puis fait enlever en janvier 2009 au Niger quatre touristes européens qui revenaient d'un festival au Mali. C'est également Abou Zeid qui suit de très près l'enlèvement de sept expatriés d'Arlit, au Niger, en septembre 2010. Son groupe avait exécuté l'otage britannique Edwin Dyer à la fin de mai 2009, après que le gouvernement britannique eut refusé de payer une rançon pour sa libération.

Abdelhamid Abou Zeid aime insister sur le fait qu'il est de nationalité algérienne, et que les dirigeants algériens ne méritent pas de gouverner le pays. Lors de la libération en 2003, dans le nord du Mali, d'otages européens enlevés en Algérie, un médiateur malien se souvient que cet homme assez chétif souffrait d'une bronchite. Un médecin le soignait, mais lui préférait se traiter avec une tisane plutôt qu'à l'aide d'un médicament acheté dans une pharmacie. La même source le décrit comme le plus anti-occidental de tous les émirs de la zone Sud. Sur le ton de la remontrance, il avait demandé au cours d'une négociation à un médiateur la raison pour laquelle il intervenait pour faire libérer des « impies » (otages européens). Il est aussi connu pour souhaiter l'islamisation totale de l'Occident.

En 2008, sa mère, Fatma Hamadou, lui aurait lancé un appel public le « suppliant » de revenir dans le bon chemin. De l'eau versée sur le dos d'un canard...

Yahya Abou el-Hammam

Né vers 1978, originaire de Reghaïa, en Algérie. Okacha Djamel est le patronyme inscrit sur son acte de naissance. Abou Hammam boite de naissance de la jambe droite. Enfant, il était déjà très adroit. Mettre une bille dans un trou comme un golfeur professionnel ne présentait pour lui aucune difficulté, pas plus que prendre un lance-pierre et viser un oiseau sans le rater, et il suscitait ainsi l'admiration de tous. Membre fondateur de la *katibat* Al-Moulathamoune, il évoluait dans la 8^e Région de l'ex-GSPC

avant de rallier le Sahel en 2003, en compagnie de Mokhtar Belmokhtar, avec qui il était associé dans toutes ses actions.

Abou Hammam est réputé être un excellent conducteur. Un médiateur dans des négociations en vue de la libération d'otages européens se souvient qu'un jour, dans la dernière ligne droite du dénouement d'une affaire, c'est Abou Hammam lui-même qui est venu le chercher à un point de rencontre dans le désert. L'intéressé pouvait conduire d'une seule main, tirant de l'autre sur une antilope ou nettoyant le pare-brise du véhicule rendu inopérant par la pluie. Abou Hammam fut dans un premier temps le bras droit de Mokhtar Belmokhtar, le chef de la *katibat* Al-Moulathamoune, qui lui avait offert une voiture neuve pour accomplir quelques missions, notamment pour faire des achats dans la ville d'El-Khalil, dans la région de Kidal.

Par ailleurs, en l'absence de Mokhtar Belmokhtar, l'intéressé assurait l'intérim de la *katibat*, qu'il a quittée après l'arrivée de Yahya Jouadi, avant de rejoindre la *katibat* Tarik Ibn Ziyad, au sein de laquelle il avait évolué avant de former la *sarya* al-Forqan, unité composée de plusieurs éléments mauritaniens qui a mené l'opération de l'enlèvement du couple italien en territoire mauritanien à la fin de l'année 2009.

Il est à noter qu'Abou Hammam a pris part en compagnie d'Abdelhamid Abou Zeid à l'accrochage de Médéa, en avril 2006, contre un convoi de douaniers algériens.

Abou Hammam est une pièce centrale du dispositif d'Al-Qaida au Sahel. C'est l'homme de confiance d'Abou Zeid. Il dirige les troupes d'élite d'Al-Qaida dans cette zone.

Selon plusieurs experts, en termes de dispositifs opératoires, la capture ou l'assassinat d'Abou Hammam serait un coup dur pour les affidés de Ben Laden dans cette zone.

On dit qu'il est plutôt pieux et, comme presque tous les autres chefs, est passé par le moule du GIA.

Mokhtar Belmokhtar, alias Khaled Abou el-Abass, alias Belaâouar

C'est la vedette de la bande. C'est lui qui a allumé la flamme islamique dans le Sahel, préparant l'arrivée d'Aqmi dans la zone.

Il est le plus connu des médias. Algérien de nationalité comme les deux premiers, il est né le 1^{er} juin 1972 à Ghardaïa, fils de Mohamed et de Chamkha Zohra, et marié à une femme malienne d'ethnie bérabiche. Son père était bobinier.

Ayant rallié l'armée algérienne, l'intéressé a dû en quitter les rangs pour s'adonner à des activités de trafic et de contrebande (cigarettes, armes...) vers la Libye ainsi que dans la région sahélienne, notamment en direction du Niger et du Mali. C'est au Niger qu'il est venu en premier. Un ancien élu du nord du Mali se souvient de cet homme, habillé de manière assez peu soignée, accompagné de moins de dix personnes, qui avait débarqué dans le désert malien et faisait au début un peu la manche pour survivre.

Sensible à l'idéal du djihad, l'intéressé avait participé à la guerre contre l'armée soviétique en Afghanistan, où il avait séjourné pendant un an et demi, période au cours de laquelle il a subi une formation militaire et tissé des relations avec plusieurs djihadistes arabes, avant de retourner en Algérie en 1992 via le Maroc.

Parlant lui-même de son enfance dans un organe de propagande islamiste, il affirme qu'il était assidu à la mosquée de son quartier. Très tôt, poursuit-il, il a été attiré par le djihad en Afghanistan. Enfant, son idole est le cheikh Abdullah Azzam.

Arrivé en Afghanistan au début des années 1990, celui qu'on surnomme le Borgne reconnaît avoir subi des entraînements militaires à plusieurs endroits en Afghanistan, où les moudjahidin se battaient contre la présence soviétique. Il a peine 20 ans.

Mokhtar Belmokhtar confirme, toujours dans le même document, la fascination de Belmokhtar pour les djihadistes qu'il rencontre. Notamment pour un certain Khattab, un djihadiste saoudien qui a combattu par la suite en Tchétchénie, pour le cheikh Abou Ghatada, un doctrinaire palestinien actuellement emprisonné en Grande-Bretagne, et pour Al-Maghdisi, un Jordanien actuellement emprisonné en Jordanie. Il revient également sur un pan de sa vie : comment il a perdu un œil lors de son séjour afghan. « Je me rappelle, dit-il, un vieil Afghan qui ne cessait de pleurer après ma blessure à l'œil lors d'une bataille en disant : "Pourquoi font-ils ça à un enfant venu de

si loin pour nous aider ?” Je me rappelle aussi ce vieillard d’ethnie pachtoune âgé de 100 ans qui était au front malgré son âge. » Il a donc perdu un œil au combat en Afghanistan comme un autre djihadiste célèbre d’Afghanistan, le mollah Omar.

Souvent présenté comme un trafiquant de cigarettes et de voitures, Belmokhtar conteste cette réputation : « C’est la technique de la presse instrumentalisée pour diaboliser les moudjahidin que de les faire passer pour des brigands, des trafiquants de drogue. Nous sommes innocents de toutes les accusations mensongères et appelons les moudjahidin à la persévérance jusqu’à la victoire ou au martyre. » Il peut toujours démentir, mais les traces de ce passé exclusivement consacré à la contrebande existent bel et bien dans les sables du désert...

À la fin de 1992, il est donc de retour en Algérie, après avoir transité quelque temps par le Maroc, et se dirige, selon ses dires, vers l’est, en compagnie d’un groupe d’amis. Le voilà dans sa ville de naissance, où il fonde la *katibat* Echahada (« brigade du Martyre »). Parmi ses crimes revendiqués, l’assassinat de cinq Européens travaillant pour une société pétrolière. Il voit grand. Très rapidement, il établit entre 1994 et 1995 le contact avec la branche d’Al-Qaïda au Soudan. L’un de ses frères de combat, Abdel Baghi, est assassiné. Il se retrouve à la tête de la zone du Sahara comme « émir ». C’est toujours l’époque du GIA. Mais pas pour longtemps. « Nous avons ensuite suspendu rapidement l’allégeance à l’émirat, tout en gardant la dénomination de Groupe islamique armé. Mais, pour être en harmonie avec nos consciences, nous avons publié un communiqué intitulé : “Clarification et désengagement”, et fourni des efforts pour unir les moudjahidin de toutes les zones. Cela a donné naissance [en 1998] au Groupe salafiste pour la prédication et le combat [GSPC] ». Il s’agit de l’un des rares documents authentifiés du Borgne.

Il faut préciser que la *katibat* Echahada, inféodée au Groupe islamique armé (GIA) dont il a fait partie, avait pour champ d’activités terroristes un territoire s’étendant du Sahara algérien à la région sahélo-saharienne de l’Ouest.

Durant cette période et jusqu’en 1994, il avait ravivé ses contacts avec des cadres d’Al-Qaïda basés au Soudan. Toutefois, et après l’intronisation du sanguinaire Antar Zouabri, un leader islamiste algérien, à la tête du GIA,

Belmokhtar avait appartenu au premier noyau ayant décidé de faire scission et de mettre sur pied, en 1998, le GSPC, placé sous le commandement de Hassan Hattab. L'information qu'il donne lui-même est confirmée par plusieurs sources.

Mokhtar Belmokhtar avait été ultérieurement nommé émir de la zone Sud (ex-9^e zone) de ce groupe terroriste avant de se déployer au Mali, où il avait créé le premier noyau de la *katibat* Al-Moulathamoune et participé à la prise d'otages occidentaux, en 2003, qui avait permis au GSPC de dresser les premiers jalons de son processus d'internationalisation.

Belmokhtar a également pris part à plusieurs opérations d'éclat, notamment contre la caserne de Lemgheity, en Mauritanie. La Mauritanie figure parmi les priorités de Mokhtar Belmokhtar, qui semble jouer à cet égard un rôle prépondérant, dans la mesure où il avait déjà mandaté en 2006 des recrues mauritaniennes et mené des campagnes terroristes dans ce pays. L'une de ses recrues, arrêtée en 2008 par les services de la Sécurité mauritanienne après un forfait, se nomme Maarouf Ould Mohamed Habib. Il est membre du commando qui a assassiné des Français en décembre 2007 en Mauritanie. Son interrogatoire devant les limiers de la police mauritanienne confirme l'importance que le Borgne a pour ces jeunes. Morceaux choisis :

QUESTION : Quel matériel de guerre ou autre aviez-vous apporté ?

RÉPONSE : On avait apporté 6 kalachnikovs, un RPG, 2 bouteilles de gaz explosives, une chambre à air de pneu de Land Cruiser pleine de cartouches de kalachnikovs, 3 munitions RPG, une barrique d'essence, une caisse de dattes.

Personnellement, j'avais 150 euros et le nommé Idriss avait environ 500 000 ouguiya. Pour ce qui me concerne, les 150 euros font partie de l'argent des touristes [français] assassinés à Aleg et, pour ce qui est d'Idriss, c'est Mokhtar Belmokhtar, alias Belaâouar, c'est-à-dire le Borgne, qui lui avait donné cet argent.

La cinquième nuit après notre arrivée, El-Khadim Ould Semane est passé nous voir dans un véhicule Mercedes 190 de couleur blanche, immatriculé 5008AL00, c'était vers 21 heures. Il nous a conduits dans la maison située sur l'axe Nouakchott-Nouadhibou, une maison blanche, non loin d'un dépôt de briques. Une demi-heure plus tard, nous avons été rejoints par Oussama,

Abderrahim, Tourad, Brahim, Abou Mouadh, Yacoubi. Le groupe était à bord d'un véhicule Mercedes 190 immatriculé 7345AL00, de couleur bleu ciel, conduit par Abderrahim.

Après leur arrivée, Ould Semane a ouvert la lettre qui lui a été expédiée par Belaâouar. Dans cette lettre, il nous a recommandé de dépasser les divergences, de supporter tout, et désigne Ould Semane comme émir de la *jema'a* (« communauté ») de Mauritanie. Il a aussi demandé à tous de prêter main-forte à l'enlèvement d'un diplomate allemand et de se retirer sans laisser de traces. Après la lecture de la lettre et les discussions, El-Khadim, Oussama, Abou Mouadh, Yacoubi, Tourad et Brahim se sont retirés. Quant à Abdarraahmane, Ahmed Targui, Abderrahim et moi, nous sommes restés sur place et avons passé la nuit ensemble.

QUESTION : Pourquoi ciblez-vous le diplomate allemand ?

RÉPONSE : C'est à cause de la déclaration faite par leur ministère des Affaires étrangères qui avait demandé aux pays occidentaux d'afficher les images du Prophète.

QUESTION : Quelles sont les principales missions qui ont été planifiées par votre *Jema'a* ?

RÉPONSE : Notre principale mission était l'enlèvement d'un diplomate allemand, mais, un jour, El-Khadim Ould Semane a remarqué la présence de trois Suédois à Tevragh-Zeina, sur l'axe Nouadhibou-Nouakchott, et il s'est intéressé aussi à ces Suédois, mais ils ont disparu. Un autre jour aussi, il a vu environ 15 soldats américains dans un restaurant à Tevragh-Zeina, il a voulu les attaquer, mais il lui fallait l'aval de Belaâouar, qui a refusé parce qu'il ne veut pas de confrontation et lui a intimé l'ordre de respecter les instructions données.

QUESTION : De quel financement bénéficiez-vous ?

RÉPONSE : Nous sommes financés par Belaâouar, qui nous a remis 4 000 euros lors de notre retour en Mauritanie.

Les membres mauritaniens de la structure contrôlée par Mokhtar Belmokhtar sont chargés d'entreprendre des opérations terroristes qui, outre l'attaque des symboles de l'État mauritanien, ciblent les convois de fonds

publics, l'enlèvement des touristes occidentaux et la demande d'une rançon contre leur libération.

Mokhtar Belmokhtar a commandité l'opération d'enlèvement de Robert Fowler et de Louis Guay, les deux Canadiens, ainsi que la prise d'otages d'humanitaires espagnols en novembre 2009. C'est aussi son groupe qui a fait enlever, en janvier 2011 au Niger, les deux jeunes Français qui vont mourir lors d'un assaut des forces françaises pour les libérer.

Le Borgne est féru de nouvelles technologies. Coordonnées GPS même quand il se déplace sur une vingtaine de kilomètres, connexion Internet, ou téléphone satellitaire, avec un côté frime qui n'échappe à personne. Il est même versé dans le high-tech. Le téléphone Thuraya et l'ordinateur que les forces de sécurité de Mauritanie ont saisis ont failli le perdre, parce qu'ils ont fourni de nombreuses données. Nous sommes en 2005, aux confins de la Mauritanie et du Mali. Belmokhtar bivouaque. Il téléphone à des amis. Il les invite le lendemain à déjeuner à la même heure. Menu ? Un méchoui d'antilope. Il donne les coordonnées du point de rencontre. Les grandes oreilles des Américains ont intercepté le message. L'information est répercutée aux Mauritaniens, qui se rendent immédiatement sur le terrain. Le guet-apens est monté. Les unités sont avancées. L'unité de reconnaissance commandée par le capitaine Diao est sur les dents. Ils aperçoivent une *khaïma*, c'est-à-dire une tente. Ils y remarquent une femme. En tout cas, une personne qui a une silhouette féminine. En fait de femme, il s'agit d'une sentinelle membre d'Aqmi. Des tirs retentissent. Ce sont les islamistes qui dégainent les premiers. Les militaires mauritaniens ripostent. Les tirs des militaires et des hommes du Borgne s'entrecroisent. On ne saura peut-être jamais pourquoi l'armée mauritanienne, plutôt bien outillée, a décidé d'ouvrir finalement un petit corridor pour laisser filer Belmokhtar et le reste de ses hommes encore en vie. L'explication que j'ai reçue lors de l'un de mes séjours en Mauritanie se résume ainsi : si les combats s'étaient poursuivis, il y aurait eu un tel carnage de part et d'autre qu'il valait mieux arrêter, puisque personne ne voulait abandonner la lutte...

Belaâouar a pu fuir, son adjoint aussi. Ce dernier, un handicapé, a laissé dans sa fuite une de ses béquilles. Sur place, une belle somme d'argent en différentes devises a été également saisie. Et, autre trophée, l'ordinateur de Belaâouar. Les Mauritaniens ont jubilé. Ils ont ainsi retrouvé dans cet

ordinateur des fichiers des opérations menées contre des casernes au Mali, en Algérie et en Mauritanie. Plus intéressant encore, dormaient dans l'ordinateur des plans d'opérations à venir. Inutile de dire que tous les services secrets de la zone et ceux de plusieurs pays occidentaux se sont précipités pour faire des copies de ces documents. À l'époque, grâce à cette saisie, on a su, par exemple, qu'il y avait entre soixante-cinq et soixante-quinze personnes sous le commandement de Belmokhtar.

Grâce à cet ordinateur providentiel, le renseignement international possédait pour la première fois une photo récente de l'émir d'Al-Qaida au Sahel le plus médiatisé !

Une légende entoure le personnage : il serait doté de pouvoirs qui lui permettraient d'échapper à toute tentative d'arrestation, ou de mise hors d'état de nuire. Le 19 février 2008, il participe à une attaque contre l'armée algérienne. La presse annonce sa mort. Un journal malien en doute tout de suite, parlant d'une manœuvre des services secrets algériens avec qui Belmokhtar aurait flirté. Il n'est effectivement pas mort.

Abdelkrim Taleb

De son vrai nom Amada Ag Hama, il est un Touareg originaire du nord-est du Mali. Il a une petite quarantaine d'années. C'est l'auteur de l'enlèvement de l'otage français Michel Germaneau, qui va finalement échouer dans la *katibat* d'Abou Zeid. Après l'échec du raid franco-mauritanien destiné à libérer l'humanitaire, Abdelkrim Taleb s'est personnellement chargé de tirer le ou les coups de feu qui ont tué Michel Germaneau. Il n'est pas juste de dire qu'il est le dernier venu de la bande. Dès 2003, il était parmi les ravisseurs des otages européens dont une partie a été libérée dans le désert malien. Des membres de la commission de médiation malienne dépêchée sur le terrain pour obtenir la libération de ces otages en témoignent.

Personnellement, je l'ai croisé sans vraiment savoir qui il était en 2003, dans le grand désert entre le Mali et l'Algérie. Je menais une enquête dans le cadre de mon précédent livre. Il semblait plutôt calme. Il fut prêcheur dans une mosquée située dans le grand nord-est du Mali, non loin de la frontière avec l'Algérie.

– Pourquoi écrivez-vous ce livre ? m’avait-il lancé, notre sympathique chauffeur faisant l’interprète.

– Je veux comprendre comment et pourquoi des jeunes vont se jeter dans le désert à la recherche d’un hypothétique bonheur.

– C’est Dieu qui guide leurs pas. C’est Dieu ! Ne cherchez pas plus loin !

L’entretien avait été bref, mais prémonitoire. L’homme n’était pas du tout agressif.

Quelques années plus tard, apprendre par le menu ce qu’il est devenu fait froid dans le dos. Il a, courant 2010, organisé l’assassinat de plusieurs douaniers algériens.

Taleb, pour gagner rapidement ses galons dans les rangs d’Aqmi, s’est montré très tôt intransigeant, sans pitié quand il fallait agir au nom de la religion musulmane. À proprement parler, il ne dirige pas une phalange, une *katibat*. Il est à la tête d’une petite *katibat*, une *sarya*. En décidant de lui confier la direction d’un petit groupe, la haute hiérarchie d’Aqmi a un plan précis : Abdelkrim étant un Touareg, il va former une *sarya* composée essentiellement de Touareg. L’intérêt est double : étoffer les rangs d’Aqmi, mais également pouvoir librement circuler dans les régions où habitent les populations touareg. On rencontre les Touareg au Mali, en Algérie, au Niger, au Burkina Faso, et même au Tchad.

Abderrrahmane Ould Ameer

Il est originaire du Tilemsi, région située dans la partie septentrionale du Mali. Comme Abdelkrim, il dirige une petite phalange, une *sarya*. Il a la trentaine. Comme Abdelkrim encore, la direction d’Aqmi a décidé de lui donner du grade pour qu’il recrute dans sa communauté. La sienne est composé d’Arabes. Recruter des Arabes, c’est grossir les rangs d’Aqmi, mais aussi pourvoir circuler librement sur leurs terres.

Nabil Makhloufi

En 2011, il est le responsable d’Aqmi dans le Sahel le moins médiatisé. Pourtant, cet homme de nationalité algérienne, depuis mai 2010, prend du

grade. C'est le principal collaborateur de Belmokhtar, mais de plus en plus il devient la courroie de transmission entre Droukdel et la zone Sud. Bras droit de l'émir général, son autorité est reconnue par tous. Plusieurs médiateurs impliqués de la libération d'otages le confirment. Il est reconnaissable sur une photo où apparaissent les principaux acteurs dans la libération des otages espagnols enlevés en Mauritanie, peu avant le départ de ces derniers à bord d'un appareil de l'armée de l'air du Burkina Faso. Sur cette image, Nabil Makhoulfi porte des lunettes de soleil que seuls les militaires... américains semblent posséder. Où les a-t-il dénichées ?

Courant 2009-2010, dans la zone sahélienne, très discrètement, toutes les *katibat* ont tenu une *choura*, une assemblée. Nabil Makhoulfi y a obtenu une large majorité. Il est en fait devenu pour ainsi dire le coordinateur de toutes les actions d'Al-Qaida au Sahel. Dès qu'il a pris le pouvoir, il a fait appel aux Marocains du groupe et en a fait ses hommes de confiance. Ceux-ci forment depuis un formidable corset de protection autour de lui. Par cette manœuvre, il annonce clairement que, même s'il faut renforcer le front Sud d'Aqmi, la nébuleuse ne doit pas se désintéresser des pays du Maghreb, qui demeurent sa priorité.

Des médiateurs ont été impressionnés par son sang-froid lors des négociations en vue de la libération des otages espagnols. C'est lui qui les dirigeait. Il a été parfaitement obéi. Les spécialistes constatent qu'il a aussi mis ce temps à profit pour renforcer notamment trois *katibat* : celles dirigées par Taleb Abdelkrim le Touareg, par Abou Hammam et par Belmokhtar. Un peu comme s'il avait ambitionné d'isoler le quatrième de la bande, Abou Zeid. Depuis, ce dernier se méfie.

Pour imprimer sa marque, Nabil recommande à ses ouailles de se défier du téléphone satellitaire, devenu au fil du temps le talon d'Achille de l'organisation. Outre la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, d'autres pays comme l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye ont désormais leur propre centre d'écoutes. Nabil impose les radios, les fameux RAC, réseaux administratifs de communications, qui sont moins surveillés.

Quelques mois après avoir pris le pouvoir, comme pour mettre toutes les *katibat* sur un pied d'égalité, et s'inquiétant probablement de l'influence de plus en plus grande de Nabil Makhoulfi au sein des *katibat* sahéliennes, Droukdel, l'émir général d'Aqmi, lui intima l'ordre de revenir au rôle qui

était le sien précédemment : assurer une simple coordination sans prétendre s'intituler le chef de la bande sahélienne. Il a perdu de son influence, mais reste parmi les hommes d'Aqmi qui comptent au Sahel.

Nabil Makhoulfi est un vétéran du GIA et du GSPC. Sur l'une des premières photos de Droukdel en compagnie de ses hommes, on le reconnaît nettement. Les maquis, les montagnes d'Algérie n'ont aucun secret pour lui. Il fut arrêté un moment par les forces de sécurité algériennes, avec trois autres compagnons. Lui seul a survécu et a pu s'échapper. Les autres ont été tués.

En janvier 2012, comme s'il était écrit quelque part que sa carrière évoluerait en dents de scie, Nabil reprend du grade, et émerge à nouveau au sein de l'organigramme d'Al-Qaida au Sahel. Lui, l'artificier en chef de la bande. C'est lui qui en 2011 a « habillé » les véhicules bourrés d'explosifs dont l'un devait souffler une partie de l'ambassade de France en Mauritanie. Parer un véhicule d'explosifs pour tuer le maximum de personnes, il sait faire. Il est un acteur majeur de la logistique d'Aqmi au Sahel.

Chapitre 11

Aqmi dans tous ses états

Organisation et recrutement

La moyenne d'âge des combattants des *katibat* d'Al-Qaida au Sahel est de 16 ans. Pas plus. La *katibat* la plus étoffée est celle d'Abou Zeid ; elle comprend de cent à cent vingt personnes. Au total, Al-Qaida dans le Sahel compte quelques centaines de combattants. Dans tout le Sahel, on peut évaluer à environ deux cent cinquante le nombre de personnes qui sous-traitent pour Aqmi dans le domaine de la fourniture des armes, de renseignements, de pièces automobiles. Il faut compter parmi les sous-traitants les hommes qui enlèvent les otages avant de les revendre à Aqmi.

Les responsables des *katibat* sont presque tous issus du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) ou du Groupe islamiste armé (GIA). Chaque *katibat* a un nom. Les plus connues se nomment Al-Forqan, Tariq Ibn Ziyad, Al-Moulathamoune, qui est la plus ancienne des brigades de combattants dans la zone.

Les écoles coraniques fournissent le plus gros des troupes. Lors du recrutement, les islamistes font généralement croire aux jeunes qu'ils iront combattre en Irak. Comme pour les autres branches d'Al-Qaida, les jeunes de la zone sahélienne sont aussi recrutés grâce aux films de propagande d'Al-Qaida visibles sur Internet. Le terreau favorable aux recrutements est évidemment la pauvreté. Dans ces zones du Sahel et du Sahara, l'absence de perspectives est patente. Un jeune y tire généralement le diable par la queue. S'il arrive à obtenir un véhicule, un simple pick-up, le moyen le plus simple pour gagner sa vie est de faire du transport. Ce jeune préférera naturellement ne pas savoir ce qu'il transporte, puisque c'est ce que ça peut rapporter qui l'intéresse avant tout.

Les candidats à l'immigration clandestine vers l'Europe intègrent aussi parfois les rangs d'Al-Qaida au Sahel, souvent parce qu'ils n'en peuvent

plus et que le besoin de survivre coûte que coûte les tenaille. C'est le cas de ce ressortissant camerounais, alors qu'il agonisait dans le Sahara, sans eau ni nourriture. Sauvé d'une mort certaine par une *sarya* d'Al-Qaida au Sahel, il a accepté d'intégrer leurs rangs.

Al-Qaida au Sahel regroupe au sein des *katibat* des ressortissants de plusieurs nationalités, représentant presque tous les pays du Maghreb et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Des Mauritaniens, les plus nombreux en 2011, avec près de cent dix personnes ; des Algériens ; des Marocains, en petit nombre. L'un des rêves d'Al-Qaida est de pouvoir s'installer au Maroc comme en Algérie ou dans le Sahel ; quelques Maliens commencent à occuper une place importante ; des Nigériens ; des Tchadiens ; des Nigérians ; un Togolais ; un Béninois ; neuf ressortissants de la Guinée-Bissau ; une poignée de Guinéens ; un groupe de Sierra-Léonais et de Libériens ; quelques Sénégalais ; deux ou trois Burkinabés ; trois Ivoiriens ; quelques Camerounais ; deux Soudanais ; quelques Tunisiens. Cette mixité procède de la volonté d'Al-Qaida de montrer une dimension transnationale, transcontinentale même, et présente au moins deux avantages. Si, par exemple, Al-Qaida veut créer une cellule au Bénin, c'est un Béninois du groupe qui ira en repérage. Si Al-Qaida veut passer des commandes au Ghana, c'est un Ghanéen qui entrera en contact avec le pays. Enfin, l'avantage de la langue, le plus significatif. Al-Qaida au Sahel a, au sein de ses *katibat*, des hommes qui peuvent s'exprimer ou traduire en français, en anglais, en espagnol, dans des langues et des dialectes parlés en Afrique de l'Ouest et dans toutes les variantes de l'arabe. Al-Qaida au Sahel représente aujourd'hui le *hub* d'où peut s'étendre la conquête de toute une région, avec trois objectifs : propager la doctrine djihadiste, que ses membres maîtrisent d'ailleurs assez mal, s'attaquer aux symboles de l'Occident et enlever des otages occidentaux.

Dans le Sahel, les combattants d'Al-Qaida bougent beaucoup. Lorsqu'on les croit au Mali, ils sont déjà en Mauritanie, et lorsqu'on les localise dans ce pays, ils ont filé au Niger. Mais les experts s'accordent pour dire qu'ils disposent d'une base dans les confins du désert malien, dans une zone qui est adossée à l'Algérie. Une ceinture de montagnes située dans le nord-est du Mali, communément appelée Teghaghar. Tous les otages enlevés au Niger y ont été, à un moment ou à un autre, détenus.

Depuis juin 2010, les combattants d'Aqmi occupent cette zone. Le mouvement s'est accéléré après le raid franco-mauritanien qui a eu lieu le 22 juillet 2010 dans le nord-ouest du Mali. Les membres d'Al-Qaida qui étaient dans ce secteur ont tous détalé au plus vite pour aller s'installer dans le nord-est. Si l'on ajoute l'impressionnant déploiement de l'armée mauritanienne dans le nord-ouest, la zone située entre l'Algérie et le Mali du côté du nord-est est devenue *ipso facto* le principal repaire des combattants d'Al-Qaida.

Pour se protéger d'une intervention militaire toujours à craindre, les combattants d'Al-Qaida au Sahel ont entrepris de bâtir, dans ces ceintures de collines réputées de tout temps inexpugnables, des abris extrêmement protégés. Pendant les travaux de construction des abris, qui ont duré quelques semaines, plusieurs témoins ont affirmé avoir entendu la nuit des bruits de machines.

Ces abris-forteresses défient désormais le temps dans les déserts malien et algérien. Il y a également un projet ou un tout début de construction d'abris tout près de la frontière avec le Niger. C'est une preuve de la volonté d'Aqmi de s'installer durablement dans le Sahara et le Sahel. Après avoir sécurisé les voies terrestres qui y mènent en posant des mines, les combattants d'Al-Qaida au Sahel veulent ainsi se protéger contre d'éventuels bombardements aériens.

L'*Encyclopédie du djihad afghan* demeure le manuel de formation, la Bible de tous les combattants d'Al-Qaida dans le monde. En plusieurs volumes, elle totalise 7 000 pages. La structure de la maison mère d'Al-Qaida est composée ainsi : au sommet, l'émir général. Suit la *choura majlis*, le conseil consultatif. Viennent ensuite quatre comités. Le comité militaire s'occupe du recrutement, de la formation, de la logistique, des opérations sur le terrain. Les trois autres comités ont en charge les finances, les fatwas et les études islamiques, et les médias et la communication. Dans cette structure pyramidale, chaque comité a à sa tête un émir et son adjoint.

S'inspirant de ce modèle, Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) a, dans un premier temps, fonctionné comme suit : un émir général, Abdelmalek Droukdel, basé en Algérie, des émirs dans les neuf premières zones, qui se sont regroupées plus tard en cinq zones : Nord, Centre, Est, Ouest et Sud.

Dans le Sud, au sein d'Al-Qaida au Sahel, il y a des *katibat*. Chaque *katibat* a un chef. Tous les chefs dépendent de l'émir général, mais cette organisation est cependant assez fluide, car toutes les *katibat* du Sahel prennent des initiatives et en informent tout simplement l'émir général. Il y a, comme on le verra avec les hommes qui dirigent les *katibat* sahéliennes ou émergent en leur sein, une volonté de mieux structurer ces brigades qui sont, en 2011, les plus importantes d'Aqmi.

Toutes les structures militaires d'Al-Qaida comprennent une troupe d'élite. Celles d'Al-Qaida au Sahel sont dirigées par Yahya Abou Hammam, un Algérien. Dans le manuel de formation d'Al-Qaida, la stratégie d'attaque d'une cible se fait en trois temps : la phase d'espionnage effectuée par une première équipe, l'attaque proprement dite, confiée à l'équipe d'exécution, et le soutien. Al-Qaida au Sahel, s'inspirant de cette stratégie, a mis en place son propre mode opératoire, avec des variantes pour tromper l'ennemi. Ainsi, dans les *katibat* sahéliennes, c'est généralement l'émir Belmokhtar qui trace le plan d'attaque, surtout quand il s'agit d'atteindre une cible en Mauritanie. Il envoie d'abord des éléments qui procèdent au repérage avant d'exécuter le plan. Une autre variante peut être choisie. Les hommes chargés du repérage entrent dans un pays, y font du repérage et en sortent. C'est un essai à blanc. Ou bien les agents de repérage recrutent sur place des complices, de longs mois avant l'opération. Ce sont les agents dormants.

Dans les *katibat* sahéliennes, le jour où une action doit se dérouler sur le terrain, tout un mécanisme d'attaque se met en place. Même si une attaque ne réussit pas, on ne retrouve qu'un seul véhicule. Or il y a généralement trois véhicules dans une opération. Celui qui doit exploser avec le kamikaze. Le deuxième véhicule est prévu pour soutenir ce dernier. Dans ce véhicule, qui peut aussi transporter du matériel d'appui, il y a toujours un homme chargé de remonter le moral au volontaire qui doit se faire exploser. Il lui est ainsi constamment rappelé qu'il doit aller au paradis, qu'il travaille pour Dieu, que le djihad est ce qu'il y a de plus noble dans la vie. Ce véhicule est nommé dans des milieux d'initiés le « corbillard vide ». Corbillard vide parce qu'il accompagne à une mort certaine un vivant qui est à l'intérieur d'un autre véhicule. Les hommes du troisième véhicule se chargent en partie de filmer la scène d'attaque et les dégâts produits. Le

film est destiné aux archives des *katibat*. Ce document sera visionné en interne et étudié afin d'analyser si le plan qui avait été conçu a été appliqué à la lettre. Si l'opération est un succès total, il sera publié sur un site pour inciter les jeunes internautes à gagner les rangs d'Al-Qaida au Sahel. Si « À l'ombre des sabres » est le label sous lequel Aqmi diffuse ses enregistrements, Al-Qaida au Sahel n'a pas encore donné un nom spécifique à ses éléments filmés.

Pour eux, les principes qui comptent sont ceux qu'ils ont choisis eux-mêmes. Ainsi, dans le Sahel, au fil du temps et faute de contradicteurs aussi déterminés qu'eux, ils ont réussi à se comporter en maîtres absolus, et semblent avoir tranquillement intégré comme un fait non négociable que ce territoire extraordinairement hostile, depuis peu fréquentable grâce aux technologies modernes comme les moyens de communication par satellite et les voitures ultraperformantes, leur appartenait. Pour eux, le plus grand, c'est Dieu. Irréfutable, indiscutable dans cet univers si particulier : pour tous ceux qui y vivent, la présence de Dieu ne saurait être contestée. Et le djihad est officiellement leur finalité. Prônant l'ascèse, désirant montrer l'exemple et impressionner les jeunes en mal de repères, ils se sont ainsi créé un mode de vie plutôt monacal pour les aspects matériels de leur existence quotidienne, et, grâce aux rançons qu'ils ont engrangées, ils tissent leur toile, entretiennent des réseaux et, pour les plus en vue, s'allient à des familles par le mariage, alliances indispensables s'ils veulent pérenniser leur entreprise.

Au sein de la *katibat*, le chef ne décide jamais seul. Quelle que soit la décision à prendre, il y a débat. Un débat, mais pas de vote. On privilégie le consensus, la persuasion. La base respecte la hiérarchie, mais elle possède son autonomie. Lors de la libération de l'otage français Pierre Camatte, par exemple, la base a désobéi au sommet. Droukdel, l'émir général d'Aqmi, avait exigé la mort de Camatte parce qu'il était français. Dans le cas du couple d'otages italiens, Abou Yahya Hammam, un adjoint d'Abou Zeid, a également désobéi à la hiérarchie.

Aqmi communique

La mise en scène doit automatiquement frapper les esprits réputés faibles des Occidentaux : lorsque Michel Germaneau est enlevé le 20 avril 2010, outre le communiqué revendiquant l'enlèvement, on voit apparaître sur la vidéo qui dure moins d'une minute la photo de cet homme. Il est vêtu d'un ensemble traditionnel jaune-or. Derrière lui, on aperçoit un paysage caractéristique des régions sahéliennes. Et puis la marque de fabrique des intégristes s'affiche en arabe : Aqmi. Germaneau parle devant la caméra. La trame de son intervention lui a certainement été dictée : « Bonjour, je suis Michel Germaneau. Âgé de 78 ans, je suis atteint d'une grave maladie cardiaque ; je suis sous traitement contre la coagulation du sang. J'ai épuisé mes médicaments. » Il conclut, regardant droit devant lui l'objectif de la petite caméra : « Je souffre énormément de la chaleur caniculaire, et je souhaite, monsieur le président, que vous trouviez une solution satisfaisante... » L'effet recherché par Aqmi est clair : faire accréditer par l'opinion publique que, si l'otage meurt en détention, ce sera la faute de la France... et de son président.

Internet est l'arme absolue de ces intégristes. Dans ces zones qui semblent appartenir à une planète qui aurait été depuis longtemps abandonnée – ce qui est d'ailleurs historiquement exact – et qui pourraient accueillir tous les thèmes de la science-fiction, lire, voir et entendre, aussi facilement que dans une cabine d'astronautes plantée à des millions de kilomètres de la Terre, est un jeu d'enfant. Ainsi, chaque chef de *katibat* ou presque possède un ordinateur portable et des clés USB. Il y a sur le Net plusieurs sites islamistes de propagande. Cependant, les réseaux reliés à Internet leur donnent bien d'autres atouts : ils leur permettent de communiquer entre eux en langage codé. Dans les grottes, sur les dunes, les éléments d'Aqmi sont connectés. C'est à la portée de chacun s'il en a les moyens. Ces derniers ne manquant pas, si l'on tient compte des liquidités de toute sorte qui circulent sans contrôle, un torrent de connexions se déverse ainsi à toute heure du jour et de la nuit, allant de celles destinées tout simplement à faciliter l'accès aux réseaux reliés par satellite aux besoins les plus sophistiqués. Ainsi, il est possible d'acheter des cartes à distance par l'intermédiaire d'un correspondant, de lui dicter immédiatement les codes afin d'alimenter un téléphone satellitaire, de modifier une stratégie en échangeant quelques mots avec un interlocuteur à

des milliers de kilomètres, d'alerter des complices, de concocter des circuits.

Il est communément admis que la nébuleuse Aqmi possède des comptes sous des noms divers dans différentes banques des pays du Sahel. Ce qui donne la possibilité d'acheter sur Internet tout ce que la Terre peut offrir. Des logiciels de cryptage, par exemple. Et le tour est joué. Comment fabriquer une bombe ? Comment joindre les rangs d'Aqmi ? Vidéos diverses de propagande, tout y passe.

La figure emblématique de la communication d'Aqmi se nomme Salah Kacimi, alias Mohamed Abou Salah, de nationalité algérienne. En 2007, l'Agence centrale du renseignement américain (CIA)* donne l'alerte : la branche européenne d'Al-Qaida, en phase d'implantation active, aurait un objectif : commettre des attaques-suicides ou des attentats à l'explosif en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, et en France. Un courriel adressé à Salah Kacimi, officiellement chef du comité médiatique d'Aqmi, a été intercepté. Dans le cas de la France, ce sont les égouts de Paris qui seraient visés par ces attentats, afin de créer un gigantesque chaos. À la même période, le n° 2 d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, appelait Aqmi à frapper la France et les intérêts français au Maghreb. Les services français ne croient pas véritablement à ces attentats, mais ils demeurent très vigilants. Le nom de Salah Kacimi fait le tour des services de sécurité. Au Mali, pays voisin de l'Algérie, une note détaillée de la police de Kidal (nord-est) affirme que Mohamed Abou Salah est né en Algérie en 1973. « Il a une connaissance phénoménale de l'outil informatique. » C'est lui l'âme de l'organe officiel de la communication d'Aqmi, l'Agence Al-Andalus. Tous les produits finis d'Aqmi qui portent cette marque ont reçu son accord. La revendication de la mort de l'otage français Michel Germaneau ou encore celle de la mort de l'otage britannique ont été annoncées par son canal.

Les informations de la presse algérienne sur l'homme confirment qu'il est ingénieur informatique. En tout cas, c'est lui le grand manitou de l'informatique d'Aqmi. Abou Salah maîtrise aussi parfaitement les techniques de la communication. Selon un document d'un centre de lutte contre le terrorisme basé à Alger, l'homme a été arrêté, dans les années 1990, pour « activités terroristes ». Il a bénéficié d'une grâce dans le cadre des lois sur la concorde, mais, très rapidement, il plonge à nouveau corps et

âme au sein de la nébuleuse. Il prête sa voix à des communiqués d'Aqmi, à des commentaires de films de propagande. Sur le Net, ses écrits lui permettent d'arborer la posture de salafiste convaincu du bien-fondé du djihad et des opérations-suicides. C'est souvent lui l'auteur des documents vidéo consacrés aux affaires des otages diffusés sur Internet.

Lorsqu'un otage est enlevé dans le Sahel, deux types de preuve de vie peuvent être diffusés. Il y a une preuve que le médiateur envoie aux responsables du pays d'où il est originaire, et qui n'est pas rendue publique, comme ce fut le cas pour la vidéo concernant les Canadiens, cinquante-deux jours après leur enlèvement. L'autre montage est diffusé sur Internet. L'habillage, la traduction du message en arabe (l'otage s'exprimant le plus souvent dans une autre langue), les hommes enturbannés, armés, plantés derrière les otages : une mise en scène bien rodée et le fleuron de la stratégie de communication d'Aqmi.

Le cyberspace est l'arme la plus redoutable d'Aqmi aujourd'hui, je tiens à le souligner. À Nouakchott, un jour de novembre 2010, dans un cyber-café, deux jeunes sont sur un site islamiste. Les images défilent. J'aperçois sur un écran deux hommes à terre gisant dans leur sang. Une musique, des versets du Coran, un bruit d'arme, les jeunes collés à l'écran semblent très satisfaits.

– Pourquoi regardez-vous des images comme celles-là ? interroge l'auteur de ces lignes.

– C'est comme dans les films de guerre. Moi, j'aime ça, ose répondre l'un deux.

– Et ça te plaît vraiment ?

– Oui, ça nous plaît ! Mais je ne sais pas si je pourrais faire la même chose, affirme le second, l'œil rivé sur des scènes de plus en plus violentes.

Le propriétaire du cyber-café n'intervient pas.

Les islamistes d'Aqmi donnent l'impression d'exercer leurs activités comme hors du temps et de l'espace réservés aux hommes ordinaires ; en s'arrogeant le droit d'intervenir pour délivrer leurs frères et venger leurs morts, ils se placent au-dessus des hommes, presque déjà aux côtés des ancêtres, forcément pieux et très proches de Dieu. Leur champ de manœuvres destiné à étendre leur influence et frapper les esprits s'étend du sud de l'Algérie à la Mauritanie, à l'ouest, au Tchad, à l'est, en passant par

le Mali et le Niger. Deux agents de propagande y sont postés en permanence : Abou Maroua, un Nigérien, fait la navette entre ces pays, et un ressortissant sénégalais, souvent en contact avec la presse. Ce dernier répond au nom de Souleymane.

Les deux hommes n'hésitent pas, par mail, à envoyer des articles qu'ils ont écrits eux-mêmes. En 2005, Souleymane fait un bref séjour dans le nord-est du Mali, où il accompagnait des prêcheurs pakistanais qui avaient affirmé, pour avoir l'autorisation de fouler le sol malien, qu'ils étaient de « bons musulmans qui prônaient la tolérance ». Un visa d'un mois obtenu, ils se sont dirigés vers la ville de Gao. Ressortissant sénégalais, Souleymane n'avait pas eu besoin de visa. Je l'avais rencontré à cette occasion.

– Je suis Souleymane. C'est la première fois que je viens au Mali. J'ai accompagné les cheikhs qui viennent du Pakistan, et nous allons rester deux semaines ici avec nos frères musulmans.

– Quel genre d'islam pratiquez-vous ? interroge l'auteur de ces lignes.

– Nous sommes des musulmans. Le plus grand est Dieu, et c'est de lui seul que nous avons peur, a répondu Souleymane.

Une semaine après leur arrivée, le gouverneur de la région, un homme de poigne, a fait expulser de la ville les prêcheurs pakistanais et leurs ouailles. Souleymane s'est rendu dans un premier temps dans le quartier ghanéen de Nouakchott, en Mauritanie, où, en novembre 2010, nous avons rencontré son cousin Habib, sage cordonnier très éloigné de l'intégrisme religieux.

Aujourd'hui, Souleymane se déplace beaucoup. Quelquefois sous de faux noms, il écrit sur trois sites communautaires qui s'intéressent à tout ce qui est zone désertique, problèmes de drogue, droit des musulmans, etc.

En janvier 2011, il s'est procuré un faux passeport malien, acheté, semble-t-il, dans le désert algérien. Un document qui représente un sésame pour toute personne allant en Algérie, les détenteurs d'un passeport malien n'ayant pas besoin de visa pour s'y rendre. D'ailleurs, les islamistes ont l'habitude de traficoter les passeports pour se déplacer facilement dans toute la sous-région.

Souleymane est partout comme un poisson dans l'eau. C'est un agent de propagande d'Aqmi assez discret. Le contraire de Mohamed Abou Salah... En décembre 2010, Souleymane a décidé d'aller s'installer au Nigeria, où

les talibans, autre appellation des adeptes de la secte Boko Haram, tentent, nous le verrons plus loin, de se rapprocher d'Aqmi.

Bien évidemment, Aqmi utilise aussi des canaux plus traditionnels pour recruter. Isselmou Ould Moustapha, journaliste mauritanien directeur du journal *Tahalil*, l'un des plus fins connaisseurs d'Aqmi dans la région, se souvient, au cours de l'une de nos rencontres, qu'en 2002, en Mauritanie, un certain Mohamed Lemine Ould Laoulade, un élément du Polisario, faisait partie des principaux recruteurs de jeunes en Mauritanie pour Aqmi, un recrutement commencé dans les mosquées et les medersa. Les prêches encourageaient les jeunes à rejoindre le front en Afghanistan et faisaient rêver. Mais, une fois hors de la Mauritanie, ces jeunes, trompés, échouaient inmanquablement dans le Sahel ou dans le Sahara...

Mohamed Lemine Ould Laoulade a été abattu en février 2006, lors d'un raid de l'armée algérienne contre des trafiquants de cigarettes qui avaient tué des douaniers algériens.

*

Communication externe, communication interne. Dans chaque *katibat*, les combattants ont pour devoir de recevoir « dignement » les nouveaux venus. Oumar, un jeune Mauritanien de 18 ans revenu dans son pays après s'être échappé d'une *katibat* en octobre 2010, me raconte qu'il a vécu un cauchemar au cours de cette aventure. Il précise que, dans les *katibat*, la formation idéologique précède la formation militaire. Après l'endoctrinement subi dans les mosquées, le premier volet de la formation consiste à inculquer la culture de la haine...

– C'est terrible ce que subissent ces jeunes, explique Me Hamdi, avocat, ministre mauritanien de la Communication, qui, en octobre 2010, est l'un des organisateurs des Journées nationales sur le terrorisme en Mauritanie. Lentement mais sûrement, les idéologues sont en train d'endoctriner nos enfants dans des mosquées, dans des medersa. Les enfants commencent par désobéir à leur mère, puis présentent l'Occident comme le péché du monde...

Cette étape d'endoctrinement terminée, la formation militaire débute. Position de tir, assis, debout, en voiture.

Un médiateur me raconte qu'un jour, alors qu'il était dans une *katibat* en train de négocier la libération d'otages, il remarque un jeune djihadiste, probablement âgé de 14 ans. Le médiateur lui montre une petite liasse de billets et lui offre une tenue propre. L'enfant sautille, refuse de toucher à ces cadeaux, et lui lance :

– Moi ! prendre ça ? Jamais ! C'est ce que j'ai fui pour venir ici. L'argent, les biens matériels, les beaux habits... c'est ça qui pervertit la société. Je ne veux pas de ça. Je veux me consacrer à Dieu, et à Dieu seul. Dieu est mon guide. Moi, je suis aveugle. C'est Dieu qui guide mes pas. Je Le suis. Je vis pour Lui, et pour Lui tout seul. Mais j'ai vu que toi, qui es venu ici pour quelque chose, tu es apprécié de mes supérieurs. Je veux te demander un service, si c'est possible.

– Aucun problème, si je peux faire quelque chose pour toi, ce sera avec grand plaisir.

– Alors, je te demande de dire à mes supérieurs que je veux être le prochain qui veut mourir pour Dieu. Je veux me mettre une bombe au cou pour aller tuer les mécréants. S'il te plaît, il faut le dire à mes supérieurs. Tu m'auras rendu le service le plus important de ma vie. Je te le demande. Je t'en supplie.

Étonné, bouleversé par tant d'audace, d'insouciance aussi, le médiateur s'est tu et a détourné le regard.

Sur Internet, les vidéos d'Aqmi que l'on peut consulter appartiennent à la propagande officielle. Cependant, trois films « originaux » d'Aqmi circulent sous le manteau. Certes tournés par des éléments d'Aqmi, ces films possèdent pour les observateurs un gros avantage : ce sont des documents bruts, non supervisés par la cellule de communication. Dans l'un de ces films, on voit quelques jeunes une arme à la main. Un chameau passe au loin. Trois éléments d'Aqmi apparaissent sur l'image. L'un d'eux s'approche d'une automitrailleuse posée au sol. L'un des jeunes porte un boubou mauritanien et psalmodie des versets du Coran. Un autre, en tenue d'une armée régulière de la sous-région, tend son l'arme vers le ciel et s'exclame : « Dieu est grand ! » Il fait ensuite référence à Ben Laden, maudit les États-Unis... et la France.

Dans un autre film, des éléments d'Aqmi tirent en l'air tour à tour. Ils sont au bord d'une mare. Ils s'entraînent. Ils tirent sur des oiseaux qui s'envolent à tire-d'aile. Des jeunes plongent dans la mare. Non loin de là, d'autres ouvrent une caisse de munitions. La caisse est en parfait état. L'armement a été probablement volé à une armée d'un pays de la région. Un véhicule roule à vive allure dans le désert. De l'intérieur, un occupant tire un coup de feu en direction d'une gazelle. La gazelle détale. Elle est affolée. Elle tente de s'échapper de toutes ses forces. Les coups de feu claquent encore. La bête court toujours. Subitement, elle tombe. Une balle l'a terrassée. Les islamistes descendent de la voiture rapidement. Ils sortent un couteau, se penchent sur l'animal afin de l'égorger tous ensemble avant de préparer un méchoui.

Il s'agit, dans un autre film, d'un instantané de vie quotidienne dans le désert. On voit d'abord un jeune islamiste futur kamikaze se faire photographier avec des verres correcteurs, ensuite sans ses lunettes. L'air sérieux, il donne l'impression de se faire filmer avant une opération d'attentat-suicide. Il est rasé de près. Il sera un martyr. Sur les images, il fait subitement nuit. Des combattants reviennent, semble-t-il, d'une attaque. L'un d'eux demande des nouvelles des compagnons. Un peu après, c'est ce que l'on nomme bizarrement le repos des guerriers. Quelques dizaines de combattants islamistes sont assis sur le sol. Une dune se profile un peu plus loin, et quelques arbustes. Ils prennent le thé. Ils sont pour la plupart habillés en tenue afghane. D'une dune descend Yahya Abou Hammam. C'est un chef des Cavaliers, l'une des troupes d'élite d'Aqmi, et également un chef militaire d'Aqmi au Sahel. C'est un dur, un tueur. Il sourit, fait face à la caméra. Un peu plus loin, deux islamistes écoutent la radio. L'un d'eux porte des lunettes noires qui cachent une infirmité. L'homme est borgne, et, quand il soulève un bidon pour étancher sa soif, on se rend compte qu'il a aussi perdu une partie de son bras droit. En fait, c'est l'un des artificiers du groupe qui s'est fortement blessé en maniant des explosifs. À deux pas de là, un autre chef d'Al-Qaida dans le Sahel. Isolé sous un arbre, appuyé contre une barrique, il est plongé dans la lecture du Coran. Il est concentré. À ses côtés, un autre utilise une machine à coudre. Elle permet de rapiécer les habits des maîtres des lieux. On voit de plus en plus les visages. On reconnaît des assassins de touristes français. Subitement, deux terroristes

s'enroulent dans des couvertures à même le sol. La voiture chargée de la logistique du groupe apparaît. Des jeunes, des très jeunes et d'autres plus âgés. Un émir apparaît, c'est Mokhtar Belmokhtar, alias Belaâouar. Dans les *katibat*, on le nomme « Kaled ». Il porte un turban noir. Il s'approche d'un groupe de jeunes qui font du sport ou s'amusent. Il a plu. Le sol est humide, et c'est un peu la fête. La scène de vie quotidienne se poursuit...

En envahissant des sites, en faisant subir un lavage de cerveau aux âmes faibles, Aqmi étoffe ses rangs. Inutile de leur faire de la publicité en mentionnant l'adresse de ces sites propagandistes, mais pour donner un exemple, nous publions ce dialogue. Il est intitulé « Regarde les bienfaits d'Allah qui deviendra bientôt ton seul et unique dieu ». C'est un dialogue entre un adulte dont entend la voix, mais dont on ne voit pas le visage, et une fillette de moins de trois ans. Elle est voilée. Un voile bleu. Le regard animé, elle répond mécaniquement aux questions de la voix masculine.

- Comment tu t'appelles ?
- Fatima.
- Quel âge as-tu ?
- J'ai deux ans.
- Comment ça va ?
- *Alhamdoulillah* [toute louange à Allah].
- Quelle est la salutation de l'islam ?
- *Assalamou Alaykoun*.
- Qui est ton Seigneur ?
- Allah !
- Où est Allah ?
- Aux cieux !
- Qui est ton prophète ?
- Muhammad !
- Où est né le messager d'Allah ?
- À La Mecque.
- Vers où a-t-il émigré ?
- Vers Médine !
- Quelle est ta religion ?

- Islam.
- Combien de piliers a-t-il en islam ?
- Cinq.
- Combien de piliers a l'*imane* [la foi] ?
- Six.
- Quel est le pilier de la religion ?
- *Salah* [la prière].
- Quelle est notre plus grande obligation ?
- *Tawhied* [l'unicité d'Allah].
- Quel est le pire péché ?
- *Chirk* ! [mettre au même niveau un humain et Allah].
- Est-ce qu'il y a quelqu'un qui connaît l'invisible, à part Allah ?
- Non [la fillette de deux ans fait un signe vigoureux du doigt pour insister sur le « Non »].
- Qui sont ceux qui ont encouru la colère d'Allah ?
- Les juifs.
- Qui sont les égarés ?
- Les chrétiens.
- Quel est le savant qui a réfuté l'affirmation que le Coran a été créé ?
- Ahmad Ibn Hanbal.
- Quel est le plus important verset du Coran ?
- Ayat al-Koursy (sourate 2, verset 255).
- Qui était appelée « la femme aux deux ceintures » ?
- Asmah ! [fille d'Abou Bakr].
- Qui est la meilleure femme de l'Univers ?
- Fatimah ! [fille du Prophète].
- Qu'est-ce que la demeure de la noblesse ?
- Djannah ! [le paradis d'Allah].
- Qu'est-ce que la demeure de la punition et de l'humiliation ?
- Le feu.
- Quelle est l'invocation du réveil ?

– Louange à Allah qui nous a rendu la vie après nous avoir fait mourir et tout retourne à lui.

– Avec quelle main boit et mange le bon musulman ?

– Avec la droite.

– Quel est le jugement sur l'utilisation du miswak ?

– *Sounnah* !

– Quel est le jugement sur le fait d'utiliser le chapelet ?

– *Bid'a* [innovation].

– Quel est le jugement sur la célébration de l'anniversaire du Prophète ?

– *Bid'a* [innovation].

– Quel est le jugement sur l'écoute de la musique ?

– *Haram* [interdit].

– Quelle est la femme des compagnons qui a tué sept Romains ?

– Oum Hakim !

– Dis le *takbir* [Allah est plus grand !].

Sans commentaires...

Chapitre 12

Aqmi et la drogue

L'histoire commence au Mali en 2009. « Les Américains viennent d'atterrir clandestinement dans le nord du Mali pour traquer les islamistes armés. » « Un avion libyen vient de se poser dans le désert malien pour livrer des armes à l'armée malienne. » « Un avion en détresse s'est posé en catastrophe dans le nord du Mali. » « La Grande-Bretagne a entamé une opération militaire contre les combattants islamistes, qui ont assassiné quelques mois plus tôt un ressortissant britannique. »

En novembre 2009, on se perd en conjectures au sujet d'un appareil volant qui aurait posé son ventre dans le désert malien. Approché par mes soins, un des diplomates les plus informés de Bamako mime la confidence : « Dans cette affaire, il y a de quoi faire sauter plusieurs pays de la sous-région. Je sais que l'Office de lutte contre la drogue basé à Dakar fera une communication sur l'affaire. Je vous conseille d'attendre pour avoir des détails. » Entre-temps, sans détails, la presse malienne ébruie l'affaire, mais c'est de la capitale sénégalaise qu'effectivement un diplomate onusien donne les premiers détails à la presse : « L'avion viendrait du Venezuela, il aurait déchargé de la cocaïne et d'autres produits illicites dans le nord du Mali, et il se serait écrasé au décollage. »

Le gouvernement malien n'a jusque-là pas dit un seul mot de l'affaire.

En fait, dès l'éclatement de celle-ci, le président malien Amadou Toumani Touré a annulé une visite privée qu'il devait faire à un ami malade à Bamako pour s'entretenir avec deux de ses collaborateurs.

– C'est quoi cette affaire ? lance-t-il, glacial.

– Ce n'est pas clair. On parle de drogue, d'armes, répond l'un deux.

– Voilà ! Vous autorisez tous les pays amis, surtout ceux qui ont les moyens d'aller sur place. Il n'y a rien à cacher. L'enquête doit être impartiale, je veux savoir ce qui s'est passé. Tous les tenants et les

aboutissants doivent être connus, prévient le chef de l'État malien, vêtu d'un complet beige, ses toutes nouvelles lunettes de vue à la main.

Mais le président malien commet une erreur : il demande à ses services de ne pas faire de communiqué officiel « pour le moment ». Cette attitude coûtera cher au Mali en terme d'image.

Plusieurs jours après la découverte de l'appareil, toujours rien de précis ne filtre. L'auteur de ces lignes se rend dans la localité de Sinkrébaka, dans le Sahara, à plus de 1300 kilomètres au nord du de Bamako, la capitale malienne. C'est là que le Boeing 727 soupçonné de transporter une grosse quantité de cocaïne a atterri en 2009 avant d'être incendié.

Mon véhicule démarre en trombe. Le chauffeur ne conduit pas, il se bat avec le volant. Un coup à gauche, un coup à droite. C'est comme ça dans le désert. Pas de bitume, des pistes, de la poussière, un chaos de pierres, de la poussière... Il y a toujours une piste officielle et de nombreuses autres, officieuses celles-là. On les appelle les « pistes des fraudeurs ». C'est l'une d'elles qu'emprunte le véhicule. Le moteur s'énerve. Les pneus commencent à brûler, il fait chaud. Nous venons de parcourir une centaine de kilomètres. Plus de trois heures de route. Trois pauses. La voiture redémarre. Un chien, venu je ne sais d'où, nous poursuit. Il aboie. Il s'arrête. La voiture continue son chemin jusqu'à Esarne.

Esarne est le nom d'un hameau situé au nord de Gao. Le jour s'est déjà levé. Nous sommes tout juste à une cinquantaine de kilomètres de notre terminus. C'est aussi celui d'« Air Cocaïne ».

Sinkrébaka ! Le site où a atterri l'avion. La piste se déploie devant moi. Elle n'a pas été construite à la va-vite, comme on le pensait. Elle est certes une piste de fortune, mais à vue d'œil elle a nécessité plusieurs semaines de travaux d'aménagement. On y voit des pavés argileux, mais très solides. Un avion peut y atterrir sans encombre.

Le jour de l'atterrissage de l'avion, le scénario a été le suivant : quelques heures avant que l'avion ne se pose, une bonne dizaine de personnes se sont donné rendez-vous sur le site.

L'appareil, un Boeing 727-200, arrive donc. Très grand bruit. Il a atterri d'ouest en est. Pour que l'équipage se repère, outre un GPS, de grosses pierres et quelques bidons ont été alignés sur la piste. L'avion atterrit donc sans problème et roule jusqu'au bout de la piste. Il fait tranquillement demi-

tour et s'arrête. Des véhicules approchent. Ceux qui attendaient rencontrent ceux qui sont venus à bord de l'appareil. Ils règlent leurs affaires. L'appareil est vidé de son contenu. Ensuite, deux hypothèses : soit l'avion tente de redécoller sans succès, et il sera brûlé ; soit les pilotes dirigent l'appareil vers une zone sablonneuse et quittent donc la piste. Freins ! Tout l'équipage descend. Et l'on arrose méticuleusement l'avion d'essence. Il a très probablement brûlé pendant des jours.

Me voilà devant l'épave de l'avion. En rafale, je fais des photos. Les seules qui seront diffusées dans la presse mondiale. L'épave de l'avion va disparaître quelques semaines après.

L'avant de l'appareil est détaché de son ventre, qui est à son tour détaché de l'arrière. Beaucoup ! beaucoup de ferraille ! Il y a même de la cendre. Je regarde de près. Il n'y avait pas de sièges passagers à bord. C'est un cargo. Ce modèle est fait pour transporter essentiellement du matériel, beaucoup de matériel. Et, pour gagner de la place, on enlève les sièges.

Je regarde encore l'épave. Les traces de son immatriculation sont visibles. L'avion vient d'Amérique du Sud. Cette première information, obtenue par les enquêteurs grâce aux services de renseignements maliens (la Sécurité d'État), a été capitale.

Dans le cockpit, ou ce qu'il en reste, des boutons calcinés. La carlingue n'a plus aucune valeur marchande. À l'intérieur de son aile gauche, le fer est plus rouillé que celui de l'aile droite. Un côté a-t-il plus brûlé que l'autre ? Ou bien l'appareil est-il tout simplement un vieux coucou qu'on est allé réveiller pour un dernier service ? Cette hypothèse est à retenir. L'avion ne semblait pas destiné à redécoller de ce désert. Un ami pilote m'explique : « Si tu as un avion qui coûte 800 millions de dollars peut te rapporter des milliards de dollars d'argent facile, l'avion ne t'intéresse plus, surtout si on peut t'arrêter. »

Le désert était donc le cimetière de l'appareil. Une source sécuritaire d'un pays limitrophe affirme que l'avion aurait pu atterrir en Mauritanie ou en Algérie. Que faut-il comprendre par là ? « Je veux souligner que plusieurs personnes dans plusieurs pays sont impliquées dans l'affaire. » « À ce stade de l'enquête, le problème n'est plus de dire "voilà les suspects !", c'est plutôt de savoir qui va le premier les dénoncer. La justice doit lancer des interpellations », affirme une autre source.

Les plaques minéralogiques des véhicules qui ont « accueilli » l'avion viennent du Niger voisin. Ce sont de fausses plaques, confectionnées dans un autre pays. Il y a aussi des réponses à d'autres questions : pourquoi l'appareil a-t-il atterri dans le désert du côté du Mali ? Réponse : c'est un bled perdu. De Gao à l'épave de l'avion, il faut cinq heures de route avec une bonne voiture. Mais encore ? De tous les pays du Sahel, le Mali fait partie de ceux qui n'ont pas les moyens de surveiller l'ensemble de leur territoire.

Combien de fois l'appareil s'est-il posé ici pour y déverser des produits illicites ? J'ai la réponse, elle émane de plusieurs sources : jusque-là, dans le Sahara, c'était des petits coucous qui atterrissaient, avec, dans leur ventre, des produits illicites. Une fois au sol, les avions redécollaient facilement. Mais, cette fois-ci, c'est un gros coucou qui a été choisi, car celui-ci pouvait transporter beaucoup plus de marchandises. J'examine une dernière fois l'appareil, à Sinkrébaka, ce qui signifie, m'a-t-on dit, « bélier qui a des cornes tordues », en langue locale.

Je constate que l'appareil a perdu beaucoup de poids. Je trouve sur place la réponse : je vois des traces de *tadjila*, le pain local. Alors, que s'est-il passé ? Des dizaines et des dizaines de personnes ont découpé l'épave pour récupérer de l'aluminium, par exemple, et aller le vendre aux forgerons 1 500 francs CFA le kilo. Triste fin pour l'avion.

Retour dans la capitale malienne. C'est un diplomate qui, se fondant sur des informations de la police internationale (Interpol), décide de lâcher le morceau. On retrace avec précision l'itinéraire de ce vol que la presse malienne appelle désormais « Air Cocaïne ».

Il s'agissait d'un Boeing 727 de type cargo, immatriculé en Guinée-Bissau. L'assurance de l'appareil et son contrôle technique ont été établis en... Arabie saoudite. Le plan de vol n'a pas été respecté. En septembre 2009, l'équipage avait demandé un vol sur le trajet Bamako-Dakar. Mais ce vol n'aura jamais lieu. Le 16 octobre 2009, l'équipage, en catimini, a décollé de Maracaibo, au Venezuela, avec un plan de vol pour un passage sur Bamako vers 23 h 50, via le Cap-Vert et Dakar au Sénégal. Ce vol est reporté au 17 octobre 2009 à 1 h 40. Et l'avion était attendu à Bamako à 9 h 50. Sortant des documents techniques, un responsable de l'aéroport de Bamako affirme qu'il n'a été saisi d'aucun départ de

Maracaibo. Le centre de contrôle de l'espace aérien de Niamey, de qui relève la zone (Bourem) où l'épave a été retrouvée, n'a pas non plus été contacté. Les quatre membres de l'équipage étaient tous colombiens.

Une semaine plus tard, l'itinéraire de l'appareil se précise. Dans un document confidentiel obtenu auprès d'une source proche de l'enquête, est consignée la date de décollage de l'avion : 16 octobre 2009. L'appareil, un Boeing 727-200 quitte l'aéroport international de Tocumen, à Panamá. Il atterrit à Maracaibo, dans l'État vénézuélien de Zulia, frontalier de la Colombie. Son plan d'escale annonce qu'il est en transit pour le Mali.

L'escale à Maracaibo se justifie officiellement par la nécessité de faire le plein de carburant. En fait de carburant, c'est de la cocaïne qui sera chargée. L'appareil repart en brouillant les pistes. Les pilotes débranchent le transpondeur de l'appareil. La tour de contrôle perd le contact, mais trouve des traces d'un avion non identifié qui fait route vers le sud. Détail important, le frère d'un des pilotes travaille dans une société de transport et de transit. C'est cette société qui, semble-t-il, a chargé la cocaïne à bord du cargo.

Le 17 octobre 2009, l'avion sort un peu de la clandestinité, rebranche son transpondeur. Il quitte l'espace aérien du Venezuela, et se trouve géographiquement dans le ciel de Trinité-et-Tobago.

L'appareil arrive ensuite en Guinée-Bissau, et disparaît. Dans une lettre officielle, les autorités de la navigation aérienne de Guinée-Bissau lancent un avis de recherche, demandant le concours de tous les services de navigation aérienne de la sous-région ouest-africaine. La traque de l'avion commence. On ne retrouvera que quelques jours plus tard son épave au sol, dans le désert malien.

Le célèbre site WikiLeaks s'en mêle. On apprend que l'enquête sur le désormais célèbre « Air Cocaïne » a connu des retards injustifiables. Selon ce télégramme diplomatique, « l'administration de l'aviation civile malienne, prévenue du fait que le certificat de navigabilité de l'appareil avait expiré, s'était vu interdire d'intervenir et d'enquêter sur le crash. En outre, les autorités de Bamako ont refusé de communiquer à ce sujet avec l'Agence américaine antistupéfiants ».

Le président malien monte au créneau au début de janvier 2010, lors d'un festival qui se tient à Tombouctou. Il lâche que la vérité va se savoir, et qu'il

n'a rien à cacher. Au passage, un coup de griffe : « Nous avons demandé aux pays qui en ont les moyens de nous éclairer, de participer à l'enquête, jusqu'à présent, il n'y a rien. »

Dimanche 17 janvier 2010. 9 heures du matin. L'information qui circulait depuis le début de l'affaire sous le manteau se confirme : la charge utile d'« Air Cocaïne » est de 10 tonnes. Si le kilogramme de cocaïne coûte entre 25 000 et 30 000 euros, la calculatrice explose. Les 10 tonnes rapportent 300 millions d'euros. Les transporteurs touchent généralement 10 % de la valeur de la marchandise. À ce stade de l'affaire, les noms des commanditaires et des intermédiaires sortent. Mais rapidement les pistes se brouillent. On ira de rebondissement en rebondissement.

Les protagonistes de l'affaire au Mali

22 août 2010. À Bamako, la capitale malienne, il fait 31 degrés. Le policier malien A. D., dans un entretien avec l'auteur de ces lignes, n'en revient toujours pas : 5, 10 millions de francs CFA. Les hommes arrêtés font monter les enchères pour obtenir leur libération. Le policier et ses hommes diront niet. Pas question d'accepter la corruption.

Tout commence par un banal contrôle à l'ouest de Bamako. Un véhicule roulant à vive allure heurte un portail, refuse de s'arrêter et détale. Au volant, un Européen. Les policiers ont le nez creux. Ils fouillent de fond en comble les locaux d'où vient le véhicule. Macabre découverte, deux hommes sont en train de découper à la tronçonneuse un corps humain. La tête est déjà emballée dans un sac. Miguel Ángel Devesa, qui apparaît comme le chef de bande, est arrêté. Les deux complices qui découpaient le corps aussi. Il s'agit d'un Vénézuélien, Gustavo Valencia, et d'un Portugais Souza Miranda. La victime, un Colombien, de son vrai nom Juan Carlos García Sotto, a parmi ses sobriquets « Thomas Cruz Johnny ». Il est porteur d'un faux passeport ukrainien.

Dans sa déclaration à la police malienne, Miguel Ángel Devesa balance que le Colombien trucidé a voulu l'assassiner, et que son propre garde du corps, en position de légitime défense, l'a descendu. Il a été arrêté.

« Miguel », c'est comme ça qu'on l'appelle à Bamako. Il possède dans la capitale malienne une société, Gemain-export, sise au rez-de-chaussée d'un

immeuble qui abrite la délégation de l'Union européenne. Sa société fait de l'import-export. C'est aussi un comptoir d'or. Élément intéressant. De plus en plus, la cocaïne qui vient d'Amérique latine et qui se vend en gros, s'échange en Afrique de l'Ouest contre de l'or. Après avoir acheté la marchandise, les trafiquants l'envoient vers l'Europe via le Maghreb. Au départ de la Colombie, le kilogramme de cocaïne coûte environ 1 000 euros ; il est revendu 12 000 euros en Afrique de l'Ouest.

Au Mali, Miguel a des contacts avec le monde des affaires. Le jour de son arrestation, il avait rendez-vous à 21 heures, justement, avec cet homme d'affaires malien.

Début mars 2011. Le président de la République du Mali me reçoit. L'évocation du dossier « Air Cocaïne » est inévitable.

– Monsieur le président, où en est-on sur le dossier de cet avion ?

– Je crois qu'il y a des rebondissements. Je viens d'avoir des pistes intéressantes que j'ai immédiatement communiquées aux enquêteurs.

– On peut savoir ce qu'il y a dans la corbeille ?

– Attendons de voir. Au début de l'affaire, nous avons péché par notre silence, qui a été mal interprété. J'ai donné des instructions fermes. Personne ne sera protégé. Et si vous voulez savoir, au moins six pays travaillent main dans la main pour faire la lumière sur l'affaire. Nous n'avons rien à cacher.

Je quitte le président malien, un peu déçu. Je croyais avoir des biscuits sur le dossier, or rien. J'ai eu droit à la langue de bois.

Quelques jours après cet entretien avec le chef de l'État malien, nouveau rebondissement dans l'affaire. Sur le territoire malien, un ressortissant français, Éric Vernay, est arrêté pour être interrogé dans le cadre de l'enquête sur « Air cocaïne ». Il travaille dans l'aéronautique. Mais en fouillant les archives de l'Office de radio-télévision du Mali (ORTM), on trouve des images d'Éric Vernay. En février 2010, il représentait la société Gemain-export à une cérémonie de signature de protocole de partenariat entre Gemain-export, en réalité une société-écran, une fiduciaire et une ligue régionale de football. Gemain-export fait donc de l'humanitaire. Par conséquent Éric connaît Miguel, véritable patron de Gemain, et trafiquant présumé de cocaïne, qui assistait également à la signature de ce protocole d'accord. Mais cela fait-il automatiquement d'Éric Vernay un gros poisson

dans l'affaire ? C'est loin d'être certain. Le présenter comme tel à ce stade, c'est justement vouloir noyer le poisson.

Quelques jours plus tard, un Malien, directeur d'une agence de voyages, est arrêté dans le cadre de l'enquête. Deux autres personnes de nationalité malienne, des hommes d'affaires, sont également placées sous les verrous. Elles sont originaires du nord du Mali. Très rapidement, les responsables de leur communauté se réunissent. Il est question de réclamer la libération de ces deux hommes. « Pas question », ont répondu les enquêteurs, décidés, semble-t-il, à aller jusqu'au bout. On va de découverte en découverte.

Lors de leur arrestation, l'un des deux hommes d'affaires maliens avait sur lui un pistolet autrichien, un Glock, ainsi que de nombreuses cartes d'adhérent à un parti politique malien. Ils ont également parmi leurs relations Miguel, l'Espagnol, présumé cerveau de l'affaire d'« Air Cocaïne ». L'une des deux personnes arrêtées possède une société de BTP, candidat à un projet de développement du nord du Mali financé en partie par la France. Son dossier a même été présélectionné. Collusion ?

À la fin de mars 2011, Miguel, arrêté dans un premier temps pour complicité de meurtre, est extrait de la prison civile de Bamako, où il attendait son procès. Il est conduit dans les locaux des services de renseignements du Mali, à qui est confiée l'enquête de l'affaire « Air Cocaïne ». Miguel Ángel Devesa connaît vraiment du monde à Bamako. Il a tenté de donner beaucoup d'argent pour sortir de prison. Sans succès. Il connaissait notamment un diplomate espagnol en poste à Bamako, monsieur L.

Miguel est un ancien policier espagnol radié. Aujourd'hui, présumé trafiquant de drogue, il ne veut pas plonger tout seul. J'ai eu accès à sa déposition. Une véritable bombe. Il donne des noms. Des civils, des élus, des militaires. Après avoir livré des secrets, il est reconduit sous bonne escorte dans sa prison.

La filière marocaine d'« Air Cocaïne »...

Entre le Mali, le Niger, le Sénégal, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Maroc et l'Espagne, le puzzle de l'avion « Air Cocaïne » découvert au Mali en

novembre 2009 est sur le point d'être reconstitué en janvier 2012, grâce à une coopération entre services maliens et marocains de sécurité.

Cecilio Santiago Canova, de nationalité espagnole, né le 29 juillet 1964 à Grenade, agriculteur de son état et père de trois enfants, résidant en Espagne. Miguel Jordàn Villa, de nationalité espagnole, né le 22 décembre 1970 dans la région de Grenade. Manuel Rodríguez Villa, de nationalité espagnole, né le 21 septembre 1973 à Grenade, marié, père de trois enfants, habitant à Cortijo Luya, Grenade. Antonio Pedragas Gonzàlez, de nationalité espagnole, né le 12 décembre 1960, marié et père de deux enfants, technicien en mécanique générale, établi à Màlaga. Tous les quatre et 30 Marocains sont arrêtés sur le territoire marocain pour trafic de drogues dures. C'est un réseau de professionnels, qui introduisait la drogue au Maroc via l'Algérie et la Mauritanie pour la distribuer à l'intérieur du Maroc et en Europe. La drogue venait essentiellement du désert malien. C'est un excellent travail de filature qui a été mené. À la tête de ce réseau, deux personnes : Cecilio et Miguel, qui, lui, sera plus tard arrêté au Mali.

Voilà les deux têtes les plus visibles de l'affaire « Air Cocaïne ». Elles avaient déjà été arrêtées dans le passé, en Espagne, pour trafic de drogue. Mais après leur libération, elles ont décidé de reprendre les activités criminelles avec l'implication de barons de la drogue, mais cette fois-ci non plus en Espagne, mais au Maroc, lieu de transit vers l'Europe. Les services de sécurité du Maroc sont intervenus à temps. Ce trafic prend sa source en Amérique latine, en passant par la Guinée-Bissau, le désert malien, la Mauritanie, l'Algérie, le Maroc, direction l'Europe.

Cecilio et Miguel sont des professionnels. Le premier fait appel à un de ses amis marocains du nom de Mimoun Ben Dali, qui réside en Espagne. Ce dernier accepte le plan. Il n'en est d'ailleurs pas à son coup d'essai. Mimoun Ben Dali quitte l'Espagne pour revenir s'installer au Maroc. Ensemble, ils montent une société, Gemain-export Maroc, installée à Berkane. En fait il s'agit d'une société-écran qui s'adonne au trafic et à la commercialisation de la drogue. À Bamako, une société du même nom a été créée par Miguel, l'associé de Cecilio. À ce stade de l'affaire, un autre personnage, Javier Devesa, le frère de Miguel, fonde une société analogue à Salé, toujours au Maroc. Parallèlement à ça, Miguel et Cecilio débarquent au Mali. C'est un voyage de prospection, en vue du lancement effectif de

leur trafic de cocaïne de ce pays vers le Maroc. Ils arrivent, s'installent dans un hôtel luxueux, où ils prennent des suites. Ils roulent dans des voitures de luxe. Présentés dans un premier temps comme des promoteurs immobiliers, très rapidement, ils montent la société Gemain-export. Les deux hommes se font remarquer dans la ville malienne. Restaurants chics, œuvres de bienfaisance, etc. Miguel, lui, reste sur place au Mali où il fait appel à deux autres personnalités de nationalité colombienne : Primo Tomás, alias Barbare, et Thomas Cruz Johnny (qui sera tué à la tronçonneuse plus tard à Bamako, le 22 août 2010). Leur tactique est simple : sous couvert de la société qu'ils ont montée sur place, ils font venir du désert côté malien, selon les dépositions des complices arrêtées au Maroc, de la cocaïne, qu'ils expédient ensuite en Europe, notamment en Espagne et en France.

Au début de novembre 2009, une importante quantité de kérosène disparaît d'un aéroport malien. Le précieux liquide est transporté vers le nord du Mali, à 200 kilomètres environ de la ville malienne de Gao, exactement là où, à la même période, le fameux avion au ventre bourré de drogues dures atterrit. Le kérosène devait permettre à l'appareil de redécoller. Hélas ! lorsque le kérosène est arrivé sur place, les personnes impliquées dans le trafic se sont rendu compte qu'il était de mauvaise qualité. Le réseau de trafiquants a fait un rapide calcul. Le contenu de l'avion rapportera plus de 300 millions d'euros. L'avion, un vieux coucou en fin de course, vaut à peine cinq millions de dollars. Le choix est vite fait de l'enterrer. Il faut maintenant écouler la marchandise. Les 10 tonnes de drogue sont donc transportées à bord de plusieurs dizaines de véhicules. Premier réflexe des trafiquants, stocker une partie de la marchandise dans ce désert commun à plusieurs pays.

Quelques semaines plus tard, sur proposition de Cecilio, un groupe de personnes se déplace au Mali pour prendre contact avec Miguel, afin de discuter avec lui des détails du transport de cocaïne. Selon le scénario décrit par plusieurs personnes du réseau arrêtées, pour le transport de la cocaïne du désert malien jusqu'au Maghreb, il a été décidé d'aménager l'intérieur des véhicules de façon à pouvoir y dissimuler la cocaïne. Pour cela, les services d'un carrossier sont sollicités.

Un jour dans la capitale malienne, alors qu'il était dans un local plutôt bruyant, une communication de Miguel est interceptée par un flic malien,

parlant un peu l'espagnol. Il tend l'oreille et entend Miguel expliquer à quelqu'un au téléphone qu'une planque pour stocker la marchandise en vue de l'écouler a été trouvée au Mali. L'Espagnol ajoute que l'itinéraire du Mali en passant par l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc est établi.

Le flic rend immédiatement compte à sa hiérarchie. On commence alors à doublement, voire triplement, filer Miguel. Un imposteur malien qui se fait passer pour un avocat, un jeune homme d'affaires malien, sans affaires, surendetté auprès des banques, et qui passe son temps en avion en compagnie de galantes maîtresses, un ex-policier radié, des fonctionnaires très en vue, beaucoup de monde évolue dans le cercle de Miguel.

C'est ainsi que Cecilio et les membres de son réseau criminel ont commencé à exécuter leurs plans avec une répartition précise des rôles et, à partir de mars 2009, le trafic doit commencer. L'argent généré au Maghreb par le trafic est expédié en Europe sous forme de devises.

Après recoupement par les services de sécurité de la région, et sur la base d'informations confirmées par des personnes arrêtées, 522 kilos de cocaïne ont été expédiés entre mars et août 2010 du désert malien en Europe via des pays du Maghreb. Pour être plus précis, durant cette période, il y a eu quatre voyages de la marchandise. Lors de la première affaire, 125 kilos de cocaïne ont été expédiés, dans la deuxième affaire, 197 kilos l'ont été, dans la troisième 100 kilos, et dans la quatrième 100 autres kilos. La méthode était simple : le transport se faisait du désert malien au Maghreb par voie terrestre. Et la marchandise atterrissait notamment à la frontière de l'Algérie et du Maroc, à Figuig, ville marocaine située en face du mont Bouayach, sis en Algérie. Il ressort de l'enquête minutieuse menée par les services de sécurité de la région que dès l'arrivée de la drogue à cet endroit, un Algérien du nom de Taj, alias el-Hadj, se charge de la stocker en coordination avec les chefs du réseau.

Côté marocain, Mimoun s'occupe du transport à l'intérieur du pays, avec comme « base » la localité de Berkane. Mimoun, dans un premier temps, utilisait à Berkane la ferme de son père pour planquer la drogue. Les affaires marchent. Les acheteurs et les revendeurs se bousculent au portillon. L'argent coule à flots. Mimoun met la main à la poche et achète une nouvelle ferme, toujours à Berkane, pour le stockage de la cocaïne. Pour la petite histoire, l'un des complices chargés de dissimuler la drogue

du Maroc avant qu'elle ne soit expédiée en Europe a eu l'idée de la cacher dans un matelas de son salon. Les visiteurs s'asseyaient donc sans le savoir sur un matelas bourré de cocaïne. Un autre complice en a caché dans un enclos de bétail.

Mais entre-temps, comme on le sait, Miguel est arrêté à Bamako, accusé de complicité dans l'assassinat de son associé « Johnny ». Règlement de comptes sous les Tropiques.

Une question capitale se pose : sur les 10 tonnes, charge utile du Boeing transportant la drogue et qui a atterri au début de novembre 2009 dans le désert malien, seulement 525 kilos sont parvenus au Maroc et en Europe. Où est donc passé le reste de la marchandise ?

Devant la police marocaine, Cecilio, le complice de Miguel Ángel Devesa, a reconnu avoir souvent réceptionné ou fait réceptionner la marchandise à Berkane et à Oujda. Selon ses déclarations, il remettait une partie de la drogue à des complices chargés de la réexpédier en Europe avec la bénédiction de chefs de l'antenne malienne de la nébuleuse. Cecilio déclare que, de mars à août 2010, il y a eu 111 kilos de cocaïne expédiés en Europe de manière échelonnée : 50 kilos la première fois, 20 kilos la deuxième, 25 kilos pour la troisième, et 16 kilos la dernière fois, soit au total quatre livraisons.

Pour la vente de la cocaïne effectuée exclusivement au Maroc, selon les déclarations du même Cecilio, 430 kilos de drogue ont été écoulés en quelques mois. La cellule locale était composée de Mimoun, qui faisait office de chef, et de huit autres personnes.

La méthode utilisée au Maroc ? Les consommateurs prenaient contact avec Cecilio. Après accord sur la quantité et le prix de la drogue, celui-ci ordonnait à ses collaborateurs d'apporter la cocaïne. La marchandise était vendue à raison de 31 000 euros le kilo les bons jours, entre 22 000 et 24 000 euros les jours ordinaires.

Entre Cecilio et le consommateur, il y a plusieurs intermédiaires, et le prix de la commission augmente en fonction d'eux. Les villes marocaines de Tanger, de Saïdia, de Nador et de Hoceima ont constitué des points de vente majeurs à cause de la présence de plusieurs vendeurs détaillants de cocaïne, qui sont devenus d'ailleurs de fidèles clients du réseau. L'enquête a permis de découvrir que les quantités de drogue introduites au Maroc via la

Mauritanie correspondaient à des commandes importantes. Par exemple, 50 kilos de cocaïne ont été remis au chauffeur d'un camion frigorifique qui transportait du poisson venant du port marocain d'Agadir.

Au cours de la même période, 203 kilos de drogue ont été introduits par le même réseau au Maroc, et réexpédiés aussitôt vers l'Espagne. Destinée au marché européen, la marchandise a été transportée dans de petits avions. Deux Français, l'un vivant à Bordeaux, l'autre à Marseille, ont trempé dans l'affaire.

Le réseau est très huilé. Par le même circuit, un certain Pedro A. González décide d'acheminer 100 kilos de cocaïne du Maroc aux Pays-Bas. Il arrive le 11 février 2010 à Casablanca. Il y est accueilli par deux trafiquants qui arrivent à l'aéroport dans un véhicule Mercedes dernier cri. La discussion est fructueuse. Pedro ira au Mali, pour chercher les 100 kilos de drogue. Sur place, c'est un Colombien qui l'attend. Marché vite conclu, il est convenu que la marchandise effectuera par avion un détour par l'Espagne. En contrepartie, un intermédiaire touchera 15 000 euros par kilo de cocaïne.

Février 2010. Antonio se ronge les sangs dans la capitale malienne. Johnny, l'associé de Miguel qui sera retrouvé trucidé le 22 août 2010, n'arrive pas à réunir les 100 kilos de drogue destinés à Antonio. Finalement, il demande à Antonio de retourner au Maroc. Et là-bas, Cecilio, dans son appartement de Saïdia, lui remettra la marchandise. Prenant son mal en patience, Antonio Pedragas González rembarque pour le Maroc. Après un déjeuner copieux avec Cecilio, ils vont dans l'appartement en question. L'opération de remise de la drogue n'aura pas lieu, parce que, entre-temps, tout le groupe aura été arrêté. Le réseau vient d'être démantelé. Johnny a-t-il vendu la mèche ?

Au moment où les grosses pointures du réseau sont au trou, les petits revendeurs marocains montent au créneau. Ils assistent ou participent nuitamment dans le nord du Maroc à de curieuses scènes : arrivées clandestines avec balisage rudimentaire pour atterrissage d'avions qui prennent rapidement la cocaïne pour repartir vers l'Espagne. L'enquête de la police locale permet d'affirmer qu'en avril 2008, mai 2008, juin 2010, et le 25 septembre 2010, des avions ont décollé du sol marocain pour l'Espagne, et qu'à bord de ces petits coucous, il y avait de la cocaïne.

Au moment où nous écrivons ces lignes, en janvier 2012, les enquêtes se poursuivent. Mais d'ores et déjà on a la cartographie du trafic et des portraits-robots des trafiquants. Cecilio Santiago Canova, en prison au Maroc, et Miguel Ángel Devesa et Jodar Villa, aujourd'hui en prison au Mali, font partie des chefs du réseau. Mimoun Ben Dali est l'un des principaux membres marocains du réseau. Quatre personnes de nationalité malienne connues pour leur appartenance à un réseau international de trafic de cocaïne, sont, elles aussi, directement impliquées. Dans le nord du Mali, une vingtaine de personnes ont été clairement identifiées comme membres du réseau. Les complices sont nombreux dans la sous-région ouest-africaine, au Maghreb, en Amérique latine et en Europe. Il y a là du beau gibier. Hauts fonctionnaires, diplomates, responsables d'ONG, etc. Les fins limiers de plusieurs polices du Sahel ont épluché les appels téléphoniques de Miguel. Impressionnant. Les numéros de gros bonnets apparaissent. Il les appelait, et vice versa. Deux hommes d'affaires nigériens sont membres du réseau. L'un d'eux dispose de relations en Arabie saoudite, pays dans lequel de faux papiers ont été établis pour « Air Cocaïne ». Deux Sénégalais, dont l'un est connu sur le plan national pour avoir déjà été impliqué en 2004 dans un trafic de cocaïne et interpellé par la police sénégalaise, font également partie du réseau. Un officier supérieur de la Guinée-Bissau, pays par lequel l'avion avait transité, y appartient lui aussi. Deux ressortissants nigériens, dont le soutien en février 2011 à un candidat à la présidentielle au Nigeria est notoire, sont également membres du réseau. La liste est longue. Un Tchadien, ancien ministre dans les années 1990, est fortement soupçonné d'en faire partie. Deux Guinéens y appartiennent à coup sûr. L'un d'eux, il faut le souligner, ancien dignitaire lors du règne du président Lassana Conté, est mystérieusement revenu au premier plan de la scène politique de son pays en janvier 2011. Le second Guinéen, qui a réceptionné l'avion à Bissau, était en janvier 2011 en route pour le Canada, où ses enfants étudient et où il a acheté une maison.

Le 8 novembre 2011, Miguel et deux complices sont jugés à Bamako pour l'affaire du meurtre de leur partenaire. Miguel écope de cinq ans de prison avec sursis, l'un de ses deux complices est condamné à cinq ans de prison ferme, et le second complice est acquitté.

En novembre 2011, la justice n'avait toujours pas jugé Miguel et sa bande pour l'affaire d'« Air Cocaïne ». Le rôle d'Aqmi dans l'acheminement de cette drogue du Sahel au Maghreb est avéré. Ils ouvrent des couloirs de passage, sécurisent les convois et protègent les planques destinées à la drogue.

En 2012, des élections présidentielles se tiendront dans de nombreux pays africains : le Sénégal (février), le Mali (avril), le Sierra Leone (septembre), le Ghana et le Kenya (décembre). Des législatives devraient avoir lieu à Madagascar, en Angola, en Guinée, au Burkina Faso et au Congo-Brazzaville. Dans plusieurs de ces pays, si l'on n'y prend pas garde, l'argent de la drogue peut faire basculer la victoire.

Affaires de trafiquants

Coups de feu, prises d'otages, assassinats, les bandes rivales ne reculent devant rien. Il y a ceux qui sont spécialisés dans le transport des stupéfiants. Ils sont armés jusqu'aux dents. Et c'est dans leurs rangs qu'on trouve des traces d'Aqmi. Il y a ceux qui protègent les convois. Eux aussi sont armés jusqu'aux dents. D'autres, enfin, à la recherche du gain facile, s'organisent en gang pour intercepter les convois de trafiquants, afin de percevoir des « taxes » avant de les laisser repartir.

L'une des dernières affaires, en 2010, a fait au moins sept morts. En pleine journée, des coups de feu éclatent dans l'extrême nord du Mali. Des narcotrafiquants contre un groupe d'autochtones. Les premiers convoient une vingtaine de véhicules 4x4 bourrés de drogue. La scène se déroule non loin de la frontière algérienne. La cargaison doit rejoindre la Libye via le Niger. Sur le territoire malien, un groupe de jeunes demandent le « droit de passage ». Refus des trafiquants. L'accrochage dure plusieurs heures. Presque la moitié du convoi est saisie ou détruite. On compte cinq morts parmi les narcotrafiquants et deux parmi les autochtones et de nombreux blessés.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onudc) est inquiet. D'autres aussi. Et cela d'autant plus que la « nouvelle route de la drogue », qui remonte vers l'Europe, est plutôt rentable. Et c'est la cocaïne

qui est de plus en plus prisée. C'est assez tentant car un seul véhicule bourré de cocaïne rapporte l'équivalent de soixante véhicules bourrés de cannabis.

Les trafiquants aiment s'incruster dans les situations de crise, pour faire prospérer leur business. Ils font régner un ordre précaire dans certaines zones pour y faire passer drogues et armes. Septembre 2002, une crise éclate en Côte d'Ivoire. Les rebelles tentent sans succès de prendre le contrôle de la capitale économique, Abidjan. En se repliant vers le nord du pays, ils décident de s'emparer de la ville de Bouaké, qui deviendra leur quartier général. Huit mois plus tard, deux ressortissants colombiens débarquent dans la zone sous le contrôle de la rébellion. Ils prennent contact avec l'un des responsables de celle-ci, le commandant Wattao. L'affaire semble juteuse. Il est proposé aux rebelles d'autoriser l'atterrissage d'avions chargés de « matériel » contre forte rémunération et livraisons d'armes. Le plan des narcotrafiquants était de faire atterrir des avions, la soute bourrée de drogue, et regagner le Sahara, en passant par le Mali. Les discussions ne vont pas durer. Les rebelles refusent catégoriquement et expulsent les deux Latino-Américains.

Ceux-ci iront, deux semaines plus tard, pointer leur nez à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Liberia en crise. Leur interlocuteur sera « Moustique », un milicien libérien redouté, connu pour les atrocités qu'il a commises. Avec Moustique, les Colombiens feront brièvement affaire : transit de drogue contre armes et combattants. Ces armes et ces combattants vont se retrouver dans le Sahel, au service d'Aqmi et des trafiquants de drogue.

Le 7 décembre 2010, des trafiquants sont attaqués dans l'est de la Mauritanie par une unité d'élite de l'armée mauritanienne. Ce jour-là, je suis en Mauritanie. Trafiquants de quoi ? s'interrogent les journalistes. « C'est un groupe important d'Aqmi qui vient d'être démantelé », avance Chenouf, du journal en ligne Tawary.com. Un télégramme d'un responsable de la sécurité de l'ambassade de France en Mauritanie affirme la même chose. Isselmou, du journal *Tahalil*, bien informé, penche plutôt pour le démantèlement d'un important groupe de trafiquants de drogue. C'est la bonne piste. Quelques heures après, l'armée mauritanienne annonce avoir tué deux hommes et en avoir arrêté dix-huit. Les trafiquants sont issus de la « filière du Polisario », qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental.

Le 9 décembre 2010, les forces de sécurité maliennes arrêtent dans le Sahara six « gros » trafiquants de drogue, issus de la même filière. Le 7 septembre 2011, lors d'un règlement de comptes entre barons de la drogue dans le Sahara, des éléments de l'armée du Polisario sont enlevés, conduits dans le désert malien et cachés dans un puits par des trafiquants de drogue maliens. Dans la nuit du 22 au 23 octobre 2011, trois personnes, une Italienne, une Espagnole et un Espagnol, sont enlevées à Rabouni, siège de la direction du Polisario avec la complicité du réseau d'intégristes local. Ces événements permettent de lever le voile sur l'un des principaux réseaux de trafiquants dans le Sahara, communément appelé la « filière Polisario ». Les autorités du mouvement indépendantiste ont beau démentir, la réalité est incontournable.

La position géographique des camps de réfugiés de Tindouf, situés dans l'ouest de l'Algérie et occupés par les indépendantistes du Polisario, intéresse au plus haut point les trafiquants de drogue. Situés à cheval entre le Mali, la Mauritanie, l'Algérie et le Maroc, ils sont la plaque-tournante des trafics en tout genre reliant le Sahel, l'Amérique latine, le Maghreb, l'Europe et les pays du Proche-Orient et du Golfe. Ils présentent un autre avantage de taille : on y parle l'espagnol, langue également pratiquée par les Latino-Américains, pivots du trafic de cocaïne. Si le chanvre indien traverse par exemple les camps pour inonder le Sahel, en remontant, les trafiquants reviennent avec de la cocaïne pour inonder l'Europe. Des visages apparaissent de plus en plus nettement.

M. O. L., établi dans un camp de Tindouf, entretient notoirement des relations « d'affaires » avec les réseaux latino-américains. M.O.L n'est pas un inconnu dans les rangs du mouvement indépendantiste.

L'enquête sur l'affaire d'« Air Cocaïne » a révélé les rapports entre les mafias européenne, latino-américaine et leurs sous-traitants sahéliens, en relation avec Al-Qaida au Maghreb islamique. Tous sont unis dans le trafic.

Au début de décembre 2010, c'est la Mauritanie qui ouvre à son tour la boîte de Pandore. Mrig Aya, localité située dans le nord-ouest du pays. Depuis une semaine, l'armée mauritanienne a tendu la souricière. Un important cartel de trafiquants de drogue doit traverser le territoire mauritanien. Soudain, des coups de feu nourris éclatent. Les autorités mauritaniennes jubilent ! Elles affirment à la presse qu'elles ont démantelé

l'un des plus importants réseaux de trafiquants de drogue du Sahara. Il s'avérera par la suite que ce réseau a des connexions avec Aqmi et des éléments tapis sur le territoire que le Polisario revendique. Mais, très rapidement, Nouakchott, ne voulant pas donner l'impression d'emboucher une trompette anti-Polisario, se fait discret sur la question. Cependant, le mal est déjà fait.

Lors de l'assaut contre les trafiquants lancé par l'armée mauritanienne, le chef de bande est atteint d'une balle à l'abdomen. Son nom fait trembler : Soultani Ould Ahmadou Ould Baddi. Est-ce le gros poisson recherché depuis des années ? s'interroge-t-on ici et là. Ould Baddi est le nom d'un homme qui a enlevé pour le compte d'Aqmi des otages européens. Enquête faite, il ne s'agit pas de lui. L'homme arrêté, qui répond au surnom de Slétine, est un Sahraoui. Il est originaire de la tribu R'guibat, fraction Foqra. En épluchant le fichier de la grande criminalité dans le Sahel, on se rend compte qu'il est un grand trafiquant de drogue recherché. Slétine, c'est l'Al Capone du trafic de drogue dans le Sahel.

Deuxième poisson pêché lors de l'opération, Farha Ould Hmoud Ould Maâtallah, né en 1980 à Douira, originaire de la tribu R'guibat, fraction Souaâd, établi dans la wilaya de Smara, espace occupé par le Polisario. C'est un ancien militaire, lit-on dans un document émanant de la sécurité mauritanienne.

Troisième poisson, Breika Ould Cheikh, élément sahraoui, originaire de la tribu Izrguienne.

Quatrième trafiquant arrêté, Lahcen Ali Ould Brahim, connu sous le sobriquet de Grandayzar (littéralement « Goldorak »), né en 1970 à Tiaret en Algérie, originaire de la tribu R'guibat, fraction Ould Sellam. Il est connu pour son passé de trafiquant de cigarettes dans le Sahel.

Cinquième personnes appréhendée, Addi Ould Ali, originaire de la tribu Lebouihate, est établi dans la wilaya de Smara.

Suivent Al-Ati Ag Boukhedda, né en 1982 à Kidal, Touareg du nord du Mali, Ghali Ag Mimi, Touareg malien, et Sid Amer Ag Khaballa, né 1970 à Téssalit (nord du Mali), touareg lui aussi. Au total, trois Maliens et cinq Sahraouis du Polisario ont été arrêtés.

Au cours de l'opération, Sidi Ould Mohamed Salem Ould al-Arbi et Moussa Ould Ali Ould M'hamed, deux ressortissants sahraouis, ont été

tués. Quatre autres complices ont réussi à prendre la fuite.

Au cours de leur interrogatoire, les prisonniers sont rapidement passés à table : oui, ils flirtent avec Aqmi, oui, il leur arrive souvent d'emprunter les mêmes chemins qu'Aqmi.

Nous sommes le 7 septembre 2011. Un Malien, baron du trafic de drogue, demande l'appui de trafiquants nigériens. Il monte une opération d'enlèvement à proximité de Rabouni, quartier général du Polisario. Deux premiers éléments armés du mouvement indépendantiste, et un certain Koth, élu sahraoui, sont enlevés et conduits dans le désert, côté nord-ouest du Mali. Entre kidnappés et kidnappeurs, le différend porte sur une grande quantité de cocaïne et de résine de cannabis qui a disparu. Les trois individus sont relâchés trois jours plus tard, en contrepartie d'une forte somme d'argent et de la restitution de la « marchandise ». Avant de libérer cette belle prise, le baron de la drogue malien a pris soin de la faire prendre discrètement en photo, à l'aide d'un téléphone portable.

Comme une hydre tentaculaire, Aqmi a déployé une structure-relais dans des endroits stratégiques du Sahara et du Sahel. C'est avec des complicités locales qu'Aqmi a par exemple pu opérer sans coup férir l'enlèvement des trois humanitaires dans la nuit du 22 au 23 octobre 2011, à l'endroit même où siège le « gouvernement » sahraoui.

Dès le 23 octobre, les plus hauts responsables du Polisario ont tout de suite affirmé qu'Aqmi était l'auteur de ces rapt, et que les exécutants sont venus du Mali, pour y repartir avec les otages. Coup de colère des autorités maliennes, qui apprécient très peu ces propos, et demandent aux responsables du Polisario de nettoyer devant leur porte.

L'appétit vient en mangeant. Dès 2005, le vol d'une importante quantité de dynamite de la mine de Zouérat, en Mauritanie, par un habitant du Sahara occidental, afin de l'écouler auprès d'islamistes armés, alertait sur l'infiltration des lieux par les terroristes.

Hakim Ould Mohamed M'Barek, alias Houdheifa, trésorier de la *katibat* Tarek Ibn Ziad, a été arrêté à Bamako, au quartier Faladié, en novembre 2008. Il projetait de se rendre dans les pays du Golfe, à la recherche de moyens de financement au profit d'Aqmi. À ce moment-là, l'organisation était confrontée à une crise de liquidités, ce qui l'a amenée ultérieurement à opter pour le kidnapping d'Occidentaux.

Interrogé par les services de sécurité du Mali, Houdheifa a livré une mine d'informations. Il a révélé par exemple que des réseaux d'endoctrinement et de recrutement d'Aqmi existent à l'intérieur des camps de Lahmada (Tindouf). Il a notamment cité le petit-fils et chauffeur d'un certain Ould Zayou, qui se chargerait du transport des volontaires de Tindouf vers les camps de terroristes du Sahel.

Il a par ailleurs énuméré six personnes, issues des camps de Tindouf et qui ont rallié la *katibat* Tarek Ibn Ziad (Abdelhamid Abou Zaid) : Al Kaakaa, Abou Mousaab, Noamane, tué en décembre 2007 dans le Sud algérien lors d'une mission d'approvisionnement en armes des maquis algériens d'Aqmi, Khaled Sahraoui, Soheib, Abou Outaiba. Soheib et Khaled Sahraoui, ex-militaires du Polisario, sont fichés comme ayant participé à un accrochage entre Aqmi et l'armée nigérienne, dans la localité de Telemcès, où le groupe commandé par Abou Zeid a perdu six hommes. C'est ce dernier qui a également pris part à l'enlèvement des employés d'Areva au Niger.

WikiLeaks s'invite dans le débat en révélant une note de 2009 de l'ambassade des États-Unis à Alger. Dans celle-ci, les diplomates américains en poste à Alger s'inquiètent déjà de la montée des sentiments « djihadistes » à l'intérieur des camps de Tindouf. Une soixantaine d'éléments du Polisario, selon les mêmes sources, auraient rejoint Aqmi, qui les considère comme des recrues de choix en raison de leur formation et de leur connaissance du terrain.

Abondant dans le même sens, le *Washington Post*, le *New York Post* et d'autres médias américains ont établi dans des enquêtes un lien entre Aqmi, les trafiquants de drogue et des hommes qui habitent sur le territoire que se disputent le Maroc et les indépendantistes du Front Polisario.

Les organisations criminelles transnationales (OCT) coopèrent avec Aqmi dans le trafic de drogue. Mais à chacun sa priorité. Si par exemple Aqmi prend une « commission » sur les drogues qui passent sur son « territoire », ou si, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, les combattants d'Aqmi forment un convoi sécurisé des cargaisons de drogue, les relations sont plus poussées entre les cartels colombiens (cartel del Norte del Valle, cartel de la Costa, etc.) et les mouvements rebelles comme les Farc. Les cartels de la drogue et les Farc, par exemple, achètent

ensemble la coca, la transforment en cocaïne et la transportent. Or Aqmi n'a pas les doigts trempés dans la poudre blanche à ce point.

En novembre 2011, la légende a vécu, les djihadistes et les narcotrafiquants travaillent main dans la main. Leurs étiquettes sont interchangeables. Celle d'« islamistes trafiquants » pour les premiers, et celle de « trafiquants islamistes » pour les seconds.

Chapitre 13

Techniques d'islamistes

Mode de vie

La vie est austère dans le désert, et les températures – au-delà parfois de 50° C l'été et plus de trente degrés de différence entre le jour et la nuit l'hiver – y sont terrifiantes. Les membres d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) doivent donc s'adapter et organiser leur existence afin de survivre dans cet environnement pour le moins hostile.

D'abord, le thé, un thé vert préparé en décoction, longuement, comme si ce rituel des trois verres de thé très sucré, cuit lentement dans une petite théière en émail à demi enfouie dans les braises, effaçait l'angoisse, atténuait la sensation de faim, remplaçait la douceur réconfortante du foyer et soulageait le sacrifice qu'est la solitude. Ce thé chaud et soyeux facilite ainsi le passage dans l'inconnu et donne l'illusion de pouvoir apprivoiser la peur.

L'alimentation des éléments d'Al-Qaida au Sahel est axée sur le pain. En arabe, *el kisra*. Pour le faire cuire, un feu est allumé à même le sol, qui doit être propre, sablonneux de préférence, car la pâte faite de fine semoule de blé, d'un peu de sel et d'eau sera placée à même le sol chauffé par des braises. Quand les braises sont suffisamment consommées, elles sont écartées et la pâte est enterrée dans cette niche de sable brûlant, que l'on recouvre des braises afin d'en maintenir la chaleur le plus longtemps possible. La pâte cuit lentement pour devenir un pain rond qui est ensuite soigneusement lavé, et mangé sur place ou conservé pendant plusieurs jours, selon les besoins.

Le liquide le plus précieux dans le désert est l'eau. Pour la corvée d'eau, les islamistes s'approvisionnent la plupart du temps dans des puits répertoriés. Mais, prudents, ils envoient généralement un éclaireur. Celui-ci se rend près du puits à dos d'âne, comme le ferait un simple berger. Il

procède à un repérage et s'éloigne avant de sortir son téléphone et d'informer à l'aide de codes l'équipe de djihadistes qui vient s'approvisionner au puits. Une fois sur place, les deux ou trois hommes chargés de la corvée d'eau inspectent les alentours, prennent la poulie, la suspendent à une poutre placée à moins d'un mètre de hauteur du rebord du puits et y arriment un seau. Le seau d'environ 10 litres descend dans le puits, profond de 100 mètres et plus, la corde reliée au seau est alors attachée solidement à un véhicule, qui fait marche arrière, et permet au seau rempli d'eau de remonter à la surface. Les populations locales ont recours au même procédé pour se ravitailler en eau, sauf que, généralement, ce sont des ânes ou des chameaux qu'elles utilisent pour extraire l'eau du puits.

Les intégristes, une fois la corvée d'eau terminée, battent le rappel des troupes pour un bain collectif sur les lieux. Les islamistes ne se lavent jamais nus en public. Ils se lavent dans leur tenue afghane. Pour arrêter les islamistes, il suffit de contrôler les points d'eau dans le désert, clament souvent des analystes. Erreur. Quasi-maîtres de ce désert, ils n'iront pas à un puits s'ils savent qu'ils peuvent être pris en tenaille. Et, une fois près du puits, ils prennent toujours la précaution de se faire protéger par une autre équipe.

Un autre élément majeur est le Thuraya, appareil qui doit son nom à un fournisseur de réseau téléphonique par satellite dont le siège social est situé dans les Émirats arabes unis. Il n'a pas besoin de relais terrestre pour fonctionner, transmettre les messages, permettre une conversation, envoyer des fax, échanger des vidéos, connaître les dernières nouvelles, donner des rendez-vous, et que sais-je encore. Muni d'un système de GPS incorporé, il permet de trouver aisément un lieu recherché. Par exemple, après avoir enterré avec ingéniosité des bidons remplis d'essence afin que le carburant ne s'enflamme pas, les transporteurs prennent les coordonnées GPS des lieux et disparaissent. S'il faut ouvrir la station d'essence souterraine, il suffit de transmettre ces coordonnées aux bénéficiaires, afin qu'ils se ravitaillent. Ils doivent ensuite refermer le trou où est cachée la réserve pour la rendre à nouveau invisible, même du ciel. Il y a ainsi des stocks entiers de carburant et d'aliments soigneusement protégés. Les caches d'armes sont également souterraines et faciles d'accès. Grâce aux milliers de téléphones

Thuraya en fonctionnement dans le Sahara, toutes ces planques accessibles en permanence forment un maillage indispensable à la logistique d'Aqmi.

Pendant longtemps, les salafistes ont considéré le réseau de téléphone satellitaire Thuraya comme le moyen de communication le plus sûr, le plus adapté au désert. De plus, un téléphone satellitaire qui peut être mis dans une poche est fort intéressant. Pour approvisionner ces appareils, des relais bien organisés envoient d'Arabie saoudite ou des pays du Sahel des numéros de cartes de recharge Thuraya. Il y a au moins deux types de puces Thuraya. La dernière génération est, en 2011, la moins chère.

Cependant, depuis le début de l'année 2011, après le raid des forces spéciales françaises en territoire malien pour tenter de libérer deux jeunes Français enlevés par Aqmi, les éléments d'Al-Qaida opérant dans la zone sahélienne se savent encore davantage surveillés et redoublent donc de prudence à l'égard de leurs communications téléphoniques. D'où la décision d'utiliser d'autres techniques. Grâce à ses trois ingénieurs, Al-Qaida au Sahel tente de déjouer les pièges des écoutes.

C'est pourquoi les islamistes d'Aqmi privilégient désormais le réseau GSM. Or le Sahara est vaste, et le réseau GSM n'est pas disponible dans toutes les brousses. Ils sont donc obligés de se rendre discrètement dans des localités couvertes par le réseau, ou à la périphérie de ces localités, puisque, généralement, le réseau couvre les agglomérations jusqu'à 20 kilomètres à la ronde. Mais ils savent aussi que ce réseau peut être écouté et ils prennent un maximum de précautions, en appliquant ce qu'ils appellent dans leur jargon le « coup », c'est-à-dire une puce = un appel. L'autre astuce consiste à appeler un correspondant à l'aide d'une puce téléphonique du Niger ou de la Mauritanie, alors qu'on est dans le désert malien, ou vice versa.

C'est par centaines qu'Aqmi achète des puces téléphoniques. Il ne faut donc pas s'étonner si les opérateurs téléphoniques comme Orange ou Maroc Telecom annoncent que leur nombre d'abonnés augmente d'année en année dans le Sahel...

Financement

La principale source de revenus des islamistes dans le Sahel est la prise d'otages. Selon l'Algérie, Al-Qaida a empoché en moins de six ans plus de

50 millions d'euros venant des rançons des otages occidentaux enlevés dans la région du Sahel. À quoi il faut ajouter, selon un conseiller à la présidence de la République algérienne, un montant de 100 millions d'euros sous diverses formes. Finalement, ces rançons payées pour libérer quelques personnes pourraient permettre d'acheter des armes, de fabriquer des explosifs, destinés cette fois à tuer des milliers de personnes. Un cycle infernal.

Persuadé qu'il sera de plus en plus difficile d'enlever des otages, Al-Qaida au Sahel a décidé, dès la fin de 2010, avec le feu vert de l'émir général, de sécuriser les fonds disponibles et de diversifier même les sources de financement.

Selon plusieurs experts, Al-Qaida au Sahel installait, toujours à la fin de l'année 2010, un autre système de gestion de ses fonds. Jusque-là, les fonds encaissés n'allaient pas tous dans la même caisse, même si l'émir général pouvait en faire usage. Belmokhtar avait sa caisse, Abou Zeid, la sienne. Mais l'argent qui dort dans le sable ne travaille pas...

Avec l'appui de certains hommes de main de la zone sahélienne, Al-Qaida a entrepris plusieurs opérations, notamment le transfert de ses fonds dans des activités lucratives qui échappent à tout contrôle officiel. Cette forme de transaction se nomme en arabe *hawala*. Dans la zone du Sahel, le bétail de certains étouffe désormais dans les enclos, tant le nombre de bêtes a augmenté. Pourtant, on ne connaît pas l'adresse de la loterie à laquelle ces nouveaux riches ont gagné ! Certains intermédiaires chargés de négocier la libération d'otages sont aussi très à l'aise. L'un d'eux n'a-t-il pas brusquement réussi à inscrire ses six enfants dans une école huppée où il paie plus de 15 000 euros par année scolaire ?

Les experts ont répertorié six banques dans les pays du Sahel susceptibles d'avoir recyclé une partie de la fortune colossale acquise par Al-Qaida au Sahel.

Un banquier sénégalais témoigne : dans son établissement bancaire, 600 millions de francs CFA dormaient à la fin de 2010 sur un compte assez bizarre. Un compte ouvert en 2008 et qui n'a enregistré en tout et pour tout que trois opérations. Depuis, le propriétaire n'a plus donné signe de vie. Le banquier est convaincu qu'il s'agit d'argent sale.

Courant 2010 toujours, dans une banque du nord du Mali, un client débarque avec des sacs de billets. Il s'agit de plusieurs centaines de milliers de francs CFA. La banque encaisse les fonds. Quelques jours plus tard, le propriétaire du compte se rend dans la capitale malienne et le vide. Il s'est donc servi de la banque pour, moyennant quelques menus frais, transférer l'argent du nord au sud.

Afin de procéder au blanchiment de l'argent, Al-Qaida au Sahel évacue généralement à doses homéopathiques son pactole de la zone grâce à des prête-noms de confiance qui traitent eux-mêmes avec des institutions financières douteuses.

Pour les *katibat* sahéliennes, l'un des points d'approvisionnement en véhicules est le port de Lomé, au Togo. Mais tous ces véhicules ne finissent pas dans les rangs des combattants. Pour acheter le silence, ils sont distribués.

Un médiateur se souvient avoir vu dans les *katibat* sahéliennes, lors de négociations en vue de la libération d'otages européens, des boîtes de conserve, dons de l'Union européenne. L'Union européenne nourrirait-elle Al-Qaida sans le savoir ? L'explication la plus plausible est que les vivres distribués dans les camps de réfugiés font l'objet de trafics divers. Ces vivres sont revendus prioritairement dans des villes sahéliennes, et les djihadistes les achètent comme tout le monde grâce à leurs responsables chargés de la logistique.

C'est un Algérien qui détient le marché d'approvisionnement en tenues des islamistes. Lorsque ces derniers ne sont pas sur le front, ils portent un simple boubou couleur kaki. La poche des boubous des chefs est cousue sur la poitrine, à la mode sahélienne. Tous les huit mois, ces hommes se voient renouveler leurs tenues de détente.

Si Al-Qaida blanchit ses fonds, l'organisation peut les noircir tout aussi bien. « Noircir » de l'argent consiste à prendre des fonds issus d'un commerce légal, donc de l'argent propre, et à les dépenser hors du circuit bancaire normal, en espèces, sans laisser de traces. En 2001, par exemple, un richissime homme d'affaires algérien a fait un important don en liquide à une famille du Sud algérien dont le fils s'est retrouvé plus tard dans les rangs d'Aqmi. L'enfant a mis une partie de l'argent à la disposition de ses nouveaux maîtres. La somme a été confiée à un sous-traitant. Pour faire

fructifier le pactole, il a d'abord monté un commerce de vente de Thuraya. Ce fut l'époque où, dans plusieurs pays du Sahel, on parlait de « Thuraya d'Al-Qaida ». Le businessman a ensuite donné un coup de main à deux spécialistes en fabrication d'explosifs, qui seront arrêtés courant 2008 à Gao, dans le nord-est du Mali, en les aidant à acheter des ingrédients destinés à fabriquer les explosifs. Il a aussi aidé à payer cash la maison louée par les djihadistes.

L'argent est le nerf de la guerre. Aussi les islamistes disposent-ils de plusieurs banques où ils cachent les sommes importantes qui proviennent essentiellement des rançons perçues. Mais la banque que les membres d'Aqmi préfèrent demeure malgré tout leurs « boulboules », ces véhicules qui permettent aux djihadistes de circuler sur de grandes distances. Ainsi, des boulboules déglinguées servent de coffres-forts à Al-Qaida dans le Sahel.

Interrogé par les enquêteurs à Bamako, Maaouiya a affirmé avoir été présent lors d'un raid franco-mauritanien dans le désert malien. Tout juste après cette attaque, a-t-il expliqué, les forces de sécurité mauritaniennes ont saisi notamment une boulboule appartenant à Al-Qaida au Sahel. Quelques semaines plus tard, lors d'un autre affrontement entre les djihadistes et l'armée mauritanienne, le même véhicule est retombé entre les mains de ses propriétaires. Une fouille rapide leur permit de constater que l'argent – plus d'un million d'euros – dissimulé à l'intérieur du véhicule était toujours là. L'armée mauritanienne n'avait pas eu le réflexe de désosser la voiture. La banque ambulante d'Aqmi n'a ainsi pas subi de grands dommages !

Aqmi se méfie des fréquentations de ses membres. Pour Al-Qaida au Sahel, « l'ennemi peut être partout dans le désert ». Le renseignement d'origine humaine est le plus redoutable. Pour passer les barrages discrets que les djihadistes installent dans le désert, il faut pouvoir montrer patte blanche. Les codes et les mots de passe changent chaque semaine, tous les deux jours en temps de crise.

Reste le renseignement fondé sur les images, notamment celles que les satellites transmettent en continu. Depuis février 2011, plusieurs témoignages font état de ce que les véhicules des islamistes sont de plus en plus couverts d'une bâche. Les déplacements s'effectuent aussi de plus en plus la nuit. Et, pour tromper la vigilance des satellites, les islamistes

voyagent parfois à l'arrière de pick-up, assis au milieu de quelques moutons. La ruse est l'une de leurs armes préférées. Un homme déguisé en femme ? Une fausse panne de véhicule pour piéger l'âme charitable qui s'arrêtera pour donner un coup de main ? Ils ont évidemment plus d'un tour dans leur sac.

Dans le désert, les islamistes s'informent constamment, comme s'ils voulaient compenser leur isolement volontaire. Leur journal télévisé fétiche est celui d'Al-Jazira de 21 heures, intitulé *Hassad Magrebi*, le « Journal du Maghreb ». La télévision est branchée à une batterie de voiture allumée, et l'on utilise un appareil qui transforme le courant alternatif en courant continu. La télévision de l'ennemi est également regardée. Entendez par ennemi surtout des pays comme l'Algérie et la Mauritanie.

Du côté de la radio, la BBC, RFI et la Voix de l'Amérique font partie des médias les plus écoutés. Dans l'un des groupes, c'est un Sénégalais qui fait un résumé des informations diffusées en français. J'ai eu quelques entretiens avec l'intéressé. Chaque fois, c'est lui qui a pris l'initiative de m'appeler. Je ne lui ai jamais demandé comment il avait obtenu mon numéro de téléphone. Il m'a appelé, par exemple, pour se faire confirmer la libération de l'otage français Pierre Camatte... Éprouve-t-il la nécessité de prendre régulièrement contact avec la vie ordinaire, celle que l'on réfute, mais dont on ne peut se passer ?

Les membres d'Aqmi, bien sûr, n'oublient jamais les cinq prières quotidiennes, quelles que soient les circonstances. Les islamistes prient d'une manière particulière. S'ils sont, par exemple, un groupe de quarante, un premier groupe de vingt se place derrière l'imam. Celui-ci pose à côté de lui une arme chargée, dont le système de sécurité est enlevé. Il est ainsi prêt à dégainer, car on ne sait jamais. Puis il fait prier le second, etc. Ces prières ne dépassent pas deux *rakaat*. Dieu pardonnera. Il sait que c'est en Son nom que l'on se bat.

Selon plusieurs témoignages d'intégristes repentis ou arrêtés, la journée dans le désert commence par la prière. Des cassettes du Coran galvanisent le groupe. On cherche surtout à impressionner les nouvelles recrues. Autre activité, l'entretien des véhicules des *katibat*. Dans l'après-midi, on a souvent rendez-vous avec les réseaux d'approvisionnement. Les groupes sont très mobiles.

Dans le Sahel, on peut aussi tomber malade. Deux ou trois infirmiers sont présents dans chaque *katibat*. Pour se soigner, les combattants emploient le miel avant tout. Le miel sert de pommade contre l'infection d'une plaie. Contre les maux de ventre, les maux de tête, le mal de dos, c'est aussi le miel qui est utilisé, car, selon les combattants d'Al-Qaida au Sahel, le miel était un compagnon fidèle du Prophète. Pour les grosses opérations chirurgicales, les intéressés sont transportés sous de faux noms dans les villes de la zone. En 2004, un patient nigérian s'est fait opérer dans une clinique nigérienne. Après une hospitalisation de deux mois, pour régler sa dernière facture, l'un de ses visiteurs, lui-même nigérian, avait sorti des liasses d'euros. La police nigérienne a tout de suite été informée, et les deux hommes ont été arrêtés pour « trafics de devises » dans un premier temps. Mais, lors d'un interrogatoire poussé, les deux hommes ont avoué faire partie d'une *katibat*. L'information est passée inaperçue. Leurs noms figurent encore dans les registres de la prison civile de Niamey, où ils ont purgé une peine de quatre ans de prison ferme.

Un combattant d'Aqmi possède toujours plusieurs noms. Un patronyme, le nom qui est inscrit sur son acte de naissance s'il en a un, et de très nombreux autres noms. Se tromper d'orthographe en transcrivant le patronyme d'un combattant d'Aqmi n'est pas une faute.

Lorsqu'un kamikaze se rend sur le terrain pour une opération, Aqmi lui donne parfois la pièce d'identité d'une autre personne, afin de brouiller les pistes. L'objectif ? Une fois mort, alors qu'il n'est plus physiquement reconnaissable, personne ne pourra l'identifier. Si une pièce d'identité est encore lisible, elle sera attribuée par défaut au kamikaze décédé.

Armement

Novembre 2010. Siège du gouvernorat de la région de Kidal, située dans le nord-est du Mali. Les pales des ventilateurs de la salle de conférences brassent de l'air chaud. Les lampes au néon éclairent d'une lumière blafarde la salle dont les murs auraient besoin d'une nouvelle couche de peinture. Comme s'ils étaient les acteurs d'une pièce de théâtre, des jeunes de la région montent sur scène. Ils ont honte d'eux-mêmes. Depuis quelque temps, ils se sont spécialisés dans le vol de véhicules. Et pas n'importe

quels véhicules, il s'agit de véhicules militaires ! De surcroît, des véhicules de l'armée régulière malienne. Ces véhicules échouaient entre les mains d'Aqmi dans le Sahara. Les islamistes s'arrangent également pour acheter des véhicules volés dans d'autres pays du Sahel : l'Algérie, la Mauritanie et le Niger, notamment. Pourquoi la branche militaire d'Aqmi raffole-t-elle de ces engins ? L'expérience a montré que le jour où la nébuleuse décide, par exemple, d'attaquer une caserne, ou un symbole de l'un des États du Sahel, c'est un véhicule officiel de l'armée du pays en question qui sera en tête du convoi. Ainsi, quand les fous de Dieu rencontreront l'ennemi, celui-ci pensera qu'il s'agit d'un véhicule allié. Quand le pot aux roses est découvert, il est trop tard pour réagir. Aqmi sera passée à l'attaque avec une avance certaine. Cette stratégie, les islamistes l'ont utilisée en 2009 pour surprendre l'armée régulière malienne dans la région de Tombouctou. À la vue d'un véhicule peint aux couleurs de l'armée, les soldats maliens et les miliciens qui les accompagnaient ont pensé qu'il s'agissait d'un véhicule allié. Le temps de se rendre compte de la réalité, il était trop tard. Les tirs de l'ennemi avaient fait leur sale besogne.

Aqmi a également opéré un moment en Mauritanie en trompant la vigilance des forces de sécurité. Dans le convoi de tête de la colonne de véhicules des intégristes, il y avait un véhicule de l'armée régulière mauritanienne. En Algérie et au Niger, des faits semblables ont aussi été relevés.

Ce ne sont pas seulement les véhicules des armées régulières des pays du Sahel qu'Aqmi utilise pour attaquer l'ennemi. Les tenues de combat et le matériel militaire des armées du Sahel sont également prisés. Les premiers fournisseurs des islamistes sont parfois des militaires indécents des armées régulières de plusieurs pays africains. Dans quatre des pays du Sahel visités pour la rédaction de ce livre, dix-sept militaires au total étaient aux arrêts à la date du 20 janvier 2011 pour avoir volé et revendu du matériel militaire à des complices d'Aqmi.

Des militaires affairistes, des civils aussi. Ali Keita est l'un d'eux. Il a la nationalité guinéenne, et est né le 30 juillet 1962. Le 8 février 2010 à 7 heures du matin, il venait juste de traverser la frontière entre la Guinée et le Mali. Ali se dirigeait vers la capitale malienne. Il était filé par la douane malienne, qui rapidement mit le grappin sur lui. Une fouille minutieuse de

son véhicule a permis de saisir dix-sept roquettes de marque chinoise. Interrogé, l'homme est passé rapidement à table. C'était là une commande d'un certain « Abou », de nationalité algérienne. Il est revenu plus tard sur ses propos, en sentant le risque qu'il courait.

Selon la police malienne, Aqmi, pour s'approvisionner en armement, en munitions, utilise de plus en plus cette technique qui consiste à puiser dans les stocks des armées régulières du Sahel, avec forcément des complicités à la clé.

Selon une source sécuritaire mauritanienne (entretien avec l'auteur), une kalachnikov venant du stock d'une armée régulière du Sahel est revendue 40 000 francs CFA pièce, sans les munitions. Une arme lourde peut coûter jusqu'à 20 millions de francs CFA. Aqmi opère également par des attaques-surprises pour mettre la main sur l'armement de l'ennemi. L'un des premiers raids d'Aqmi en Mauritanie a permis à la nébuleuse d'acquérir de l'armement lourd, ainsi que des munitions qui seront plus tard utilisés pour attaquer les armées.

Il serait faux de dire qu'au sein de ces armées il n'existe pas de complices qui vendent des armes et des véhicules contre espèces sonnantes et trébuchantes. L'une des forces d'Aqmi est de pouvoir disposer de l'argent nécessaire pour obtenir satisfaction. Selon des experts, on peut dire aujourd'hui sans risque de se tromper que l'armement d'Aqmi est composé au moins à 20 % de celui appartenant aux forces régulières des armées des pays du Sahel. Pour être maîtresses du désert, l'espace dans lequel elles circulent, les brigades mobiles utilisent aussi des mines. Les premiers fournisseurs de ces engins qui tuent ou blessent atrocement viennent du Tchad. En 2009, selon une source sécuritaire nigériane, Aqmi a dû acheter pour près de 30 millions de francs CFA de mines antipersonnel. Le principe d'utilisation est simple : pour que ces mines fassent le maximum de dégâts, elles sont enfouies deux par deux dans le sol, à un endroit qu'empruntent généralement les véhicules de l'ennemi.

L'autre source d'approvisionnement en armes d'Aqmi est bien les rébellions qui sévissent dans plusieurs pays de la sous-région. « Code 10 gouttes » est le surnom d'un homme originaire du Sierra Leone que l'armée nigérienne a appréhendé au début de l'année 2010. Il avait un passeport libérien et a été arrêté alors qu'il tentait de passer au Mali. A été trouvée sur

lui la somme de 100 000 euros. Interrogé, poussé dans ses derniers retranchements, il a reconnu les faits : la cargaison d'armement est venue du Sierra Leone, via la Guinée, le 12 décembre 2009. Les grenades étaient très nombreuses dans cet arsenal.

Aqmi a également sa propre structure de fabrication d'armement, notamment les munitions. Sa spécialité ? Les explosifs. Février 2009. Dans le nord du Mali, des Maghrébins louent une maison. Ils sortent très peu. Ils transforment la maison en laboratoire. Ils font des tests pour fabriquer des bombes. Un soir, grand bruit, des détonations sont entendues dans tout le quartier. La police intervient. Arrestation du groupe. On découvre que c'est Aqmi qui était en train de travailler à fabriquer des bombes. Interrogés, les combattants d'Aqmi passent rapidement à table. Ils testaient l'efficacité de certains engins. Ils s'étaient procuré les ingrédients dans la sous-région. Malheureusement pour eux, les manipulations ont mal tourné. Leur objectif était d'en fabriquer en quantité industrielle et de rapporter le stock dans leurs bases situées à travers le Sahel.

Lorsque les Autrichiens ont payé en octobre 2008 la rançon pour obtenir la libération de leurs deux ressortissants, une semaine plus tard, c'est au Ghana que les enquêteurs ont retrouvé les traces d'une partie des billets en euros. L'argent servait à acheter du matériel pour fabriquer des explosifs.

17 septembre 2010. Dans le nord du Mali, à 750 kilomètres au nord de Bamako, un véhicule bringuebalant roule à vive allure sur le bitume. Il refuse d'obtempérer au coup de sifflet de la police. Il est pris en chasse et est finalement arrêté. Une fouille minutieuse permet de découvrir d'abord une trentaine de bouteilles de gaz, des sacs remplis de clous, des boulons, du sucre en poudre, des ampoules, des fils électriques. Interrogés, le chauffeur et son accompagnateur affirment qu'ils transportent tout ce matériel pour l'individu qui a loué le véhicule. À la question de savoir pourquoi le véhicule, au coup de sifflet de la police, ne s'est pas arrêté, le conducteur et son accompagnateur répondent : « Nous n'avions pas nos papiers en règle et nous avons eu peur à cause de ça. » La vérité est plus complexe. La marchandise appartient à un ressortissant mauritanien. Lui-même était dans un véhicule qui précédait le camion. Homme d'affaires à ses heures perdues, il était ce qu'on peut appeler un soutien des islamistes armés. Il se chargeait de convoier leurs équipements. Et tout le matériel

saisi par la police malienne devait permettre de fabriquer des bombes artisanales. Voulant connaître tous les ressorts de l'affaire, la police malienne a fait semblant de laisser passer partir le camion, son chauffeur et son accompagnateur avec la marchandise. Deux jours plus tard, une quinzaine de personnes sont arrêtées et les armes saisies.

Janvier 2011. La révolution est en marche dans le monde arabe. La Tunisie, ensuite l'Égypte, et la Libye. En Libye, très rapidement, les manifestants deviennent des insurgés et combattent avec des armes les troupes du colonel Kadhafi. Des casernes, des dépôts de munitions tombent entre leurs mains. De grandes quantités d'armes sont prélevées. Dans un premier temps, des lance-roquettes, des RPG neufs. Ensuite, des Sa-7, des armes très recherchées. Ce sont des missiles à tête chercheuse. Ils peuvent abattre un avion ou un hélicoptère à une portée de dix kilomètres. Ils atteignent leur cible grâce à la chaleur qui se dégage des moteurs. D'autres missiles, les AT3 Sagger, missiles antichars portatifs, sont également tombés entre les mains des insurgés. Tout cet arsenal est du pain béni pour Aqmi. Le premier à avoir sonné l'alarme est Idriss Déby, le président de la République du Tchad, un pays qui a une frontière avec la Libye, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*. « Les islamistes d'Al-Qaida ont profité du pillage des arsenaux en zone rebelle pour s'approvisionner en armes, y compris des missiles sol-air », a précisé le chef de l'État tchadien.

À la suite du président tchadien, plusieurs sources nigériennes et maliennes confirment que des armes libyennes sont tombées aux mains d'Aqmi. Ces sources vont plus loin et affirment que les combattants du groupe ont transféré une partie de ces armes dans le Sahel, via le Niger et l'Algérie, deux pays qui ont une frontière avec la Libye en crise.

Abdoussalam Ag Assalat, un élu de la région de Kidal, avant sa mort en 2011 dans un accident de la circulation, manifestait son inquiétude. Dans un entretien avec l'auteur, il affirmait que des armes libyennes étaient tombées entre les mains d'Aqmi.

« Le printemps arabe est pour nous, pays de la bande sahélo-saharienne, un hiver, un hiver rigoureux, parce qu'aujourd'hui vous avez non pas une seule armée, mais *des armées* dans cette zone », déclare de son côté le président malien, Amadou Toumani Touré.

Dans l'arsenal de guerre, on compte notamment des missiles Sa-7, des lance-roquettes et de nombreux véhicules militaires de transport. C'est plutôt une mauvaise nouvelle dans la lutte contre Aqmi. Quelques semaines avant le début de la révolte des opposants libyens au colonel Kadhafi, la Mauritanie avait recueilli sur son sol un déserteur d'Aqmi qui avait fourni de précieuses informations sur le moral des troupes et notamment sur l'armement qui faisait défaut. La crise libyenne offre une occasion à Aqmi de s'implanter plus que jamais dans la bande sahélo-saharienne. Les combattants d'Aqmi vont très probablement lancer une nouvelle campagne de recrutement. Ils ont des armes, ils ont également des moyens financiers, notamment la dernière rançon perçue pour libérer une partie des travailleurs du groupe français Areva.

Face à ce risque de déstabilisation de toute une région, le Mali relance son idée de réunir les pays de la zone pour donner le véritable signal d'une lutte commune contre Aqmi.

Selon la presse algérienne, les États-Unis ont créé un groupe de contact au Sahel afin de surveiller le surarmement provoqué par la crise libyenne. Objectif affiché ? Suivre à la trace le mouvement des mercenaires engagés par la Libye et celui des armes et des munitions qui tombent entre les mains d'Aqmi.

Troisième partie

Géopolitique

Chapitre 14

Al-Qaida les talibans du Nigeria main dans la main

12 février 2011. L'avion militaire de l'armée mauritanienne est sur la piste de l'aéroport international de Bamako. À Nouakchott, le président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz, s'impatiente. Il attend de connaître l'heure du décollage de l'avion qui doit ramener vers lui un élément important d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), arrêté quelques jours plus tôt à 240 kilomètres au nord de Bamako. Le Mali a accepté d'extrader le ressortissant mauritanien par une procédure d'urgence. Cette grosse pointure d'Aqmi était en partance pour le Sahara lorsque les flics de Ségou reçurent par fax de Bamako une copie de l'identité de l'islamiste. Dès la réception du fax, ces derniers ont perdu le sommeil, mais, coup de chance, ils n'ont pas eu trop de mal à le localiser dans un bus. Mohamed Lemine Ould M'Bala, alias Maaouiya, ayant vu venir vers lui des flics, s'empressa de jeter discrètement son GPS sous le siège. Les policiers n'ont, hélas, pas eu le réflexe de procéder à une fouille minutieuse du véhicule. Une mine d'informations perdue. Il a également pu cacher avant de les jeter aux toilettes deux puces téléphoniques. Une autre mine d'informations précieuses a ainsi disparu !

Une fois transféré à Bamako, Maaouiya a très librement parlé aux enquêteurs. Il a notamment donné des détails sur le raid franco-mauritanien de juillet 2010 et déclaré qu'il était présent dans le camp, qu'il avait vu passer l'avion de reconnaissance et qu'il avait même prévu l'imminence de l'attaque. Au sujet de la préparation des tentatives d'attentat qui ont failli ensanglanter la capitale de la Mauritanie au début de février 2011, le jeune terroriste a indiqué qu'il connaissait par cœur le dispositif. Par son biais, on a appris également qu'Omar le Sahraoui, le soutien d'Aqmi qui avait déjà trempé dans l'enlèvement d'humanitaires espagnols en novembre 2009, condamné par la justice mauritanienne, extradé vers le Mali, et libéré, est toujours actif dans la sous-traitance avec Aqmi.

À la télévision nationale mauritanienne, deux autres combattants d'Aqmi arrêtés, un Mauritanien et un Bissau-Guinéen, ont déclaré que leur objectif à Nouakchott avait été de faire exploser un véhicule piégé au ministère de la Défense et à la Direction de la police voisine et un autre à l'ambassade de France.

Devant l'auteur de ces lignes, qui a pu le rencontrer avant son extradition de Bamako vers Nouakchott en présence d'un agent de la Sécurité malienne et d'un interprète, Maaouiya n'y est pas allé par quatre chemins.

– Je vais vous dire. Je ne suis pas sûr que je vais sortir un jour de prison. Dieu ne va jamais m'abandonner ici, a-t-il notamment déclaré.

– Savez-vous ce qu'est Boko Haram ?

– Ce sont nos frères du Nigeria. Nous les formons. C'est notre devoir de les aider. Ce sont des musulmans comme nous. Ils ont un grand pays. Et, pour nous, ce qui est important, c'est de nous unir pour que, dans toute l'Afrique, les Satans [les Blancs] ne nous amènent pas leur religion. Avec les Boko Haram, nous allons travailler main dans la main pour le djihad. C'est la charia qui doit être appliquée partout. C'est ce que Dieu veut et, avec Sa force, nous allons arriver à ce but. Je n'ai peur de rien, sauf de Dieu. C'est pour Lui que je vis. C'est Lui qui guide mes pas. C'est pour Lui que nous vivons. Je n'ai peur de rien.

– Comment allez-vous renforcer vos relations avec Boko Haram ?

– Si nous devons porter le djihad dans un pays qu'ils connaissent plus que nous, c'est à eux d'agir. Si nous cherchons à punir la France à cause de sa politique qui est contre l'islam, Boko Haram peut, de son côté, arrêter ou même tuer des Français dans leur zone. Nous, on peut aussi aller dans leurs zones, comme ils viennent dans notre zone. Nous sommes ensemble, eux et nous. Nous avons le même Dieu. Nous n'accepterons jamais qu'ils soient persécutés.

– Envisagez-vous de commettre des attentats en France ?

– On va là où Dieu nous demande d'aller. Mourir en martyr, c'est de ça que, nous tous, nous rêvons. Si Dieu prend ma main pour me confier une mission, je l'exécute. Je n'ai peur de rien. J'ai rencontré ici en prison des Arabes, des Occidentaux qui sont venus me poser des questions. Je n'ai pas eu peur. Je ne vois pas pourquoi j'aurais peur. Non, je n'ai pas peur. Ils posent les questions ; moi, je donne les réponses qui me viennent de Dieu.

Avec nos frères de Boko Haram, nous ferons tout ensemble. Un musulman est un musulman. Il n'y a pas de différence. Nous voulons rassembler tous les musulmans pour notre djihad. Voilà ce que nous voulons. Je n'ai peur de rien. Avec nos frères de Boko Haram, nous allons créer dans tous les pays, du Nigeria au Sénégal, des groupes. C'est Dieu qui guide nos pas. Ce n'est personne d'autre. Personne d'autre ne peut d'ailleurs rien faire. On n'a pas besoin d'aller en France pour attaquer la France. On peut l'attaquer ici, n'importe où.

– Si on vous libère aujourd'hui, qu'est-ce que vous allez faire ?

– Je vais directement rejoindre mes camarades pour me mettre au service de Dieu. C'est Dieu notre maître.

– Et si vous n'êtes jamais libéré ?

– Ça non plus, ce n'est pas grave. Je n'ai peur de rien. Dieu me protège, et c'est ce qui est le plus important. Je vais vous dire. Un jour, un frère musulman comme moi allait porter le djihad. En partant, il savait qu'il risquait de ne pas revenir. J'avais envie d'être à sa place. J'avais envie d'aller mourir à sa place en servant Dieu. Je n'ai jamais oublié le dernier regard de ce frère. Il est parti mourir pour Dieu. Ça, c'est très important.

– Il y a combien de gens de Boko Haram parmi vous ?

– Il y a le nombre qu'il faut. Et, nous aussi, on leur a envoyé des gens, si c'est ce que vous voulez savoir. Je n'ai peur de rien, sauf de Dieu.

13 octobre 2010. Une réunion sur la lutte antiterroriste organisée par le G8 se tient à Bamako. L'objectif de la rencontre est d'étudier l'éventualité d'une aide et d'un renforcement de la stratégie de la lutte contre Aqmi. Y participent des experts du G8, à savoir les États-Unis, la Russie, le Japon, le Canada, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, de l'Union européenne, de Suisse et d'Australie. Plusieurs pays de la région ont été conviés, en l'occurrence la Mauritanie, le Burkina Faso, le Sénégal, le Niger, le Nigeria, le Maroc. L'Algérie, invitée, a décliné.

Petit incident au cours de la rencontre. C'est le Canada qui préside cette réunion. Un responsable des affaires de sécurité de ce pays approche discrètement les forces de sécurité maliennes pour leur demander de vider les journalistes qui se promènent dans les couloirs de l'hôtel où se tient la rencontre à huis clos. Le directeur du bureau régional de l'Agence France Presse (AFP) rouspète. Le Canada, pays de la liberté de presse...

Le lendemain, alors qu'il faisait sa valise pour retourner dans son pays, un délégué du Nigeria accepte de discuter avec des journalistes. Objet : les rapprochements en cours entre Boko Haram au Nigeria et Aqmi.

En janvier-février 2010, Aqmi publie sur l'un de ses sites de propagande un communiqué intitulé « Tragédie de la majorité musulmane au Nigeria », qui sera suivi d'un « Appel aux musulmans du Nigeria ».

Dans ces messages, la nébuleuse dénonce pêle-mêle la « répression » contre les membres de la secte Boko Haram, invite les musulmans du Nigeria à rejoindre les camps d'Aqmi et propose une assistance aux musulmans d'un pays qui compte 150 millions d'habitants. Le communiqué est signé de l'émir général d'Aqmi lui-même, l'Algérien Abou Moussab Abdel Wadoud, encore appelé Droukdel.

Entre Boko Haram et Aqmi, il y a à la base des divergences d'ordre idéologique. Boko Haram est une secte qui épouse une forme d'islam millénariste. Les combattants d'Aqmi sont des salafistes. Mais les deux groupes ont en commun la détestation de l'Occident et de tout ce qui représente la modernité. Si les partisans de la secte Boko Haram refusent, par exemple, de porter une montre, quelques responsables d'Aqmi en possèdent une, mais ils la portent à la main droite, « pour ne pas faire comme les Blancs qui portent la montre à la main gauche » !

Théoriquement, les deux entités n'évoluent pas dans les mêmes eaux, mais deux Nigériens de la secte Boko Haram, arrêtés respectivement au Niger et au Mali, ont confirmé ce qui n'était encore qu'une hypothèse : le raffermissement et la consolidation des relations entre Aqmi et la secte Boko Haram.

Boko Haram signifie, en langue haoussa, « l'éducation occidentale est un péché ». Les membres de cette secte se réclament des talibans d'Afghanistan.

En Afghanistan, les talibans étaient des étudiants musulmans qu'on rencontrait dans un premier temps dans les écoles coraniques créées grâce à la générosité de l'Arabie saoudite. On situe à 1995 la naissance du mouvement. Entre fin 1988 et 1991, ces écoles recevaient beaucoup d'élèves. L'intégrisme religieux y était enseigné. Les talibans et Al-Qaida marchaient main dans la main. Pourquoi pas alors Aqmi et la secte Boko

Haram ? Maulavi Mohamed Omar, qui deviendra le mollah Omar, un chef taliban, ne tutoyait-il pas Ben Laden ?

Les talibans sont contre toute représentation du Prophète. On se souvient du crime culturel qu'ils ont commis en n'hésitant pas, en 2001, à détruire les bouddhas géants de Bamiyan édifiées entre le III^e et le VII^e siècle.

En 2002, Ben Laden demande aux membres de la secte Boko Haram de se soulever contre le pouvoir central du Nigeria et d'imposer la charia dans leur pays. Quelques années plus tard, au prix d'un véritable massacre, l'armée nigériane parvint à briser les reins aux talibans du pays, qui multipliaient les actes de violence au nom de la religion musulmane.

Un envoyé nigérian à la rencontre sécuritaire de Bamako d'octobre 2010 insiste : « Sous différentes dénominations, la secte Boko Haram avait déjà existé dans les années 1980. Et, sous différentes dénominations, elle existera toujours. Pour la réprimer, dans les années 1970 et 1980, l'armée avait tué quelques milliers de personnes. Au Nigeria, les zones où la charia est appliquée deviennent le terreau favorable pour le développement de la secte, et ses adeptes visent à imposer aussi la doctrine dans les autres régions. »

Mohamed Yusuf était le leader de la secte Boko Haram au Nigeria. Il a été abattu par les forces de l'ordre après avoir été capturé. C'était un ancien étudiant en Arabie saoudite, où il avait appris le Coran et la théologie. Il est mort à la fin de juillet 2009, à 39 ans, à Maiduguri, le fief des talibans du Nigeria, dans le nord-est du pays. On ne connaît pas de chef actuel.

La fine fleur du mouvement est composée d'étudiants dont presque aucun n'a terminé ses études. Il est apparu sous le nom de Boko Haram en 2002 à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno. Père de douze enfants, marié à quatre femmes, Mohamed Yusuf était né dans une brousse à la frontière avec le Niger.

Les deux Nigériens arrêtés au Niger et au Mali sont passés à table. L'information est également confirmée par une source sécuritaire américaine : en juin 2010, une réunion entre envoyés de Boko Haram et Aqmi s'est tenue dans le Sahara. Un « pacte de coopération » a été signé. Il se résume en sept points :

1/ Aqmi accepte d'entraîner militairement des combattants de Boko Haram. Déjà, à la fin de 2010, une vingtaine de talibans ont été formés

militairement et idéologiquement dans les rangs d'Aqmi dans le Sahel. Ils ont suivi la formation des formateurs. Donc, charge à eux d'aller sur le terrain au Nigeria pour former d'autres fidèles de Dieu.

2/ Aqmi et Boko Haram s'engagent à approfondir leur coopération, pour que la charia triomphe partout.

3/ Aqmi s'engage à fournir à Boko Haram l'assistance et les moyens nécessaires pour faire appliquer la charia sur tout le territoire nigérian et partout où ce serait nécessaire.

4/ Aqmi et Boko Haram se réservent le droit d'user de tous les moyens mis à leur disposition pour lutter contre les mécréants et les pays qui agissent contre l'islam.

5/ Même si pour le moment aucune des deux structures ne se fait absorber par l'autre, les discussions doivent se poursuivre pour que ces mouvements soient plus unis afin de faire triompher la vérité de Dieu.

6/ Aqmi et Boko Haram ont le même ennemi, les croisés [l'Occident].

7/ Pour réussir leur jonction, les deux mouvements s'engagent à faire du Niger, État du Sahel frontalier notamment du Mali et de l'Algérie, le pays à prendre en sandwich.

Les deux mouvements ont signé plus qu'un pacte. Sur le terrain, ils matérialisent déjà ce mariage. En mars 2011, on comptait quelques dizaines de talibans du Nigeria dans les rangs d'Aqmi. Ils ont notamment reçu une formation militaire, des cours d'endoctrinement, une formation en cryptage de communications. Les services de sécurité du Niger, par exemple, sont persuadés qu'au début de janvier 2011 des éléments d'Aqmi étaient sur le territoire nigérian, dans les rangs de la secte Boko Haram, en train d'y œuvrer à la mise en place de structures d'actions et de structures de commandements.

Les deux mouvements organisent à la fin de décembre 2011 au Sahara une rencontre infiltrée par les services de sécurité du Mali. À cette rencontre, dix pays de l'Afrique de l'Ouest ont chacun un représentant. L'objectif est clair, étendre les tentacules d'Aqmi dans la zone. Les deux mouvements prendraient alors en tenaille l'Afrique de l'Ouest tout entière. Leur première cible serait les Occidentaux qui y résident, en particulier les Français.

Les relations entre les deux entités ne font que se renforcer. En mars 2011, un responsable des services de sécurité du Mali a eu la quasi-certitude qu'Aqmi avait pu transférer au Nigeria pour le compte de la secte Boko Haram la somme de 2 millions d'euros. Probablement une partie des 13 millions d'euros de rançon perçus par Aqmi pour la libération courant mars de trois des otages d'Areva à Arlit, au Niger. L'information est confirmée par des sources sécuritaires occidentales.

Aqmi, Boko Haram, main dans la main. La fenêtre de tir est grande : les quinze pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, car, sur trois habitants de cette communauté, deux sont nés au Nigeria, le pays où prospère la secte Boko Haram !

Novembre 2011. Les talibans du Nigeria revendiquent une vague d'attentats dans le nord du pays : au moins 152 blessés, 150 morts. Boko Haram devient nettement un nœud important de la galaxie terroriste qui va de la Mauritanie à la Somalie. Les héritiers présomptifs de Mohamed Yusuf, fondateur de la secte, se radicalisent, et confirment que leur marque de fabrique est désormais celle d'Aqmi.

« Ibrahim », un combattant de la phalange d'Aqmi dirigée par Abou Zeid, se trouverait sur le terrain, aux côtés des idéologues de la secte. Un autre combattant d'Aqmi, « Mohammed Tollé », de nationalité gambienne (il est anglophone comme les Nigériens), serait également sur le terrain au Nigeria, selon des services de renseignements de l'Afrique de l'Ouest.

Le 10 novembre 2011, 18 ressortissants du Nigeria sont arrêtés dans le nord du Mali, à la frontière avec le Niger. Dépourvus de pièces d'identité, les intéressés affirment qu'ils ont tenté d'immigrer clandestinement en Europe sans succès via l'Algérie et le Maroc. Las, éreintés, ils ont décidé de rentrer chez eux. Quelques jours plus tard, une autre vague de Nigériens empruntent le même chemin, en invoquant les mêmes raisons. La police malienne des frontières flaire un mauvais coup. Sur deux des Nigériens du dernier convoi, une forte somme est découverte. Des devises. Les enquêtes ne pourront pas aller jusqu'au bout.

Les services de sécurité du Niger, informés de l'arrivée sur le territoire national des ces ressortissants nigériens, leur tendent un piège. En vain. Des éléments de Boko Haram viennent de traverser comme des félins le Mali et le Niger, pour aller grossir les rangs des islamistes nigériens, qui rêvent de

quatre choses : l'établissement d'une République islamique sur l'ensemble du Nigeria, l'application de la charia dans le pays, le renforcement des liens entre Aqmi et eux, et imposer leur loi, leur volonté, en commençant par installer des cellules dormantes dans les pays de la sous-région, puis en procédant à des enlèvements d'otages européens pour les tuer, ou pour demander une rançon.

Boko Haram ne voit aucun inconvénient, pour son essor, à se placer sous l'aile tutélaire d'Al-Qaida au Maghreb islamique. Les avantages sont nombreux : bénéficier d'une manne financière, d'une formation idéologique et militaire, et d'un label. Cerise sur le gâteau, Boko Haram aurait reçu un ordre d'Aqmi : recruter des ressortissants de presque tous les pays d'Afrique de l'Ouest pour leur faire subir une formation dans le désert.

D'ailleurs, Boko Haram apprend vite. L'artificier en chef d'Aqmi, Nabil Makloufi, a formé une bonne vingtaine de Nigériens. Et les élèves ont vite grandi. il n'y a qu'à voir le rythme des attentats qui ensanglantent le Nigeria pour s'en rendre compte.

2 janvier 2012. La nouvelle fait froid dans le dos. La secte Boko Haram, dans un communiqué, fixe un ultimatum : elle donne trois jours aux chrétiens vivant dans le Nord, majoritairement musulman, pour déguerpir. Abdul Qaqa, un obscur porte-parole du mouvement, est l'auteur de ces propos. Il demande par ailleurs aux musulmans du sud du pays, majoritairement chrétien, de regagner le Nord.

Quelques jours avant ces déclarations, le chef de l'État nigérian, Goodluck Jonathan, avait décrété l'état d'urgence dans plusieurs régions du pays où la secte sème la terreur.

Aqmi/Boko Haram. C'est le couple terroriste infernal des prochaines années, dont on entendra beaucoup parler en Afrique noire, au Maghreb et en Europe.

Chapitre 15

Aqmi et les Touareg

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, avait affirmé devant la presse, après l'enlèvement des sept travailleurs africains et français à Arlit, au Niger, le 16 septembre 2010, que des Touareg avaient pu participer à cet enlèvement. Dans un communiqué officiel, des élus touareg du nord du Mali ont immédiatement protesté, regrettant que l'on fasse l'amalgame Touareg = Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Ces notables prenaient les devants afin que l'on ne stigmatise pas, comme c'est arrivé trop souvent dans le passé, toute une communauté en raison du comportement de quelques-uns. D'où mon choix de jeter un coup de projecteur sur cette communauté...

Les relations que les Touareg entretiennent avec le pouvoir en place au Mali, et réciproquement, pourraient se résumer, si j'avais le droit de simplifier à l'extrême, au « Je t'aime, moi non plus » de Gainsbourg. Relations passionnelles renforcées par une admiration réciproque, méfiance née au fil du temps, besoin de reconnaissance, confiance absolue à certains niveaux ou à certains moments.

Colonisation, décolonisation, passage d'une tutelle à une autre, entrée forcée de l'idéologie marxiste dans toutes les strates de la société, rébellion révélatrice d'une différence qu'il faudra négocier et se faire pardonner pendant des décennies, exactions, sécheresses apportant l'enfer à leur suite, mortalité foudroyante, renouveaux, tragiques indifférences ou cruels abandons, terribles souvenirs et, à nouveau, rébellion des années 1990. Nouvelle rébellion en 2006... Une discrète anticipation des événements qui surviendront quelque cinq années plus tard dans d'autres lieux, sous d'autres formes, mais tout aussi révélateurs d'une profonde transformation des rapports État/citoyens.

Le 23 mai 2006, un groupe de Touareg maliens prend les armes dans la région de Kidal, située dans le nord-est du Mali. Après avoir prélevé de l'armement dans des casernes de Kidal et d'autres localités de cette zone

désertique, les quelques centaines de rebelles touareg prennent le chemin des collines. Leurs revendications ne sont pas connues dans l'immédiat.

Il faut parcourir presque 2 000 kilomètres pour atteindre leur repaire. Sur les 1 200 premiers kilomètres, de Bamako à Gao, du sud-ouest au nord-est donc, on roule sur du bitume. Un bitume dont le trajet suit en partie le plus grand fleuve de l'Afrique de l'Ouest et sa glorieuse histoire, car cette route qui semble ne jamais devoir finir traverse les grands empires du Mali et facilite les échanges entre d'innombrables peuples, divisés en groupes et sous-groupes, Bambara, Bobo, Bozo, Peuls, Dogon, Songhay, Kounta, Touareg, etc. Cette route frôle Djenné, la ville bozo et peul qui abrite la plus belle mosquée en terre crue du monde, s'écarte du fleuve et traverse le Gourma pour atteindre Gao en douceur, puisqu'un pont permet aux voyageurs d'aborder désormais la ville à toute heure du jour et de la nuit, au grand dam des petits commerçants qui ont ainsi perdu les clients qui attendaient le bac et leur laissaient quelques pièces en échange de fournitures diverses. Plus de quatorze heures de route, et nous voilà dans Gao, aux portes du désert. Un vent de sable s'est levé. La visibilité est nulle. Nous tentons notre chance, mais deux heures plus tard nous sommes obligés de revenir au point de départ. Vingt-quatre heures ont ainsi été perdues. La visibilité est enfin meilleure, nous repartons. À la sortie de Gao en direction du nord, nous roulerons désormais sur des pistes plus ou moins faciles jusqu'à notre but, mais le désert, celui que l'on a tous dans la tête, n'a pas vraiment commencé. Nous n'avons pas quitté le Sahel – dont le nom signifie « rivage » en arabe –, un rivage qui s'étend de l'Atlantique à la mer Rouge et à l'océan Indien. Dans la région que nous venons de traverser, ce rivage représentait une ligne d'arrivée accueillante pour les commerçants et les caravaniers kounta, maures, touareg qui sillonnaient il n'y a encore pas si longtemps, dans des conditions extrêmes, les immenses étendues désertiques du Nord. Un rivage aussi pour les commerçants sahéliens qui prenaient le relais et transportaient des marchandises de toute sorte de la savane à la forêt plus au sud... Un rivage que le présent façonne de mille facettes et qui accueille encore de temps à autre les caravanes de sel de Taoudenni au moment de l'Azalaï...

Notre route se poursuit. Le chauffeur arrête la voiture au milieu de nulle part. Ce n'est cependant pas tout à fait nulle part puisqu'il s'agirait d'un

point de rencontre avec un envoyé des rebelles touareg qui doit nous conduire dans leur repaire. Je remarque que cet envoyé enturbanné a une heure de retard et que son véhicule est de marque américaine. Salutations... Je constate, de plus, que l'engin n'a rien de récent. Deux bonnes heures de route plus tard, je décide que nous sommes enfin dans le Sahara, puisque rien n'indique formellement que nous avons franchi la ligne.

Notre véhicule ronfle comme s'il était arrivé chez lui, tranquille, apaisé. Soudain, une autre voiture sortie je ne sais d'où se gare silencieusement et bloque le chemin du tout-terrain dans lequel je me trouve. Changement de véhicule, changement d'équipage. La route est longue. Il y a encore 150 kilomètres à parcourir. Subitement, la voiture s'enfonce dans le sable. Très calme, le chauffeur, plus proche de Lucky Luke que de Tarzan, descend du véhicule et entreprend de dégonfler deux des pneus. Je commence par paniquer, en me demandant comment nous allons pouvoir continuer le trajet avec des pneus dégonflés. Il me calme. Il démarre. Les pneus dégonflés permettent de sortir du piège. Le chauffeur tire tranquillement sur sa cigarette et sort ensuite du coffre arrière deux pneus surgonflés. J'ai à nouveau une crainte, un possible éclatement de ces pneus. Le conducteur me calme à nouveau. Il tient à la main un tuyau qui permet de contrôler la pression de l'air. Un bout du tuyau est placé sur l'un des deux pneus de secours surgonflés et l'autre bout sur l'un des pneus dégonflés. Très rapidement, le chauffeur alimente en air les pneus dégonflés. Les pneus de secours surgonflés sont donc des réserves d'air. Le système D a encore de beaux jours devant lui !

Le véhicule poursuit sa route. La voiture freine. C'est le poste avancé des rebelles touareg maliens qui ont pris le chemin du maquis. Leur repaire se trouve exactement à 110 kilomètres de l'Algérie, et à moins de 300 kilomètres du Niger. L'endroit a un nom : le Teghaghar. C'est le sanctuaire de presque toutes les rébellions touareg du nord du Mali. Le Teghaghar, ce sont des collines bordées de rochers noirs.

Le premier rebelle rencontré est un jeune homme enturbanné. Il n'est pas armé. Il grille une cigarette. Il faut montrer patte blanche et donner un mot de passe. Mes accompagnateurs ont tous les codes. Nous pénétrons alors dans la première ceinture de collines. L'ombre est rare. Sous les quelques arbustes, des combattants se prélassent. Ils font semblant de ne pas me

reconnaître. Quelques armes sont visibles, mais aucune arme lourde parmi elles. « Nous n'avons pas sorti les armes lourdes pour le moment », sourit un officier de l'armée malienne qui a rejoint cinq jours plus tôt les rangs de la rébellion.

C'est la tradition des Touareg : le visiteur, après les premières salutations, prend un verre de thé. Puis un deuxième. La discussion s'amorce. Les turbans tombent. Des visages connus surgissent, dont celui du numéro 2 de l'armée malienne à Tessalit, localité située au nord de Kidal : Hamada Ag Bibi, alias Erless Ag Gida, porte-parole des rebelles. Il est, en 2011, député. Je me jette dans ses bras. C'est dans ce milieu l'homme qui me rassure le plus. Notre première rencontre date des années 2000. Il dirigeait une agence de voyages. Il est également un proche parent d'un homme à qui me liait une amitié au sens exupéryen du terme. Sur les lieux, je croise aussi des élus de la région de Kidal qui ont rejoint la rébellion. Des officiers déserteurs déboulent dans les parages. L'ambiance n'est pas du tout martiale.

Après avoir éteint ma soif, je pénètre dans la deuxième ceinture de collines. Du sable, quelques arbustes encore, des hommes, toujours plus de boubous et de turbans que d'armes et de treillis. Elias est un soldat touareg, un ex-rebelle intégré dans l'armée désormais en rupture de ban : « Moi, je suis venu ici par peur des représailles dans l'armée. » Son chef précise : « Il y a finalement eu plus de peur que de mal. Dans l'armée malienne, il n'y a pas eu de représailles contre nos parents [touareg] qui sont restés. »

Troisième ceinture de collines sur les 20 à 30 kilomètres carrés que les rebelles occupent. Là, c'est nettement plus chaud. Des jeunes font des corvées de bois pour les repas. Le radio-cassette d'un véhicule crache une célèbre *Danse du sabre*. Chez les Touareg, c'est un morceau que l'on entonne après une victoire. Pourtant, sur place, il n'y a pas de combat et les hommes n'ont pas le doigt sur la détente.

« Non, nous ne sommes pas en position de combat. Nous sommes retranchés ici en attendant le début des négociations », confirme Iyad Ag Ghaly, dans la quatrième ceinture de collines. L'homme est connu. C'est un guerrier respecté de ses troupes. C'est lui qui, en mai 2006, dès le soulèvement des insurgés à Kidal, a pris l'initiative de les encadrer, de leur faire quitter la ville, pour éviter les exactions. C'est le chef.

Iyad est le premier à avoir pris les armes lors de la rébellion touareg des années 1990 au Mali. C'est aussi le premier à avoir fait la paix, contre vents et marées et contre l'avis d'une partie de ses hommes. Il est devenu un chef respecté et craint. À son actif, plusieurs médiations, notamment lors de la libération en 2003 de touristes européens enlevés en Algérie par des islamistes.

Comment cet homme que l'on croisait plus dans les mosquées que dans les rues a-t-il pu basculer ainsi ? Comment est-il est redevenu un chef rebelle ? Emmitouflé dans un boubou, il rajuste son turban et m'invite à m'asseoir. Il sort des dattes. Sens du partage. L'explication commence : « J'ai été débordé par les jeunes, mais je comprends leur lassitude. J'étais à Kidal le jour des événements. J'ai entendu des coups de feu, dès que j'ai compris que c'étaient des hommes qui se sont toujours réclamés de moi qui menaient les opérations, je me suis levé pour les calmer, mais sans succès. » D'une voix plutôt fluette, il poursuit : « Sur le terrain, à Kidal, j'ai veillé à ce qu'aucun civil, aucun ressortissant du Sud ne soit brutalisé. C'est moi qui ai donné l'ordre à tous les éléments de quitter la ville, pour éviter une confrontation avec l'armée régulière qui arrivait. » Et l'homme de « saluer » l'attitude « exemplaire » des militaires de l'armée régulière qui, à leur entrée dans la ville de Kidal, n'ont brutalisé personne.

L'entretien est interrompu par un coup de fil en provenance du Niger. C'est le gouvernement nigérien qui prend langue avec la rébellion pour trouver une solution pacifique à la crise. Iyad poursuit son récit : « Je comprends la lassitude de mes hommes qui, par mesure de précaution, ont pris les armes dans les camps. Ils ont des problèmes au sein de l'armée, pour ceux qui sont intégrés, et des problèmes dans la vie civile, pour ceux qui n'ont pas été intégrés, et qui ont bénéficié de financement de microprojets. »

Estimant que les accords de paix signés entre le gouvernement malien et la rébellion touareg en 1992, qui ont mis fin au conflit, « n'ont pas été respectés à la lettre », Iyad Ag Ghaly précise que la décision du gouvernement malien de renforcer sa position militaire dans le Nord, avant donc les attaques des camps militaires par ses hommes, a contribué « à faire monter la tension ». « Nous n'avons de haine contre personne. Amadou Toumani Touré est le président de tous les Maliens. Nous allons trouver une

solution pacifique à la situation, je l'espère sincèrement. Vous voyez, là, nous sommes retranchés dans cette base. Nous n'avons pas sorti d'armes lourdes. Nous sommes en situation d'attente, et d'écoute », assure-t-il. Selon lui, « il faut aller vite » pour que la situation ne se dégrade pas, « d'autres Touareg intégrés dans l'armée pouvant être tentés par la désertion ».

« Nous avons demandé au gouvernement malien de choisir le médiateur étranger. Son choix sera le nôtre. Il faut aller très vite, parce que la situation peut évoluer négativement, et cela deviendra plus compliqué à gérer », insiste-t-il. Il précise les revendications de ses hommes : le « statut particulier », réclamé pour la région de Kidal et qui n'est pas une demande d'« autonomie, ni une fédération souhaitée, ni une indépendance réclamée ».

« Nous sommes maliens, et nous entendons rester maliens. C'est notre pays. Nos parents ont participé à la lutte pour la libération. Ils n'ont pas cherché à devenir algériens ou mauritaniens, mais maliens », ajoute-t-il. Selon lui, le « statut particulier » dont il réclame la totale exécution pour sa région doit impérativement « tenir compte de la spécificité nomade » de la zone. Est-ce le début d'une nouvelle rébellion touareg ? Réponse : « On ne peut pas dire au stade actuel qu'il y a une nouvelle rébellion touareg au Mali. Ce sont des hommes qui ont pris les armes de camps militaires. Pas pour se battre, mais pour dire "assez !" »

Ahmed, le plus intello du groupe, prend la parole. Plutôt longiligne, le visage émacié, grillant cigarette sur cigarette, il m'affirme, comme pour justifier cette nouvelle poussée de fièvre, qu'il y a un million de Touareg et qu'ils sont répartis entre le Niger, le Mali, l'Algérie, la Libye et le Burkina Faso. Je n'ose pas lui rétorquer qu'il semblerait qu'il y en ait beaucoup plus. Les sources officielles estiment déjà dans quelques documents qu'il y en aurait 1,5 million, mais d'autres sources affirment que, si l'on compte tous les locuteurs de la langue tamacheq, un parler berbère qui a conservé une pureté exceptionnelle là où les influences extérieures ont été les plus faibles, il y aurait environ 4 millions de Touareg répartis dans ces différents pays. Les chiffres avancés par les uns et les autres diffèrent sensiblement selon les nécessités de leur argumentation. Des rumeurs affirment que certains résultats des recensements d'un pays voisin du Mali sont

systématiquement dissimulés afin de ne pas annoncer le pourcentage réel de cette communauté, car il serait jugé trop élevé !

L'Algérie est sollicitée à la fois par le Mali et les Touareg maliens qui ont repris les armes le 23 mai 2006 afin d'organiser des négociations en vue d'un retour à la paix. Abdelkrim Ghreib, l'ambassadeur d'Algérie à Bamako, l'un des plus grands diplomates de son pays, est nommé facilitateur par son pays. C'est un vieux de la veille. Membre du Front de libération national, « Karim », comme on le surnomme à Bamako, est un maestro. Il connaît le dossier sur le bout des doigts pour avoir déjà été l'interlocuteur des rebelles touareg maliens et du gouvernement malien dans le cadre de négociations. Il est donc investi de la mission de trouver un terrain d'entente entre eux.

Abdelkrim Ghreib saute dans un avion pour Alger. Dans sa mallette, un document qui fixe le cap des négociations entre rebelles et gouvernement. Les rebelles touareg maliens ont cependant décidé entre-temps de durcir le ton en incluant dans leurs revendications une autonomie pour la région de Kidal. En clair, ils réclament un État dans l'État. Ghreib débarque à Alger. La délégation des rebelles touareg maliens et celle du gouvernement du Mali sont déjà sur place. Salutations d'usage, la parole est donnée aux uns et aux autres. Les Touareg présents sautent sur l'occasion et réclament effectivement une autonomie pour Kidal, leur région d'origine. Le sang de l'ambassadeur Ghreib ne fait qu'un tour. Chaussant ses grosses lunettes, il brandit le document et déclare : « C'est non négociable. Mon pays a accepté de jouer au facilitateur avec un préalable : pas un seul centimètre carré du territoire national du Mali ne sera cédé à quiconque ! La souveraineté territoriale du Mali n'est pas négociable. Je veux que cela soit clair ! » Silence religieux dans la salle. Les rebelles touareg reviennent à la charge. Le climat se dégrade. Interruption des pourparlers. Les Algériens décident de passer à la vitesse supérieure. Un officier de l'armée algérienne rend visite aux négociateurs touareg et leur annonce que, s'ils persistent dans leur exigence d'autonomie, c'est la fin de la rencontre. De plus, il précise qu'il est chargé de les reconduire à la frontière du Mali, d'où ils devront regagner leurs bases. Les Touareg cherchent une porte de sortie qui leur évite de perdre la face et reviennent à la table des négociations. Très fin diplomate, Abdelkrim Ghreib organise des apartés, favorise les

conciliabules pour faire baisser la tension. Un accord de paix est sur le point d'être signé. Les Touareg chargés de négocier acceptent d'abandonner la revendication d'autonomie, le gouvernement du Mali accorde le pardon aux insurgés, et promet d'accélérer le développement des trois régions de son Septentrion... Une nouvelle paix des braves s'annonce. Nous sommes le 4 juillet 2006. Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu. Un mémorandum de mise en œuvre de l'accord de paix sera signé le 20 février 2007, mais sa mise en place aura du mal à s'installer. Les rebelles touareg réunis sous la bannière de l'Alliance démocratique du 23 Mai pour le changement (ADC) s'impatientent. Ils sont au nombre de trois mille. Le Mali et l'Algérie aident les uns pour la réinsertion socio-économique, les autres à être recrutés au sein de l'armée, notamment dans les unités spéciales, les brigades chargées de la sécurité dans le nord du Mali.

La plupart des éleveurs nomades des régions du nord du Mali ont vécu en 1973 une véritable tragédie en raison de la grande sécheresse qui a frappé le Sahel dans son ensemble, et les Sahariens tout particulièrement. Cette sécheresse a détruit presque tout le bétail dans certaines zones, la totalité dans d'autres, et causé une famine sans précédent de mémoire d'homme. La plupart des familles touareg qui ont survécu ont dû quitter leur lieu de vie et aller se réfugier plus au sud ou plus au nord, en abandonnant totalement et pour certaines définitivement leur manière de vivre. En perdant brutalement leur outil de production, donc leurs ressources financières, il leur a fallu renoncer aussi à une grande part de leur vocabulaire le plus courant. Ce phénomène a été en partie compensé par un goût commun pour la poésie, les chants, les belles histoires vantant les exploits des anciens et des héros du temps présent, les jeux interminables qui favorisent une mémorisation des lieux, des choses et des hommes qui les entourent et leur capacité intacte à vivre à l'intérieur d'une tradition orale jalousement conservée (bien qu'elles utilisent depuis des siècles pour des usages pratiques un alphabet appelé tfinagh, l'un des deux alphabets en vigueur en Afrique et que les femmes transmettent à leurs enfants de génération en génération).

La Libye a été dans le Nord l'un des principaux points de chute des survivants. Dans les années 1980, ce pays a par ailleurs formé militairement des nombreux Touareg pour créer la fameuse légion islamique. Cette légion ira combattre notamment au Tchad, au Liban et en Palestine. Les formations

militaires ont surtout eu lieu dans les camps du 2-Mars et de Beniwalid à Tripoli. Certains des Touareg formés, qui avaient combattu au Tchad et au Liban, sont revenus participer à des rébellions touareg au Mali et au Niger, leurs pays d'origine.

Quelques milliers de Touareg ont été ainsi enrôlés dans l'armée libyenne, qui n'a pas hésité à leur faire prendre du galon, essentiellement au service du colonel Kadhafi et de ses fils. Certains sont devenus officiers, comme Sidilamine, un Malien qui avait combattu au cours des années 1990 dans les rangs du mouvement rebelle touareg de l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azaouad (Arla).

En 2011, alors que le colonel Kadhafi est confronté à une crise intérieure dans son pays, plusieurs centaines de Touareg maliens et nigériens quittent leurs pays et se portent à son secours. Ils vont s'ajouter à des centaines de militaires touareg, d'origine essentiellement malienne, qui sont intégrés depuis plusieurs lustres dans les rangs de l'armée libyenne.

Dans le système libyen mis en place par Kadhafi, le Dr Algachali, un moment ambassadeur de Libye à La Mecque, était l'interlocuteur privilégié des militaires touareg. Il sera remplacé par la suite par le général libyen Aly Kana, surnommé « Celui qui s'occupe de tout ce qui est militaires touareg en Libye ». Il est lui-même un Touareg. Au plus fort de la crise libyenne, et peu avant l'exécution du colonel Kadhafi, Aly Kana a trouvé refuge au Niger, avec notamment un des fils de l'ex-Guide de la révolution libyenne.

Dans l'entourage direct de Kadhafi, Mabrouka, d'origine touareg, était aussi connu pour être un défenseur de cette communauté.

Mort en 2011, Ibrahim Ag Bahanga, chef rebelle touareg malien, insatisfait des accords de paix signés en 2006 avec le gouvernement malien, reprend les armes en 2007. Il appartient à la tribu des Ifourgoumosène. Dans son dispositif opérationnel, il n'y a pas 200 personnes, mais il connaît le terrain et est très volontaire. Il prend en otages des militaires de l'armée malienne, récupère des mines, les pose, et ne craint pas d'occuper le terrain. Son meilleur allié face aux troupes maliennes semble un temps être de fait le chef de l'État malien, Amadou Toumani Touré, qui, refusant de faire la guerre, lui laisse tout l'espace. Mais, excédé par de multiples opérations imputables à Ibrahim Ag Bahanga, le président Amadou Toumani Touré finit par taper du poing sur la table et annonce une riposte. Il convoque un

officier de l'armée régulière, le colonel Ould Meydou, alias « Pièces détachées ». Il lui ordonne de mettre fin aux « agissements d'Ibrahim Ag Bahanga ».

Ce dernier, appuyé par des soldats de l'armée régulière et des miliciens originaires de la région de Tombouctou, passe à l'attaque. Il n'y aura même pas de véritables combats. Ibrahim Ag Bahanga capitule. Il détale. Direction la Libye, qui lui accorde vivre et couvert, après avoir prévenu les autorités maliennes.

Chapitre 16

Revers d'Aqmi au Mali et au Niger

Cellules dormantes. Retenons l'expression. C'est une technique qu'utilise Aqmi pour s'implanter dans les pays de la zone. La cellule dormante a un chef. Il peut être seul. Prenons l'exemple de ces deux jeunes. L'un s'appelle Tagui Ould Youssouf, alias Tawad. L'autre a un patronyme du sud du Mali. L'enquête étant en cours au moment où nous écrivons ces lignes, nous préférons ne pas indiquer son nom à la demande des services de sécurité du Mali, qui estiment être sur le point d'arrêter d'éventuels complices. Nous l'appellerons I... Le premier est de nationalité mauritanienne, le second est un ressortissant malien. En mai 2009, le premier est arrêté à Niamey, capitale du Niger. Le second est arrêté à Bamako au début de du mois de janvier 2010. Tous deux ont un point commun. Ils étaient en relation avec Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) et ambitionnaient de créer des cellules djihadistes à Bamako et à Niamey. Ces deux pays de l'Afrique noire francophone subissent pour la première fois l'assaut des islamistes d'Aqmi.

Au Niger, Tawad s'installe dans le nord de la capitale, dans le quartier populaire, en tout cas à l'époque, de Bobiel. Il se lance dans un jeu de séduction avant d'endoctriner les badauds. I..., lui, a séjourné un mois dans la *katibat* de Yahya Abou Hammam, chef d'une unité d'élite d'Aqmi baptisée les Cavaliers. Yahya Abou Hammam est aussi le bras droit d'Abou Zeid. Si Tawad a suivi un enseignement à l'école coranique, I..., lui, est devenu un imam. Mais il est universitaire avant tout, puisqu'il a fait l'École nationale de l'administration de Bamako. Tawad est plutôt timide. I... est un sportif spécialiste des arts martiaux. Tawad, pour recruter les futurs djihadistes, commence d'abord par approcher des militaires de l'armée régulière nigérienne, des policiers aussi. L'un d'eux, Ousmane, se souvient : Youssouf était très affable. Il parlait beaucoup de fraternité. Il avait des moyens assez modestes, mais il était plutôt généreux et ouvrait volontiers

les portes de sa maison. Il insistait pour qu'on vienne prendre le thé chez lui.

I..., l'imam, avait des fidèles à Bamako. À ces derniers, il parlait beaucoup de Dieu. Il les mettait en garde contre les blasphèmes. C'était un radical. Pour étendre son influence, il a créé une antenne à Ségou, une localité malienne située à 240 kilomètres au nord-est de Bamako.

Les deux hommes étaient des « messagers d'Aqmi ». Régulièrement, ils téléphonaient à leur supérieur hiérarchique dans le Sahara. Ils en recevaient des instructions et les appliquaient.

Le Mauritanien commence à se sentir chez lui à Niamey. De rencontre en rencontre, il est plutôt heureux de son travail. Lentement mais sûrement, il tisse sa toile. Trois militaires nigériens sont sur le point de mordre à l'hameçon et de se jeter dans les bras de cet « étranger qui est un messager de Dieu », comme le qualifie l'un des trois.

L'homme de Bamako, lui, continue de rassembler ses fidèles. De son dernier séjour dans la *katibat* de Yahya Hammam, il a appris une chose qui déterminera en grande partie son comportement : « Celui qui n'est pas musulman est un Satan. » Tout ce qui porte la griffe de l'Occident doit être banni. Il est pour une islamisation totale du Mali. En d'autres termes, il veut voir naître au plus vite une République islamique du Mali et travaille dans ce sens. Le Mauritanien, plus modeste, veut convertir les Nigériens à un islam pur et dur.

Le jeune Mauritanien se sent surveillé. Il se fait porter malade, boucle portes et fenêtres et fait le mort un long moment avant de sortir la tête de l'eau. Selon un rapport de police, le jeune Mauritanien intégriste allait passer à la phase 2 de sa stratégie d'endoctrinement lorsqu'il a été arrêté pour « participation à un groupe institué pour commettre un acte terroriste, appartenance à un groupe armé [...], trouble à la sécurité d'État, accomplissement d'acte visant à massacrer, attaque et résistance contre la force publique ».

Courant janvier 2010, les forces de sécurité du Mali décident donc de mettre la main sur le prêcheur, qui était filé depuis quelque temps grâce, notamment, aux informations précieuses fournies par un pays ami du Mali. Lors de son arrestation, le jeune Mauritanien n'a opposé aucune résistance. L'islamiste malien, karatéka de son état, a mis au tapis quelques agents de

sécurité avant de crier « Au voleur ! », mobilisant ainsi de jeunes fidèles qui formèrent un cercle autour de lui. Les agents de sécurité ont dû opérer un repli tactique. Un pistolet leur appartenant est même tombé sur le sol. C'est plus tard que l'homme recherché sera arrêté.

Chez les deux prêcheurs, des documents seront saisis : un plan de Niamey, la capitale du Niger, et celui de Bamako, sur lesquels on voit en gras les bâtiments officiels, les mosquées et les différents chemins à emprunter pour ne pas être trop visible ; de l'argent liquide et de nombreux documents écrits en arabe.

Harby et Nailou sont deux jeunes d'une quinzaine d'années. Le premier, qui vit à Bamako, est passé entre les mains de l'imam I... ; le second, entre celles de l'intégriste mauritanien.

Harby parle : « Mon père est mort quand j'avais cinq ans. Je suis dans ma grande famille à Bamako. Je n'ai pas fait d'études. Un jour, j'étais en train de me promener avec deux amis, quand une voiture s'est arrêtée près de nous. Le chauffeur nous a appelés et nous a donné des beignets. Puis il est parti. Le lendemain, on a encore croisé le même chauffeur. Il nous a demandé si on voulait monter dans sa voiture. Nous avons répondu "oui". La voiture était vieille. On était assis derrière. Quand on est arrivés chez lui, il y avait beaucoup d'autres enfants. Tous étaient assis par terre. Ils étaient en train de réciter le Coran. On s'est lavé la main, et nous aussi on a commencé à lire le Coran. Le matin, on allait dehors demander de l'argent pour notre maître. Chacun de nous devait revenir avec au moins 500 francs CFA. Si tu n'avais pas les 500 francs CFA, c'était pas facile de revenir à la maison. On était des talibés, et on nous a dit que, dans la religion, il fallait respecter son maître. Si le maître te dit de faire ça, tu le fais, tu iras au paradis ; si tu ne le fais pas, tu iras en enfer.

« On nous a aussi appris que nous n'avions pas d'autre parent que notre maître. S'il vous dit de fermer les yeux, il faut fermer les yeux, s'il vous dit d'ouvrir les yeux il faut ouvrir les yeux. Avec les autres talibés, on nous a encore appris que tout ce qui vient de l'Occident n'est pas bon. Tout ce qui vient de l'Occident n'est pas bon, notre maître a insisté là-dessus. Il a dit que l'école des Blancs, ce n'est pas bon. Il a vraiment insisté là-dessus. Pour lui, l'avenir, notre avenir, est dans le Coran, pas ailleurs. C'est pour ça qu'on récite beaucoup le Coran, et si tu ne sais pas réciter le Coran, on te

frappe. Moi, j'ai des blessures sur mon corps, parce que je me suis trompé en lisant le Coran. Ce jour-là, on m'a beaucoup frappé, mais d'autres étaient beaucoup plus frappés que moi. Parce que, moi, je fais des efforts pour pouvoir lire le Coran. Chez notre maître, on mange une fois par jour. C'est du riz qu'on mange. Et il n'y a pas de viande. C'est le Coran qui était le plus difficile pour moi. J'aimais beaucoup quand il fallait sortir pour aller demander de l'argent, parce que ça me permettait de me promener, ça me permettait de voir les voitures, ça me permettait de voir le monde, ça me permettait de respirer, ça me permettait de m'évader, ça me permettait de ne pas être tout le temps en train de réciter le Coran, j'aimais beaucoup sortir. Je n'avais pas beaucoup d'habits, je n'avais pas de chaussures, le soleil me frappait, mais j'aimais sortir, j'aimais aller loin et j'aimais la vie dehors, j'aimais le soleil. Mais ce que je n'aimais pas, c'est de lire tout le temps le Coran. Je n'aimais pas beaucoup ça, je n'aimais pas ça. Quand mon oncle est venu me chercher de chez mon maître, pour me ramener dans ma grande famille, je n'ai pas refusé, j'étais d'accord pour partir parce que je souffrais chez mon maître. Je souffrais beaucoup. Quand mon oncle est venu me chercher, je n'ai même pas voulu prendre mes affaires, qui étaient chez mon maître ; je voulais partir, je voulais partir parce que ce n'était pas une vie. Je ne voulais pas de cette vie-là. »

Naïlou, lui, vivait à Niamey, au Niger, à environ un millier de kilomètres de la capitale malienne, mais il tient presque le même discours que Harby. La différence est qu'ils n'étaient pas nombreux chez l'intégriste mauritanien. C'est lui qui allait les voir dans une medersa, une école coranique. Il leur apportait des gâteaux et aussi un peu à manger. Devant ces jeunes, il faisait aussi le prêcheur. Il enseignait que c'est Dieu qui était le plus important dans la vie ! Qu'Il était plus important que leur père, leur mère et toute leur famille. Que Dieu était plus important que tout le monde. Il affirmait aussi que le représentant de Dieu sur terre était le maître coranique, et que, si le maître coranique leur demandait de faire quelque chose, ils devaient le faire ; si le maître coranique leur demandait de ne pas manger, ils devaient respecter cette volonté. Ça s'appelle de l'endoctrinement.

L'intégriste malien et l'intégriste mauritanien sont aujourd'hui en prison ; l'un à Bamako, l'autre à Nouakchott, puisqu'à un moment le second fut

réclamé par son pays et extradé.

Chapitre 17

Coup dur au Tchad

Le 8 mars 2004, des éléments du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui va devenir quelques années plus tard Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), sont sur le territoire tchadien. Ils viennent du Niger, pays qui partage une frontière avec le Tchad. Avant le Niger, ils étaient dans le nord du Mali. Ce dernier pays a une frontière avec l'Algérie qui, en 2004, est le véritable quartier général des islamistes qui tissent leur toile dans le Sahel. Les voilà donc au Tchad. Ils sont repérés exactement à 20° 50' nord et 15° 28' est.

Ils sont sans le savoir suivis par des hommes armés. Pourchassant une gazelle, les éléments du GSPC tirent des coups de feu. Il est 15 heures ce 8 mars 2004, indique le rapport des services de renseignements tchadiens. La patrouille tchadienne surveille tous les faits et gestes des islamistes. Le corps-à-corps devient inévitable. Les premiers à dégainer sont les salafistes. C'est toujours leur stratégie. Dès qu'ils sont surpris par l'ennemi, ils ouvrent le feu. C'est leur côté western. C'est le premier qui tire qui gagne. Là, ils ont tout faux. La patrouille militaire tchadienne riposte. Les islamistes se rendent rapidement compte qu'ils ont à affaire à des adversaires aguerris. Mais ils refusent de se rendre. Alors ils descendent rapidement de leurs véhicules et se volatilisent dans la nature. Entre-temps, la nuit tombe. Ils s'éparpillent à pied, prennent d'assaut les rochers. Ils sont munis d'armes lourdes. Des mortiers de 60 et 81 mm. Des mitrailleuses de 12,7 mm et 0,9 mm. Vingt-quatre heures après, les combats se poursuivent. Les forces sont inégales, mais les éléments du GSPC continuent à se défendre. Cependant, ils sont cernés. Les salafistes appellent Dieu au secours. Il ne leur sera pas d'une grande utilité. Vingt-quatre autres heures s'écoulent. Les ultimes combats se déroulent dans un rayon d'une trentaine de kilomètres. Du côté des intégristes, les munitions s'épuisent. Ils espéraient un renfort qui ne viendra pas. Ils sont dans la nasse. On dénombrera vingt-trois morts parmi les islamistes, dont douze Nigériens et

huit Algériens. Les trois autres cadavres sont restés non identifiés. Seul le corps d'un Algérien a eu droit à une sépulture rapide constituée de pierres.

Cinq prisonniers ont été capturés, parmi lesquels un Algérien, un ressortissant toubou du Tchad et trois jeunes Nigériens.

Parmi les prisonniers, l'Algérien est un gros poisson. Il parle. Il n'a pas peur. Mais il espérait très rapidement recouvrer la liberté, surtout que dans l'immédiat, personne ne le reconnaît, lui qui, quelques mois auparavant, avait défrayé la chronique en prenant en otage des Européens. Il avait, sous la pression de l'armée algérienne, libéré une partie des otages sur le territoire algérien, avant de libérer les autres en territoire malien. Il avait au passage empoché une rançon de cinq millions d'euros. C'est avec une partie de ce magot qu'il a décidé d'acheter des armes lourdes et légères dans la partie septentrionale du Tchad. Il le reconnaît. Les documents trouvés en sa possession précisent les coordonnées du point de rencontre avec les marchands d'armes : 20° 33' nord et 15° 36' est.

Le chef donne d'autres précisions qui confirment que la mobilité est la principale caractéristique du groupe : ils ont quitté le Niger à bord de huit véhicules Toyota. Trois de ces véhicules étaient tombés en panne et avaient rebroussé chemin, tandis que les cinq autres, équipés d'armes lourdes, de munitions, d'appareils de communication par satellite et de navigation (GPS), ont pu faire leur incursion au Tchad.

Un autre prisonnier s'appelle Gawass Abdelmadjid Ben Loucef Ibn Hamo, alias Ammi Assim Abou-Oughbah. Il militait aux côtés du prêcheur algérien Ali Ben Hadj dans les années 1990 en Algérie. Traqué par les services de sécurité, il avait abandonné ses sept enfants en regagnant le maquis. Plusieurs opérations sont à mettre à son actif : prises en otage de touristes, embuscade contre les forces de sécurité algériennes en mission et attaques de garnisons.

Un autre prisonnier, tchadien celui-là, répond au nom d'Ali Mahamat Ardia (Toubou). Commerçant ambulant devenu maquignon, il naviguait entre la Libye (Gatroune), le Niger et le Tchad. Il prétend qu'il était à la recherche du chameau égaré de sa belle-mère dont ses frères avaient la garde et que c'est en rebroussant chemin qu'il a été confondu avec un agent des terroristes lorsque les éléments de l'armée nationale tchadienne ratissaient le terrain.

Les trois jeunes étudiants nigériens capturés, à savoir Taher Adam Taher (d'ethnie kanouri, étudiant au collège Mocolas, option études arabes et islamiques), Aboubakar Assidick (lui aussi d'ethnie kanouri, étudiant) et Lawane Mohamed Abdel-Hakim (de coutume yoruba, étudiant en 2^e année de chimie à l'université de Maiduguri au Nigeria), avaient été trompés par un certain Mahamat Waziri, agent des salafistes faisant la navette entre le Nigeria et le Niger. Ce dernier avait organisé leur départ de Maiduguri en passant par Kano (Nigeria), Maradi, Tawa Tchinta (Niger), avant de les présenter à un groupe d'Algériens pour aller parfaire leur connaissance de l'islam dans des pays arabes (Libye ou Algérie). Acceillis par le GSPC, ils avaient subi un lavage de cerveau, une brève formation en matière de doctrine islamique, (lutte pour la cause de Dieu et restauration de la charia dans les pays islamiques) et une rapide initiation au maniement d'armes de guerre.

Appelés moudjahidin, ils ont chacun droit à un pseudonyme : Abou Mouthanna (nom attribué à Taher Adam Taher), Abou Abdel-Aziz (nom donné à Aboubakar Assidick) et Aboul-Abbas (pour Lawane Mohamad Abdel-Hakim). Au cours de leur résistance contre l'armée tchadienne, douze des leurs ont trouvé la mort et huit ont été portés disparus en compagnie de leur chef, El-Para.

Traqués en Algérie, chassés du Mali, ces terroristes avaient pris le temps au Niger d'installer leurs armes sur des véhicules, avant de prendre la direction du Tchad.

Sur les islamistes défaits, du matériel a été récupéré. Il y a là cinq émetteurs radiorécepteurs, dont un défectueux, trois téléphones Thuraya, deux GPS, un panneau solaire et un appareil-photo qui pourrait être celui d'un des anciens otages allemands enlevés par le groupe d'El-Para.

De l'armement a aussi été saisi. Citons trois canons équipés sur véhicule dont deux 14,5 mm monotubes, dix-huit caisses de munitions et une bande de 12,7 mm, un RPG, deux roquettes RPG, dix-sept armes individuelles de type AKM et un important lot de documents.

À la guerre comme à la guerre, les Tchadiens « vendront » par la suite trois gros poissons du groupe des islamistes arrêtés à la Libye de Kadhafi, qui les remettra gratuitement à l'Algérie, leur pays d'origine.

Chapitre 18

Aqmi au Maghreb

Maroc : cellule terroriste à Tanger

On remarque la participation des salafistes djihadistes marocains au conflit afghan dès son émergence. Le royaume du Maroc occupe une place de choix dans les visées stratégiques de la nébuleuse d'Al-Qaida. Arrêté en février 2011 au Mali, un djihadiste mauritanien, pointure importante d'Al-Qaida au Sahel, et membre de la *katibat* de Belmokhtar, le jeune Maaouiya, interrogé, l'a confirmé.

Ce choix stratégique s'était davantage concrétisé par la fusion scellée avec l'ex-GSPC, qui a intégré le Maroc aux pays du « Maghreb islamique ».

Ayant conscience que des efforts importants doivent être déployés pour la réussite d'un tel projet, Al-Qaida, par Aqmi interposée, est en phase de mise en œuvre d'une stratégie terroriste en direction du Maroc consistant à opérer des actions terroristes dans le but de déstabiliser le pays, et ce dans l'espoir de le plonger dans un chaos qui précédera la proclamation d'un État islamique régi par le principe de la charia.

Une telle tendance s'était déjà manifestée par le démantèlement, en mai 2002, de la cellule ayant planifié des attaques contre des navires transitant dans le détroit de Gibraltar ainsi que par celui des structures animées par les ressortissants marocains Mohamed Saïd Adghiri et Khalid Azig, qui étaient porteuses de plans terroristes ambitieux visant à déclencher une campagne terroriste dans le royaume contre les cibles classiques de l'organisation Al-Qaida. Le traitement de cette affaire avait permis en particulier de relever les prémices d'une délégation des projets terroristes internationaux de l'organisation Al-Qaida à l'ex-GSPC, qui les a, à son tour, délégués à ses structures sahélo-sahariennes.

Tanger, fin janvier 2011. Trois journalistes français installés pour certains depuis des lustres m'ont invité à dîner dans un restaurant plutôt chic. Tous travaillent à la radio Medi 1. Marisette est la moins bavarde. Patrick, le rédacteur en chef de Medi 1, qui émet en français et en arabe, est plutôt du genre diplomate. Quant à Olivier, un colosse, c'est le plus jovial. Mais quand j'invite ce dernier à passer quelques jours dans le Sahel, son visage s'assombrit. Il ne peut pas cacher qu'il craint d'être enlevé par Al-Qaida. Et c'est justement l'objectif recherché par Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) : outre créer un émirat dans le Sahel, il s'agit de décourager la fréquentation des pays de la zone, et du coup de rendre impossible toute activité touristique afin de mettre à genoux l'économie des régions concernées et, surtout, de faire parler de cette branche d'Al-Qaida.

Tanger, toujours. Le dîner se poursuit. Il pleut. Ici, les services de sécurité marocains avaient procédé, en décembre 2005, au démantèlement d'une cellule tangéroise dont les activités étaient consacrées à l'envoi de jeunes salafistes djihadistes marocains dans les camps du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) dans le Sahara.

C'est l'enregistrement d'un entretien téléphonique entre l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, alias Khaled Abou el-Abbass, alias Belaâouar, l'un des émirs du GSPC, puis d'Aqmi au Sahel, et un ressortissant marocain qui a permis de découvrir le pot aux roses. Ce ressortissant marocain se nomme Redouan Gharibi Laroussi. Il est le frère de Rachid Gharibi Laroussi, condamné à vingt ans de réclusion pour son implication dans le réseau terroriste animé par le Français converti à l'islam Richard Antoine Robert, actuellement incarcéré.

Au total, onze individus liés à cette structure ont été arrêtés, dont le dénommé Mohamed Saïd Adghiri, considéré comme le principal coordinateur du groupe au Maroc, ainsi que Brahim Daz et Aberrada Mohamed, arrêtés le 3 janvier 2006 en Espagne en vertu d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités marocaines.

Le traitement de l'affaire a également permis de savoir que, outre l'envoi des Marocains Abdelhali Chairi et Aziz Chegiani au Sahel, en particulier au Sahara, où ils ont intégré la katibat Al-Moulathamoune du GSPC, selon leurs déclarations, des Mauritaniens faisaient partie des membres du réseau. Lors de son séjour dans le camp du GSPC dans le Sahel, Mohamed Saïd

Adghiri avait été instruit par l'émir de la *katibat* Al-Moulathamoune, Khaled Abou Abbass, alias Belaâouar, en présence d'un ressortissant mauritanien surnommé Hammam. Le dessein affiché était très précis : être formé et retourner au Maroc afin d'y mettre sur pied une cellule terroriste chargée de la préparation d'attentats dans le royaume. La somme de 30 000 dirhams lui avait été à cet effet remise pour financer cette entreprise terroriste avec pour préalable la location à Tanger d'une planque disposant d'un garage qui allait servir d'atelier pour la fabrication d'explosifs et de base de repli. Les opérations terroristes envisagées au Maroc seront revendiquées par le groupe Qaidate al-Jihad Fi Bilad al-Maghrib al-Arabi, proclamant son allégeance à Abou Moussaâb al-Zarkaoui.

Les autorités marocaines et mauritaniennes ont travaillé ensemble pour désamorcer les projets de cette cellule terroriste.

C'est ainsi qu'en mai 2006 des interpellations menées à Nouakchott ont abouti au démantèlement d'une importante cellule mauritanienne du GSPC, composée de onze activistes, qui s'apprêtaient à mener une série d'opérations criminelles et terroristes (braquage de la douane, attaques contre des fourgons de transport de fonds, assassinat de cadres et d'agents de la police, enlèvement de personnalités afin de réclamer des rançons).

Cinq ans plus tard, malgré une intensification dans la lutte contre le terrorisme, le Maroc annonce un nouveau démantèlement d'une structure terroriste à dimension transnationale.

Selon les services de sécurité du royaume, tout commence au cours du mois de janvier 2011. À grand renfort de publicité, ils dévoilent l'arsenal de guerre saisi.

Le projet d'attentats au Maroc était, selon les mêmes sources, animé depuis le Sahel par un Marocain évoluant au sein de la *katibat* Tarik Ibn Ziyad. Cette opération s'est soldée par la neutralisation de vingt-sept membres de cette structure dans différentes villes du royaume.

Les perquisitions effectuées dans le cadre de cette affaire ont abouti à la saisie d'un arsenal d'armes à feu qui étaient cachées dans trois sites de la région d'Amgala, à 220 kilomètres de la ville de Laayoune, composé de 30 kalachnikovs, 3 pistolets-mitrailleurs, 2 RPG, un lot de munitions, 66 chargeurs, 10 mortiers de « 82 », des obus pour mortier et des roquettes

antichars, ainsi que du matériel topographique, dont des cartes du tracé frontalier maroco-algérien.

Les nationaux membres de cette structure terroriste se sont déployés afin de recruter le maximum de jeunes devant rallier les camps d'Aqmi en Algérie et au Sahel afin d'y subir une formation paramilitaire, avant de retourner au Maroc, pour se servir des armes à feu saisies à Amgala.

Parallèlement, les animateurs de la structure neutralisée planifiaient la mise sur pied d'un maquis dans les reliefs du Rif devant leur servir de base arrière et étaient déterminés à passer à l'action par des opérations terroristes à l'intérieur du royaume visant notamment les services de sécurité, et ce pour venger leurs acolytes poursuivis dans des affaires de terrorisme.

Dans ce cadre, ils comptaient, selon les forces de sécurité royales, s'attaquer à des agents de police à Casablanca, pour les déposséder de leurs armes individuelles.

Pour financer leur équipée terroriste, les hommes mis en cause se sont investis dans des délits de droit commun, dont des tentatives manquées de braquage d'agences bancaires et de transferts d'argent à Casablanca et à Rabat, ainsi que des cambriolages de domiciles de particuliers.

Le profil criminel de ces terroristes est également illustré par le cas d'un membre de la structure comptant à son actif en mars 2010 une tentative d'assassinat à l'arme blanche d'un commerçant de boissons alcoolisées à Fès. Cet homme a été arrêté.

Le traitement de cette affaire a permis, ont affirmé par ailleurs les forces de sécurité royales, de révéler les connexions de cette structure avec des opérationnels d'Al-Qaida en Europe, dont un Palestinien établi au Danemark et un Algérien résidant en Espagne, ainsi que les liens étroits entretenus par un Franco-Marocain, toujours recherché, avec les milieux du narcotrafic de l'Hexagone.

L'approfondissement de l'enquête au sujet des ramifications de cette cellule avait donné lieu à la mise au jour de structures triangulaires opérant entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne, et ce en synergie avec la structure sahélo-saharienne d'Aqmi.

Or, en dépit de ces coups de filet, les cellules salafistes djihadistes, aussi bien d'essence locale que celles agissant sous la houlette d'Al-Qaida/Aqmi, ont démontré une grande capacité de régénération, à la faveur de la

présence dans les effectifs d'Aqmi des Marocains Chairi Abdelhali, alias Bachir al-Maghribi, mort lors du raid du 22 juillet 2010, et Cheguani Aziz, qui a été abattu en Algérie, ainsi que des liens avérés avec les relais de financement du groupe en Scandinavie.

Outre les tentatives de Chairi et Cheguani de relancer leurs contacts au Maroc sur l'injonction de l'ex-GSPC, ce groupe a également mis en place d'autres canaux à même de lui permettre de concrétiser ses desseins terroristes dans le royaume. Ainsi, et à la suite des contacts noués dans la prison de Fès avec un détenu islamiste algérien, les membres d'une cellule salafiste djihadiste ont établi des rapports avec l'ex-GSPC, qui les a orientés vers le nord du Mali afin d'y effectuer des stages terroristes.

Le but de cette entreprise, enclenchée par Nouredine el-Youbi et Hicham Rabja, était de mettre en œuvre des cellules marocaines appelées à agir en conformité avec les objectifs et les modes opératoires de l'ex-GSPC à l'intérieur de l'Algérie : attaques-suicides, attentats simultanés au moyen d'engins explosifs improvisés contre des cibles symboliques, attaques de garnisons, etc.

En analysant toutes les données concernant la stratégie d'Al-Qaida/Aqmi en direction du Maroc, il paraît évident que cette organisation est résolument engagée dans un processus à court et à moyen terme visant à planter les germes du chaos sécuritaire à travers la méthode suivante : le recours aux opérations-suicides. C'est la raison pour laquelle l'organisation multiplie les contacts et les tentatives visant à attirer un maximum de djihadistes marocains vers ses camps en Algérie et au Sahel pour donner corps à ses velléités. Il en est ainsi de trois ressortissants marocains qui figurent sur un enregistrement vidéo filmé dans les maquis algériens, mis en ligne sur le Net et diffusé par la chaîne Al-Jazira en juin 2007, et qui annoncent des représailles contre le Maroc, tout en encourageant leurs concitoyens à les rejoindre pour être formés aux techniques du terrorisme dans les camps d'Aqmi.

La présence d'un conflit territorial dans la région (celui du Sahara occidental) constitue une aubaine permettant à Al-Qaida/Aqmi de faire son intrusion au cœur du débat et d'exacerber les tensions politiques entre les parties en conflit. Dans le cadre de cette stratégie, Abou Abdelilah Ahmed, chef du Comité des relations extérieures d'Aqmi, a précisé, en février 2010,

dans une contribution mise en ligne sur Internet à une revue médiatique intitulée « Al-Mousshtaqaoun Ila al-Janna » (diffusée par un journal proche d'Al-Qaida du nom de *Sariyat Assomoud al-Lîlamia*), que les parties en conflit dans l'affaire du Sahara occidental devaient éviter l'exacerbation des tensions sur ce dossier épineux, sachant qu'un tel scénario aurait inéluctablement des répercussions néfastes, dont les manifestations les plus évidentes seraient l'afflux et la dissémination des armes dans cet espace régional, ce qui risquerait de semer les germes d'une révolte populaire.

Dans l'imaginaire de cette organisation, le fait de cibler des intérêts touristiques, secteur constituant la première ressource de rentrée de devises du Maroc, affaiblirait inéluctablement l'économie du pays, et provoquerait un délabrement social en mesure de conforter son déploiement. De même, Ayman al-Zawahiri a sommé à plusieurs reprises les Bédouins du Sinaï de porter atteinte à l'industrie touristique égyptienne, tout comme il a lancé plusieurs appels en direction des salafistes djihadistes maghrébins à prêter main-forte à Aqmi dans sa lutte contre les Espagnols et les Français, qualifiés d'envahisseurs de l'Andalousie.

En 2012, parmi les objectifs d'Aqmi, figure certes cette volonté de prendre l'Afrique de l'Ouest en tenaille, mais aussi le désir de s'installer sur le territoire marocain afin de déstabiliser le royaume et d'en faire une base arrière pour des attentats en Europe.

Alger la Blanche, vingt ans après...

Retour à Alger. Dans le Maghreb, les intégristes ont commencé par faire leur nid en Algérie, avec le Front islamique du salut (FIS), le Groupe islamique armé (GIA) et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), avant qu'il ne prenne la dénomination d'Al-Qaida au Maghreb islamique.

2011. Alger la Blanche. Alger la rétive. De très nombreux étudiants battent le pavé. Jeunesse en colère. La manifestation est fortement encadrée par les forces de l'ordre. Pas de débordement, mais une mobilisation impressionnante. Derrière les étudiants viennent les pharmaciens, les médecins. Pour arriver au 21, boulevard des Martyrs, siège de l'imposante télévision nationale, il faut slalomer entre les manifestants. Au rez-de-

chaussée, à l'entrée du bâtiment à gauche, vingt-cinq portraits affichés. Je pensais qu'il s'agissait, comme il est de coutume dans les entreprises, de portraits d'employés les plus méritants, pour les féliciter et pour fouetter l'orgueil des autres. « Vous voyez là les photos des journalistes, des travailleurs assassinés par les intégristes pendant la décennie terrible qu'à connue notre pays », m'explique calmement Abdelkader Lalmi, directeur général de la télévision nationale. « Aujourd'hui, nous revenons de loin, de très loin. C'est un gâchis mais aussi un gain. 1991, état de siège, ensuite arrêt du processus démocratique en 1992, ce qui empêche les islamistes de prendre le pouvoir ; avec le terrorisme, coupable des pires atrocités, pendant une dizaine d'années, nous avons vécu de terribles événements. Aujourd'hui, nous voyons le bout du tunnel », poursuit-il. Lorsqu'on évoque la part de responsabilité des hommes politiques algériens dans ces événements, Lalmi n'élude pas la question. « Avant la décennie noire, il y a eu en 1986 la très mauvaise gestion de la crise économique, une ouverture politique qui s'est mal faite, dit-il. Moi, je ne regrette pas mon choix. J'étais contre la prise du pouvoir par les islamistes. » « Après les années terribles, il y a eu une politique du pardon initiée par les autorités pour réconcilier les Algériens, qui a porté ses fruits », explique de son côté Tewfik Khelladi, directeur général de la radio nationale. Il est à la tête d'un mammoth qui regroupe trois chaînes de radio nationales, deux radios thématiques, quarante-six radio régionales.

Pour lui, l'une des réussites de la politique de réconciliation nationale est d'avoir attaqué les intégristes sur leur terrain, en créant une radio, la « Radio du Coran ».

« La création de cette radio a permis de mettre les islamistes au pied du mur. Des experts, des imams, des philosophes, des philologues, se succèdent au micro pour démonter les assertions des intégristes. C'est très important. De jeunes islamistes embrigadés, en écoutant ces émissions, ont fait défection des rangs des terroristes. Et ceux qui étaient tentés ont fait demi-tour », poursuit-il.

Assis dans son vaste bureau, il regarde son interlocuteur droit dans les yeux, et lâche : « Il y a quinze ans à Alger, dans un taxi, on écoutait des cassettes de prêches enflammés. Aujourd'hui, en 2011, dans un taxi, on écoute la radio », conclut Tewfik Khelladi.

Le taxi que je prends pour faire le tour d'Alger est vétuste. Il n'est pas officiellement autorisé à circuler. Il est clandestin. Ils sont nombreux à Alger. Ce sont des véhicules privés transformés en taxi. Par des circuits occultes, on peut avoir les numéros de téléphone de ces *taximen*. Mohamed est mon chauffeur de taxi « clandestin » du jour. Dans sa voiture, il écoute une cassette de raï. Je le titille :

– On m'a dit qu'ici il y a quinze ans, on écoutait dans les taxis les cassettes de prêches, et qu'aujourd'hui, on écoute plutôt la radio, alors que vous, vous écoutez du raï...

– Je vais vous dire, J'écoute du raï, c'est vrai, mais si aujourd'hui, j'ai le choix entre écouter la radio nationale et des prêches, j'écouterai sans hésitation la radio nationale. Vous, vous n'étiez pas ici pour savoir ce qui s'est passé. C'est sûr qu'il y a eu des dérapages. Mais, dans notre pays, ces abrutis qui se faisaient passer pour des croyants musulmans voulaient nous ramener en arrière, en imposant à nos femmes, à nos filles, des conditions de vie inacceptables. »

Mohamed sort deux photos. L'une est celle de son neveu tué, dit-il, par les islamistes. La seconde est celle de son cousin porté disparu, dont il n'a jamais retrouvé la trace. « Il faut tourner la page sans oublier », ajoute-t-il en guise de conclusion. J'entendrai presque les mêmes mots chez une journaliste algérienne, première femme à diriger un quotidien national d'information, le mythique *El-Moudjahid*.

Une vingtaine d'années après la terrible décennie où le pays a basculé dans la violence, Alger, ville pleine de sève, revit. Le visiteur s'habitue rapidement au dispositif sécuritaire impressionnant. Ce dispositif est moins voyant à l'UFL, l'Unité de fusion et de liaison, créée en avril 2006, qui regroupe les services de renseignements et de sécurité de l'Algérie, du Burkina Faso, de la Libye, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.

La mission de l'UFL ? Participer à l'action conjuguée de lutte antiterroriste menée par les pays de la région, la coordonner avec le dispositif militaire mis en place dans le sud de l'Algérie. Mais les terroristes donnent toujours de leurs nouvelles, signent toujours des crimes. L'un des derniers ? Plusieurs militaires algériens ont été tués dans une embuscade tendue par des islamistes armés en Kabylie. Des sources sécuritaires précisent que l'embuscade a eu lieu entre Azazga et Yakouren, à l'est de

Tizi Ouzou, deuxième ville de Kabylie. Cette zone montagneuse est considérée comme le fief d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Il n'empêche, à l'UFL, on sort les chiffres.

On analyse la situation. Dans les années 1990, explique-t-on, on comptait 32 000 terroristes sur le territoire algérien. Aujourd'hui, on n'en dénombre plus que quelques centaines. « Trois petits groupes » de terroristes sévissent toujours. Le « plus important » à Bourmedès, à l'est d'Alger, le deuxième vers la frontière avec la Tunisie, et le troisième, dans le sud du pays, au Sahel. Ils vivent souvent retranchés dans des grottes protégées par des mines et des bombes. Vu ce net recul des activités terroristes, l'UFL estime que le dispositif sécuritaire mis en place a permis de réduire la menace terroriste sur le territoire algérien. Quatorze responsables d'Aqmi ont été neutralisés en février 2011, dont un qui faisait office de juge dans les rangs d'Aqmi. « Il y a eu désorganisation des structures d'approvisionnement d'Aqmi, isolement même de l'émir général du groupe, des défections, des personnes arrêtées », insiste un responsable algérien de l'UFL. Assis à ses côtés, le représentant malien au sein de cette structure ne réagit pas. Conteste-t-il en secret ces chiffres ? cette analyse ? Le tête-à-tête demandé avec lui n'aura pas lieu.

Chapitre 19

Al-Qaida attaque l'armée malienne

10 juin 2009, 19 heures. La nuit s'annonce et pose lentement son voile sur Tombouctou, la mythique cité des 333 saints. Lamana Ould Bou, le colonel responsable de l'antenne locale des services de renseignements maliens, vient de regagner son domicile, situé dans le quartier d'Abaradjou, dans le nord de la ville. Son garde du corps est absent. Un véhicule s'immobilise devant une fenêtre du domicile du colonel. Les quatre occupants du véhicule demeurent à l'intérieur. Quelques secondes plus tard, un autre véhicule tout-terrain s'arrête et stationne devant la porte de la maison. Quatre hommes enturbannés en sortent et pénètrent à l'intérieur. L'un d'eux croise deux jeunes à l'entrée et les tient en joue. Un autre monte directement sur la terrasse de la vieille bâtisse. Les deux derniers pénètrent sans hésiter dans le salon, où Lamana Ould Bou se repose en compagnie de l'un de ses amis. Armé jusqu'aux dents, l'un des deux hommes questionne avec insistance :

– Où est Lamana ?

– C'est lui !

– Tu es sûr que c'est bien lui ? Je ne veux pas commettre un péché !

– C'est bel et bien celui qui est couché. Je le jure, c'est lui !

Alors, l'homme tire à bout portant une balle dans la tête du colonel Lamana, trois autres balles iront se loger dans son thorax. L'homme qui est allé prendre position sur le toit tire un coup de feu à la verticale. Les membres du commando qui attendaient dans le premier véhicule et ceux placés à la périphérie de la ville apprennent ainsi que l'opération, qui a duré au total quatre minutes, est terminée. Meurtrier et complices disparaissent. Aqmi vient de frapper, et c'est un symbole fort de l'État malien qui est touché.

La mort de l'officier des renseignements généraux fait le tour de Tombouctou. Tout le monde accourt. L'heure de l'assassinat avait été

soigneusement choisie, puisque c'était le début de la prière dans les mosquées et que les fidèles sont alors plus occupés par les gémissements rituels que par toute autre chose.

Lamana gît à terre. Un pagne bleu le recouvre. Son corps sera ensuite transporté à la morgue.

La ville est pétrifiée. Tout le monde cherche les causes de cet assassinat. Les causes lointaines et, évidemment, les causes plus immédiates. Les intégristes et l'officier se connaissaient depuis des lustres. Ils n'étaient pas forcément amis, mais ils n'apparaissaient pas non plus comme des ennemis irréductibles. Cependant, l'officier avait depuis quelques mois décidé de mener la vie dure aux islamistes dans le Sahara. Arrestations... menaces... Le colonel Lamana, à qui il était arrivé dans le passé de partager des agapes avec des intégristes, change d'attitude : il devient un anti-Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) résolu. Savait-il vraiment qui ils étaient ? « Oui », disent des sources ; « non », rétorquent d'autres. Peut-être avait-il pris conscience qu'il ne s'agissait plus seulement d'un jeu cruel grande nature, mais d'un système qui pouvait s'étendre bien au-delà des dunes de son enfance. Le colonel Lamana décide un soir de piéger trois responsables d'Aqmi. Il décroche son téléphone satellitaire :

– Je vous envoie un messenger après-demain, au puits Grain d'or.

– D'accord, répond un intégriste à l'autre bout du fil.

L'envoyé de l'officier, qui n'est qu'un agent de sécurité camouflé, propose un marché : la vente aux islamistes d'une mitrailleuse 14,5 appartenant à l'armée malienne. Ceux-ci sautent sur l'occasion et acceptent le deal. Prix demandé : 25 millions de francs CFA. Un rendez-vous est pris pour le transfert du matériel une semaine plus tard.

À l'endroit où le matériel devait être remis, des hommes du colonel Lamana, embusqués, tombent à bras raccourcis sur les intégristes, en arrêtent quelques-uns, saisissent une forte somme et des téléphones satellitaires. Ces téléphones se retrouveront plus tard entre les mains des services de sécurité algériens. Bien évidemment, ils parleront. Les relevés d'appels permettront d'arrêter des terroristes recherchés dans des pays voisins du Mali.

L'officier fait ensuite arrêter dans le nord du Mali plusieurs terroristes qui circulaient dans la zone. Depuis ces affaires, Lamana était visé. Et l'on

comprend pourquoi.

L'armée malienne et des « troupes sahariennes » (une milice locale constituée d'Arabes de la même tribu que Lamana) sont sur les dents. Elles veulent laver ce crime dans le sang.

Quelques heures après l'annonce officielle de l'assassinat, un officier de l'armée régulière du Mali basé à Tombouctou prend les devants. Le colonel Hama Ould Mohamed Yéyia, surnommé « le Lion », se lance dans le désert malien avec cinq véhicules bourrés de militaires armés. Deux autres véhicules transportant des jeunes de la région constitués en milices armées pour l'occasion, sont également sur le front. À 170 kilomètres de Tombouctou, six autres voitures de miliciens rejoignent l'équipe décidée à frapper les intégristes. Des traces des véhicules des islamistes sont repérées dans le grand nord de la région. Les éléments de l'armée régulière malienne et les miliciens avancent ensemble vers l'ennemi. Mais un vent de sable bloque leur progression. À l'est de Tombouctou, un renfort de l'armée malienne rejoint les troupes. On compte quatorze pick-up Toyota, un blindé, de l'armement lourd. Les troupes loyalistes se donnent rendez-vous à 70 kilomètres à l'ouest de Tina Dama, dans l'ancienne base militaire du Front islamique arabe de l'Azawad (FIA), un mouvement rebelle des années 1990.

Les intégristes semblent avoir disparu. Pour retrouver discrètement leurs traces, deux éclaireurs des troupes loyalistes concoctent un stratagème : s'ils sont surpris par les islamistes, ils diront qu'ils ne font pas partie de la milice, et qu'ils ne sont que de pauvres types à la recherche d'un troupeau de chameaux qu'on leur a confié et qui a disparu. Après plusieurs heures de recherches, les deux jeunes éclaireurs tombent nez à nez avec des éléments d'Aqmi. En plein dans le mille, ils tombent même sur un QG des islamistes du nom de Kam-Kam Hany. Arrêtés immédiatement, les deux éclaireurs sont menacés de mort.

– Vous êtes en train de faire de l'espionnage pour le compte de qui ? interroge un barbu.

– Non, nous sommes à la recherche d'un troupeau de chameaux perdus, ose l'un des deux jeunes.

Première décision, les intégristes décident de fouiller de fond en comble le véhicule. Le capot est ouvert. Le pneu de secours est dégonflé, afin de

voir si quelque chose n'est pas caché à l'intérieur. Un informaticien d'Aqmi arrache le téléphone satellitaire des jeunes, et le dérègle pour qu'on ne retrouve pas la position du camp.

Le plus âgé des islamistes demande de procéder à l'exécution des deux jeunes parce qu'ils sont sans aucun doute des espions. Aguerris, les deux éclaireurs ne craquent pas. Plusieurs jours passent. Chaque soir, après la dernière prière, un intégriste leur fait subir un interrogatoire serré. Ils résistent.

Les jeunes ont pu dénombrer dans le camp une soixantaine d'hommes et découvrir de l'armement. Ils retiennent aussi la position du camp, et celle des hommes qui y vivent.

L'un des jeunes se lie même d'amitié avec un jeune intégriste qui lui lâche une information qui vaut de l'or : ce sont les intégristes du camp où ils se trouvent qui ont organisé, supervisé et réalisé l'exécution du colonel Lamana Ould Bou. La veille de leur libération, un islamiste leur a tenu ce discours : « Dieu est le seul que vous devrez craindre. Venez, intégrez notre groupe. Vous irez directement au paradis. Je dis bien, directement. »

Dès leur libération, les deux jeunes téléphonent au chef de leur milice pour lui donner approximativement la position des islamistes. Immédiatement, la milice prévient l'armée malienne. Main dans la main, tout le monde fonce vers l'endroit indiqué. Le temps est favorable. Il n'y a pas de vent. Les troupes prennent la direction du très grand nord, vers Taoudeni, localité située non loin de la frontière algérienne. Pas d'indices du passage des islamistes. Vingt-quatre heures plus tard, les traces des islamistes sont repérées... Militaires et miliciens maliens procèdent immédiatement à des tirs... Hama, le colonel de l'armée régulière qui dirige les troupes, donne l'ordre d'arrêter, arguant qu'il fait nuit. Le patron de la milice du nom de Brahim refuse d'obtempérer et ordonne à ses troupes de continuer les tirs. Ordre... contrordre, finalement, tout le monde choisit de se préparer au sommeil et décide de se réveiller tôt pour attaquer, et détruire la petite base de l'ennemi. Il est 5 heures du matin. Le premier véhicule de la milice avance et saute sur une mine posée par les fidèles de Ben Laden. Trois morts, deux blessés sur-le-champ. Douze heures plus tard, les deux blessés succombent à leurs blessures.

Le convoi avance, les intégristes ont disparu. Dans leur base abandonnée, les miliciens arabes trouvent un corps humain mal enterré. Le cadavre est plutôt bien conservé. Selon deux miliciens qui ont survécu, il se pourrait que ce soit le corps de l'otage britannique Edwin Dyer, assassiné par Aqmi.

– Deux de nos parents qui avaient été recrutés par Aqmi parce qu'ils voulaient aller combattre en Afghanistan, ont constaté, quand ils sont arrivés chez les gens d'Aqmi, que c'était pour combattre dans des pays du Sahel. Ils les ont quittés pour revenir dans la famille et nous ont dit que Dyer avait été tué ailleurs dans le Sahara, mais qu'ils avaient transporté son corps dans cette zone. C'est donc peut-être le corps de l'otage Dyer, conjecture Mohamed, qui vit aujourd'hui dans la région de Tombouctou.

Entre-temps, la *katibat* a disparu. Mais ses éléments se sont donné rendez-vous devant un puits. Un nomade signale leur présence.

13 heures, ce vendredi 24 juin. À deux kilomètres du lieu du rendez-vous, l'armée malienne reçoit une rafale de mitrailleuse. Elle riposte. C'est la débandade dans le camp des intégristes, qui prennent la tangente. Sur place, ils abandonnent des documents, quatre talkies, du thé, un mouton qu'ils viennent d'égorger, ainsi qu'un carton bourré de puces de téléphone Thuraya. Les militaires maliens se frottent les mains. Ils prennent la précaution de ne pas festoyer avec la viande abandonnée, car les intégristes peuvent l'avoir empoisonnée.

18 heures, ce 24 juin. Les troupes maliennes arrivent à 200 mètres du sanctuaire d'Aqmi, enfin localisé. Elles marquent une pause. Elles voient passer devant elles un véhicule aux couleurs de leur armée. Tiens ! tiens ! Ce sont les nôtres qui nous ont rejoints pour nous prêter main-forte contre ces intégristes, pense le colonel Hama, de l'armée régulière. Il remonte le moral des troupes. Erreur fatale. Ce véhicule appartient certes à l'armée malienne, mais il avait été volé, il y a quelques mois, par les intégristes. Pour tromper la vigilance de l'armée malienne, ceux-ci le font circuler dans tous les sens.

Il fait nuit. Le commandant des milices, tiquant un peu, demande au colonel Hama de faire reculer les troupes, d'être plus vigilant. Le colonel Hama refuse, arguant que les troupes maliennes n'ont pas à avoir peur de « bandits ».

Il est 4 heures du matin. Comme une nuée de sauterelles, les islamistes avancent en direction des troupes maliennes, aux cris d'« *Allah akbar* ! Nos morts iront au paradis, ceux de l'ennemi iront en enfer. Attaquez ces mécréants... » Un obus illumine le ciel. La plupart des militaires maliens dorment. Ils sont assassinés dans leur sommeil. Dans un haut-parleur, un intégriste, qui se révélera plus tard être Abou Zeid lui-même, vocifère : « Nos morts iront au paradis. Leurs morts iront en enfer. »

Un intégriste est tué. Abou Zeid reprend le haut-parleur : « Assane [nom de l'intégriste] est mort, il est déjà au paradis. » Deux ans après les faits, un témoin des événements, Ali avoue, au cours d'un entretien avec l'auteur : « Les paroles d'Abou Zeid résonnent toujours dans mes oreilles... »

Le bilan est tragique : plus de trente miliciens et militaires maliens tués, dont le colonel Hama, qui a résisté jusqu'au bout. Un véritable carnage.

Chapitre 20

La France menacée...

... de l'extérieur

Décembre 2010. Il est 6 heures du matin. Chénouf, un ancien militaire mauritanien qui trouve désormais son bonheur en dirigeant le site d'informations générales Tawary.com, est assis à l'arrière du tout-terrain. Je suis à côté du chauffeur. Le véhicule démarre. Direction Aleg, une localité mauritanienne située au sud, où, il y a trois ans, plus précisément le 24 décembre 2007, quatre ressortissants français, tous membres d'une même famille, ainsi que l'ami d'origine algérienne qui les accompagnait, ont été tués par des éléments d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi).

Le chauffeur, agrippé au volant, a les lèvres serrées comme s'il luttait contre une diarrhée qui risquait de le déstabiliser. Nous roulons sur un ruban de bitume et remarquons que le désert sableux qui nous entoure n'en fera bientôt qu'une bouchée si les vents lui sont toujours aussi favorables... Je tente en vain de plonger dans le sommeil. Une plaque à droite indique « Centre médical Michel-Roussin », du nom d'un ancien ministre français de la Coopération. Je suis finalement endormi, quand un grand bruit me plaque sur le siège. Le temps de me demander ce qui se passe, j'aperçois un âne gisant au sol. Le véhicule vient de heurter violemment l'animal qui souffre en silence. Pas un cri. Il est blessé. Je m'approche de lui. Son regard est insoutenable. Le chauffeur, lui, préfère s'occuper de son radiateur endommagé par le choc. L'animal est le cadet de ses soucis. L'homme baisse dans mon estime. Je m'approche de l'âne. Il souffre. Il s'écroule. Il a au moins une double fracture. Pas de vétérinaire sur place. Le sang cerne ses yeux. Je suis impuissant. Son propriétaire arrive sur les lieux. Il ne pose aucune question. Nous non plus. La gêne s'installe. Le chauffeur tente furieusement d'arracher le radiateur qui s'est enfoncé dans le moteur. Chacun ses préoccupations. Je vois du sucre dans un sachet en plastique. Le

confrère qui m'accompagne m'explique que, dans la tradition mauritanienne, lorsqu'on voyage, on place un sachet de sucre dans le véhicule comme porte-bonheur. Si le voyage s'effectue sans accident, au retour, on donne en guise de remerciement aux dieux de la route le sachet de sucre à un nécessiteux. Nous, nous venons d'avoir un accident, et notre chauffeur n'aura pas à faire ce sacrifice. Je ferai le reste du voyage sans lui, l'abandonnant sans déplaisir avec son véhicule fortement endommagé.

La ville d'Aleg se dresse au loin. La seule femme gouverneur de région en Mauritanie règne ici. Des deux côtés de la rue principale, des tentes que l'on nomme des *khaïma* s'alignent comme dans une kermesse, avec pour guirlandes des gigots de mouton solidement accrochés. Ce sont des boucheries modernes où l'on peut acheter de la viande crue ou grillée excellente, surtout quand elle est arrosée d'un thé à la menthe brûlant. Mohamed Ahmed Challa, le maire de la ville, nous reçoit. Il nous conduit sur-le-champ à la sortie d'Aleg, sur la nationale 3, à l'endroit où les Français et leur ami ont été assassinés. À environ 10 kilomètres d'Aleg, une stèle est érigée au milieu des arbustes. C'est exactement l'endroit où les touristes ont été tués. Il est inscrit sur la stèle : « À la mémoire des victimes du 24 décembre 2007 : François Tollet (*sic*), Gérard Tollet, Jean-Philippe Tollet, Didier Tollet, Hadda Hacème, la nation mauritanienne attristée et solidaire. »

Le maire d'Aleg se souvient de ce 24 décembre 2007. Il était 11 h 30. Un ancien militaire français qui venait souvent en Mauritanie était accompagné de ses fils, de son frère et d'un ami de la famille. Après un passage à la banque, ils sont tous allés à la mairie. C'est une trentaine de minutes plus tard qu'ils ont été attaqués par de jeunes combattants d'Aqmi alors qu'ils bivouaquaient à la sortie de la ville. Le père de famille survivra, parce qu'il a fait le mort et a été protégé par l'un de ses fils qui, lui, sera tué. C'est la première fois qu'Aqmi assassine des Français dans un pays du Sahel.

Une fois le crime commis, les assassins, au lieu de prendre la fuite en choisissant la route qui plonge dans le désert, font demi-tour et reviennent à Aleg. Ils arrivent au poste de police. Ils refusent de montrer patte blanche et appuient sur le champignon de leur Mercedes : 150 kilomètres... Le barrage policier saute. Les flics se lancent à leur poursuite. Les auteurs du meurtre, craignant que la police n'ait relevé le numéro d'immatriculation de la

voiture, préfèrent s'en débarrasser très rapidement. Une trentaine de minutes plus tard, le véhicule est repéré dans la rue 7 du quartier Jedida d'Aleg. Vide. La portière arrière droite de la Mercedes porte des traces de sang. Le seul survivant de la fusillade, le père de famille, donne immédiatement des informations capitales. Les assaillants sont au nombre de trois : deux jeunes Mauritaniens blancs et un Mauritanien noir. La police et la gendarmerie sont sur les dents. Arrestation d'un taxi, interpellation d'une femme, d'un autre suspect ; on apprend que, voulant s'enfuir par le Sénégal voisin, les trois assassins se sont coupé la barbe et les cheveux. On découvre également que c'est avec la même arme qu'ils ont tué les quatre hommes. Une kalachnikov, crosse pliable, plus facile à cacher, plus facile à manier. Longue de 42 centimètres, c'est une arme redoutable qu'on peut fourrer dans une chemise. Elle a été retrouvée dans un dépôt d'ordures de la ville d'Aleg. Le chargeur de 30 cartouches a été entièrement vidé.

Sidi Ould Sidna, Mohamed Ould Charbarnou et Maarouf Ould Habib seront arrêtés en janvier 2008, les deux premiers en Guinée-Bissau, après le travail de fourmi effectué par les services de sécurité français. Maarouf, dont on a déjà parlé, ne sera appréhendé qu'en avril 2008 dans la capitale mauritanienne, alors qu'il était déguisé... en femme.

Le 8 août 2009, c'est un kamikaze mauritanien qui se fait exploser près de l'ambassade de France à Nouakchott. Deux gendarmes français qui faisaient leur jogging sont légèrement blessés. De même qu'une Mauritanienne, qui passait en voiture.

Janvier 2011. Béchir Sinoun, un ressortissant tunisien, est l'auteur d'un attentat manqué contre l'ambassade de France au Mali. Il s'est présenté devant l'ambassade avec une arme à feu, une bonbonne de gaz et une grenade. La bonbonne n'explosera pas. Il fait usage de sa grenade et de son arme avant d'être maîtrisé par les passants et des agents de sécurité. À la fin de février 2011, il s'évade de la prison de haute sécurité où il est détenu, et sera de nouveau arrêté quarante-huit heures plus tard. Le patron de la Sécurité d'État, le colonel-major Mami Coulibaly, est limogé. Il n'a pas facilité l'évasion de l'apprenti terroriste, mais ce sont ses services qui avaient la garde du jeune Tunisien. Pour s'enfuir, l'homme qui haïssait tant la France s'est déguisé. Lors de son arrestation à Bamako, il a juré d'avoir

« la peau des Français » et répétait l'une des sentences de l'émir général d'Aqmi, Droukdel : « La France est notre ennemi n° 1. »

Après la Mauritanie, c'est au Mali que les intérêts français sont attaqués. Patrick Mazounie, consul général de France à Bamako, signera d'ailleurs deux communiqués adressés aux Français résidant au Mali (cf. annexe 3). L'homme est connu pour son élégance et sa délicatesse. Quand il prend sa plume, c'est qu'il a quelque chose à dire.

Les premiers Français menacés sont donc d'abord ceux vivant dans une zone qui peut être considérée comme le champ de tir d'Aqmi et de la secte Boko Haram du Nigeria.

Le nombre de Français immatriculés dans les quinze pays de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est d'environ cinquante mille, les binationaux inclus. La majorité des Français immatriculés en Afrique de l'Ouest sont au début de l'année 2011 au Sénégal (environ 17 000), en Côte d'Ivoire (12 000), au Mali (4 300). Dans les autres pays, le nombre de Français oscille entre 80 et 3 500. Ces chiffres sont bien entendu plus élevés si l'on tient compte des expatriés français qui ne se sont pas déclarés dans les consulats.

Les têtes pensantes d'Aqmi savent qu'elles peuvent enlever sur le terrain des Français pour s'enrichir, acheter des armes, recruter, commettre des attentats. Aqmi sait aussi que, pour se « venger » de la France, qui interdit le port du voile islamique, ses combattants peuvent enlever des Français pour les tuer (cas de Michel Germaneau), mais aussi pour obtenir la libération de ses combattants détenus dans des pays du Sahel (cas du Français Pierre Camatte, enlevé dans le nord-est du Mali).

Les touristes de passage sont également des cibles privilégiées. Malgré la vigilance des agences de voyages et des services de sécurité des pays visités, les combattants d'Aqmi ou leurs sous-traitants trouvent toujours une faille pour enlever les touristes.

À la fin de février 2011, les services de sécurité du Mali ont arrêté un homme qui, à coups de bakchichs, voulait en moins d'une semaine obtenir les autorisations pour monter une agence de voyages. L'empressement de l'homme, de nationalité nigériane, a fait tiquer certains prestataires. Il était prêt à mettre près de 30 000 euros sur la table pour avoir en un temps record les papiers nécessaires afin d'ouvrir une agence qui devait vendre des billets

d'avion et organiser des circuits touristiques entre quatre pays du Sahel. L'homme a disparu du jour au lendemain, ayant probablement flairé son arrestation prochaine. Il visait un groupe de touristes français. Il était même déjà en contact avec eux, leur proposant des tarifs défiant toute concurrence. Une option assurance tous risques était sur le point de convaincre les Français de mener « en toute quiétude » leur circuit touristique entre le Mali, la Mauritanie et le Niger, le tout en vingt-et-un jours. L'homme avait bien fait ses comptes. Tablant sur vingt touristes, il savait que la « vente » d'un seul d'entre eux à Aqmi lui permettait largement de rentrer dans ses fonds.

*

... et de l'intérieur

Il est inimaginable que les islamistes puissent prendre le pouvoir en France. Les garde-fous sont solides. Ce qui peut arriver, en revanche, c'est qu'un beau matin, dans une rue très fréquentée, un kamikaze actionne sa ceinture. Dans une gare, un train, un restaurant, un aéroport, le même phénomène peut se produire. Après avoir rendu inactif le système de surveillance d'un établissement public, d'une radio ou d'un siège de télévision, un élément d'Aqmi peut se faire exploser, commettant des dégâts considérables. Aqmi est, bien sûr, déjà sur le territoire français. Sa stratégie d'infiltration est comparable à une laminaire, cette algue vertigineuse qui s'étend très loin de sa racine et jamais ne se coupe de celle-ci. Sur le territoire français, les activités de plusieurs présumés terroristes qui ont juré de commettre des attentats en France sont suivies à la loupe. Des relevés d'écoute l'attestaient encore en avril 2011. Pour endoctriner les jeunes et les convaincre plus facilement ou pour les recruter afin de perpétrer des attentats sur le sol français, la France est présentée non plus comme le « pays qui a commis des horreurs en Algérie », mais comme un « ennemi juré des musulmans ». Les musulmans du monde entier devraient alors se sentir concernés par un combat contre la France. Et cette volonté de nourrir et d'agrandir le cercle des kamikazes potentiels, cette conversion des jeunes

à l'islamisme afin de les rendre peu à peu extrémistes, à force d'endoctrinement et de considérations sorties de leur contexte sur Internet, signifie pour la France une bataille de chaque instant qu'il conviendra d'analyser et de gagner, car la propagande des islamistes est incontrôlable frontalement, étant donné ses ramifications internationales.

Les jeunes ciblés sont en général originaires du continent africain ou sont des binationaux qui ont séjourné notamment dans la zone pakistano-afghane avant de revenir directement en France, ou de faire un détour par le continent africain. Sur le continent, ils ont flirté avec des islamistes. Des cellules dormantes d'Aqmi sont ainsi aujourd'hui installées en France. Certains de leurs membres sont traqués sans être passés au stade d'exécution de leur projet. En 2009, la France détenait en Europe le record des procédures lancées contre des terroristes, 432, soit quarante fois plus que l'Allemagne, et près de dix fois plus que l'Italie.

Parlant à la presse, fait rare pour un patron de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), le contre-espionnage français, Bernard Squarcini n'a pas caché, dans un entretien à l'hebdomadaire français *Le Point*, la réalité du danger. À la question du journaliste : « Confirmez-vous que la DCRI a démantelé, à la fin de l'année dernière, un réseau islamiste qui fomentait un attentat dans la Région parisienne ? » sa réponse a été brutale : « C'est exact. À la mi-décembre, nous avons interpellé [avec la section antiterroriste de la PJ] un groupe lié à Al-Qaida au Maghreb islamique qui projetait de faire sauter une voiture piégée contre notre immeuble, à Levallois-Perret. Plusieurs membres de cette mouvance ont été interpellés. La justice est saisie. Celui qui apparaît comme l'organisateur est en prison. Un tel succès n'est possible que grâce aux surveillances que nous menons depuis longtemps sur des réseaux suspects. Parce qu'avant d'arriver à l'attentat, les futurs terroristes communiquent via Internet, se forment, effectuent des repérages. Si nous arrivons à les suivre pas à pas jusqu'au passage à l'acte, nous gardons une longueur d'avance. D'où notre vigilance permanente sur les filières de départ pour l'Afghanistan : pour les djihadistes en cours de formation, c'est souvent le lieu des travaux pratiques. À leur retour, chacun d'eux représente un danger potentiel. »

De plus en plus de jeunes en France sont tentés par le radicalisme. Ils n'appartiennent pas officiellement à un groupe terroriste, ce qui rend

difficile leur traque. Ce sont des jeunes que l'on peut croiser dans une station de métro, mains dans les poches ; dans une boulangerie, en train d'acheter une baguette de pain en écoutant sur leur baladeur le dernier tube à la mode. Et, du fait de leurs contacts sur Internet, notamment avec des agents recruteurs, ils s'autoradicalisent. Ils peuvent, après avoir été endoctrinés, décider de passer à l'acte et de commettre un attentat au nom du djihad.

Il y a le cas du Franco-Algérien Adlène Hicheur, qui a ses défenseurs... et ses accusateurs. À ce chercheur, arrêté en octobre 2009, il est reproché d'avoir voulu s'en prendre au 27^e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy. Il est accusé de converser par Internet avec l'organisation terroriste Aqmi. Vrai ou faux, l'impression que cette affaire laisse est qu'Adlène est allé sur Internet pour « chatter ».

Internet, le cyberespace, il faut le souligner une nouvelle fois, demeure l'arme absolue d'Al-Qaida, comme de sa branche maghrébine. Les forums de discussion sont nombreux. Les recruteurs d'Aqmi les infiltrent pour appâter les éventuels candidats à la guerre sainte. Par exemple, dans un échange de courriels sur un site djihadiste, le recruteur engage automatiquement la discussion avec un jeune qu'il veut endoctriner en utilisant une méthode bien rodée. Si ce jeune semble avoir une préférence pour les maths, la physique (il n'y a pas ou, du moins, très peu de combattants d'Aqmi amateurs de poésie... Il faudrait en chercher la raison), banco ! Il lui promet de lui communiquer l'adresse d'un site où visualiser la façon dont une bombe peut être fabriquée. Pour achever de le convaincre, il lui adresse ensuite le message suivant : « Regarde les bienfaits d'Allah, qui deviendra bientôt ton seul et unique Dieu. » Et le renvoie sur d'autres sites, plus convaincants encore pour ce jeune prêt à tout afin ne plus avoir la sensation de subir ce qu'il croit être un avenir sans perspectives, éventuellement même humiliant s'il devait l'accepter sans réagir.

Cette logorrhée inscrite sur la Toile au nom de Dieu et de temps anciens idéalisés, donc parfaits et destinés à être reproduits, éventuellement même contre les « autres » par l'intermédiaire du djihad, sera difficile à réfuter, car elle exige temps, patience, connaissances théologiques et historiques de la part de volontaires qui devront oser prendre en charge cette réfutation

indispensable si l'on veut tenter d'éradiquer l'influence de ces nouveaux fous de Dieu capables de pénétrer discrètement dans tous les foyers...

La propagande d'Al-Qaida prospère volontiers dans les espaces clos, tout d'abord dans la chambre des jeunes gens cherchant leur salut sur le petit écran de leur ordinateur ou bien dans ce lieu d'enfermement plus officiel que l'on nomme la prison. Destinée à remettre dans le droit chemin les hommes et les femmes jugés coupables d'un délit, la prison serait plutôt telle qu'elle favorise la récidive et le renforcement d'une certaine criminalité. De plus, il ne fait aucun doute que la surpopulation des cellules facilite la propagation de l'idéologie islamiste auprès de jeunes qui croient ne plus rien avoir à perdre et enragent d'être enfermés. Les surveillants en font la remarque. D'aucuns, très au fait de ces questions, pensent même que ces hommes sont condamnés à devenir des dangers publics à leur sortie de geôle.

Quatrième partie

La lutte contre aqmi

Chapitre 21

Divergences dans la lutte contre Aqmi

Le palais présidentiel de Nouakchott, en Mauritanie, est désert. Je ne croiserai que onze militaires avant de rencontrer le président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz. Le ministre de la Communication, Hamdi Ould Mahjoub, qui m'accompagne, m'a prévenu : « Soyez détendu, et posez toutes les questions. Le président aime aller directement au but. »

Nous sommes dans le hall du palais. L'ascenseur s'ouvre. Avant de se refermer, il reproduit en miniature le bruit d'une cloche de cathédrale. Le ministre de la Communication me fait un compliment sur le « beau costume » que je porte, un peu comme s'il regrettait que le sien soit passablement défraîchi. Neuf minutes plus tard, les portes du bureau du président s'ouvrent. Le président est pire qu'une montre suisse. C'est un homme à l'heure.

« Asseyez-vous ! » me dit-il, plutôt sur la réserve. Mais c'est son style. Avec lui, il y a toujours un round d'observation. Son bureau est simple. Trois chaises confortables sont placées devant le bureau. Au mur, une maquette représentant la Grande Mosquée de La Mecque. La climatisation n'est pas en marche. Je suis assis dans une pièce marron, assez coquette.

Le président « Aziz », comme l'appellent aussi ses compatriotes, fils de commerçants des Oulad Bensbaa, tribu de chérifs idrissides installée entre le Haouz marocain, le Sahara mauritanien et le Sénégal, ne veut pas entendre parler d'« islamistes ». Pour lui, ce sont des « terroristes », les musulmans n'ayant rien à voir avec ces « terroristes ». Il faut, poursuit-il, « trouver du boulot » aux jeunes pour qu'ils ne cèdent pas aux sirènes des « terroristes ». Il fait la genèse d'Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) dans son pays. Il accuse l'un de ses prédécesseurs à la tête de l'État d'avoir commis l'erreur d'arrêter et de jeter en prison des islamistes. Il dénonce la technique d'infiltration des « terroristes » dans son pays, qui a consisté à pénétrer les écoles coraniques, à faire croire aux jeunes qu'ils allaient combattre en Irak. Il rappelle comment il a résisté à l'Espagne, dont des

dirigeants sont venus le voir pour lui proposer un deal : libérer les terroristes détenus en Mauritanie pour faciliter la libération d'otages espagnols aux mains d'Aqmi. « J'ai dit : "Non, pas question" », gronde le président mauritanien.

Il rappelle qu'il y a quelques mois les « terroristes » étaient à 50 kilomètres de sa frontière, et qu'il a déployé tous les moyens pour les chasser, et qu'il a réussi à les repousser à plus de 700 kilomètres... Mais, dit-il, tous ces efforts sont vains si les pays de la sous-région ne s'entendent pas sur un plan de lutte clair contre Aqmi.

Il évoque les débuts difficiles qu'il a connus avec son homologue malien, Amadou Toumani Touré, dans sa lutte contre Aqmi.

« J'ai dit à mon frère malien, Amadou Toumani Touré, qu'on ne peut pas ne pas agir contre ces bandes qui détruisent nos pays. Après une période d'incompréhension, l'entente est aujourd'hui parfaite. » Il déplore, enfin, touchant là un point essentiel, la faiblesse de la lutte globale des États contre Al-Qaida dans la bande sahélo-saharienne.

Alger aussi accuse Bamako de ne pas mener une lutte efficace contre le terrorisme, notamment en n'appliquant pas un chapitre des accords signés entre l'armée malienne et les ex-rebelles touareg qui avaient repris les armes en mai 2006. Ce chapitre stipule que des unités spéciales, composées d'ex-rebelles touareg maliens seront créées pour assurer la sécurité dans le nord du Mali. Ces unités, au mois de janvier 2012, n'étaient pas encore véritablement opérationnelles.

Beaucoup de cartons rouges, parfois discutables, sont brandis contre la politique malienne de lutte contre Aqmi. Personnellement, je suis persuadé que le Mali a eu tort, un jour de l'an 2003, de consentir sur demande expresse de pays comme l'Allemagne à négocier pour obtenir la libération d'otages européens enlevés en Algérie, et transférés dans le nord du Mali. En acceptant d'aider des pays amis, le Mali a mis le doigt dans l'engrenage. Les combattants d'Aqmi se sont ce jour-là dit : « Très bien. Si nous enlevons des otages dans le Sahara, nous les amenons un moment sur le territoire malien, ou bien nous nous rendons nous-mêmes sur le territoire malien, et les gouvernements des pays d'où ils sont originaires vont engager des négociations, et, nous, on va mettre les otages en lieu sûr dans un autre pays si nécessaire, et nous négocierons. »

Le président malien, Amadou Toumani Touré, sait parfaitement que beaucoup de pays lui reprochent d'être le maillon faible de la lutte contre Aqmi dans le Sahel.

« On dit que le Mali est le maillon faible de la lutte contre Aqmi. Il n'y a pas de maillons tout simplement. Les combattants d'Al-Qaida viennent d'autres pays, ces pays n'ont qu'à prendre les mesures nécessaires pour les contenir. [...] Je demande depuis des années une réunion de tous les États confrontés à ce phénomène, mais impossible de l'organiser. Ce n'est pas ma faute. Les terroristes qui viennent au Mali viennent d'ailleurs, j'insiste. Et, il faut le savoir, ce sont des troupes qui bougent beaucoup », a-t-il répondu à un groupe de journalistes.

Le président malien ne veut pas engager seul son pays dans la lutte contre les combattants d'Aqmi pour une autre raison : il écoute les hauts gradés de son armée. Ces derniers répètent à l'envi que cette guerre n'est pas la leur, et que le Mali se lancera dans une lutte sans merci sur le terrain contre Aqmi, à une seule condition : que les troupes des armées de la sous-région s'engagent ensemble sur le terrain. En privé, des responsables militaires maliens affirment aussi que, pour une lutte globale, des pays comme le Maroc, la Libye et même le Tchad doivent être intégrés au dispositif de combattants contre les hommes d'Aqmi.

À propos des unités spéciales, sans souhaiter être cités, des responsables civils maliens expliquent que le Mali a une crainte : que les unités spéciales deviennent des supplétifs de l'armée algérienne sur le territoire malien. Ambiance...

*

L'Algérie, puissance militaire sous-régionale, a de son côté sa vision des choses. 2010. L'ambassadeur d'Algérie à Bamako, Abdelkrim Greib (il n'est plus en poste), fume un cigare dans son vaste bureau. C'est un spécialiste de la question. Il caresse de la main ce qui lui reste de cheveux sur la tête, un peu comme s'il était impuissant devant sa calvitie, qui devient de jour en jour plus prononcée. Il rappelle la position de son pays sur le dossier : pas d'intervention étrangère dans le Sahel pour lutter contre Aqmi. Les pays de la zone doivent eux-mêmes élaborer leur plan d'action, car,

insiste-t-il, le débarquement de troupes européennes ne peut que compliquer la situation. Il appuie là où ça fait mal. Lorsque des pays non musulmans interviennent militairement dans des pays musulmans, ça crée chez les populations un sentiment de frustration, et la situation peut devenir incontrôlable. Une pierre dans le jardin de pays comme la France, qui marque sa présence militaire au Sahel (notamment au Niger et au Burkina Faso, avec un dispositif très léger) après l'enlèvement le 16 septembre 2010 à Arlit.

L'Algérie apprécie plutôt la position des États-Unis, dont la doctrine, depuis la fin de 2010, se résume à cette phrase prononcée devant la presse algérienne par le général David Hogg, commandant des forces terrestres de l'Africom : « La situation au Sahel est une question régionale et l'Algérie joue un rôle leader dans la lutte contre le terrorisme dans cette région. »

L'Algérie ferme également les yeux sur les cycles de formation de certaines armées de la région effectués par les Américains. Le gouvernement du Mali, en collaboration avec d'autres nations africaines et européennes et les États-Unis, a notamment abrité en novembre 2008 un exercice appelé Flintlock, dernier d'une série d'exercices conduits entre les forces militaires maliennes et américaines et des nations partenaires à travers toute l'Afrique. Ce fut la première fois que cet exercice était mené sous l'autorité de l'Africom.

Parallèlement à ces manœuvres, le personnel militaire malien et américain a conduit des programmes médicaux d'actions civiques (Medcap) et des programmes vétérinaires d'actions civiques (Vetcap), destinés à fournir des services aux communautés rurales au Mali. À côté des armes qui crépitent, on se lance dans l'humanitaire.

Le Niger, de son côté, tend la main aux autres pays pour lutter « contre ses bandes de criminels », selon les termes du dynamique ministre de l'Intérieur, Ousmane Cissé, aujourd'hui conseiller spécial du président de la République du Niger. Il poursuit : « Il faut aller vite, parce que ces terroristes s'implantent de plus en plus dans nos pays par des cellules dormantes. »

Le Maroc. Sa place dans la lutte contre le terrorisme fait débat. C'est un pays qui n'a rien à voir avec le Sahel, peste l'Algérie. De la Libye au Mali, en passant par le Niger, des dirigeants souhaitent pourtant que le Maroc soit fortement intégré dans la lutte contre le terrorisme et celle de la drogue.

« Il y a des problèmes de susceptibilités. C'est sûr. Nous, nous avons trouvé une solution intermédiaire, avant que les choses ne se dénouent de façon heureuse. Nous avons un cadre de concertation avec le Mali, qui est un pays voisin du Niger, et nous avons un autre cadre de concertation avec le Maroc, qui est un partenaire important dans la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue », analyse un ministre du gouvernement nigérien. Plusieurs officiels maliens se retrouvent dans ces propos, et refusent, malgré l'importance de l'Algérie (frontalière du Mali), de laisser à ce seul pays le leadership des problèmes sécuritaires de la sous-région.

Parmi ces « susceptibilités » figure également la question du Sahara occidental, territoire que se disputent le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, et le royaume du Maroc. Le gouvernement malien était plutôt classé parmi les pays soutenant la « République arabe sahraouie démocratique » (RASD). En 2009, un quotidien malien, *L'Indépendant*, affirme que le gouvernement de Bamako ne reconnaît plus de fait la RASD. L'auteur de l'article, Saouti Haïdara, explique que ce « gel » de fait de la reconnaissance de la RASD ne plaît pas à Alger.

Le gouvernement malien n'a jamais officiellement démenti le journal, ni les autres médias, malgré les pressions.

À verser au dossier, Mohamed Bedjaoui, ministre algérien des Affaires étrangères (2005-2007), rencontre le président malien Amadou Toumani Touré lors d'un séjour à Bamako. Le chef de la diplomatie algérienne fait observer à son hôte que le Mali, au cours d'une dernière rencontre internationale, était absent de la salle lors d'un vote sur la question du Sahara occidental. Le président malien se dérobe et ne prend aucun engagement.

La question du Sahara, grain de sable entre le Mali et l'Algérie ? Et, par ricochet, l'une des causes du manque d'ardeur dans les relations entre le Mali et l'Algérie dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Sahel ?

À Alger comme à Bamako, officiellement, on refuse la polémique, et on laisse les responsables du Polisario publier des communiqués triomphants,

vantant les meilleures relations possibles avec le Mali.

Mais, à y voir de près, les Algériens se projettent déjà dans le futur. En 2012, la lutte contre le terrorisme continuera avec le successeur du président malien, qui cette année ne sera plus candidat à la présidence. Il doit en effet achever le 8 juin 2012 son second et dernier quinquennat à la tête du Mali.

Mais, en attendant, le chef de l'État malien reste maître du jeu chez lui. Alger l'invite à effectuer une visite officielle le 24 octobre 2011. Le tête-à-tête entre les présidents malien et algérien, qui a duré presque deux heures, n'a pas été houleux, mais franc, selon l'entourage des deux hommes

Un nouveau départ ? Le Mali reste le Mali. Au moment où le chef de l'État malien effectuait, en octobre 2011, sa visite en Algérie, trois otages européens étaient enlevés à l'endroit le plus sécurisé du territoire, que revendique le Polisario. Un responsable de ce mouvement indépendantiste affirme alors publiquement que les ravisseurs des otages sont des islamistes armés qui venaient du Mali, et qui y sont retournés avec les otages après leur forfait. Réponse du berger à la bergère : « L'enlèvement de ces otages est d'abord et avant tout de la responsabilité de ce mouvement », déclare un officiel malien. Ambiance...

En décembre 2011, l'objectif affiché par l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger est de mobiliser à la fin de 2012 une force de 25 000 à 75 000 hommes, toutes spécialités confondues : gendarmerie, police, douanes et justice. L'objectif ? Réponse du ministre malien des Affaires étrangères (entretien avec l'auteur), qui avec l'appui du président malien a donné du coffre à la diplomatie malienne : « Avec ces hommes, l'objectif n'est pas de faire du Sahel une zone de guerre permanente, mais de créer une zone sécurisée. Il est évident que les retards en matière de développement préparent un terreau favorable aux trafics illégaux dans un espace devenu stratégique. Vous savez, en route pour l'Europe, les flux de cocaïne venus d'Amérique latine y croisent les flux d'héroïne venus d'Afghanistan. La frontière sud du Vieux Continent n'est plus l'Afrique du Nord, mais le Sahel. » Moins d'un an nous sépare de la fin de 2012.

Chapitre 22

Combattre le terrorisme

Fin octobre 2010. Le palais des congrès de Nouakchott, la capitale de la Mauritanie, est plein comme un œuf. Militaires, jeunes, chefs religieux, simples croyants, citoyens lambda, étrangers sont invités à un débat national sur le terrorisme et l'extrémisme. Un quasi-sexagénaire arborant un collier de barbe prend la parole. Après avoir abordé le thème du jour, il conclut sous un tonnerre d'applaudissements : « Si vous voulez lutter efficacement contre le terrorisme, contre Al-Qaida, il faut la sécurité et le développement. »

Sécurité-développement ! Le couple qu'il faut développer, si l'on veut lutter efficacement contre Al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Dans le volet « développement », il ne faut pas oublier l'éducation. Dans les pays où Aqmi recrute, les programmes éducatifs doivent inclure la prévention, sans porter atteinte à la liberté de pratiquer la religion de son choix.

Les combattants d'Aqmi sont très mobiles. Ils ont pour aire de repli une vaste superficie dans une zone désertique. Ils opèrent de cette base, d'où ils peuvent demain frapper toute l'Afrique de l'Ouest, établir des contacts avec les autres mouvements terroristes se réclamant de feu Ben Laden, mais également menacer la France. La France et l'Europe, parce que l'objectif d'Aqmi est de s'implanter dans le monde entier ; c'est une amibe planétaire, répétons-le. Entrer en France aujourd'hui, c'est entrer dans tout l'espace Schengen.

Pour lutter efficacement contre Aqmi, il faut pouvoir créer une structure sur le modèle français de Tracfin, cellule de traitement du renseignement et d'action contre les circuits financiers clandestins qui, sur le sol français, a la capacité d'observer n'importe quel mouvement d'argent. Douanes, fisc, banques, huissiers, notaires, avocats ont l'obligation de signaler tout mouvement de fonds suspect. Le contre-espionnage français peut être également saisi par cette structure. Selon la Banque mondiale, on peut évaluer le montant de l'argent sale entre 1 % et 5 % du produit intérieur

brut (PIB) mondial. À l'échelle internationale, avec une implication des pays du Maghreb et du Sahel, un Tracfin spécialisé dans la lutte contre le terrorisme, doublé d'une autre structure inspirée du modèle américain TFTP (Terrorist Finance Tracking Program), est indiqué. Aqmi joue de plus en plus les invisibles. Elle mène une guerre asymétrique.

Dans certains pays du Sahel, il y a des zones où l'armée n'a pas mis les pieds depuis une vingtaine d'années. Deux pays, le Mali et la Mauritanie, décident à partir de 2009 d'investir les zones non occupées, d'y installer des postes de sécurité. La Mauritanie tente une expérience inédite : créer dans un même espace dans le désert poste de sécurité, école, puits, centre de santé, et regrouper là les habitants de plusieurs hameaux jusque-là éloignés les uns des autres. Le Mali tente la même chose, avec un nouveau redécoupage administratif du territoire national, un programme spécial pour le développement et la sécurité de plusieurs régions du pays.

Deux pays du Maghreb, le Maroc et l'Algérie, peuvent être le vaisseau-amiral de cette lutte contre Aqmi au Sahel. Dès qu'on envisage cette éventualité, certains esprits maladroits et mal intentionnés montent sur leurs grands chevaux. Or contrairement, à ce qui se dit çà et là, une coopération dans le domaine sécuritaire existe entre les deux pays. Beaucoup ne savent pas qu'en 1992 Abdelhak Layada, numéro 1 à l'époque du GIA, séjournait dans un hôtel marocain, non loin de la frontière avec l'Algérie. Alger réclame son extradition à Rabat, qui va certes mettre du temps à se concrétiser, mais qui aura finalement lieu.

Le développement économique et social des populations est indissociable de la lutte contre Aqmi. Au début du mois de février 2011, les autorités mauritaniennes ont intercepté trois véhicules, dont certains bourrés d'explosifs. L'un d'eux était destiné à sauter devant l'ambassade de France dans la capitale mauritanienne. L'un des terroristes mauritaniens était originaire d'un bled perdu du pays. Pas de travail, pas d'avenir, il a été facilement endoctriné pour le djihad. Le développement de ces zones devient de plus en plus nécessaire. Dans plusieurs hameaux des zones désertiques de la région sahélienne, il n'y a pas de trace de l'État à 300 kilomètres à la ronde. Pas de dispensaire, pas de poste de sécurité, pas d'école. Ce sont parfois les combattants d'Aqmi qui distribuent vivres et médicaments à des gens totalement démunis, et cela souvent grâce à

l'argent de rançons perçues pour libérer des otages occidentaux ! L'Occident enrichit les terroristes, qui, à leur tour, utilisent une partie de cet argent pour entretenir des populations locales, pour acheter leur silence. Difficile, dans ces conditions, de couper le cordon ombilical entre eux et les autochtones ! Lors d'une visite au président mauritanien dans le cadre de la rédaction de ce livre, j'ai croisé dans son antichambre des notables de plusieurs pays du Sahel. À ma question de savoir s'il organisait une fête intercommunautaire, il me lança nonchalamment, avec un léger sourire : « Si vous voulez réussir la lutte contre le terrorisme, vous êtes tenu de parler avec les populations des zones où les terroristes sévissent. Ces populations sont souvent abandonnées à elles-mêmes. Il faut leur faire comprendre le bien-fondé de la lutte. » En d'autres termes, il faut couper les relations qui pourraient exister entre les terroristes et la population.

La France est l'un des premiers sinon le premier bailleur de fonds dans des pays comme le Mali, le Niger et la Mauritanie. Mais le problème est l'utilisation de cette aide. Il faut élaborer des programmes transversaux. Les habitants du désert ont un point commun : ils sont nomades, voyagent au gré du climat, des événements. Un nomade malien peut se retrouver deux mois en Algérie, pays voisin du Mali, ou en Mauritanie, autre pays frontalier du Mali, et vice versa. Il faut tenir compte de ces mobilités pour financer des projets de développement, tel le plan européen pour le développement du Sahel dirigé par Catherine Ashton, la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères. L'échec de ce programme destiné au Sahel sera inévitable, si l'on se limite à établir un projet spécifique pour chaque pays du Sahel, en occultant l'aspect nomade de ces sociétés.

Des problèmes spécifiques à ces zones désertiques se posent. Il va falloir s'y attaquer. Au cours de la révolte des Touareg maliens en 2006, j'ai eu dans le désert, dans la base militaire des insurgés, un entretien instructif avec un jeune Malien en armes, étudiant dans un pays du Maghreb, qui a momentanément abandonné ses études pour aller prêter main-forte à sa communauté. Je retranscris ici de mémoire ses propos, sachant que la mémoire est parfois faillible.

– Pourquoi abandonnez-vous vos études pour prendre les armes ?

– C’est comme ça chez nous, on marque notre appartenance à notre communauté. Il faut être là pour soutenir une cause.

– Et quelle est cette cause ?

– Nous réclamons plus de respect, nous voulons qu’on nous considère comme des Maliens, pas comme des Maliens de seconde zone.

– Pourtant, j’ai le sentiment que vous êtes considérés comme des Maliens.

– Oui, dans l’administration malienne, il y a des Touareg dans l’armée, dans la garde présidentielle, un peu partout. Mais nous considérer comme des Maliens, c’est cultiver chez les autres l’idée que nous sommes aussi des Maliens ! C’est développer notre région. Le seul produit qui nous vient du sud du Mali, c’est le charbon. Pour tout le reste : essence, nourriture, fruits, c’est l’Algérie qui nous nourrit. Je ne parle pas seulement pour nous, les Touareg. Je parle pour tous les Maliens qui habitent le Nord, et parmi eux des Arabes, des Sonrhaï.

– C’est toujours la même chose qu’on observe dans les régions frontalières. Il y a des échanges intenses.

– Oui, mais, par exemple, dans le sud du Mali, quand quelqu’un veut faire un prêt dans une banque, il peut même gager sa maison. Ici, nous sommes des nomades. Aucune banque n’acceptera de prendre en gages nos tentes de nomade, ou notre troupeau. Vous trouvez ça normal ?

– Il va falloir trouver un mécanisme, alors !

– Nous attendons depuis longtemps ce mécanisme. Je ne veux pas dire que l’État n’a rien fait pour nous. Il faut plus, mais, surtout, il faut tenir compte des réalités de notre désert. Il fait ici parfois 50 degrés à l’ombre. Il y a les morsures mortelles de scorpion. C’est tout un ensemble. Et ce n’est pas parce que deux ou trois individus de la communauté commettent des actes répréhensibles qu’il faut accuser toute une communauté. Partout, il y a des hors-la-loi. Si on ne veut pas que les islamistes s’installent, il faut que l’État s’installe.

– Vous êtes fier d’être malien ?

– Je suis très fier d’être malien. Le problème, c’est le sentiment d’appartenir à un pays. Certains pensent qu’il suffit de creuser un puits dans le désert pour parler de vie. Non ! La vie c’est un état d’esprit. Nous

voulons nous sentir maliens. On peut développer notre région mille fois plus que le Sud, mais si on ne nous aide pas à nous sentir maliens, on n'aura rien fait. On ne peut pas dire que le Mali ne fait rien pour nous. Certains dans nos rangs nous déshonorent. Mais nous voulons qu'on nous serre fort la main, pour nous dire « vous êtes maliens au même titre que nous ».

– Et pourquoi, vous, vous ne pouvez pas prendre l'initiative de dire aux autres la phrase que vous venez de prononcer ?

– Je le dis, alors.

– Vous êtes un homme heureux ?

– Je suis un homme fier !

– Fier aussi de votre pays ?

– Fier tout court !

Fierté ! Sentiment d'appartenir à une même nation, à une même région, à un même espace.

Propos sincères et touchants.

Pour lutter efficacement contre le terrorisme, il est également nécessaire de mettre à jour les législations nationales et internationales.

Au lendemain, par exemple, des attentats du 16 mai 2003 ayant coûté la vie à plusieurs personnes au Maroc, une loi antiterroriste (loi 03-03) a été promulguée, permettant de mieux contrôler et neutraliser les cellules terroristes et leurs sources de financement.

Dans le même ordre d'idées, outre les mesures réglementaires existantes en matière de lutte contre le crime financier, une loi sur le blanchiment d'argent et la criminalité financière a été votée par le Parlement marocain en mars 2007.

Une loi qui régit le séjour des étrangers au Maroc a été adoptée en 2003 en vue de renforcer les mesures de lutte contre les réseaux criminels de trafic des êtres humains tout en sauvegardant les droits et les acquis des personnes en situation régulière sur le territoire national. Cette réforme a permis de circonscrire les flux migratoires irréguliers qui transitent par le royaume à destination de l'Europe.

Il est aussi nécessaire de procéder à une réforme du champ religieux. La France veut un islam à visage français. Le Maroc, par exemple, pour couper les racines du fanatisme religieux, veille à assurer la diffusion d'une culture

réaliste de la modération, du juste milieu et du respect des opinions et des croyances, en la popularisant ainsi autour de l'institution d'Imarat al-Mouminine. Au lendemain des attaques du 16 mai 2003 à Casablanca ont été prises des mesures telles que la fermeture de lieux de culte clandestins et la pénalisation de l'apologie du djihad. Les mêmes réformes existent en Algérie.

Pour garder un lien avec l'importante communauté marocaine en Europe, il y a eu la création d'un Conseil pour la communauté marocaine en Europe.

Parmi les autres mesures (qui ont été également prises dans d'autres pays du Maghreb), citons la mise en place d'un programme global d'encadrement et de mise à niveau des imams des mosquées, couplée avec une redynamisation de leur rôle spirituel et pédagogique ; ainsi que la révision des conditions sociales et financières du personnel des mosquées ; l'augmentation des effectifs du personnel religieux à travers le recrutement de préposés au culte, dont des récitants du Coran, des imams, ainsi qu'une cinquantaine de prédicatrices « Alimate », appelées à animer des campagnes de sensibilisation de leurs coreligionnaires au Maroc et à l'étranger afin de les immuniser contre les tentations de l'extrémisme et de l'obscurantisme.

L'expérience marocaine pourrait utilement faire tache d'huile dans d'autres pays confrontés au phénomène terroriste. Au Maroc, on a également créé une instance chargée de la fatwa (avis autorisés à propos de questions religieuses inédites ou controversées) auprès du Conseil supérieur des oulémas, lequel soumet un projet au Commandeur des croyants (Mohammed VI), qui tranche sur le sujet, afin d'éviter toute confusion ou débordement de théologien fanatique. Soulignons également l'adoption de réformes médiatiques et académiques à travers la réorganisation de Dar el-Hadith el-Hassania, ainsi que le lancement de Radio Mohammed VI du Saint Coran, de la chaîne Assadissa et du site Internet du ministère des Habous et des Affaires islamiques.

D'une manière générale, les thèses islamistes ne pénètrent pas la majeure partie des populations du Sahel. C'est un islamisme modéré qu'elles pratiquent. Dans plusieurs pays, on défend même la laïcité. Lors des fêtes catholiques au Mali, pays qui compte plus de 95 % de musulmans, les musulmans sont présents, et vice versa.

Sur le plan de la coopération internationale, le renforcement de la coopération judiciaire et policière pour la lutte contre le terrorisme et le crime organisé est plus que jamais nécessaire. Cette coopération existe, et a déjà permis le démantèlement de cellules terroristes opérant en Europe et dans des pays du Maghreb comme l'Algérie et le Maroc. Par exemple, les informations fournies aux autorités espagnoles par le Maroc dans l'enquête sur les événements du 11 mars 2004 ont été déterminantes dans l'arrestation de plusieurs suspects.

Il existe sur le terrain international une convention générale qui est une riposte de la communauté internationale face au terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Mais cette convention n'a pas été ratifiée par tous les pays.

Des structures comme celle appelée 5+5, qui réunit cinq pays du Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie, Mauritanie et Libye) et cinq pays européens du bassin occidental de la Méditerranée (France, Portugal, Espagne, Italie et Malte), ne fonctionnent pas à plein régime à cause des susceptibilités entre certains États.

Dans plusieurs pays du Maghreb que j'ai visités, ce qui m'a frappé, c'est la détermination des populations à lutter contre le terrorisme. Outre l'armée, la police, les services secrets, les populations autochtones doivent avoir leur place dans cette lutte physique contre Aqmi.

Conclusion

L'avion présidentiel mauritanien est sur le tarmac de l'aéroport international de Nouakchott, prêt à décoller pour Banjul, la capitale de la Gambie. À son bord, une trentaine d'invités attendent l'arrivée du président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Abdel Aziz. Celui-ci pénètre dans l'appareil par l'avant. Tout le monde se lève en signe de respect. Décollage paisible. Il fait beau. L'avion fend les nuages. Un officier à la calvitie prononcée vient m'arracher de mon siège.

– Son Excellence le président de la République souhaite vous voir.

Je me dirige vers l'avant de l'appareil, vers la première classe. À gauche, j'aperçois un petit tapis de prière. Le chef de l'État mauritanien prie même dans les nuages.

– Ce n'est pas interdit de prier en avion, que je sache, me lance t-il en préambule, avant d'entrer dans le vif du sujet.

– Je voudrais le répéter, nous en Mauritanie, nous n'avons aucun problème avec la religion. Nous sommes musulmans, et nous avons toujours pratiqué un islam tolérant. Nous avons des problèmes avec le terrorisme. Il ne faut pas confondre la religion et le terrorisme. Ça n'a absolument rien à voir. Il ne faut pas non plus, comme certains le font en Europe, faire l'amalgame musulman = terroriste. C'est faire fausse route que de penser de cette manière. Notre combat est contre le terrorisme, et il sera implacable, poursuit-il en prenant en main son attaché-case pour l'ouvrir. Je le vois composer un code, le 231. L'attaché-case s'ouvre. Il en sort une vieille carte du Sahel. Très rapidement, il pointe du doigt les endroits où, selon lui, Aqmi tisse sa toile. Il se transforme en chef militaire, montre un point précis du désert, décrit les opérations en cours, analyse les risques, cherche à convaincre de la justesse de l'option qu'il a choisie : la manière forte. Puis, lâche, prophétique : « La lutte contre le terrorisme sera globale ou ne sera pas. »

Me regardant droit dans les yeux comme si j'avais besoin d'être convaincu, il croise les bras, et poursuit :

– Le terrorisme n’a pas de frontières. La réponse à ce fléau doit être globale à travers tout le Sahel, tout le Sahara. C’est la même chose pour les divers trafics : drogue, cigarettes, armes, immigrés. Par nature, ce sont des problèmes transfrontaliers et pour y répondre efficacement, il faut des actions transversales et cohérentes à travers la région.

Mais en attendant d’obtenir le ralliement à sa cause de tous ses partenaires de la sous-région, il rappelle sa doctrine : la Mauritanie ira chercher les terroristes (combattants d’Aqmi) « partout où ils seront ».

De l’avis même de pays occidentaux comme la France et les États-Unis, la Mauritanie fait partie des pays qui sont à la pointe du combat contre Aqmi, malgré de maigres moyens. Le budget annuel de l’armée algérienne, par exemple (six milliards de dollars), est cinq fois supérieur au budget national annuel de la Mauritanie.

J’ose une autre question, avant l’atterrissage de l’avion :

– N’avez-vous quand même pas l’impression, monsieur le président, de jouer les va-t-en guerre ? Aqmi, ça nécessite de grands moyens !

– Non ! Nous faisons des interventions préventives, des interventions pour ne pas subir l’ennemi. Il termine en citant un proverbe arabe, un petit chapelet couleur ocre en main : « Quand vous montez sur un cheval que vous n’avez pas vous-même dressé, faites attention ! »

Vaincre Aqmi ! C’est l’obsession de presque tous les États. Cependant, le tout-sécuritaire ne saurait être l’unique solution. L’autre axe serait de développer ces vastes espaces incontrôlés, de mettre en place un cordon de sécurité autour de la jeunesse, pour qu’elle ne cède pas aux sirènes djihadistes.

L’un des cordons de sécurité est de pouvoir aider cette jeunesse à trouver un boulot, une jeunesse qui n’a souvent pas de perspectives. En janvier 2012, comme l’explique le Centre des stratégies pour la sécurité du Sahel/Sahara (Centre 4S), les conséquences de la crise libyenne engendrent des défis redoutables pour la région Sahel/Sahara : fin des échanges salariaux, retour désorganisé des immigrés, fin des aides de Tripoli et des dons privés, arrivée de combattants aguerris avec des armes plus dangereuses, accroissement des trafics profitant du désordre ambiant. Aqmi a le champ libre pour recruter les jeunes désœuvrés, et faire d’eux de futurs terroristes.

« Recrutement de terroristes ». C'est l'un des thèmes du plus important séminaire qui s'est tenu ces deux dernières années en Afrique de l'Ouest, sur les « Connexions entre le terrorisme et le crime transfrontalier organisé ». La rencontre s'est déroulée à Banjul, la capitale de la Gambie. Elle était organisée par le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), avec la collaboration du gouvernement espagnol. Les responsables des services secrets d'une douzaine de pays africains et d'Europe participaient à la rencontre, à laquelle j'ai également été convié.

Le diagnostic des participants a été sans appel : l'avenir sécuritaire du continent est sombre. Al-Qaida au Maghreb islamique, malgré tous les moyens déployés, progresse. Selon les participants, Aqmi constitue la principale menace terroriste dans le Sahel. Le recrutement constaté de ressortissants des États de la sous-région indique clairement l'intention d'Aqmi de s'implanter durablement dans les États de l'Afrique de l'Ouest.

Ensuite, pour les grandes oreilles de la région réunies à Banjul, les talibans du Nigeria, communément appelés Boko Haram, et le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger, bien qu'étant considérés comme un groupe extrémiste religieux pour les premiers, et une milice insurrectionnelle pour le second, constituent des groupes terroristes.

Boko Haram, ce « cancer », selon les propres termes du président nigérian dans un discours tenu au début de janvier 2012, nourrit la même ambition qu'Aqmi : organiser des rapt, faire fuir les étrangers pour affaiblir l'économie locale, instaurer la charia dans un pays partagé entre chrétiens et musulmans.

La secte islamiste n'a-t-elle pas revendiqué, à Noël 2011, une série d'attentats meurtriers contre des églises chrétiennes au Nigeria ? Au moins 25 personnes ont péri dans une attaque contre une église de Madala, près d'Abuja, la capitale administrative du pays. D'autres églises ont également été visées à Jos, dans le Centre, à Damaturu et Gadaka, dans le Nord.

Outre le fait qu'Aqmi a des visées djihadistes à l'échelle mondiale, son objectif principal est de déstabiliser les États de la sous-région dans le but de s'octroyer un espace géographique couvrant la totalité ou une importante partie de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, pour y instaurer un régime théocratique fondé sur des conceptions extrémistes. Il a été établi qu'un nombre croissant d'individus de la sous-région rejoignent ses rangs. Aqmi a

aisément tissé des liens avec les groupes locaux du crime organisé, qui sont également intéressés à la fragilisation des États de la sous-région pour développer en toute quiétude leurs entreprises criminelles.

Un pacte informel « gagnant-gagnant » puisque'Aqmi tire profit de certaines activités criminelles menées en Afrique de l'Ouest, et de plusieurs trafics transitant par le Sahel et le Maghreb pour assurer son financement. Dans cette perspective, l'Européen qui réside au Sénégal, au Bénin ou au Ghana sera désormais tout autant en danger que le touriste occidental qui traverse le Sahara.

Lors de cette rencontre, il a également été établi qu'un grand nombre de ceux qui rejoignent les rangs d'Aqmi n'obéissent pas à une motivation idéologique, mais qu'ils sont davantage attirés par les gains financiers qui pourraient résulter de leur adhésion au groupe terroriste. Ainsi, nous assistons à l'apparition de nouveaux types de mercenaires ou de tueurs à gages. Aqmi, précise le document final de la rencontre, assurera dans les années à venir une grande partie de son financement par le produit résultant des actes suivants : enlèvement contre rançon, racket des commerçants prospères, falsification de documents et contrefaçon monétaire, trafics illicites, liens avec la criminalité transnationale organisée, et plus particulièrement le trafic de drogue. De ce point de vue, la relation entre les terroristes et les trafiquants de drogue est passée d'une simple protection le long des voies de communication, moyennant paiement d'un droit, à une situation où les terroristes sont devenus des acteurs directs du trafic de drogue et d'autres formes de contrebande.

En marge des débats de Banjul, les différents échanges que j'ai pu avoir avec les responsables de la sécurité africains ne laissent aucun doute : les pays s'organisent pour lutter contre Aqmi, mais Aqmi de son côté s'organise aussi pour imposer sa loi. Développement d'une véritable industrie de l'enlèvement d'otages, installation dans le Sahara et le Sahel d'un émirat, infiltration des pays de la vaste aire ouest-africaine, pour y installer, à terme, des « Républiques islamiques ».

Pour y parvenir, des djihadistes entendent de plus en plus former des *katibat* composées d'Africains du sud du Sahara, « moins voyants » et moins suspects que les résidents originaires des pays arabes.

Aqmi, c'est une nébuleuse, mais c'est aussi une organisation structurée. Avec la mort d'Oussama Ben Laden, chef iconique d'Al-Qaida, certains experts ont laissé entendre que l'organisation terroriste était décapitée. Fragilisée en Orient, Al-Qaida a fait d'Aqmi à la fois sa nouvelle vitrine et son fer de lance, avec pour objectif avoué la conquête d'un plus vaste théâtre d'opérations, allant du Maghreb au golfe de Guinée. Dans cette ambitieuse entreprise, Aqmi peut compter sur l'armement subtilisé lors du récent conflit en Libye.

Dans les années qui viennent, la France restera sans doute la principale cible d'Aqmi. Ressortissants français en Afrique, avions, écoles françaises, ambassades, consulats figurent, selon les experts, parmi les cibles potentielles. Le renforcement du dispositif sécuritaire autour de ces lieux est un signe qui ne trompe pas. Les ambassadeurs de France en Afrique de l'Ouest et au Maghreb ne se déplacent plus sans garde du corps, des fouilles méticuleuses sont opérées à l'entrée des écoles et des centres culturels français, tout comme à l'embarquement des vols d'Air France à Nouakchott, Bamako, Dakar, Niamey et N'Djamena.

La France, principale cible, mais les États africains aussi, l'objectif d'Aqmi étant d'imposer la charia dans tous ces pays. Pour y parvenir, les groupes terroristes et leurs réseaux dormants sont déjà à pied d'œuvre. Se sachant désormais écoutés et repérés quand ils téléphonent de leur Thuraya, les combattants rivalisent d'imagination. Soit ils sont brefs, voire avares de mots une fois le téléphone en marche, soit ils utilisent des portables (GSM) ordinaires. Pour cela, ils sont obligés de se rapprocher des zones couvertes par les signaux GSM, sortent un sac rempli de puces téléphoniques et appliquent le principe « une puce, un appel ».

C'est sans compter avec les nouvelles technologies. Dans tout téléphone portable, il y a un numéro d'identité communément appelé IMEI (*International Mobile Equipment Identity*). Si vous voulez connaître le vôtre, composez sur votre téléphone la combinaison suivante, *#06#, et vous verrez aussitôt apparaître les quinze chiffres de la carte d'identité de votre terminal. Vous aurez beau changer de puce, le numéro de boîtier permettra de vous localiser et, bien sûr, de vous écouter. Nul doute qu'Aqmi, dont certains éléments semblent doués pour l'informatique, ne tardera pas à trouver la parade.

Aqmi, afin d'imposer sa loi, ne semble devoir reculer devant rien pour s'attaquer aux intérêts occidentaux sur le continent. En 2011, à deux reprises, dans la localité malienne d'Abéïbara (Nord-Est), le démarrage des travaux de construction d'une caserne financée grâce à des fonds mis à disposition notamment par la France a été retardé.

Aqmi s'infiltré également. Pour s'en convaincre : le diplomate espagnol L... fut longtemps en poste à Bamako. Afin d'obtenir la libération de ses compatriotes enlevés par Al-Qaida au Maghreb islamique, il a pris (le savait-il ?) contact avec des personnes directement impliquées dans l'affaire « Air cocaïne ». Or, parmi ces trafiquants, certains étaient de mèche avec Aqmi. Grâce à eux, l'organisation terroriste savait tout de ce diplomate.

D'une poignée d'hommes en 2001, ils sont aujourd'hui plusieurs centaines. Leur principale activité médiatique est la prise d'otages. Mais ils deviennent souvent eux-mêmes otages de la situation. Il faut savoir donc leur opposer la dose de résistance nécessaire. Quelque temps après l'enlèvement, le 16 septembre 2010, de sept otages français dans le nord du Niger, Aqmi a remis à un intermédiaire une lettre officielle destinée aux autorités françaises. La France a refusé de prendre la lettre. Les intégristes auraient pu, pour se venger, mettre la vie des otages en danger. Aqmi ne l'a pas fait, allant quelques mois plus tard jusqu'à libérer trois d'entre eux, contre rançon bien évidemment.

Le face-à-face Aqmi/États continue et continuera sûrement en 2012. Alors, ne faut-il pas négocier avec la hiérarchie d'Al-Qaida au Maghreb islamique ? Les partisans de cette thèse ne manquent pas d'arguments. Les pays occidentaux mènent presque tous des pourparlers par personnes ou États interposés lorsque leurs ressortissants sont enlevés. Pourquoi ne pas lancer des négociations globales pour que cette nébuleuse abandonne sa politique de terreur ?

« On pourrait, par exemple, envoyer dans l'antre des islamistes armés des érudits, des imams pour discuter "islam", "Coran", avec les émirs d'Aqmi, décréter comme en Algérie, une loi sur la concorde nationale, pour permettre à des islamistes de se repentir », explique un médiateur. Mais le débat théologique porterait-il ses fruits ? « Nous pourrions les convaincre de déposer les armes, argumenter, souligner une réalité : ils ne maîtrisent

pas le Coran au nom duquel ils prétendent se battre. Et l'Occident n'est en rien leur ennemi, notre ennemi », poursuit-il. Un silence... Et puis il enchaîne : « Mon fils adoptif, qui a disparu il y a six mois, a rejoint les rangs d'Aqmi. Il a été envoûté par une cassette de propagande qu'il a écoutée. À nous aussi de mettre sur le marché nos cassettes de contre-propagande... »

Annexes

Annexe 1 : Lettre des amis de Vincent et d'Antoine au ministre français de la Défense

La mort des deux Français a ému l'opinion. Un groupe d'amis des jeunes décédés a écrit la lettre suivante au ministre français de la Défense :

Poitiers, le 12 janvier 2011

Monsieur le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants,

Nous condamnons unanimement l'acte de barbarie qui nous prive aujourd'hui d'un ami cher.

Cependant, votre empressement à justifier l'intervention militaire qui a conduit à la mort d'Antoine de Léocour et Vincent Delory nous a beaucoup surpris.

Réduire l'analyse de ce drame à un discours sécuritaire ne fait qu'alimenter grossièrement la presse à sensations. Cela occulte totalement les enjeux globaux de la situation économique et politique que traverse la zone sahélienne. Les épiphénomènes que nous vivons actuellement participent des conséquences de politiques étrangères occidentales vis-à-vis de ces régions.

« Ne rien faire, c'est prendre un double risque. » Vos déclarations nous amènent à nous interroger sur la mission de l'armée française : consiste-t-elle à abrégé les souffrances de ses ressortissants (emmenés par les ravisseurs [...] et on sait ensuite comment ils sont traités) lorsque vous, Monsieur le Ministre de la Défense et Monsieur le Président de la République, chef des armées, n'êtes pas en mesure d'envisager une autre solution, plus digne ? Ou a-t-elle pour objectifs de démontrer – quel qu'en soit le prix – que la France est prête à entrer dans l'escalade de la violence au nom de son combat pour la démocratie et contre le terrorisme (ne rien faire, c'est donner un signal

que la France finalement ne se bat plus contre le terrorisme) ? Sachez qu'à nos yeux la raison d'État ne doit jamais l'emporter sur le respect de la vie des citoyens.

Nous sommes particulièrement indignés par le ton de vos propos et de ceux de la majorité de la classe politique française dans un consensus national sans fausse note. Nous croyons comprendre que la France, patrie des droits de l'homme, sacrifie ses ressortissants sur l'autel d'orientations stratégiques occultes. Vous avez effectivement pris le parti de vous mettre à l'abri de tous moyens de pression en excluant l'option des négociations.

Nous nous inquiétons également du traitement différencié réservé aux citoyens et victimes en fonction de ce que leurs employeurs représentent pour les intérêts de la France.

En conclusion, si vous « assumez » si bien cette mission, sachez dire aux Français qu'elle est un échec et prenez véritablement vos responsabilités en démissionnant. Si un tel courage vous manque, alors ayez au moins la décence de laisser reposer en paix les âmes d'Antoine et de Vincent en stoppant toute récupération politique de cet assassinat sordide.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Les amis de master 2 d'Antoine de Léocour : Régis Belmonte, Amélie Benokba, Élodie Borderie, Marielle Cartiaux, Marion Leriche, Marie Marchand.

Annexe 2 : le « testament » d'Azzam¹

Voici ce qu'on peut appeler son testament.

Dernières volontés d'un simple serviteur d'Allah

Du cheikh Abdullah Youssouf Azzam, 12th Sha'ban 1406H, Lettre traduite par l'équipe de Stcom.net et offerte à Assabyle.com

Depuis la maison du courageux commandant Jalalluddin Haqqani, lundi après-midi, 12 Sha'ban 1406H (20 avril 1986) :

Toutes les louanges sont à Allah, nous Le louons, nous ne recherchons que Son aide, et nous recherchons Son pardon. Nous cherchons refuge en Lui contre le mal qui est en nous-mêmes, et le mal qui est la conséquence de nos actions. Celui qu'Allah guide nul ne peut l'égarer, et celui qu'Allah égare nul ne peut le guider. Je témoigne qu'il n'y a de dieu qu'Allah. Il n'a pas d'associé, et je témoigne que Muhammad est Son serviteur et Son messager.

Ô ! Allah, rien n'est facile excepté ce que Tu facilites et Tu rends la difficulté facile si Tu le veux.

L'amour du djihad continue de dominer ma vie, mes sentiments, mes sens et moi-même.

Les versets de la sourate At-Tawba, qui révèlent les lois finales, jusqu'au jour du Jugement dernier, en matière de djihad, remplissent mon cœur de douleur et de chagrin quand je vois mon incapacité et le manque de volonté de tous les musulmans à combattre pour la cause d'Allah.

Les versets de l'épée, abrogeant 140 versets concernant le djihad et qui avaient été révélés avant, sont une réponse définitive, claire et décisive pour quiconque veut jouer avec les versets du combat dans le djihad, dans la voie d'Allah, pour quiconque essaie d'en changer les significations claires ou pour quiconque dévie de la définition précise.

Voici les versets de l'épée :

« ... Combattez les associateurs sans exception comme ils vous combattent sans exception. Et sachez qu'Allah est avec les pieux » (sourate At-Tawba, verset 36).

« Après que les mois sacrés expirent, tuez les associateurs ou que vous les trouviez. Capturez-les, assiégez-les et guettez-les dans toutes embuscades. Si ensuite ils se repentent, accomplissent la salate et acquittent la zakate, alors laissez-leur la voie libre car Allah est pardonneur et miséricordieux » (sourate At-Tawba, verset 5).

Les gens qui cherchent des excuses pour ne pas combattre dans la voie d'Allah se moquent et ridiculisent la religion d'Allah, et on nous a ordonné de les éviter :

« Laisse ceux qui prennent leur religion pour jeux et amusement... » (sourate Al An'am, verset 70).

Avoir de grandes ambitions sans rien faire pour les réaliser est une caractéristique de ceux qui ne cherchent pas à accomplir quoi que ce soit ; même entretenir et visiter la mosquée sacrée (Al-Masjid al-Haram) n'est pas comparable au djihad, comme cela est rapporté dans le Sahih Muslim à propos des causes de la révélation des versets 19 à 22 de la sourate At-Tawba.

« Ferez-vous de la charge de donner à boire aux pèlerins et d'entretenir la mosquée sacrée [des devoirs] comparables [au mérite] de celui qui croit en Allah et au Jour dernier et lutte dans le sentier d'Allah ? Ils ne sont pas égaux auprès d'Allah ; et Allah ne guide pas les gens injustes » (sourate At-Tawba, verset 19).

« Ceux qui ont cru, qui ont émigré et qui ont lutté par leurs biens et leurs personnes dans le sentier d'Allah ont les plus hauts rangs auprès d'Allah... Et se sont eux les victorieux » (sourate At-Tawba, verset 20).

« Leur Seigneur leur annonce de Sa part miséricorde et agrément et des jardins où il y aura pour eux un délice permanent » (sourate At-Tawba, verset 21).

« Où ils demeureront éternellement. Certes, il y a auprès d'Allah une énorme récompense » (sourate At-Tawba, verset 22).

La raison en est que des compagnons du Prophète furent en désaccord entre eux quant aux actions qui, après l'imane [la foi]

étaient les meilleures aux yeux d'Allah. Certains disaient que c'était l'entretien de la mosquée sacrée, d'autres que c'était de donner à boire aux pèlerins et d'autres disaient que c'était le djihad. Les versets ci-dessus sont une réponse définitive et claire que le djihad est meilleur que l'entretien ou la visite de la mosquée sacrée, en particulier quand nous savons que la raison de la révélation de ces versets était une dispute entre les compagnons à propos de cette question. Les causes de la révélation ne peuvent pas être mal interprétées ou altérées parce que la signification est précise et ne laisse aucune place à la mauvaise interprétation.

Abdallah Ibn Moubarak, le savant moudjahid, qu'Allah lui fasse miséricorde, envoya une lettre à Fudhayl Ibn 'Ayad (qui était connu sous le nom de 'Abid al-Haramein – l'Adorateur des mosquées sacrées), qui déclarait :

« Ô 'Abid al-Haramein, si tu nous avais vus sur le champ de bataille, tu saurais que tu es en train de jouer avec ta religion ! [...]

Tu es en train de jouer avec ton adoration : Alors que vous, adoreurs, offrez vos larmes, les moudjahidin offrent leur sang et leur vie. »

De cela on doit comprendre qu'Ibn Moubarak croit que prier et entretenir les lieux sacrés, alors que la sainteté de ces même lieux est violée, que le sang est versé, que l'honneur des femmes musulmanes est violé et que l'islam lui-même est déraciné, c'est en fait jouer avec la religion du Tout-Puissant. Oui ! Laisser les musulmans se faire égorger, alors que tout ce que nous faisons c'est de remuer les lèvres et de nous frotter les mains, sans faire un seul pas pour alléger les souffrances des musulmans, c'est sûrement jouer et ridiculiser l'islam.

Comment un musulman peut-il s'installer et rester tranquille alors que l'ennemi agressif capture les femmes musulmanes ?

Je crois fermement, comme je l'ai écrit que : « La défense des terres musulmanes est l'obligation la plus importante après l' *imane* », et que comme l'a déclaré le cheikh Ul-Islam Ibn Taymiyya (qu'Allah lui fasse miséricorde) : « Quant à l'ennemi agressif qui détruit la religion et la vie, rien n'est plus obligatoire après la foi que de le repousser. »

Je crois fermement (et Allah est Plus Savant) qu'il n'y a pas de différence entre celui qui ne combat pas et celui qui ne prie pas ou ne jeûne pas ou ne paie pas la *zakate* .

Je crois que la nation musulmane entière est devant une grande responsabilité devant Allah, puis devant les générations futures.

Je crois qu'aucun musulman n'a d'excuse pour abandonner le djihad, peu importe les excuses qu'il utilise : comme la *da'wa* [invitation à l'islam], l'écriture de livres ou la *tarbia* [éducation].

Je crois que chaque musulman sur la terre porte la responsabilité de l'abandon du djihad et du péché d'abandonner les armes. Chaque musulman qui trépane sans fusil entre les mains fera face à Allah avec le péché d'avoir abandonné le combat. Maintenant le combat est obligatoire pour tout musulman sur la terre, excepté ceux qui ont une exemption *shar'i* [légale], et par définition un acte obligatoire porte avec lui soit la récompense ou le châtiment.

Je crois (et Allah est plus savant) que les personnes qui ont une excuse légitime pour ne pas combattre sont : l'aveugle, le malade en phase terminale, l'invalidé, l'homme, la femme ou l'enfant opprimés qui ne peuvent pas partir et rejoindre le champ de bataille.

Tous les musulmans portent le péché de l'abandon du djihad en Palestine, en Afghanistan et dans n'importe quelle partie du monde musulman où les infidèles menacent les terres musulmanes.

Je crois qu'aucune permission n'est requise pour combattre dans la voie d'Allah. Pas de permission des parents, du professeur ou de l'émir et cela fait consensus chez tous les savants [oulémas] d'Ahl-us-Sunnah de l'Histoire. Quand le djihad devient obligatoire, un fils doit combattre même sans la permission de ses parents, une femme sans la permission de son mari et un étudiant sans la permission de son professeur. Quiconque essaie de nier les lois claires a outrepassé les limites en se laissant aller à ses caprices et ses désirs sans suivre les préceptes d'Allah. C'est un sujet décisif et clarifié qui ne laisse aucune place à la mauvaise compréhension ou à la déformation.

La permission du calife [le chef des musulmans] n'est pas requise dans trois cas :

1 – Si le calife lui-même n'appelle pas au djihad alors qu'il le faudrait.

2 – Si le fait d'obtenir la permission signifie manquer l'opportunité du djihad.

3 – S'il est connu d'avance que la permission ne sera pas accordée.

Je crois (et Allah est plus savant) que la oumma musulmane est responsable de l'honneur de toutes les femmes musulmanes qui sont violées en Afghanistan, et qu'elle est responsable de chaque goutte de sang versé injustement. Donc ils sont complices de ces crimes. La raison en est qu'ils ne leur ont pas fourni les armes dont ils avaient besoin pour se défendre, et ils ne leur ont pas fourni l'argent dont ils avaient besoin pour acheter de la nourriture et les outils nécessaires pour creuser les tranchées où s'abriter. Tout cela, ils auraient pu le faire mais ne l'ont pas fait !

On rapporte dans Hashiat al-Dasoqi, vol. 2, pages 111-112 :

Si quelqu'un a une abondance de nourriture et laisse quelqu'un mourir de faim en pensant qu'il ne mourra pas de faim, alors il doit payer la *diyah* [prix du sang] avec l'argent de sa famille. Mais s'il savait que la personne allait mourir de faim, il doit payer la *diyah* avec son propre argent ou bien être tué en *qisas* [compensation].

Nous voyons donc le châtiment qui attend les gens riches qui gaspillent leur argent à satisfaire leurs désirs personnels et à avoir une vie luxueuse.

Ô vous musulmans ! Le djihad s'est votre vie. Votre dignité et votre honneur en dépendent.

Ô vous les prêcheurs ! Vous n'avez de valeur sous le soleil que si vous portez les armes et si vous déracinez les infidèles et les pêcheurs.

Ceux qui croient que l'islam peut fleurir et être victorieux sans le djihad [le combat] et le sang se trompent et ne comprennent rien de la nature de la religion. Le prestige des prêcheurs et la dignité des musulmans ne peuvent pas être réalisés sans le djihad.

On raconte dans le Sunnan d'Abou Dawoud que le Prophète a dit : « Les gens vont bientôt s'appeler les uns les autres pour vous attaquer comme des gens qui s'invitent les uns les autres à partager leur plat.

Certains demandèrent : “Est-ce que ce sera parce que en ce temps-là nous serons en petit nombre ?” Il (saluts et bénédictions d’Allah sur lui) répondit : “À cette époque vous serez nombreux mais vous serez comme l’écume transportée par le torrent, Allah retirera la peur de la poitrine de vos ennemis et mettra la timidité dans les vôtres.” Quelqu’un demanda : “Qu’est-ce que le *wahn* [timidité] messenger d’Allah ?” Il (saluts et bénédictions d’Allah sur lui) répondit : “L’amour de ce monde et la haine de la mort.” » Dans une autre narration, il (saluts et bénédictions d’Allah sur lui) a dit : « L’amour de ce monde et la haine du combat. »

« Combats donc dans le sentier d’Allah, tu n’es responsable que de toi-même et incite les croyants [au combat]... » (sourate An-Nissa verset 84).

Sans le djihad, le *shirk* [association à Allah] se répandra et dominera, car Allah dit :

« Et combattez-les jusqu’à ce qu’il n’y ait plus d’association, et que la religion soit entièrement à Allah seul... » (sourate al-Baqarah, verset 193).

En fait le djihad est la seule garantie pour le bien-être de l’humanité sur la terre, car Allah dit :

« Et si Allah ne neutralisait pas une partie des hommes par une autre, la terre serait certainement corrompue. Mais Allah est détenteur de la faveur pour les mondes » (sourate al-Baqarah, verset 251).

Le djihad est la seule garantie pour la préservation des maisons d’adoration, et de l’accomplissement de l’adoration, car Allah dit :

« Si Allah ne repoussait pas les gens les uns par les autres, les ermitages seraient démolis, ainsi que les églises, les synagogues et les mosquées où le nom d’Allah est beaucoup invoqué. Allah soutient certes ceux qui soutiennent [sa religion]. Allah est assurément fort et puissant » (sourate al-Hajj, verset 40).

Ô vous les prêcheurs de l’islam ! Recherchez la mort et on vous accordera la vie, ne soyez pas trompés par Satan ou par les faux désirs, ne vous laissez pas abuser par les livres que vous lisez ou par les bonnes actions que vous faites. Ne vous affairez pas à des tâches faciles plutôt que de vous confronter à des grands actes. Allah a dit :

« ... Vous désiriez vous emparer des celles qui n'avaient pas d'armes... » (sourate al-Anfal, verset 7).

N'obéissez à personne en abandonnant le djihad, aucune permission n'est requise quand le djihad est obligatoire. En fait le djihad est la base principale et l'essence de votre *da'wa* et la protection de votre religion.

Ô vous les savants musulmans ! Venez conduire cette génération qui retourne à son Seigneur ! Ne vous en allez pas, ne vous fiez pas à cette vie mortelle, et faites attention aux cadeaux des tyrans, car ils provoquent les ténèbres et la mort des cœurs et deviennent un obstacle entre vous et cette génération.

Ô vous les musulmans ! Vous avez dormi pendant longtemps, assez longtemps pour que les tyrans prennent le contrôle sur vous. Vous avez accepté de vivre en esclaves et vous vous êtes soumis aux tyrans. Mais le temps est venu de se révolter et de détruire les chaînes de l'esclavage.

Ô vous les femmes musulmanes ! Faites attention à l'extravagance, car c'est l'ennemi du djihad et elle cause la mort de l'âme humaine. Faites attention au superflu de confort et tenez vous-en aux nécessités de base. Élevez vos enfants pour qu'ils soient braves et courageux. Faites de vos maisons des endroits pour les lions et non pas des fermes à poulets où vos enfants seront nourris puis égorgés par les tyrans pendant leur sommeil. Instillez dans les cœurs de vos fils l'amour du djihad et des champs de bataille. Partagez les problèmes de la oumma musulmane. Vivez un jour par semaines comme les réfugiés et les moudjahidin. Ils vivent de pain sec et de thé.

Ô vous les enfants de l'islam ! soyez habitués au bruit des bombes, des bombardements au mortier et aux bruits des combattants et des tanks et évitez le luxe.

Ô toi ma femme ! J'ai tant à te dire, qu'Allah te récompense de ma part et de la part des musulmans. Tu as été patiente avec moi et tu es restée à mes côtés contre vents et marées avec patience et courage. De toi j'ai tiré le soutien dont j'avais besoin pour faire ce djihad. Je t'ai laissé assumer la responsabilité de la maison en 1969, quand nous avions trois petits enfants et que nous vivions dans une petite pièce

sans cuisine, sans commodités. Quand la famille s'est agrandie, que les enfants ont poussé et que nos invités ont augmenté, tu as accepté cela et plus encore pour moi et pour l'amour d'Allah. Je prie Allah de te récompenser de ma part. Si ce n'avait été ta patience, je n'aurais pas pu porter seul ce fardeau. Tu es une femme qui se contente de peu et qui n'attache pas d'importance aux choses matérielles et tu ne t'es jamais plainte de n'en avoir que peu. Tu n'as jamais été extravagante quand nous avons eu des biens.

La vie du djihad est la vie la plus joyeuse, supporter les difficultés est meilleur que de vivre dans le luxe. Soyez satisfaits et Allah vous aimera ; ne désirez pas ce que les autres ont et Allah vous aimera. Le Coran est la joie de la vie, le *tahajjud* [prière nocturne], le jeûne supplémentaire, la demande de pardon, tout cela rend le cœur limpide et l'adoration douce. S'en tenir aux besoins indispensables, rester éloigné de l'éclat et de l'extravagance apporte au cœur la paix et la sérénité. Je prie Allah de nous réunir au paradis comme Il nous a réunis dans la vie.

Ô vous mes fils ! Vous avez passé de bons moments avec moi, mais je n'ai pas eu assez d'occasions pour vous guider et vous conseiller. J'étais trop occupé pour profiter de votre compagnie. Alors que je voyais les désastres et les catastrophes qui frappaient la oumma musulmane, je ne pouvais pas supporter de vivre avec vous comme un coq avec ses poussins. Je ne pouvais pas vivre en paix pendant que l'impact de la catastrophe brûlait les cœurs des musulmans, je ne pouvais pas rester avec vous pendant que les problèmes de la oumma déchiraient les cœurs et les esprits de ceux qui en ont. L'humanité ne me permettait pas de vivre une vie facile auprès de vous. J'ai détesté toute ma vie l'extravagance et le luxe, que ce soit dans la nourriture, l'habillement ou le logement. J'ai essayé de vous élever, autant que je le pouvais, pour que vous sachiez vous satisfaire de la vie simple.

Croyez en ce à quoi croyaient les premières générations de musulmans (As-Salaf), pratiquez la sagesse, récitez le Coran et mémorisez-le. Faites attention à ce que vous dites. Priez la nuit, faites des jeûnes supplémentaires, recherchez la bonne compagnie et rejoignez le Mouvement islamique. Mais, sachez ceci, l'émir [le chef]

n'a aucun pouvoir sur vous pour vous empêcher de faire le djihad ou pour vous corrompre et vous faire abandonner le djihad pour la *da'wah* .

Ô fils ! Je vous ordonne d'obéir et de respecter votre mère et vos sœurs (Umm al-Hassan et Umm Yahya). Je vous incite à rechercher le bon savoir religieux. Je vous demande d'obéir et de respecter votre aîné Muhammad, et de l'aimer. Soyez bons envers votre grand-père et votre grand-mère et respectez-les. Soyez bons envers vos tantes (Umm Faiz et Umm Mohammed) car elles m'ont fait de grandes faveurs. Tendez la main aux gens de votre famille et aux gens que vous connaissez.

Ô vous les organisations djihadistes sous la responsabilité de Sayyaf, Hikmatyar, Rabbani et Khalis ! Nous espérons que vous continuerez le djihad dans la voie d'Allah et que vous le protégerez de la déviation de son but original. N'oubliez pas les commandants sur le terrain en Afghanistan et en particulier Jalaluddin, Ahmad Shah Mass'oud, l'ingénieur Bashir Saifullah Afzalli, Mawlawi, Arsalan, Farid et Muhammad Alam, Shir Alam (Baghman) et Said Muhammad Hanif (Logar).

Gloire à Toi ! Ô Allah ! Et louanges à Toi. Je témoigne qu'il n'y a de dieu que Toi. Je recherche Ton pardon, et en Toi je me repens.

Abdullah Youssouf Azzam

12th Sha'ban 1406H (20 avril 1986)

Annexe 3 : Recommandations du consul général de France à Bamako

Le consul général
Bamako, le 25 janvier 2011
Madame, Monsieur,

Par un message du 12 janvier dernier, vous avez été informé que les récents événements, un attentat contre l'ambassade de France à Bamako et l'enlèvement à Niamey et le décès de deux compatriotes, survenus les 5 et 12 janvier dernier, ont conduit le ministère des Affaires étrangères et européennes à modifier la carte du Mali dans le site Conseils aux voyageurs et à vous inviter à redoubler de vigilance et de prudence.

En raison de cette situation nouvelle, je vous transmets, après concertation avec le ministère et notamment le centre de crise, des consignes de sécurité.

L'ambassade de France et le consulat général mettent en place de nouvelles dispositions relatives à la sécurité de la communauté française, dont certaines en lien avec les autorités maliennes, qui vous seront communiquées au fur et à mesure de leur validation.

C'est pourquoi il convient de consulter régulièrement le site Internet de l'ambassade (www.ambafrance-ml.org) et le site Conseils aux voyageurs du ministère des Affaires étrangères et européennes et de se conformer strictement aux recommandations qui y figurent.

Je rappelle que les autorités françaises tiennent à attirer l'attention des Français résidant au Mali ou de passage dans ce pays [sur le fait] que la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État et publiée dans le JORF du 28 juillet 2010, dispose dans son titre IV, « Dispositions relatives aux opérations de secours à

l'étranger », article 22, que « l'État peut exiger le remboursement de tout ou partie des dépenses qu'il a engagées ou dont il serait redevable à l'égard de tiers à l'occasion d'opérations de secours à l'étranger au bénéfice de personnes s'étant délibérément exposées, sauf motif légitime tiré notamment de leur activité professionnelle ou d'une situation d'urgence, à des risques qu'elles ne pouvaient ignorer ».

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Patrick Mazounie

Deuxième communiqué

CONSIGNES DE SÉCURITÉ

L'enlèvement le 16 septembre [2010] de cinq de nos compatriotes à Arlit (Niger), l'attentat contre l'ambassade de France à Bamako (Mali) le 5 janvier 2011 et l'assassinat le 8 janvier 2011 de deux de nos compatriotes, enlevés à Niamey (Niger) le 7 janvier témoignent du niveau particulièrement élevé de la menace terroriste au Sahel.

Cette menace peut en particulier prendre les deux formes suivantes : attentat contre des édifices français, en particulier l'ambassade ; enlèvement de ressortissants français.

C'est la raison pour laquelle la totalité du territoire du Mali (ainsi que la Mauritanie et le Niger), en plus de la « zone rouge », totalement prohibée, est classé désormais en « zone orange », déconseillée, sauf raison impérative, notamment d'ordre professionnel.

Si l'on doit se trouver dans la zone orange, en plus d'une vigilance constante renforcée, les principales règles à respecter sont les suivantes :

- 1) S'enregistrer auprès du consulat général et encourager vos proches à le faire.
- 2) Limiter au strict minimum nécessaire les déplacements en dehors de la zone de Bamako et des grandes villes, où la présence des forces de sécurité est la plus systématique et en informer les services du

consulat général en écrivant à l'adresse de messagerie suivante : admin-francais. bamako-fslt@diplomatie.gouv.fr .

3) Éviter les lieux habituellement fréquentés par des Occidentaux, susceptibles d'être repérés comme des lieux possibles d'enlèvement, en particulier les lieux isolés, à moins qu'ils ne soient suffisamment sécurisés. Plus les régions sont proches des zones rouges, plus elles sont évidemment exposées.

Pour le reste :

Respecter les règles de sécurité données par les services de sécurité maliens ;

Prévoir du matériel de communication permettant d'alerter les services de police en cas de besoin (numéros d'urgence préenregistrés sur le téléphone portable) ;

S'agissant du domicile, avoir autant que possible un gardien de confiance (bien lui expliquer qu'il doit être attentif à tout mouvement inhabituel dans le quartier, et qu'il soit bien en contact avec les gardiens voisins), prévoir une procédure d'appel d'urgence (au commissariat du quartier, se renseigner auprès du consulat qui donnera les numéros idoines), protéger les fenêtres et les portes (installer éventuellement des grilles). Sans que cela constitue une recommandation impérative, et en priorité pour les habitations isolées, organiser éventuellement une pièce ou une partie de la maison (pour les familles) qui puisse résister le temps suffisant à une tentative d'intrusion. En tout état de cause, bien vérifier la fermeture des entrées et des fenêtres du domicile avant la nuit. Il est recommandé que le véhicule immatriculé en CD ou IT soit dans un garage fermé et non simplement garé dans la rue devant la maison ou l'appartement.

Varier les itinéraires et horaires des déplacements réguliers ;

Éviter les lieux de rassemblement particulièrement fréquentés (restaurants et boîtes de nuit non ou peu gardiennés, grandes places, marchés, grands magasins...) ;

Être particulièrement attentif à toute attitude inhabituelle ou suspecte compte tenu des usages locaux ;

Limiter autant que possible les déplacements à pied, les piétons étant particulièrement vulnérables ;

Garer les véhicules dans des endroits surveillés, vérifier leur fermeture et contrôler leur aspect extérieur avant utilisation (bas de caisse, capot, coffre, traces d'effraction) ;

Privilégier les magasins et restaurants clairement gardiennés ;

En dehors des villes, privilégier les déplacements en convoi ; proscrire les déplacements de nuit.

Maintenir une réelle vigilance lors des déplacements de nuit à Bamako, et les réduire autant que possible ;

Supprimer les signes d'identification (badges, sigles...) sur les bâtiments et les édifices ;

Les projets de déplacement à titre privé pour le week-end doivent être communiqués à l'adresse de messagerie électronique mentionnée supra avant le jeudi 12 heures ;

Les déplacements donneront lieu à une information des services de sécurité maliens, selon des modalités qui vous seront communiquées ultérieurement.

N'hésitez pas à prendre l'attache de votre chef d'îlot.

Consignes particulières de prudence pour les Français de passage au Mali :

S'adresser à un professionnel du voyage, d'affaires ou d'agrément, pour organiser ses déplacements et hébergement ;

À l'arrivée, être attendu à l'aéroport par une personne de confiance (envoyée par un hôtel, des amis ou un collaborateur). Dans l'hypothèse où le voyageur ne peut être attendu, réserver à l'avance une voiture de location avec chauffeur ou prendre un taxi agréé. Des adresses de loueurs peuvent être fournies par les hôtels ou les agences de voyages ;

Pour l'hébergement, séjourner dans les hôtels sécurisés dont les accès sont filtrés ;

Disposer d'un numéro de téléphone portable afin de pouvoir communiquer facilement. Confier ce numéro à votre famille, vos amis ou contacts. Vous avez également la possibilité de vous inscrire sur le portail « Ariane », accessible depuis le site Conseils aux voyageurs (www.diplomatie.gouv.fr).

Une fois sur place, limiter autant que possible les déplacements à pied, les piétons étant particulièrement vulnérables ;

Varier les itinéraires et horaires des déplacements réguliers ;

Éviter les lieux de rassemblement particulièrement fréquentés.

Patrick Mazounie

1- www.assabyle.com

Remerciements

Écrire sur le Sahel, sur Aqmi, sur la drogue, sur les trafiquants, est une véritable gageure. Ce qui m'a frappé lorsque j'organisais mon plan d'enquête relatif aux personnes à rencontrer, c'est souvent d'entendre : « Évite celui-là, il travaille pour tel service », « évite ce journaliste, il travaille sous la dictée de tel général », « évite de voir ce diplomate », etc. À un moment, découragé par tant d'a priori, je me suis demandé que faire. J'ai finalement choisi de rencontrer tout le monde, et surtout, en premier lieu, ceux dont le front était estampillé « À ne pas voir ». Je ne le regrette pas. J'aurais bien voulu en citer certains nommément. Mais dans ce monde, si vous voulez que l'on vous parle franchement, la première condition est de ne pas citer le nom de son interlocuteur. C'est la règle. Je la respecte. Merci donc à toutes celles et à ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la naissance de ce livre. Ils sont nombreux au Nigeria, au Bénin, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Tchad, au Mali, en Maritanie, au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau, en Guinée, au Niger, en Algérie, au Maroc, au Mali, en France et en Allemagne, tous les pays où je me suis rendu pour le rédiger.